NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

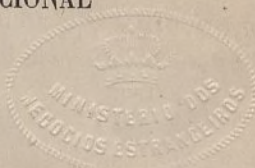
SESSÃO LEGISLATIVA DE 1885

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

QUESTÃO DO ZAIRE

II

LISBOA
IMPRENSA NACIONAL
1885

QUESTÃO DO ZAIRE

II

N.º 1

O SR. PAULO DE LABOULAYE, MINISTRO DE FRANÇA EM LISBOA,
AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE, MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Lisbonne, le 18 mars 1884.—Monsieur le Ministre.—Après avoir pris connaissance du traité récemment conclu entre le Gouvernement Britannique et la Cour de Lisbonne au sujet du Congo mon Gouvernement a pu apprécier exactement la portée de cet acte au point de vue des droits et des intérêts qu'il a le devoir de sauvegarder. Il lui semble indispensable de saisir sans retard le Gouvernement Portugais des observations que certaines clauses lui ont suggérées. Je suis chargé, en conséquence, de remettre à V. E. la note ci-jointe où ces observations se trouvent consignées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A

Par le traité de 1786, le Portugal, après avoir rappelé que «la construction du fort élevé sur la côte de Cabinda n'avait point été faite avec l'intention de troubler, affaiblir ou diminuer le droit que prétend avoir le Roi Très-Chrétien au *commerce libre de ses sujets sur cette côte ainsi qu'ils étaient accoutumés à le faire*», déclarait que des ordres précis, qu'il s'engageait au besoin à renouveler, auraient été donnés, «pour que ses gouverneurs de terre, officiers de mer et autres sujets *ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté au dit commerce*».

De son côté le Gouvernement Français, après avoir déclaré que «l'expédition dont avait été chargé M. de Marigny n'avait point été faite avec intention de troubler, affaiblir ou diminuer les droits que la Reine Très Fidèle prétend avoir à la souveraineté de la côte de Cabinda, comme faisant partie du royaume d'Angola» s'engageait «*à donner les ordres les plus précis pour que ses gouverneurs dans ses îles,*

ses officiers de mer et autres sujets ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté, soit avec les naturels du pays, soit d'une autre manière à la dite souveraineté et à son exercice».

La France, pour ce qui la concerne, s'est toujours attachée à respecter le *modus vivendi* resultant des engagements réciproques ainsi pris par les deux Pays. Le Gouvernement Portugais à pu s'en assurer, notamment lorsqu'il s'est agi d'arrêter les mesures nécessaires pour faire valoir les droits acquis à la France, par les traités conclus entre M. de Brazza et les chefs du Haut Congo.

Les déclarations publiques faites à cette occasion, ainsi que les instructions données à notre commissaire dans l'ouest africain ne laissaient aucun doute sur nos dispositions.

Nous avons donné, depuis, au cabinet de Lisbonne un nouveau gage de notre bon vouloir, en offrant, dès le mois d'août 1883, d'étendre à la région du Congo la proposition qu'il nous avait faite de procéder à la délimitation des possessions respectives des deux Pays dans le golfe de Guinée.

Telle était la situation lorsque nous avons eu connaissance du traité que le Portugal vient de conclure avec le Gouvernement Britannique. Cet arrangement a principalement pour objet de consacrer la reconnaissance par l'Angleterre des droits de souveraineté revendiqués par la cour de Lisbonne sur les territoires de la côte occidentale d'Afrique compris entre le 8° et le 5° 12′ de latitude australe. Mais il prévoit en même temps l'établissement, dans la région ainsi designée, de droits de diverse nature, et notamment, de taxes de douane au moins aussi élevées que celles qui sont appliquées depuis 1877, dans la colonie portugaise de Mozambique. De plus, parmi les conditions de cet accord figure la création d'une commission mixte chargée par les deux Parties Contractantes de préparer l'élaboration et d'assurer l'exécution d'un règlement de navigation, de police et de surveillance du Congo et des autres cours d'eau faisant partie des territoires dont'il s'agit.

Les délégués des deux Pays, auraient pouvoir d'établir de ce chef des droits fiscaux dont le produit serait affecté en partie à l'entretien de la commission elle même.

Ils seraient également chargés de fixer l'échelle des taxes que les commerçants auraient à payer pour la surveillance exercée par les autorités portugaises, sur les marchandises transbordées, en cours de transit ou entreposées dans les conditions déterminées par le traité.

Le Gouvernement Portugais connaît le nombre et l'importance des factoreries françaises qui, de longue date, se sont établies dans l'estuaire du Congo et dans la région avoisinante, sur la foi du régime consacré par les Arrangements de 1786.

Nos négociants peuvent revendiquer, concurremment avec d'autres maisons étrangères la plus grande part du trafic dans cette partie du littoral africain. Ils ont joui, jusqu'à ce jour, d'une liberté absolue au point de vue, soit de la navigation, soit du commerce qui n'est soumis à aucune taxe. Le cabinet de Lisbonne a donc pu mesurer d'avance la gravité du dommage qui serait causé aux intérêts de nos nationaux, si les dispositions concernant le contrôle du fleuve et l'établissement de

taxes fiscales ne devaient pas être exclusivement appliquées aux sujets des États contractants.

Le caractère essentiellement bilatéral de l'acte signé à Londres suffit, il est vrai, à écarter une telle éventualité. Mais il se peut que l'exécution même des dispositions ainsi concertées entre le Portugal et l'Angleterre, donne lieu, dans la pratique, à des incidents de nature à préjudicier aux opérations de nos nationaux.

Pour prévenir tout malentendu le Gouvernement de la République croit nécessaire de saisir sans plus de retard le Gouvernement Portugais des réserves que cette situation lui paraît comporter. Dans sa pensée, les clauses de l'arrangement intervenu entre le Portugal et la cour de Londres, ne sauraient, en aucun cas et sous aucun prétexte, lui être opposées, et il proteste par avance contre tout acte qui en modifiant, sans son agrément et au préjudice de ses nationaux, les conditions auxquelles le commerce et la navigation sont actuellement soumis dans l'estuaire du Congo, tendrait directement ou indirectement à mettre en cause les engagements pris envers la France par le Portugal et consacrés par un usage ininterrompu de prés d'un siècle.

Bien que l'arrangement dont il s'agit vise plus spécialment la situation internationale des territoires inscrits entre le 8° et le 5° 12′ de latitude australe il renferme également une clause en vertu de laquelle la cour de Lisbonne s'engage dès à présent à ne point disposer des droits qu'elle peut revendiquer sur la partie de la Côte d'Or comprise entre le 5° de longitude Est, et le 5° de longitude Ouest, sans en avoir préablement offert la cession au Govermement Britannique. Le Gouvernement Portugais n'ignore pas les intérêts que nous avons nous-mêmes dans ces parages. Il ne sera pas surpris dès lors que nous ne puissions envisager avec indifférence la stipulation par laquelle il a cru devoir ainsi aliéner par avance sa liberté d'action, en ce qui concerne un point situé dans le voisinage immédiàt d'établissements français, au moment même où les deux cabinets semblaient admettre l'opportunité d'une entente générale touchant la délimitation de leurs possessions sur la côte occidentale d'Afrique.

N.º 2

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. PAULO DE LABOULAYE

Lisboa, 28 de março de 1884. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — Tenho a honra de accusar a recepção da nota de V. Ex.ª, com data de 18 do corrente, bem como do *Memorandum* que a acompanha, em que se contêem as observações que certas clausulas do tratado anglo-portuguez, relativo ao Congo, suggeriram ao Governo da Republica Franceza.

Antes de tudo desejo eu manifestar a V. Ex.ª a grande satisfação com que o Governo de Sua Magestade reconhece que a França tem respeitado sempre as disposições exaradas no tratado de 1786 pelo qual o Governo francez se comprometteu a não crear obstaculos ao exercicio da soberania portugueza na costa de Ca-

binda, ao passo que o de Portugal se obrigou a não impedir o livre commercio dos nacionaes francezes, como elles tinham costume de o fazer nas mesmas regiões.

Desnecessario será recordar, por muito conhecido, ser quasi exclusivamente de escravos o negocio que então se realisava nas costas de Cabinda, e usarem as nações n'aquella epocha o direito de prohibir ou consentir que estrangeiros fizessem este ou outro commercio nas suas colonias e possessões.

Por bem recentes factos foi confirmado o inalteravel procedimento da Nação franceza, constante respeitadora dos seus quasi seculares compromissos. Taes foram as declarações publicas occasionadas pela apresentação ás camaras francezas dos tratados assignados pelo sr. Savorgnan de Brazza, e as palavras claras e explicitas com que o Sr. Presidente do Conselho de Ministros e Ministro dos Negocios Estrangeiros d'esse Paiz disse ao Representante de Sua Magestade Fidelissima em França, que: o Governo da Republica respeitava os nossos direitos, reconhecendo a justiça das pretensões da Corôa Portugueza até 5° 12′ de lat. S., tinha muito a peito estar de accordo com Portugal n'esta questão, e queria seguir comnosco uma politica de perfeita harmonia e boa vizinhança na costa occidental da Africa.

Não menos amigaveis disposições para a França tem demonstrado em successivos documentos e com variadas provas o Governo de Sua Magestade.

Mencionarei particularmente a nota que em 13 de agosto ultimo foi dirigida a V. Ex.ª pelo meu antecessor, na qual elle patenteava os melhores desejos de chegar a um accordo sobre a delimitação das nossas respectivas fronteiras na Guiné e no Congo, sendo d'esta fórma Portugal a primeira potencia que vinha a reconhecer a soberania da França nos territorios novamente adquiridos.

Outra prova ainda mais inequivoca dos seus sentimentos para com a Republica Franceza deu o Governo de Sua Magestade Fidelissima ao apossar-se a França de Ponta Negra, abstendo-se de ratificar o protesto do commandante da canhoneira *Bengo,* da armada real, contra a occupação franceza. Cresce de valor esta prova das amigaveis disposições de Portugal com a circumstancia de que esta Nação exercêra ali frequentes vezes a sua auctoridade para proteger tanto o seu commercio como o dos outros Paizes, mandando aquelles pontos da costa forças navaes, supportando os encargos que taes expedições sempra occasionam e arriscando a vida dos seus maritimos sómente para manter a ordem e castigar as depredações e attentados dos naturaes contra os brancos sem distincção de nacionalidade. Portugal estava certo de que o exercicio da soberania por parte de uma Nação civilisada, cujos sentimentos de amisade lhe tinham sido tantas vezes expressados, não podia deixar de ter favoraveis consequencias para a civilisação do continente africano, em que ha mui longos annos se empenha, e por isso nem mesmo allegou que as feitorias portuguezas exerciam n'aquelle ponto o seu commercio sem sujeição a nenhumas formalidades, encargos ou restricções de qualquer especie. O Governo Portuguez procedeu assim, porque bem sabe que, reconhecendo como estava disposto a faze-lo, a soberania franceza nos territorios recentemente adquiridos, não poderia contestar os direitos essencialmente inherentes á mesma soberania, que são entre outros o de estabelecer alfandegas e os demais encargos de natureza similhante,

preço da ordem e da protecção ás pessoas e á propriedade, das condições em fim sem as quaes a soberania não é nem póde ser effectiva.

D'accordo com estes principios, mal póde o Governo de Sua Magestade comprehender como no citado *Memorandum* se diz que o Governo da Republica Franceza protesta contra todo o acto que modificar sem a sua annuencia as condições a que o commercio e a navegação estão actualmente sujeitos no estuario do Congo. Cumpre-me observar que a navegação e o commercio não estão ali sujeitos senão ás condições da mais completa anarchia, porque não ha nas margens do Zaire jurisdicção regular de ninguem, de nenhuma potencia civilisada, nem de nenhuma auctoridade local. Apenas, quando as mais detestaveis consequencias da anarchia chegam ao seu auge, quando os indigenas ameaçam á mão armada a vida dos brancos e põem em risco a sua propriedade, se tem recorrido sempre ás auctoridades portuguezas, pedindo o auxilio dos nossos navios, e esses ali têem ido restabelecer a ordem e proteger o commercio e a vida dos europeus, sem indagar se são portuguezes ou de qualquer outra nacionalidade, e sem outro interesse que não seja o da humanidade e da civilisação.

Rasão teria o Governo da Republica para protestar se no tratado recente com a Gran-Bretanha se contrariasssem as disposições do antigo, de 1786, com a França, porém, o novo tratado está publicado, o Governo Francez tem d'elle conhecimento e não acha de certo clausula nenhuma que esteja n'este caso. A França continua a ter o direito de commerciar livremente, sem limitações ou obstaculos, nos territorios de que se trata, e não cessará de certo de respeitar o exercicio da soberania de Portugal nos mesmos territorios, e portanto os direitos inherentes a tal soberania.

Até aqui, privado de realisar occupação permanente, Portugal não podia offerecer ao commercio francez aquella segurança que os estados civilisados se obrigam a dar ás pessoas e propriedades de nacionaes como de estrangeiros; e apenas ministrava a protecção eventual, precaria, e ás vezes inevitavelmente tardia, das forças dos seus navios de guerra contra as hostilidades do gentio armado.

Agora, depois de verificada a occupação, pois que o tratado com a Inglaterra levanta as difficuldades que a impediam, Portugal não só respeitará platonicamente, como até agora, o direito que reconheceu á França pelo tratado de 1786 de commerciar n'aquellas regiões, mas garantirá esse direito effectiva e efficazmente, dando ao mesmo commercio por meios de acção permanente a segurança e a quietação que lhe incumbe manter.

O Governo de Sua Magestade Fidelissima não tem a minima duvida de que a França pela sua parte respeitará o exercicio da soberania effectiva de Portugal no sentido e com a extensão que os publicistas são unanimes em dar a esta palavra.

Refere-se o alludido *Memorandum* pouco favoravelmente á commissão mixta creada pelo artigo IV do tratado.

Cumpre a esta commissão fazer os regulamentos da navegação do rio e prover, d'accordo com as auctoridades portuguezas, á construcção de pharoes, balizas e marcas; foi instituida com o fim de facilitar aquella navegação e por consequencia de ser por igual util ao commercio de todos os Paizes. Este indispensavel

complemento do tratado incumbia naturalmente ás duas Partes Contratantes, que dão garantia reciproca da sua fiel execução e applicação uniforme, sem distincção de nacionalidade, a quantos negoceiam ou venham a negociar no Zaire. Dos melhoramentos que d'este modo se providenceiam, resultará para todos vantagem bem superior aos tenues encargos impostos á navegação e ao commercio. Por isso não alcança este Governo comprehender como o da Republica Franceza possa receiar para os seus nacionaes qualquer damno da adopção de medidas que têem por objecto implantar no Zaire o regimen regular adoptado em toda a parte onde impera a civilisação; e menos ainda comprehende como se queira attribuir á adopção de tão uteis providencias qualquer significação capaz de contrariar no minimo ponto o bom accordo em que ha tantos annos se têem mantido Portugal e a França.

Não tem duvida porém o Governo Portuguez, nem crê que a tenha o de Sua Magestade Britannica, em que a commissão mixta não proceda á elaboração dos regulamentos nem tome quaesquer outras resoluções relativas á navegação do Congo, sem ouvir e considerar as allegações dos representantes do commercio dos differentes Paizes que tenham interesses n'aquella região, ou dos Agentes Consulares que os Governos respectivos ali venham porventura a restabelecer.

Contém finalmente o *Memorandum* uma observação a respeito do artigo XIV do tratado, em que o Governo de Sua Magestade Fidelissima se obriga a não ceder o forte de S. João Baptista de Ajudá, na Costa da Mina, senão á Gran-Bretanha, no caso de algum dia se achar disposto a realisar esta cedencia. O dominio e posse d'este forte nunca nos foi disputado e por isso considera-se Portugal no pleno direito de realisar a sua cedencia. Tendo-se verificado por vezes um abandono temporario, que algumas rasões de boa administração aconselharam a tornar definitivo, era muito natural que d'aqui viesse á Inglaterra, possuidora n'aquella região de vastos territorios limitrophes, o desejo de occupar o forte quando fizessemos retirar definitivamente a pequena força que o guarnece. Reclamada n'estes termos, não era possivel negar a uma Potencia amiga a concessão que fôra a primeira a solicitar, e a favor da qual nenhuma outra Nação podia allegar com justiça rasões de preferencia. Nem a circumstancia de haver na vizinhança de Ajudá alguns pontos recentemente occupados pela França, nem o reconhecimento da opportunidade de um accordo, quanto á delimitação de fronteiras na Guiné e no Congo, poderiam justificar por fórma alguma da parte de Portugal o não condescender com os desejos da Gran-Bretanha. Não crê portanto o Governo de Sua Magestade que nem de leve offendesse os interesses e as legitimas susceptibilidades da França, pois que até ignorava que a posse de Ajudá lhe podesse ser agradavel.

Creio ter demonstrado cabalmente que as observações contidas no *Memorandum* que por V. Ex.ª me foi entregue com a sua nota de 18 do corrente não encontram sufficiente fundamento no modo de proceder do Governo de Sua Magestade, sempre amigavel para com a França. Não me limitarei porém aqui, porque desejo manifestar ainda a V. Ex.ª o vivo desejo que anima a Nação Portugueza de estreitar cada vez mais as suas já intimas relações com uma Nação a que a unem tantas affinidades de raça e tantos laços de reciproco interesse.

Em poucos mezes foi por varias vezes patenteado por V. Ex.ª, como pelo meu antecessor, o desejo de fixar de commum accordo os limites das nossas com as possessões francezas, tanto na Guiné como no Congo, e sómente se demorou esta fixação por estarem pendentes negociações com uma outra Potencia a respeito da soberania portugueza n'esta ultima parte do continente africano. Agora, porém, que ellas ficaram ultimadas e que a rectificação, de certo proxima, do tratado feito com a Inglaterra deverá permittir o definitivo estabelecimento da jurisdicção portugueza na região do Congo, parece-me ser opportuno ensejo para nos occuparmos da fixação d'esses limites, tanto nas colonias e possessões da Guiné, como nas do Zaire.

Para ambas as Nações haverá vantagem na amigavel fixação das suas fronteiras africanas, pois que de certo se evitarão por esse meio quaesquer desintelligencias e attritos entre auctoridades subalternas, que, de parte a parte, podem, com excessivo zêlo, contrariar as disposições dos dois Governos para uma politica de sincera cooperação, de harmonia perfeita, como simultaneamente convem a duas Potencias, por igual interessadas no desenvolvimento do commercio d'aquellas regiões.

Por esta fórma as duas Nações, sem sacrificar os grandes interesses da civilisação a mesquinhas conveniencias locaes, procurarão, unidas em boa camaradagem, dilatar no vasto continente africano os beneficios da cultura e do progresso pela acção proficua das suas faculdades colonisadoras.

N'este intuito quaesquer propostas que o Governo da Republica julgue opportuno fazer, tanto para a fixação de limites como para o estreitamento das relações de qualquer ordem entre as possessões vizinhas de Portugal e da França, encontrarão sempre por parte do Governo de Sua Magestade o melhor e mais favoravel acolhimento.

Espero que o Governo da França reconhecerá quanto se empenha o de Portugal em manter illesas e sempre mais intimas as boas relações entre os dois Paizes, e comprehenderá que os interesses francezes nunca poderão ser lesados pela extensão da jurisdicção effectiva de Portugal a um territorio em que a França foi a primeira Nação a declarar por um solemne documento, que não poria obstaculo ao exercicio da soberania portugueza.

Aproveito, etc.

N.º 3

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. FERNANDO DE AZEVEDO, ENCARREGADO DE NEGOCIOS DE PORTUGAL EM FRANÇA

Março, 29 de 1884.—Ill.^mo Sr.—Foi-me entregue pelo Sr. Paulo de Laboulaye uma nota, datada de 18 do corrente, e um *Memorandum,* em que S. Ex.ª apresentou, por parte do Governo da Republica Franceza, algumas observações que a este foram suggeridas pelo tratado recentemente assignado entre Portugal e a Gran-Bretanha ácerca do nosso dominio no Zaire.

Comquanto me fosse dito pelo Sr. de Laboulaye que V. S.ª teria conhecimento

d'aquellas observações, eu não julgo inutil remetter-lhe o texto que as contém, e a copia da nota com que hontem respondi ao Representante da França. Todos estes documentos encontrará V. S.ª juntos por copia ao presente despacho [1].

Examinando este ultimo, verá V. S.ª que eu procurei manifestar ao mesmo tempo ao Governo Francez quanto eram pouco fundadas as suas queixas e quanto desejo tinha o Governo de Sua Magestade Fidelissima de estreitar cada vez mais as suas boas relações com a França.

Para mais accentuar estes desejos chamei a attenção do Sr. de Laboulaye sobre as negociações que tiveram começo em agosto ultimo, relativas á fixação dos limites entre colonias portuguezas e francezas na Guiné e no Congo.

Frequentes desintelligencias e attritos que se suscitam a cada passo, n'aquellas, entre auctoridades subalternas dos dois Paizes, levam o Governo de Sua Magestade a desejar que se chegue a um accordo para determinar fronteiras, que deixando bem assente onde terminam as possessões de um e de outro Paiz, evitem futuras e desagradaveis complicações.

Chamo sobre este ponto a attenção de V. S.ª, a fim de que nas suas conversações com o Sr. Ferry lhe torne mais uma vez patente o desejo d'este Governo, sem que deva comtudo empregar para esse fim documento escripto especial, por isso que as negociações a este objecto relativas foram iniciadas em Lisboa.

Deus guarde, etc.

N.º 4

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS, MINISTRO DE PORTUGAL EM LONDRES

Março, 29 de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr. —Em 18 do corrente foi-me dirigida pelo Sr. Paulo de Laboulaye, Ministro de França n'esta côrte, a nota [1] que remetto por copia a V. Ex.ª e conjunctamente o *Memorandum* [1] que pela mesma fórma acompanha este despacho. Contém o *Memorandum* algumas observações que o tratado relativo ao Zaire suggeriu ao Governo da Republica Franceza, e convem que V. Ex.ª tenha d'ellas conhecimento, a fim de informar Lord Granville dos pontos em que a França se considera lesada pelo tratado de 26 de fevereiro.

Igualmente receberá V. Ex.ª inclusa [1] a copia da nota que hontem dirigi ao Representante da França contestando as suas observações. Muito convirá tambem que o principal Secretario d'Estado de Sua Magestade Britannica tome conhecimento d'ella, a fim de que haja perfeito accordo no procedimento das duas Partes Contratantes com relação ás Potencias que porventura se julguem lesadas pelo tratado, e se torne effectivo o compromisso tomado pelo Governo Inglez de ajudar pelo modo mais judicioso o Governo de Sua Magestade Fidelissima a vencer as difficuldades que possam levantar-se contra elle.

Deus guarde, etc.

[1] Documentos n.os 1, 1-A e 2.

N.º 5

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. BARÃO DE SÃO PEDRO, ENCARREGADO DE NEGOCIOS DE PORTUGAL EM BERLIM

Lisboa, 12 de abril de 1884. — Ill.^mo^ Sr. — Encontra-se no *Times* de 5 do corrente uma correspondencia de Berlim, datada de 4, na qual se lê que no dia 3 se constituiu n'aquella capital uma sociedade para a colonisação allemã, «cujo intuito é, em geral, a fundação de colonias agricolas e commerciaes allemãs», e deve ser alcançado: «1.º, reunindo capitaes para tal effeito; 2.º, descobrindo e adquirindo districtos susceptiveis de colonisação; 3.º, dirigindo para esses districtos a corrente da emigração allemã».

A maior ou menor importancia que uma similhante sociedade possa adquirir, e muito particularmente o interesse que o seu desenvolvimento inspire ao Governo Imperial e o apoio que lhe mereça, são informações que V. S.ª deve procurar obter com o seu acostumado zêlo.

Não ignora V. S.ª que o Governo Allemão se tem até agora desinteressado completamente de qualquer intervenção nas questões coloniaes, e muito particularmente nas africanas, que mais directamente interessam a Portugal. É de crer que a sua attitude não tenha mudado; comtudo poderá succeder que a sua attenção seja agora solicitada para estes assumptos, o que teria para o nosso Paiz uma importancia que me parece desnecessario encarecer.

N'esta conformidade espero que V. S.ª procurará sempre informar-se de quanto occorra n'este sentido, e agora especialmente da importancia e significação da nova «sociedade de colonisação allemã», dando-me conhecimento immediato do resultado das suas averiguações sobre este assumpto.

Deus guarde, etc.

N.º 6

O SR. BARÃO DE SÃO PEDRO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 17 de abril de 1884. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — Accuso a recepção do despacho reservado que V. Ex.ª me fez a honra de expedir-me em data de 12 do corrente.

Cumpre-me em resposta dizer a V. Ex.ª que, tendo sido antecipadamente informado da reunião previa para a organisação da sociedade a que V. Ex.ª allude no referido despacho, a qual tem por fim «promover a emigração e a colonisação allemã», e entendendo que este assumpto podia tomar uma fórma que interessasse ao Governo de Sua Magestade, logo pedi ao Consul Geral de Portugal para assistir á dita reunião, recommendando-lhe que tomasse nota dos pontos que ali fossem discutidos.

Assistiu o Consul á sessão, e assegurou-me que effectivamente se tratára da emigração e da colonisação em geral, sem referencia especial ás colonias portuguezas, e por isso não relatei o assumpto a V. Ex.ª

O Governo Allemão em nada interveiu, e continúa a affirmar que se desinteressa das questões coloniaes africanas, procurando sómente assegurar toda a protecção aos subditos allemães ali estabelecidos.

Pessoas que julgo bem informadas confirmam este actual proposito do Governo Imperial, acrescentando-se que este Governo vae mandar o seu Consul em Tunis, o Dr. Nachtigal, não só ao Congo, mas a toda a Africa occidental, a fim de estudar os interesses dos subditos allemães n'aquellas paragens, bem como a conveniencia da creação de consulados que os possam proteger.

Não perderei de vista o assumpto do despacho de V. Ex.ª, que accuso, e do que mais occorrer a tal respeito terei a honra de informar a V. Ex.ª, como é do meu dever.

Deus guarde, etc.

N.º 7

O SR. BARÃO DE SÃO PEDRO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 19 de abril de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Hontem tive a honra de accusar a recepção do despacho reservado de V. Ex.ª, com data de 12 do corrente, relativo á «sociedade de colonisação allemã»; e por essa occasião levei ao conhecimento de V. Ex.ª que, tendo tido noticia do dia designado para a reunião preparatoria dos installadores da dita sociedade, pedíra ao Consul Geral de Portugal n'esta cidade, para ver por que fórma poderia assistir áquella reunião, a fim de me informar do que se passasse; devendo mesmo procurar o modo de fazer parte da sociedade, o que podia ser de conveniencia para o serviço, se a sociedade viesse a ter importancia.

Já sabe V. Ex.ª, segundo a informação do Consul, que transmitti, que nenhuma resolução importante ou pratica foi tomada na sessão, passando-se o tempo em discursos e em nomeação de commissões.

A sociedade de que se trata é composta de homens importantes no commercio e de ricos capitalistas; mas não tem por emquanto a protecção do Governo, sem a qual n'este Paiz é muito difficil progredir.

É certo que n'estes ultimos tempos, e principalmente depois da celebração do tratado do Zaire, a attenção publica se tem despertado na Allemanha, assim como em toda a parte, a respeito d'este assumpto, que tanto interessa a Portugal. Ha aqui um partido importante, principalmente no commercio e nas marinhas de guerra e mercante, que desejaria poder determinar o Governo a tomar uma attitude mais activa, aconselhando mesmo a posse de colonias; porém, até ao presente, tem sempre o Governo Imperial mostrado pouca vontade de attender a estas idéas, tornando assim evidente a preferencia que dá aos negocios da politica continental, e pondo de parte a sua ingerencia nos assumptos da politica colonial das outras Nações.

Por emquanto continuam a ser estas as idéas do Governo Imperial. Assim m'o asseverou hontem alguem que tem frequentes occasiões de tratar de perto com o Governo, e por isso me parece pessoa competente para saber o que se pensa nas regiões officiaes. Disse-me mais que me podia affirmar que o Principe de Bismarck se mostra de todo opposto ás idéas de emigração e de estabelecimento de colonias, por entender que ambas na actualidade são nocivas á politica da Allemanha, a qual, a respeito dos negocios de Africa, se limitará por emquanto a promover os interesses dos subditos allemães estabelecidos n'aquelle continente, assegurando-lhes toda a possivel protecção.

É com este fim que parece confirmar-se a noticia de que já dei conhecimento a V. Ex.ª da proxima partida do Dr. Nachtigal para a Africa occidental, a fim de estudar a conveniencia da creação de consulados allemães nos pontos em que lhe parecerem de maior utilidade.

Deus guarde, etc.

N.º 8

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Londres, 23 de abril de 1884.—Tratado será discutido terça feira 20 de maio.

N.º 9

O SR. BARÃO DE SÃO PEDRO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 24 de abril de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—V. Ex.ª, que de longe previu tão bem as consequencias que podem resultar da nova sociedade de colonisação allemã, relevará que eu de novo volte a este assumpto, tendo ha tão pouco escripto ácerca d'elle.

Novas informações, que julgo fidedignas, confirmam que o Governo Allemão não dá protecção pecuniaria á nova sociedade, e continúa nas mesmas idéas de não adquirir possessões propriamente ditas na costa occidental de Africa.

O Governo Allemão deixa a sociedade entregue aos recursos de que podér dispor, promettendo-lhe o seu apoio moral se obtiver os meios precisos para alcançar terrenos, e n'elles promover interesses, a fim de para ali attrahir de preferencia a emigração allemã, com manifesta vantagem para este Paiz. Não podendo pôr termo á emigração, desejaria vel-a seguir caminho para terrenos allemães na Africa.

Ha pouco legou Mr. Lüders, de Bremen, uma forte quantia para a compra de terrenos n'aquellas paragens. Agora Mr. Brüning, de Franckfort, acaba de offerecer grandes sommas para o mesmo fim. Influencias importantes estão presentemente solicitando este Governo para conceder protecção official á nascente sociedade.

Um tal conjuncto de circumstancias obriga portanto a uma vigilancia de todos

os dias para se poder seguir passo a passo a nova sociedade n'este periodo de tentativas.

Irei pois successivamente informando a V. Ex.ª do que mais me constar a respeito d'esta empreza, que com evidencia vae ganhando adhesões em differentes pontos da Allemanha.

Deus guarde, etc.

N.º 10

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL

Circular.

Lisboa, 26 de abril de 1884.—Tenho a honra de enviar a V. o relatorio official, acompanhado de varios documentos, ácerca de algumas occorrencias que se deram ultimamente no Zaire, e são mais ou menos do dominio publico.

Os factos exarados n'esses documentos provam bem a efficacia com que ali estamos constantemente a reprimir os abusos e a proteger o commercio licito, graças ao ascendente e prestigio do nome portuguez; com elles se responde triumphantemente ás invectivas com que nos têem aggredido os adversarios do tratado do Zaire.

Chamo particularmente a attenção de V. para os seguintes pontos:

1.º A presença de auctoridades portuguezas em Noqui póde facilmente pôr termo, pela confiança que têem os indigenas na rectidão das suas decisões, a um grave conflicto que occasionára derramamento de sangue e custára a vida a um negociante francez. O restabelecimento da paz e mutua acceitação de um *modus vivendi* equitativo, que permitte a continuação do trafico commercial, foram resultado da salutar intervenção das nossas auctoridades.

2.º A restituição á liberdade de alguns indigenas de Moçambique, ali colhidos á traição, trazidos contra sua vontade ao Zaire, detidos e maltratados nas estações da Sociedade Internacional belga, d'onde haviam conseguido evadir-se, indo acolher-se uns a S. Salvador do Congo, outros a uma feitoria portugueza em Noqui. Este facto mostrou bem quem é que sustenta e protege a escravatura no Zaire e d'ella aproveita; com elle se responde aos nossos detractores, que não duvidam recorrer á calumnia, no empenho de nos desacreditarem. Bastará citar a representação ao Conde Granville pelo *committee* da sociedade britannica e estrangeira contra a escravatura, recentemente publicado pelos jornaes inglezes, uma das mais violentas e injustas diatribes de que tenho conhecimento.

3.º Os auxilios prestados pela guarnição da canhoneira *Tejo* á casa hollandeza em Porto Banana, por occasião de um violento incendio que ameaçava destruir uma parte importante da feitoria ali estabelecida, aniquilando grandes valores. Permittiu assim a Providencia que os nossos bravos marinheiros prestassem tão assignalado serviço ao mais importante dos estabelecimentos commerciaes do Zaire, cujos representantes na Hollanda se têem mostrado incansaveis em amesquinhar o nosso prestigio e contrariar os nossos direitos.

Comprehenderá V. sem duvida quanto convirá que o governo, junto do qual

V. se acha acreditado, seja opportunamente informado d'estes factos. Bem assim aproveitará V. todas as occasiões que se lhe offereçam para com elles esclarecer a opinião publica d'esse paiz, destruindo as prevenções falsas que, em defeza do monopolio que estão disfructando, alguns negociantes pretendem levantar contra o nosso dominio em territorios que por incontestavel direito nos pertencem.

Deus guarde, etc.

A

Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Segundo as ordens de V. Ex.ª, larguei d'este porto de Loanda em 16 de fevereiro proximo passado, pelas cinco horas da tarde, acompanhado pelo vapor *Vilhena*, depois de ter recebido da casa hollandeza 32 toneladas de carvão, em vez de 40, conforme tive a honra de dizer verbalmente a V. Ex.ª antes da minha partida.

Antes de largar do porto fui, de accordo com as minhas instrucções, receber as ordens que S. Ex.ª o Governador tinha ainda de dar-me sobre o assumpto da minha commissão.

Apesar da marcha superior do vapor *Vilhena*, teve a *Tejo* de seguir com velocidade moderada uma grande parte da noite, em consequencia da má qualidade de combustivel fornecido áquelle navio, o que, sommado com uma hora proximamente que a *Tejo* teve de parar com avaria nas valvulas do condensador, deu em resultado chegar ao Zaire no dia 17, a hora em que já não era prudente demandar o Porto Banana, indo por isso os dois navios fundear na bahia de Santo Antonio.

Em 18 de fevereiro demandámos o Banana, indo a *Tejo* nas aguas do *Vilhena*, por não ter pratico a bordo e eu não conhecer sufficientemente as marcas para demandar aquelle ancoradouro. Encontrámos no Banana a corveta *Rainha de Portugal*, cujo commandante me deu sobre o assumpto da minha commissão as informações que constam do officio que remetto por copia. Em Banana metteu o *Vilhena* carvão e na seguinte manhã (19), depois de metter um pratico da casa hollandeza, que depois de saber o calado de agua do navio declarou não o poder elle pilotar com segurança até Boma, mas só d'este ponto para Noqui, o que me obrigou a pedir á casa ingleza o pratico indigena Sula, que é muito conhecedor do rio, não me livrando todas estas seguranças de encalhar n'um banco um pouco a montante de Ponta da Lenha em 9 pés de agua, calando eu 13 de pôpa, o que me fez suppor que teria encalhe para bastante tempo, no que felizmente me enganei, safando o navio com muita facilidade á terceira tentativa, andando simplesmente a ré, o que me confirmou a informação do pratico de que aquelle banco era de formação recente, pois quatro ou cinco dias antes tinha passado n'aquelle sitio prumando em 5 braças. Tive ainda n'esse dia de fundear logo a montante da passagem das *matebeiras* por terem os pilotos divergido sobre qual seria a melhor passagem, e estando eu já a sondar em 2 $^1/_2$ braças achei conveniente fundear emquanto elles decidiam a questão, mandando um escaler verificar o fundo, tendo a final de ficar ali por se ter mettido a noite, suspendendo na manhã seguinte e seguindo para Boma onde fundeei para colher noticias.

Em Boma nada se sabia de Noqui que adiantasse ás noticias que havia em Loanda e Banana, avistava-se um vapor que vinha de Vivi e que tambem nada trouxe, resolvendo-me a esperar em Boma até ao dia seguinte por ser já tarde para chegar a Noqui.

Na manhã seguinte (21) appareceram a bordo os negociantes de Noqui, Rosa e Martins, que disseram muitas cousas extraordinarias, entre ellas que a canhoneira franceza *Sagittaire* só esperava a chegada da *Tejo* para começar o bombardeamento das povoações gentilicas e dar um desembarque, o que tudo se verificou ser tão pouco verdadeiro que até era impossivel. Disseram mais terem elles já posto em segurança algumas fazendas, mas que a casa hollandeza nada tinha retirado. Segui pois para Noqui, onde fundeei pela tarde do mesmo dia, tendo de espiar um anchorete pela pôpa e dar dois cabos para terra, ficando depois de tudo isto ainda em pessimas condições para receber trovoadas, pois fiquei com uma pouca de rocha a menos de meia amarra e mesmo enfiada pela pôpa; o *Vilhena* ficou bem, podendo encostar-se a terra pelo seu pouco calado. Antes de continuar devo ainda dizer que por conveniencia de navegação estive fundeado algum tempo na Quisanga no dia 19, assim como no Mussuco no dia 21; n'aquelle ponto foram reclamados os serviços medicos do facultativo do navio, que os prestou da melhor vontade, assim como o fez depois em Boma e ainda em Noqui. Em Mussuco tive de substituir o cabo do leme por ter rebentado. Uma vez em Noqui, depois de trocadas as visitas officiaes com a canhoneira franceza *Sagittaire*, soube logo pelo commandante francez serem falsas as informações dadas ácerca da intenção d'aquelle official sobre o bombardear ou desembarcar. N'esta tarde estiveram a bordo todos os donos ou representantes das casas de Noqui e Ango-Ango, e pelas diversas cousas que elles disseram, mostrando não se entenderem muito bem entre si, concluia-se o seguinte:

Quando em Noqui se estabeleceu o negociante Faro (actualmente em Loanda) e pouco depois a casa franceza Daumas Béraud, os pretos contentavam-se com o pagamento dos *costumes* e o *prato do Rei*.

Tendo, porém, mais tarde augmentado o numero de casas de commercio, e tendo-se desenvolvido ali o movimento commercial de um modo notavel, entenderam tambem os pretos dever tirar mais algum proveito para si e pretenderam estabelecer um imposto sobre a borracha e marfim, muito conhecido na costa pelo nome de *mafucarinho*.

Varias vezes chamaram os brancos por embaixada para decidirem a sua exigencia n'uma *fundação*, ao que os brancos sempre se recusaram. Na ultima tentativa feita pelos pretos para uma fundação, o negociante francez Barbier (fallecido) respondeu que não ía por estar doente, respondendo os pretos que isso não tinha duvida, que elles mandavam gente para o carregar em *tipoia* e não que o mandavam amarrar, como se disse.

Como os pretos não conseguissem chamar os brancos a um accordo sobre a sua exigencia a respeito do *mafucarinho*, resolveram então cobrar a importancia que elles queriam dos proprios portadores do negocio, do que resultou que o commercio

passou a seguir para outros pontos, estranhando o *Chilenas* aquella nova exigencia. Foi o que deixo dito que levou os brancos de Noqui e Ango-Ango a animarem-se a ir atacar os povos com os seus serviçaes. Ainda assim os pretos, vendo os brancos, que os íam atacar, começaram bradando que não queriam guerra, mas sim *fundar* com os brancos e foi a imprudencia d'estes persistindo no ataque, que deu logar aos lamentaveis acontecimentos que depois se seguiram.

Os pretos em grande força picaram-lhe a retirada até ás feitorias, sendo então mortalmente ferido o negociante Barbier. Foi depois d'este primeiro revez que pediram auxilio a Vivi, a Boma e Banana e em outro ataque queimaram umas nove povoações gentilicas e mataram e feriram bastantes pretos.

Foram os indigenas tão mal tratados, que se tornou muito difficil chamal-os a convenção, recusando-se os principes a vir a Noqui ou a Ango-Ango á intimação dos commandantes dos navios, allegando todavia que o não faziam por medo. O primeiro emissario dos commandantes foi o Linguester (lingua da terra) da casa hollandeza, e suppondo-se que indo como emissarios individuos dependentes de casas commerciaes, talvez não inspirassem confiança aos pretos, mandaram-se chamar pretos *muires*, mesmo porque as diversas casas commerciaes parecem desconfiar umas das outras.

N'este entretanto sabe-se, por uma carta do missionario mr. Craven da *Inland Mission* em Palla-Balla que Canga N'Pacca, rei d'aquelle sitio, era talvez uma pessoa capaz para convencer os principes de Noqui e terminar a questão. Os negociantes escrevem a mr. Craven, que acceitou o encargo, recebendo-se aviso no dia 26 de estar o rei Canga N'Pacca no povo de Né-Pereira (um dos povos queimados) esperando os commandantes dos navios para d'elles receber as instrucções para tratar com os principes de Noqui. Antes do encontro resolvemos exigir previamente dos negociantes declaração de que se conformavam com toda e qualquer resolução que nós tomassemos (documento B).

Resolveu-se entre os commandantes dos navios de guerra que iriam ao encontro de Canga N'Pacca tambem *capitos muires* e *Linguesters*, e effectivamente fomos no dia 26 pelas duas horas da tarde ao povo de Né-Pereira, proximamente a uma hora de caminho de Ango-Ango, para onde tinhamos ido previamente embarcados; ahi nos appareceu o principe, que estava ainda assim cautelosamente escondido, espreitando a nossa chegada, apparecendo-nos só depois de se convencer que nenhum perigo corria.

Avistando-nos com o principe, que é um individuo altamente sympathico, e que se apresentou ricamente vestido com uma casaca encarnada com muitos bordados e pannos igualmente de cazimira encarnada, por meio de mr. Craven e do portuguez Francisco Ribeiro de Carvalho, muito conhecido e bem conceituado na costa, transmittimos a Canga N'Pacca as nossas intenções sobre os acontecimentos de Noqui.

Encarregou-se o Canga N'Pacca de ser o interprete das nossas intenções perante o Né-Noqui; conseguiu-se finalmente no dia 29 de fevereiro assignar o convenio que vae junto (documento C), fazendo eu por essa occasião entregar aos Né-

Noqui uma preta e um pretinho que tinham sido feitos prisioneiros em occasião do ataque pelo supracitado Sr. Martins, e bem assim fiz entregar a Canga N'Pacca um moleque que elle tinha cedido á feitoria do Sr. Rosa, quando no Ango-Ango, mas que não queria que estivesse em Noqui (documento D).

Na *palavra* esteve tambem uma embaixada do Rei do Congo, que mandára a Noqui tratar da abertura dos caminhos, vindo tambem ali quasi simultaneamente o Padre Sebastião da missão portugueza em S. Salvador do Congo, o qual me officiou ácerca de uns pretos apparecidos em S. Salvador e que eu resolvi trazer para Loanda, pois parece que são procedentes de Lourenço Marques (documento E). Durante as negociações houve diversos incidentes mais ou menos comicos, mas todos tendentes a demonstrar que os proprios agentes de commercio têem uns pelos outros a mais decidida desconfiança. Não enumero as particularidades de taes incidentes por serem inuteis e pouco interessantes, com referencia á minha missão em Noqui.

Houve, comtudo, um incidente durante a minha permanencia ali, que poderia ter alguma gravidade. No dia 28 appareceram a meu bordo, a pretexto de visita, tres cavalheiros de Vivi, dos quaes um era o chefe da estação da Associação Internacional belga n'aquelle ponto, e depois de algum tempo de conversa perfeitamente indifferente, disseram-me que o negociante Rosa tinha na feitoria quatro zanzibares procedentes de Vivi, que elles desejavam rehaver. Respondi-lhes que me parecia isso muito facil, pois suppunha que o Sr. Rosa não sonegaria os zanzibares em sua casa.

Foram para terra e passadas umas duas horas, justamente quando eu interrompia um exercicio a postos de incendio, para responder a um convite do commandante francez para almoçar no dia seguinte, fui surprehendido por gritos de soccorro que partiam da feitoria portugueza do Sr. Rosa, dando-me ao mesmo tempo parte de que haviam arriado ali a bandeira a pedir soccorro. Mandei logo guarnecer um escaler com gente armada, commandado por um guarda marinha, dando-lhe ao mesmo tempo ordem de simplesmente atracar á terra, mas de não desembarcar sem ordem minha, seguindo eu tambem para terra na canoa, sabendo ali que ás reclamações dos tres cavalheiros da estação de Vivi, e dos quaes dois são inglezes, o Sr. Rosa lhes mandára apresentar os pretos, os quaes são de Moçambique e não zanzibares, e que estes declararam não quererem ir para Vivi; mas que a esta declaração os cavalheiros de Vivi mandaram saltar os zanzibares do seu escaler para amarrarem os pretos, ao que o Sr. Rosa se oppoz, reclamando soccorro do navio. Estes cavalheiros, dos quaes o chefe principalmente me parece pessoa de educação, apresentaram as suas desculpas ao Sr. Rosa, com minha intervenção, e depois comecei eu a convencer os pretos para recolherem a Vivi, ao que elles obstinadamente se recusaram, dizendo que os mandasse eu para qualquer branco de Lisboa *(sic)*, que elles iriam servir para onde eu quizesse.

Em presença d'aquella obstinação dos pretos entendi eu dever indagar qual o motivo de similhante recusa, a que os pretos não responderam muito positivamente, mas os cavalheiros de Vivi disseram que os tratavam muito bem e que o transporte

de cada um tinha custado £ 10, das quaes elles pretos só deviam 8, porque tinham já trabalhado dois mezes, e assim que, representando elles ainda um onus para a Associação Internacional de £ 32, não podiam deixar de ser forçados a trabalhar em Vivi.

N'este ponto perguntei eu áquelles senhores se, procedendo os pretos de Moçambique, possuiam elles o contrato legal em que aquelles se obrigavam ao serviço da associação, e estes senhores viram-se na necessidade de dizer que não tinham contrato algum, e em vista de tal declaração fui eu forçado a declarar-lhes que, sendo os pretos, alem de tudo, subditos portuguezes, que eu não consentiria em que os amarrassem e que só iriam para Vivi muito por sua vontade, ficando terminado este incidente assaz desagradavel, e que poderia ser muito mal interpretado, e quiçá como um caso de escravatura, se dois dos cavalheiros com os quaes se deu não fossem inglezes, e se á testa da Associação Internacional do Zaire não estivesse o celebrado anti-esclavagista Mr. Stanley.

Antes de largar de Noqui resolvi conduzir para Loanda os quatro moçambiques, bem como um outro que nas mesmas condições estava na casa franceza e que o commandante da *Sagittaire*, da melhor vontade e sem ter de vencer nenhuma resistencia da casa franceza, me fez entregar.

Sobre a retirada dos pretos a meu bordo fez-se aviso conveniente ao chefe da estação de Vivi, tomando eu a resolução de transportar os pretos para Loanda, principalmente para evitar futuros conflictos e não os deixar sujeitos ás naturaes consequencias d'elles.

Passadas as cousas como fica dito, depois de dar copias do convenio aos principes de Noqui, Embaixador do Rei do Congo, Canga N'Pacca e negociantes estabelecidos em Noqui e Ango-Ango, não esquecendo o negociante Martins, larguei no dia 1.º de março pelas tres horas da tarde, de Noqui para Boma com o vapor *Vilhena*, tendo o desgosto de perder o cepo de ferro de estibordo quando o quiz suspender, bem como de partir a busina de escovem do mesmo lado, natural consequencia de ser o fundeadouro de Noqui de rocha, encontrando-se algum lodo e areia n'um espaço mui limitado em que estava ancorada a canhoneira *Sagittaire*.

Em Boma passei a noite de 1 para 2, mettendo ali um garrote para dar fresco á guarnição, e o pratico Sula para me garantir de algumas paragens mais difficeis pelas quaes o pratico hollandez se não responsabilisava.

Antes de largar de Boma na manhã de 2 recebi uma carta do Sr. Abreu, gerente da casa ingleza no Banana (documento F), pedindo-me para passar na Quitanga por causa de um incidente occorrido na Sinda; e, indo ali, soube pelo interessado, o negociante Domingos de Sousa, que veiu a bordo, que o incidente, em virtude de um conflicto com o Rei da terra, estava passado, pois que o povo da localidade não apoiava o Rei, e que por isso elle se considerava seguro.

Isto posto, fiz signal ao *Vilhena* para navegar á vontade e *seguir o destino que estava determinado,* largando eu mesmo para o Banana pela uma hora, fundeando ali pelas duas e tres quartos da tarde, com o fim de atestar de carvão, ficando combinado que na seguinte manhã atracaria ao vapor que estava descarregando carvão.

Na noite de 2 para 3, das tres para as quatro horas da manhã, tendo chovido uma grande parte da noite e caíndo fortes trovoadas, rebentou fogo na feitoria hollandeza de Banana, por lhe ter caído um raio no armazem de aguardente e genebra, o qual foi impossivel salvar, avaliando-se as perdas em mais de 40:000$000 réis fortes, conseguindo comtudo a guarnição da *Tejo*, da qual desembarquei 25 praças commandadas pelo guarda-marinha Annaya, salvar o armazem das fazendas, separado do outro por um pequeno intervallo em que havia ainda uma barraca que podia ser um bom conductor para o incendio e que a minha gente destruiu com as machadinhas.

O armazem das fazendas salvo pelo destacamento da *Tejo* avalia-se em 40:000 a 50:000 libras, o que explica a gratidão da casa hollandeza á guarnição da *Tejo* por este facto, demonstrada por uma carta do gerente (documento G) e por um presente feito á guarnição, que o mesmo gerente me pediu delicadamente para offerecer, e que consta de um carneiro, dois barris de vinho tinto e uma caixa de vinho da Madeira.

A guarnição trabalhou até perto das quatro horas, em grande parte debaixo de chuva, não havendo desastre algum a lamentar no pessoal; emquanto ao material perdeu-se um balde de lona e deterioraram-se um pouco as machadinhas e a caixa da bomba.

Apesar do desastre que fica apontado, ainda no dia 3 pude começar a metter carvão, mettendo-o tambem o *Vilhena*, ao qual forneci alguma agua e mantimentos que o commandante me requisitou para poder ir a Landana.

Consegui atestar de carvão no dia 5, mas não pude vir logo para Loanda por me ter pedido o gerente da casa ingleza S. Zagury & C.ª para ir á bahia de Santo Antonio, a fim de lhe proteger o embarque das fazendas que tinha na feitoria, visto ter talvez de abandonal-a em virtude de desintelligencias havidas com os pretos.

Ali estive, vindo depois uma embarcação da terra com um portador de uma carta em que me significava terem as cousas passado sem incidente desagradavel.

Como fosse já tarde para largar d'ali, resolvi seguir na manhã seguinte (dia 6) para Loanda.

Por ultimo devo dizer a V. Ex.ª que depois do meu encalhe no Zaire seria conveniente que o fundo do meu navio fosse ao menos visitado com um escaphandro para se averiguar se arregaçou ou se mesmo perdeu alguma folha de cobre.

Antes de concluir cumpre-me dizer a V. Ex.ª que o commandante do vapor *Vilhena* me prestou sempre da melhor vontade o mais intelligente e decidido auxilio em todas as occasiões em que foi util a sua coadjuvação, e que da parte dos meus officiaes continuei a encontrar o mais dedicado zêlo pelo serviço, e a propria marinhagem, apesar de trabalhar em condições de clima muito fatigante e ser em grande parte formada de convalescentes saídos do hospital, nunca deixou de satisfazer completamente ás exigencias do serviço, havendo apenas a notar ligeiros incidentes sujeitos a correcção disciplinar.

Deus guarde a V. Ex.ª Bordo da canhoneira *Tejo* surta no porto de Loanda, 7 de março de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. Commandante da divisão naval da Africa

occidental e America do sul.—(Assignado) João Antonio de Brissac das Neves Ferreira, Capitão Tenente Commandante.

B

Nós abaixo assignados, negociantes estabelecidos em Noqui e Ango-Ango, declarâmos submetter-nos em tudo e por tudo ás resoluções tomadas pelos commandantes dos navios de guerra surtos em Noqui, tendentes á resolução pacifica e amigavel da questão existente entre nós e os principes indigenas das localidades citadas, questão que nos levou a pedir o auxilio dos referidos navios de guerra.

Noqui, 26 de fevereiro de 1884.—(Assignados) João Luiz da Rosa—Pela Nieuve Afrikaansche Handels Venootschap—A. Greshoff—Par procuration Daumas Béraud & C[e] de Paris, Sarthon.

C

Convenção estabelecida entre os brancos de Noqui e Ango-Ango e os principes indigenas do paiz

Os principes de Noqui e Ango-Ango obrigam-se pelo presente contrato:

1.° Abrir livre e completamente os caminhos ao commercio do interior sem fazer especie alguma de ataque ou impedimento, nem cobrar imposto algum ás caravanas de negocio;

2.° A respeitar as feitorias dos brancos, não impedindo o negocio entre estes e os indigenas de qualquer proveniencia que sejam;

3.° Não exigir dos brancos outros pagamentos alem dos que se estabelecerem nos artigos referentes aos negociantes.

Do seu lado os brancos se compromettem:

1.° A pagar os costumes da terra segundo os habitos do paiz;

2.° A pagar por cada medida de borracha uma espingarda fraca por ponta de marfim (escaravelho e meão), e uma espingarda forte (fazenda) por ponta de marfim de lei aos linguesteres de Noqui para o rei da Barraca.

Dada no Ango-Ango, em 1 de março de 1884, em presença dos commandantes das canhoneiras *Tejo, Sagittaire* e vapor *Vilhena.*—(Assignados) João Luiz da Rosa—*Approuvée l'écriture ci-dessus en mentionnant que pour les pointes d'ivoire c'est un fusil fort en* fazenda *et non un fusil de fer*, A. Sarthon—Pela Nieuve-Afrikaansche Handels Vennotschap—A. Greshoff—Kanga Pakka—Representante do rei do Congo, Nuglion Kama—+ Tulenté—+ Nuglion Kama Katendé—+ Nei Pereira—+ Nei Corado—+ Nei Loango—+ Nei Sudoquito—+ Nei Prata—+ Nei Canga—+ Mamilomba—+ Nei Soyo.

Nós abaixo assignados declarâmos que os signaes acima escriptos são postos pelos proprios punhos dos principes ou dos seus representantes. Povo de Nei Pereira, 29 de fevereiro de 1884.—(Assignados) Witness Aug. Craven—A. Greshoff—Francisco Ribeiro de Carvalho—J. Machado—J. Antonio de Brissac das Neves

Ferreira, Capitão Tenente Commandante da canhoneira *Tejo*—P. Cordier, *Lieutenant de Vaisseau Commandant de la canonnière Sagittaire*—Nuno de Freitas Queriol, Segundo Tenente da Armada, Commandante do vapor *Vilhena*.

D

Recebi a bordo da canhoneira *Tejo*, surta em Noqui, e do Sr. Commandante da mesma canhoneira, uma preta e uma creança, prisioneiros feitos pelo Sr. Martins nos ataques contra a gente de Noqui, prisioneiros que vão ser entregues aos seus respectivos reis.

Outrosim recebi um moleque para ser entregue a Kanga Pakka, Rei de Palla-Balla.

Bordo da canhoneira *Tejo*, Noqui, 1 de março de 1884.—(Assignado) A. Gresshoff.

E

Ill.mo e Ex.mo Sr.—Apparecendo em S. Salvador do Congo seis pretos cuja naturalidade ignoro, a quem a missão estabelecida n'aquelle ponto sustentou por espaço de oito dias, e receiando que, segundo os costumes indigenas, elles sejam brevemente escravisados, tenho a honra de os mandar apresentar a V. Ex.a, para que se digne dar-lhes protecção a bordo do seu navio e tomar conhecimento da situação em que se encontram, dando-lhes depois o destino que julgar conveniente.

Deus guarde a V. Ex.a Noqui, 1 de março de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr. Commandante da canhoneira portugueza *Tejo*.—(Assignado) Padre Sebastião José Pereira, membro da missão.

F

Ex.mo Sr.—O Domingos de Sousa encarregou-me de pedir a V. Ex.a a fineza de, quando V. Ex.a regressar ao Banana, se demorasse um instante na Quissanga, para o informar de uma occorrencia que teve logar no Sinda, onde elle tem uma feitoria. E não podendo eu fazel-o pessoalmente, em consequencia de ter de seguir hoje para o Banana, faço-o por este meio, esperando merecer a V. Ex.a o favor da sua annuencia aos desejos d'aquelle meu amigo.

Fica aqui o Sula ás ordens de V. Ex.a

Sou com a mais subida consideração e estima—De V. Ex.a creado muito attento e obrigado—(Assignado) João Ferreira de Abreu.

Boma, 26 de fevereiro de 1884.

G

Banana, 5 de março de 1884.

Ill.mo e Ex.mo Sr. Commandante da canhoneira de guerra portugueza *Tejo*.—Serve a presente para agradecer a V. Ex.a o auxilio que teve a bondade de me prestar pela occasião do incendio de um dos meus armazens, e para satisfação de

V. Ex.ª, tenho a honra de lhe dizer que o pessoal mandado por V. Ex.ª para terra se portou admiravelmente e com bastante valor. A todos em geral faço os meus agradecimentos, não esquecendo jamais tamanho obsequio.

Sou de V. Ex.ª com toda a estima e consideração — att.º ven. am.º ob.º — (Assignado) A. de Bloëmme, gerente-chefe da casa hollandeza.

II

Aos 14 dias do mez de março do anno do nascimento de Nosso Senhor Jesus Christo de 1884, compareceram n'esta secretaria geral do governo geral da provincia de Angola, perante mim Secretario Geral do Governo Alberto Carlos de Eça de Queiroz, do Official Maior da secretaria do Governo João Nepomuceno da Piedade, e do Official da mesma repartição Antonio José Lucas, onze homens de côr preta, naturaes da provincia de Moçambique, de nomes, Alfane, Ninchine, Cheque, Gamar, Lence, Sarangue, Hassan, Fenece, Alli, Pequenino e Sepum, trazidos de Noqui pelo Commandante da canhoneira *Tejo*, Capitão Tenente João Antonio Brissac das Neves Ferreira, os quaes se achavam refugiados na feitoria portugueza de João Luiz da Rosa por terem fugido da estação de Vivi, pertencente á Associação Internacional. Os mencionados pretos de Moçambique declararam ao referido negociante João Luiz da Rosa e ao referido Commandante da canhoneira *Tejo* terem sido violentados a abandonar o seu paiz, e não quererem continuar a servir na estação de Vivi em consequencia dos maus tratos que ali soffriam.

Interrogados perante mim por intermedio do interprete devidamente juramentado, praça da armada n.º 27 da 3.ª da guarnição da corveta *Duque da Terceira*, Manuel José Preto, disseram que ha alguns mezes, os de nome Alfane, Gamar, Sarangue, Hassan e Alli, que habitavam o ponto chamado Cremar da costa de Moçambique, vieram ao litoral onde estava fundeado um vapor cujo nome e nacionalidade não conhecem, e que ali foram convidados por um branco, que dizem ser hollandez por nome Mapengo, que os convidou a acompanharem-n'o para trabalharem fóra do seu paiz, ao que elles se recusaram.

Que o sobredito hollandez os contratára então para fazerem a limpeza do navio, e que um dia em que estavam limpando os porões, o vapor levantou ferro e que se encontraram d'ahi a pouco no alto mar.

Que tocaram no porto de Lourenço Marques, onde embarcaram os pretos Ninchine, Cheque, Lence, Fenece, Pequenino e Sepum, que dizem terem sido contratados na alfandega d'aquelle porto.

Dizem que passaram depois n'uma cidade ingleza, cujo nome não sabem e d'ahi foram para o Congo, sendo empregados na estação de Vivi em trabalhos de pedreiras para construcção de uma estrada; que ahi estiveram dois mezes sempre maltratados e espancados barbaramente, apresentando ainda o preto Sarangue uma cicatriz grande na cabeça, do lado direito, que elle diz ter sido feita por uma pancada dada com um pau.

Que não podendo supportar a vida n'estas condições fugiram para Noqui para a feitoria portugueza de João Luiz da Rosa.

Declararam mais, que durante o tempo que estiveram em Vivi, não receberam pagamento algum e só um panno a cada um d'elles.

Que declararam quererem servir em qualquer parte, menos no serviço da estação de Vivi.

Sendo-lhes lidas estas declarações disseram acharem-n'as conformes ao que tinham dito.

E assim se deu por findo este acto, que eu, Secretario Geral do Governo, Alberto Carlos d'Eça de Queiroz, mandei escrever e assigno com as testemunhas acima mencionadas, Official Maior da secretaria, João Nepomuceno da Piedade e Official Antonio José Lucas, interprete Manuel José Preto, praça da armada n.º 27 da 3.ª, da guarnição da corveta *Duque da Terceira*, e os referidos pretos, que por não saberem escrever assignam de cruz.

E para authenticar este acto mandei sellar o presente auto com o sêllo d'esta secretaria geral do governo. — (Assignados) Alberto Carlos d'Eça de Queiroz, Secretario Geral do Governo — João Nepomuceno da Piedade, Official Maior — Antonio José Lucas, Official — Manuel José Preto + — Alfane + — Ninchine + — Cheque + — Gamar + — Lence + — Sarangue + — Hassan + — Fenece + — Alli + — Pequenino + — Sepum +.

N.º 11

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DAS NOGUEIRAS, MINISTRO DE PORTUGAL EM WASHINGTON

Lisboa, 27 de abril de 1884. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — Julgo conveniente chamar a sua attenção sobre o procedimento da Associação Internacional Africana e os inconvenientes que tem para o nosso dominio n'aquella região o apoio que o senado e o gabinete de Washington lhe têem prestado.

A quasi totalidade dos pontos occupados por estações d'aquella associação, acha-se fóra do territorio que o tratado de 26 de fevereiro ultimo nos reconhece, porém em Boma e em Noqui encontram-se, em terrenos que devem ficar sujeitos á soberania portugueza, estabelecimentos da Internacional. N'esses, como em outros do interior, pretende ella exercer exclusivo dominio, fundando-se em tratados mais ou menos clandestinos, de algum dos quaes têem chegado copias ao poder do Governo de Sua Magestade; taes são os que vem publicados no *Livro Branco* d'este anno, relativo á questão do Zaire.

Pela mais elementar analyse de taes documentos immediatamente se lhes conhece o espirito e a intenção, pois se referem: ao exercicio de soberania nos territorios adquiridos, ao exclusivo do transito e commercio, a toda a casta de privilegios para os agentes da sociedade ou do «*Comité d'études du haut Congo*», que

em parte se lhe substitue, chegando ao extremo de pedir aos indigenas que prestem apoio armado aos seus representantes contra os estranhos *de qualquer côr que elles sejam.*

De certo será menos bem conhecido do Governo e do publico da America a fórma por que a Associação Internacional Africana entende usar dos seus pretendidos direitos soberanos, tornando-se hostil e repulsiva para todos os concorrentes europeus, e não duvidando chamar contra estes o auxilio dos povos que pretende civilisar.

Está bem longe esta attitude, que a Associação Internacional vae assumindo no coração de Africa, das suas primitivas declarações e dos protestos de internacionalidade perfeita, e de absoluto desinteresse com que ella procurava apoiar a sua missão exclusivamente civilisadora. Se a Nação Americana melhor conhecesse os processos empregados pela sociedade que protege, de certo lhe não daria tão grande apoio; e negar-lh'o-ía inteiramente se examinasse de mais perto o systema que os seus empregados adoptam para adquirir serviçaes, do qual V. Ex.ª teria conhecimento pelo meu despacho de hontem[1]; pois tal systema tem com a escravatura demasiada similhança para poder agradar a uma Nação que tanto luctou para tornar livres todos os seus habitantes.

O privilegio no commercio e no transito, a exclusão do branco sempre que elle não venha como agente seu, as violencias praticadas para obter trabalhadores, têem alienado em grande parte aos que de perto conhecem o proceder dos seus agentes, as sympathias que por todo o mundo suscitára o brilhante programma da Associação Internacional Africana; por isso menos bem se comprehende que o senado d'esse paiz julgasse o momento opportuno para proclamar igual á de um estado soberano a bandeira da Associação Internacional.

Não careço demonstrar a V. Ex.ª quão pouco se conforma a practica estabelecida, e o direito das gentes, por todos adoptado, com este reconhecimento de uma potencia nova e predominante, potencia de uma nova especie, nos territorios da Africa central e occidental.

Com relação aos nossos proprios direitos soberanos, que factos successivos e frequentes a cada momento confirmaram, é ainda mais attentatoria tal declaração, pois ao reconhecer soberana aquella sociedade particular e internacional, abstem-se absolutamente o Governo da Republica Norte-Americana de fazer as necessarias reservas relativas ao nosso dominio em territorio que nunca nos foi por direito contestado.

Fundado nas considerações que deixo expostas, e apoiado nos documentos que hontem remetti, espero que V. Ex.ª procurará com o maximo empenho tornar bem patente a esse Governo quanto prejudica os nossos legitimos direitos a protecção que está dispensando á Associação Internacional Africana; e que V. Ex.ª fará sentir ao Sr. Secretario d'Estado quanta injustiça seria permittido notar n'este procedimento, que aos interesses de uma sociedade particular sacrifica os de uma nação amiga.

Ao mesmo tempo envidará V. Ex.ª todos os seus esforços para esclarecer a opi-

[1] Documentos n.º 10.

nião publica sobre este assumpto, usando para esse fim dos meios que estiverem ao seu alcance.

Deus guarde, etc.

N.º 12

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Lisboa, 30 de abril de 1884. — Ill.^mo e Ex.^mo Sr. — Julgo dever exprimir a V. Ex.ª, para que o transmitta ao principal Secretario d'Estado de Sua Magestade Britannica, a muita satisfação com que o Governo de Sua Magestade Fidelissima soube que se achava fixado o dia 20 de maio proximo para a discussão do tratado de 26 de fevereiro ultimo ácerca da questão do Zaire.

A proxima discussão d'este importante documento permittirá que se cumpra o determinado no artigo XV, com relação á troca das suas ratificações no mais curto praso possivel, e facilitará a terminação de um estado de cousas que seria inconvenientissimo prolongar; n'esta conformidade a discussão do tratado n'um dia não remoto satisfaz plenamente os vivos desejos e os interesses do Governo Portuguez, o que V. Ex.ª procurará fazer sentir a Lord Granville.

Deus guarde, etc.

N.º 13

O SR. BARÃO DE SÃO PEDRO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 1 de maio de 1885.— Ill.^mo e Ex.^mo Sr.— Teve hontem á noite logar a segunda reunião da sociedade de colonisação allemã, e dou-me pressa em levar ao conhecimento de V. Ex.ª, em resumo, o que ali se passou; reservando-me mandar mais detalhada noticia, se me for possivel obter algumas informações a respeito de assumptos que foram tratados secretamente entre os membros da direcção.

A direcção declarou que tinha negociações pendentes para adquirir, dentro em pouco, vastos territorios na costa occidental de Africa; mas que não convinha tornal-as do dominio publico, porque outras nações teriam interesse em contrarial-as, ou impedil-as de todo.

O Principe de Hohenlohe Langenburg, propoz que a sociedade dirigisse uma representação ao Governo Imperial, a fim de que fosse reconhecida por este Governo a Associação Internacional Africana; acrescentando que era necessario fazer opposição ao tratado ultimamente celebrado entre Portugal e a Gran-Bretanha, que regula a questão do Congo.

Discursou-se largamente durante a sessão, a respeito das vantagens que hão de advir para este Paiz, encaminhando a emigração allemã para territorios que até certo ponto estejam sujeitos, se não á soberania do Imperio, ao menos á influencia dos usos e costumes nacionaes, e ás tradições patrias, constituindo-se por esta fórma uma verdadeira colonia, quasi uma provincia ultramarina da Allemanha.

A direcção insistiu de novo na necessidade que havia de guardar segredo absoluto a respeito das negociações que tinha pendentes em Africa, e em seguida tratou-se da emigração allemã para a America, inconvenientes que d'ella se derivam, etc. A proxima convocação da sociedade é para o dia 15 do corrente mez.

Assistiu á sessão o Dr. Lucius, Ministro do Commercio, e leu-se na mesa uma communicação do Conde de Hatzfeldt, Ministro dos Negocios Estrangeiros, desculpando-se de não comparecer á sessão por incommodo de saude.

Deus guarde, etc.

N.º 14

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Lisboa, 2 de maio de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Convem que o Governo de Sua Magestade Britannica tenha noticia do constante cuidado que empregam as auctoridades portuguezas na protecção dos europeus estabelecidos nas margens do Zaire e costa maritima adjacente, que fazem parte do territorio cuja posse effectiva é confiada a Portugal pelo Tratado de 26 de fevereiro ultimo. Por isso, no meu despacho de 26 do passado, eu dei conhecimento a V. Ex.a de algumas occorrencias que tiveram logar em Noqui, e agora o informo da maneira por que o Commandante da corveta *Rainha de Portugal* resolveu o conflicto que se manifestára em Cabinda, entre a casa ingleza ali estabelecida e alguns chefes indigenas.

Depois da morte do velho Chico Franque, disputaram os membros da sua familia em prolongada guerra os territorios que elle governára, vindo por fim a um accordo que estabeleceu tres pequenos estados, cujos chefes mantêem entre si constantes rivalidades de influencia e predominio, unindo-se porém facilmente quando se trata de impor exigencias aos negociantes europeus estabelecidos nos districtos que lhes estão sujeitos. Por sua parte os brancos, com reconhecida imprudencia, desconsideram os governadores do Paiz e maltratam os seus subordinados, indo de encontro ás leis que o uso estabeleceu, e promovendo, com mal entendido orgulho, a animadversão dos indigenas. D'aqui resulta, por frequentes vezes, o rompimento de hostilidades e um estado da lucta armada prejudicial ao commercio e segurança das casas ingleza, hollandeza e portugueza, estabelecidas em Cabinda.

Repetiu-se ainda ha pouco este facto; e o sr. John Philips, agente da casa Hatton & Cookson, reclamou do Governador Geral de Angola o auxilio da marinha portugueza, que foi brevemente concedido, partindo em 6 de fevereiro para Cabinda a corveta *Rainha de Portugal*, a cujo Commandante foi confiado o encargo de estabelecer um *modus vivendi* entre os negociantes e os indigenas d'aquella localidade.

Na primeira conferencia que teve o Capitão Tenente da armada, Guilherme Capello, Commandante da corveta, com o Sr. John Philips, disse-lhe este que se havia queixado ao Consul Britannico, e lhe pedíra providencias contra a gente da familia Franque, que fizera fogo sobre a sua casa e mesmo sobre empregados seus, que transitavam de um para outro armazem; e que o representante de Sua Magestade

Britannica lhe perguntára se tinha morrido alguem, e, ao receber resposta negativa, retorquíra que o avisassem quando houvesse alguma morte.

Não desejando o representante dos srs. Hatton & Cookson, que chegasse o caso a taes extremos, pedíra então ao Governo Portuguez a protecção que n'aquelle momento recebia.

Procurou desde logo o Commandante Capello reunir os chefes indigenas e obter d'elles a satisfação do insulto feito á casa ingleza, e para tal fim os convocou a uma assembléa *(fundação)*, á qual compareceram tambem os representantes dos negociantes europeus.

Desejava o sr. Philips:

1.º Que o chefe que o aggredíra, Francisco Franque, fosse expatriado;

2.º Que a povoação d'elle, Porto Rico, situada a uns 600 metros da feitoria ingleza, fosse deslocada para mais longe;

3.º Que fosse paga uma multa, como indemnisação dos prejuizos soffridos pela casa.

Eram demasiadas as exigencias, e não podiam ser impostas com segurança de que os indigenas, suppondo mesmo que as acceitassem, manteriam depois os compromissos tomados. Desistiu, portanto, a casa ingleza da remoção da povoação, e de fazer expatriar Francisco Franque, acceitando a multa que este se obrigou a pagar na *fundação* que teve logar a 11 de fevereiro, em casa do Barão de Cabinda, sob a presidencia do Commandante da corveta *Rainha de Portugal*. Tinha tambem por fim esta assembléa, extraordinariamente convocada, ajustar-se o *modus vivendi* necessario para regular as futuras relações entre brancos e indigenas, garantindo a segurança das casas commerciaes, e a plena liberdade do seu trafico.

O sr. John Philips, representante da casa Hatton & Cookson, agradeceu em termos expressivos ao Governador Geral de Angola, a promptidão com que lhe enviou os soccorros pedidos, mostrando-se reconhecido pelo modo por que o Commandante Capello resolveu a questão pendente, e estabeleceu a convenção destinada a evitar complicações futuras.

V. Ex.ª aproveitará o ensejo, que mais proximamente se lhe offereça, para dar conhecimento a Lord Granville d'este despacho.

Deus guarde, etc.

N.º 15

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Londres, em 9 de maio de 1884.—Lord Granville diz que Tratado não poderá ser aqui discutido nem ratificado antes de removidas as objecções feitas pelas outras potencias. Tendo-lhe pedido de indicar o modo e os meios que julga mais convenientes para conseguir-se esse fim, respondeu-me que, depois de estudar o estado da questão, faria conhecer sua opinião por via do Ministro de Inglaterra em Lisboa, o mais brevemente possivel.

Lord Granville disse-me, que o Embaixador de Allemanha lhe tinha dito que as Camaras de commercio allemãs faziam representações contra o Tratado, que o Principe de Bismarck tinha avisado que ia occupar-se da questão do Tratado e do Congo, e que lhe parecia querer dar-lhe caracter internacional.

N.º 16

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Londres, 10 de maio de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Cumpre-me chamar a particular attenção de V. Ex.ª para o importante discurso proferido hontem por Lord Granville, na Camara dos Pares, ácerca do Tratado assignado em 26 de fevereiro ultimo. Respondendo a Lord Belmore, que propoz a publicação nas actas da Camara, da representação da Camara de Commercio de Manchester, o principal Secretario d'Estado de Sua Magestade Britannica oppoz-se a similhante publicação, explicou as vantagens do Tratado, e expressou-se nos melhores termos relativamente a Portugal.

Concluiu dizendo que devia ser addiado qualquer debate ácerca d'este assumpto, em rasão das communicações que estavam sendo trocadas entre os Governos Portuguez e Britannico.

Tenho a honra de remetter a V. Ex.ª o extracto da sessão da Camara dos Pares.

Deus guarde, etc.

A

«**Earl Granville.**—I am afraid that the noble earl has in point of form been somewhat irregular in moving that a course should be adopted which is never followed in this House. I regret this the less because the petition referred to in the noble lord's motion is merely a repetition of the statement and arguments contained in other documents which have been presented to your lordships, and I should feel inclined to postpone any discussion on the matter until later papers have been laid upon the table, the more especially as we are now in communication with the Portuguese Government on very important points. I should like to have an opportunity of stating the general terms and objects of this treaty. The noble earl spoke of the large commerce which would be destroyed by this treaty, but the very object of this treaty is exactly the reverse of destroying that commerce—it is to retain and to enlarge it. The Cotton Spinners' Association of Manchester, an important institution, states, I believe with perfect truth, that while the commerce of the Congo is now in the hands of a very few large firms of different nationalities, the result of this treaty would be to throw a much more extended trade open to a large number of small traders. (Hear, hear.) The noble lord has referred to the recommendations of different Chambers of Commerce, and pointed out that there had been a persis-

tent repudiation of the Portuguese claims by different Secretaries of State. It is true that the Secretaries of State have not up to this moment recognized those claims. It happens that I received an appointment in the Foreign Office 50 years ago, and I have been connected with it four times since then, and I have some acquaintance with its documents, and I can positively assert that the motive of the different Secretaries of State and of the older permanent officers of the departement was exclusively the fear of the Portuguese encouraging and of our not being able to deal with the slave trade, which has been entirely stopped at the Congo at this moment. That makes the whole difference between the former and the existing state of things, and now different countries and differents associations are competing for the commerce of this place. Such a state of things has existed that outrages have been perpetrated by the people who are repudiating the Portuguese authority. Had it not been for the intervention of the Portuguese and of the British Consul matters would have got into a very much more serious state than they are in now. It is all very well for individuals to say that we are attacking freedom of trade. The first article of the treaty recognizes that portion of the territory to which the noble earl has referred, and the next five articles are mere complete verbal arrangements for the perfect freedom of navigation and commerce than can be found in any existing treaty. The noble lord has said that if a treaty were entered into you ought to secure the object that you have in view. I think that this treaty does secure our object. The noble lord's next point was that if we entered into a treaty at all it should not be with the Portuguese. There have been innumerable deputations to the Foreign Office upon this subject, and the greater number of the gentlemen who formed them have admitted that they could not find fault with the treaty, but their real objection, like that of the noble earl, was the we ought to have taken the Congo ourselves. But are we really to take possession of every navigable river all over the world for fear somebody else should take possession of it? But even if we did so, what earthly right should we have to hand over the territory to any other Power? The Portuguese have claimed this particular territory for nearly 400 years, and there is no reason why their claim should not be perfectly good, although we have hitherto refused to recognize it. Their claims have not been opposed by any other country, and the only reason why they are not now in occupation is this—that we, acting in a high-handed manner, with a view to our anti-slavery opinions, gave them to understand that we would use force to prevent their occupation of the territory. And so matters stand at the present moment. It is rather too late to say that we should not enter into a treaty with Portugal, but as a matter of fact, the Government have already done so. After what has passed, a formal resolution having been come to in the House of Commons and no objection raised to it in the House of Lords, it appears to me to be too late to say we will not have this treaty. We have laid down in the treaty the strictest rules with respect to the freedom of commerce. The noble lord fears they will not mind those obligations, but why should we fear that they will not adhere to the articles of the treaty to which they themselves willingly consented? (Hear, hear.)»

N.º 17

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Telegramma.

Lisboa, 10 de maio de 1884.—Em vista do que Lord Granville disse hontem a V. Ex.ª, não será discutido o Tratado senão depois de realisado o accordo com as outras Potencias. Isto mesmo disse hoje ao Ministro de Inglaterra.

N.º 18

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL EM BERLIM, BRUXELLAS, HAYA, LONDRES, MADRID, PARÍS, ROMA E VIENNA

Telegramma.

Lisboa, 12 de maio de 1884.—A discussão do Tratado do Congo não terá logar na presente sessão legislativa.

N.º 19

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Extracto.

Lisboa, 12 de maio de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Por telegramma de V. Ex.ª, de 9 do corrente, tive conhecimento de que o Governo de Sua Magestade Britannica, em presença da attitude que as Nações interessadas no commercio do Zaire tinham assumido depois da assignatura do Tratado de 26 de fevereiro ultimo, entendia que este documento não poderia ser discutido no Parlamento Inglez, nem ratificado antes de removidas as objecções que lhe eram feitas pelas Potencias.

Fiado em que o Governo Britannico tomaria sobre si o resolver as difficuldades internacionaes que podessem advir, e certo de que faria ratificar o tratado no mais breve periodo, em obediencia ao estipulado no artigo XV, o Governo Portuguez não queria pela sua parte faltar no minimo ponto ao compromisso tomado e ía fazel-o discutir quando foi surprehendido pela noticia de que o Governo da Gran-Bretanha julgava agora necessario um accordo previo com as outras Potencias.

É portanto este accordo que devemos agora tratar de conseguir, antes talvez por meio de simultanea confrontação de todos os interesses, do que por successivos convenios parciaes com cada um dos interessados. Uma conferencia em que se resolva este momentoso assumpto, parece-me ser o unico meio de chegar a um resultado praticamente sustentavel.

Assim o communiquei hontem ao Representante de Sua Magestade Britannica, quando me perguntou da parte de Lord Granville se conviriamos em admittir um delegado da França na commissão mixta que deve regular a navegação do Zaire. Ponderei ao Sr. Petre que a França não limita a este ponto as suas reclamações, e

disse a S. Ex.ª que julgava inutil qualquer convenio parcial com a França, quando a Hollanda, os Estados Unidos, e, como notou confidencialmente a V. Ex.ª Lord Granville, a Allemanha, se julgam interessadas n'esta questão.

Suggeri portanto ao Ministro de Inglaterra a idéa de uma conferencia para resolver, por commum accordo dos interessados, a questão do Congo, abstendo-me por emquanto de me pronunciar ácerca do logar em que ella deveria reunir-se e do modo por que poderia ser tomada a iniciativa da sua convocação.

Por este despacho fica V. Ex.ª conhecedor das intenções que animam actualmente o Governo de Sua Magestade, e poderá por elle regular o seu procedimento emquanto não for possivel enviar-lhe instrucções mais positivas.

Deus guarde, etc.

N.º 20

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL EM BÉRLIM, BRUXELLAS, HAYA, MADRID, PARÍS, ROMA E VIENNA

Maio, 13 de 1884. — Por telegramma de hontem communiquei a V. que não teria logar na presente sessão legislativa a discussão do tratado de 26 de fevereiro ultimo, com relação ao dominio de Portugal no Zaire.

Fôra esta importante convenção apresentada ao Parlamento conjunctamente com os documentos que esclarecem a negociação respectiva, e o Governo de Sua Magestade tencionava fazel-a discutir, a fim de poder cumprir o estipulado no artigo XV, emquanto á sua breve ratificação; porém a attitude que assumiram outras Potencias interessadas levou o Gabinete Britannico a propor a este Governo que se fizesse preceder a ratificação de um accordo com aquellas Potencias, sem o qual não teria valor o que entre Portugal e a Gran-Bretanha fôra estipulado.

Em tal conjunctura, e do momento em que este accordo previo era reputado indispensavel para uma das Altas Partes Contratantes, cumpria ao Governo Portuguez suspender a discussão do tratado até que elle se tivesse alcançado. Eis o motivo da resolução tomada.

Convem agora empenhar todos os esforços para obter a conciliação dos nossos direitos com os interesses das demais Nações, e para esse fim é de crer que se procure realisar a sua confrontação em uma conferencia, na qual aos Representantes das grandes Potencias venham juntar-se os das secundarias interessadas no assumpto.

Ainda não ha, no emtanto, nenhuma resolução definitiva a este respeito, e menos está fixado o logar da reunião e a fórma pela qual será convocada a conferencia. Successivamente informarei a V. do que for occorrendo.

Julgo desnecessario dizer a V. que esta noticia é inteiramente reservada e que deve ter o maximo cuidado nas conversações relativas aos negocios do Zaire.

Deus guarde, etc.

N.º 21

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MATHIAS DE CARVALHO E VASCONCELLOS, MINISTRO DE PORTUGAL EM ROMA

Telegramma.

Maio, 17 de 1884.—Agradeça em nome do Governo V. Ex.ª a Ministro dos Negocios Estrangeiros as suas boas disposições manifestadas aqui por Ministro de Italia e peça os seus bons officios para facilitar accordo com as Potencias na questão do Congo, em conformidade de informações transmittidas por Ministro de Italia.

N.º 22

O SR. MATHIAS DE CARVALHO E VASCONCELLOS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Roma, 18 de maio de 1884.—Recebi seu telegramma e fallei com Ministro dos Negocios Estrangeiros. Declara ter as melhores disposições, mas que para as poder tornar effectivas é indispensavel conhecer as idéas precisas do Governo Portuguez. Diz mais que, se tiver logar sua intervenção, será subordinada á seguinte idéa: procurar conciliar o que houver de bem estabelecido nos direitos particulares de Portugal e da Inglaterra com a salvaguarda do principio de igualdade de tratamento para Italia e qualquer outra Potencia em materia de commercio e navegação.

N.º 23

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MATHIAS DE CARVALHO E VASCONCELLOS

Telegramma.

Maio, 19 de 1884.—Recebi seu telegramma. Póde assegurar a Ministro dos Negocios Estrangeiros que o Governo Portuguez está disposto a assegurar a salvaguarda do principio da igualdade de tratamento para Italia e qualquer outra Potencia em materia de commercio e navegação.

N.º 24

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MATHIAS DE CARVALHO E VASCONCELLOS

Lisboa, 20 de maio de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Das informações confidenciaes que V. Ex.ª me communicou pelo telegrapho resulta que o Sr. Mancini se mostrou inclinado a auxiliar este Governo no empenho de obter um accordo amigavel com o Governo Allemão relativamente ao tratado do Zaire; mas deseja conhecer as nossas disposições com relação a este assumpto, e entende que por nossa

parte devemos procurar conciliar as vantagens que Portugal e a Inglaterra mutuamente se concederam no estuario do Zaire com a acceitação e reconhecimento a favor da Italia e de qualquer outra Potencia, de uma completa igualdade de tratamento n'estas vastas regiões, principalmente no que se refere á livre navegação pelo Zaire e seus affluentes, sem reserva alguma de privilegios particulares a favor de uma bandeira qualquer.

Das palavras do Sr. Mancini deprehendo que S. Ex.ª deseja principalmente ter a certeza de que Portugal não recusará tornar extensivas a todas as Potencias que commerceiem no Zaire as vantagens e privilegios que ali desfructará pelo tratado a Inglaterra.

Em dois artigos do tratado estavam consignadas as vantagens especiaes concedidas á Inglaterra, a que de certo se refere o Sr. Mancini: no artigo 4.º a commissão mixta anglo-portugueza, á qual compete formular os regulamentos de navegação e transito pelas vias fluviaes e fiscalisar a sua facil execução; no artigo IX, §§ 2.º e 3.º, a equiparação absoluta entre subditos portuguezes e subditos britannicos, pelo que respeita a direitos de alfandega e de bandeira na região comprehendida entre 8º e 5º 12'.

Ora em relação a estes pontos póde V. Ex.ª dizer confidencialmente ao Sr. Mancini que este Governo está disposto a tornar extensivas a todas as Nações que commerceiem no Zaire e reconheçam ali a sua soberania, as vantagens acima referidas. Por outros termos:

1.º O Governo entende pela sua parte que a commissão mixta, em vez de ser composta unicamente de delegados portuguezes e inglezes, poderá comprehender Representantes das diversas Nações que têem interesses commerciaes n'aquella região;

2.º O Governo está resolvido a dar a todas as Potencias, sem restricção alguma, o tratamento que pelo artigo IX concedeu á Inglaterra.

N'estas declarações precisas, que me parece darem plena satisfação aos desejos expressados pelo Sr. Mancini, espero que S. Ex.ª verá mais uma prova da sinceridade com que Portugal procura facilitar a adhesão de todas as Potencias ao exercicio da sua soberania no Zaire, mesmo d'aquellas que por actos anteriores ou haviam reconhecido os seus direitos áquelle territorio ou se tinham sempre declarado desinteressadas n'este assumpto.

Deus guarde, etc.

N.º 25

O SR. CONDE DE SÃO MIGUEL, MINISTRO DE PORTUGAL NA HAYA, AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Haya, 20 de maio de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tive a honra de receber o despacho que V. Ex.ª me dirigiu, com data de 13 do corrente, confirmando o seu telegramma de 12, relativo ao adiamento da discussão do tratado do Zaire, e pelo qual se serve communicar-me os motivos que levaram o Governo de Sua Magestade a tomar aquella resolução.

Tanto sobre estes motivos, como no que diz respeito á noticia do modo por que é de crer que se procurem conciliar os nossos direitos com os interesses das demais Nações empenhadas na questão, guardarei, como devo, a absoluta e necessaria reserva.

Pelo que respeita a este Paiz cumpre-me novamente assegurar a V. Ex.ª que o Governo dos Paizes Baixos não se propõe contrariar os nossos direitos, nem crear difficuldades ao estabelecimento da jurisdicção portugueza no Congo; tem simplesmente em vista obter uma modificação na pauta actualmente consignada no tratado de 26 de fevereiro ultimo, a qual, em vista das circumstancias que se dão no Zaire, se lhe afigura nociva aos interesses do commercio neerlandez, desejando igualmente ser ouvido na commissão mixta que o tratado estipula.

Fóra d'estes dois pontos nenhuma objecção encontra o tratado por parte d'este Governo, cujas disposições podem antes considerar-se favoraveis, em vista dos termos das respostas d'este Ministro dos Negocios Estrangeiros, ás interpellações que tiveram logar nas duas camaras dos Estados Geraes ácerca d'este assumpto, e das informações que, em resultado das minhas conversações com Mr. de Willebois, me tem cabido a honra de levar ao superior conhecimento de V. Ex.ª

Deus guarde, etc.

N.º 26

O SR. CONDE DE SÃO MIGUEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Haya, 21 de maio de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Acabo de receber e apresso-me a remetter a V. Ex.ª copia do officio que me dirigiu este Ministro dos Negocios Estrangeiros em resposta á minha communicação de 14 do corrente mez, relativa ás ultimas occorrencias do Zaire, e que por copia acompanhava o meu officio n.º 17 da presente serie.

Deus guarde, etc.

A

La Haye, le 20 mai 1884. — Monsieur le Comte. — J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre office du 14 de ce mois, accompagnant l'envoi d'un exemplaire des pièces, dont vous avez reçu communication de votre Gouvernement, et qui se rapportent aux derniers incidents survenus à la côte occidentale d'Afrique, aux embouchures du Congo.

En vous remerciant de cet envoi, dont je n'ai pas manqué de prendre connaissance avec le plus vif intérêt, il m'est agréable, M. le Comte, de pouvoir vous informer que, aussitôt après avoir appris les services importants rendus par l'équipage du bâtiment de guerre portugais *Tejo* lors de l'incendie dont la factorerie néérlandaise à Banana à été victime, je me suis empressé de faire exprimer, par l'intermédiaire du chargé d'affaires des Pays Bas à Lisbonne, au Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle tous les remerciments de celui du Roi, mon auguste Souve-

rain, pour cette preuve d'entente amicale, de même que pour l'assistance efficace prêtée par les autorités portugaises, à l'occasion des difficultés qui ont surgi avec les indigènes à Noki et à Maculla.

Veuillez agréer, Mr. le Comte, l'assurance renouvellée de ma haute considération.

N.º 27

O SR. BARÃO DE SÃO PEDRO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 21 de maio de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tenho a honra de accusar a recepção do despacho reservado que V. Ex.ª se serviu dirigir-me em data de 13 do corrente.

Fico sciente do que V. Ex.ª diz no dito despacho, relativamente á resolução tomada pelo Governo de Sua Magestade de não submetter á discussão do Parlamento na presente sessão legislativa o tratado de 26 de fevereiro ultimo, concernente ao dominio de Portugal no Zaire.

Igualmente tomei conhecimento das causas que levaram o Governo de Sua Magestade a adoptar esta resolução, bem como das considerações que dizem respeito á conciliação dos direitos da Corôa Portugueza com os interesses das outras Nações, assumptos que, segundo V. Ex.ª me diz, serão provavelmente tratados em uma conferencia. De tudo me inteirei, e nas minhas conversações ácerca dos negocios do Zaire não perderei nunca de vista as instrucções por V. Ex.ª dadas, n'este e nos anteriores despachos, sobre tão importantes negocios.

Desde a installação da sociedade de colonisação allemã, que logo despertou a attenção de V. Ex.ª, expedindo-me ácerca d'ella o despacho reservado de 12 de abril ultimo, tem variado bastante a linguagem do Governo Allemão, quanto aos negocios coloniaes, como tenho ído informando a V. Ex.ª

Affirmando, ao principio, não querer ingerir-se nos negocios de Africa, como V. Ex.ª sabe, e ainda menos possuir colonias; o Governo Allemão, disse-me hoje o Sub-Secretario d'Estado, está em negociações com o Governo Britannico a respeito de Angra Pequena, sem comtudo entrar em promenores a respeito do assumpto.

Este, e outros factos, bem demonstram que o Governo Imperial está sendo levado a modificar a sua politica, quanto aos negocios de Africa, e por isso não é facil saber-se ao certo qual será a attitude que ha de tomar em tão importantes questões, que todas mais ou menos se ligam umas ás outras.

Deus guarde, etc.

N.º 28

O SR. PAULO DE LABOULAYE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Lisbonne, le 27 mai 1884.—Monsieur le Ministre.—En répondant à la note que j'avais été chargé de lui remettre le 18 mars dernier, V. E. a bien voulu reconnaître que les déclarations publiques faites lors de la présentation aux chambres françaises des traités signés par M. de Brazza avec les chefs Batékés avaient été un témoignage des dispositions amicales de la France à l'égard du Portugal.

Ces dispositions étaient à la fois celles du Gouvernement et de la Nation. Toutes sincères qu'elles étaient, elles ne pouvaient cependant aller jusqu'à prêter aux déclarations dont il s'agit et dans lesquelles le Président du Conseil, qui dirigeait alors le Ministère des Affaires Étrangeres, avait exposé clairement sa pensée, la partie que V. E. paraît leur attribuer en se fondant sur plusieurs dépêches adressées au Gouvernement Portugais par son représentant à Paris. Ces dépêches n'ayant pas, avant d'être publiées au *Livre blanc,* été communiquées—je me borne à en faire la remarque—au Ministre dont elles citaient les paroles, étant de plus en contradiction avec d'autres documents contenus dans la même publication, V. E. comprendra que je sois invité, pour faire cesser un malentendu, à rétablir l'ordre d'idées dans lequel M. Duclerc avait à se placer, et dans lequel il s'est effectivement placé, lors des conversations qu'il a lues à la fin de l'année 1882 avec M. d'Azevedo.

A cette époque, des craintes avaient été conçues à Lisbonne au sujet de l'expédition qui devait être confiée à M. de Brazza. On redoutait que cet illustre explorateur dont l'activité était connue n'étendit dans la région du Congo son action à des territoires non occupés effectivement par la Couronne Portugaise, mais sur lesquels elle élevait depuis de longues années des prétentions. C'était cette préoccupation de voir «usurper les droits du Portugal» par l'expédition dont les préparatifs étaient commencés, qui motivaient une note adressée le 13 novembre au Chargé d'Affaires de Sa Majesté Très-Fidèle à Paris et dans laquelle, M. de Serpa, ayant en vue un danger qu'il considérait comme imminent, exprimait la confiance «qu'un Gouvernement éclairé ne prendrait pas une résolution sur des affaires graves où les droits d'une Puissance étrangère pouvaient se trouver en jeu, sans avoir recueilli des informations amples, complètes et précises». C'était à cette préoccupation, ainsi déterminée, que M. Duclerc avait de son côté à répondre, et non à une question complexe qui ne se posait pas alors comme elle se pose aujourd'hui pour l'examen et la discussion de laquelle le temps aurait d'ailleurs manqué, avec une sympathique courtoisie dont la spontanéité, constatée par M. d'Azevedo, faisait encore ressortir le caractère, il n'hésitait pas, sans s'attarder à rien reconnaître ni à rien contester, à tenir compte de la situation qui lui était signalée par un Gouvernement ami, et il le faisait, on ne peut le nier, d'une façon d'autant plus satisfaisante, qu'elle était plus prompte, en déclarant que l'expédition, qui s'organisait,

avait pour instructions de ne pas dépasser le degré 5° 12′ de latitude Sud, et en ajoutant amicalement que si quelque difficulté venait à se présenter, — ce qui était possible, à de telles distances et sur tant de points divers —, on nous trouverait toujours animés du désir de les resoudre dans un sentiment commun de loyauté et d'amitié.

Si V. E. veut bien se reporter aux circonstances que je rappelle, et considérer que les instructions remises à M. de Brazza ont été fidèlement exécutées, elle appréciera, je n'en doute pas, la haute valeur qu'avait au moment où il était tenu, le langage, que se rapporte comme étant celui du Ministre des Affaires Étrangères de la République; elle concluera avec moi, que M. Duclerc, n'avait pas, à l'heure où il parlait, de raisons d'émettre une opinion formelle sur la légitimité de prétentions que le prémier résultat de son attitude était précisément de désinteresser, en mettant les droits revendiqués hors de cause. Notre action dans la région du Congo ne devant pas s'exercer sans que nous eussions à nous prononcer sur la valeur, des titres invoqués au delà de cette latitude par le Cabinet de Lisbonne, la question restait évidemment réservée entre les deux Gouvernements.

Ce n'est pas le lieu d'examiner si les conditions du traité que le Portugal a conclu le 26 février dernier avec l'Angleterre ont laissé la situation intacte. Des clauses d'une application générale insérées dans un acte qui ne peut lier que les deux contractants ont en tout cas imposé à mon Gouvernement le strict devoir de prendre les précautions nécessaires pour placer les intérêts de ses nationaux, sauvegardés depuis un siècle, à l'abri de toute lésion qui pourrait en être la conséquence. J'ai fait connaître les résolutions qui ont été prises à cet égard en même temps que les motifs sur lesquels elles étaient fondées. Je dois encore aujourd'hui les affirmer en déclarant aussi nettement que possible, que le traité dont il s'agit ne peut, à nos yeux, avoir pour effet de modifier, sans notre consentement, la position acquise à nos nationaux dans la région du Congo, et que nous entendons maintenir intégralement à leur profit les franchises dont ils ont bénéficié jusqu'à présent, soit au point de vue de la liberté de la navigation et du commerce, soit en ce qui concerne les droits de douane, de balisage ou autres.

Je saisis cette occasion, etc.

N.° 29

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Lisboa, 29 de maio de 1884. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — Em 9 do corrente communicou-me V. Ex.^{a}, por telegramma, a noticia de que o Governo de Sua Magestade Britannica resolveu adiar a discussão e ratificação do Tratado do Zaire até que se removessem as objecções que ao mesmo Tratado faziam as outras Potencias. Acrescentava V. Ex.^{a} no mesmo despacho que Lord Granville promettêra indicar o modo e os meios, no seu entender mais convenientes, para se alcançar aquelle resultado logo que tivesse estudado o estado da questão,

São já decorridos vinte dias sem que Lord Granville me haja ainda manifestado a sua opinião sobre tão momentoso assumpto, e n'este periodo, apparentemente curto, têem-se succedido com a rapidez propria dos nossos tempos occorrencias graves que tornam cada vez menos justificada e mais perigosa esta inacção a que se vê condemnado o Governo de Sua Magestade Fidelissima, para manter escrupulosamente a sua solidariedade com o Governo de Sua Magestade Britannica.

São do dominio publico e constituem factos incontestaveis as occorrencias a que me referi.

A Allemanha, que se dizia até aqui indifferente aos assumptos africanos, mostra-se de um dia para outro como que a principal interessada n'elles, e promove contra o Tratado do Zaire uma activa propaganda, á qual o Governo do Imperio parece obedecer quando pela bôca do Principe de Bismarck declara que não póde acceitar a applicação das clausulas d'aquelle Tratado aos subditos allemães.

A Associação Internacional Belga, a antiga protegida da Gran-Bretanha, depois de haver alcançado dos Estados Unidos o reconhecimento da sua bandeira como a de uma Potencia independente, approxima-se agora da França e consegue que o Governo Francez tome o compromisso de respeitar as suas estações e territorios livres, e de não pôr obstaculo ao exercicio dos seus direitos (de soberania?!), a troco da promessa de lhe transmittir a sua propriedade e os seus direitos quando eventualmente se resolver a alienal-os; e por esta fórma a França, herdeira da Associação, ficará de posse, n'um futuro mais ou menos proximo, dos vastos territorios do Alto Zaire e de extensos dominios na costa occidental.

A França, dominada talvez por mais ambiciosos intuitos, mantém a sua opposição ao Tratado do Zaire nos termos em que a manifestára no *memorandum* de que V. Ex.ª teve conhecimento, e a despeito das observações que eu fiz ao Sr. Ferry na nota que igualmente communiquei a V. Ex.ª

A Hollanda continúa a sustentar a mais correcta e leal attitude, em relação ao nosso Paiz, sem comtudo deixar de reclamar modificações n'algumas clausulas do Tratado para melhor salvaguarda dos seus interesses commerciaes.

A Italia mostra-se disposta a advogar a applicação do principio de liberdade de commercio ás regiões recentemente conquistadas para a civilisação, e por conseguinte parece não ser indifferente á maneira por que se resolva esta complicada questão do Zaire.

Em presença d'estes factos, que significam resistencias á execução do Tratado de 26 de fevereiro, tal qual elle se acha formulado, e podem de um momento para outro traduzir-se n'uma verdadeira colligação quando consigam harmonisar-se os interesses que as inspiram, não me parece que a abstenção e o silencio sejam as armas de que com mais vantagem nos possamos servir, nós os dois Governos solidarios, para alcançar o triumpho na causa em que nos achâmos igualmente empenhados; julgo, pelo contrario, indispensavel e urgente que procuremos esclarecer-nos mutuamente, e diligenciemos, com a maxima sinceridade e boa fé, chegar a accordo, quanto ao nosso commum e ulterior procedimento.

Não póde deixar de ser commum, repito, a acção da Gran-Bretanha e de Por-

tugal, porque são ambas estas Nações solidarias no Tratado que as liga; têem por conseguinte ambas de entender-se simultaneamente com as Potencias que o impugnam.

Podemos, porém, procurar resolver as difficuldades, ou tratando por sua vez com cada uma d'estas Potencias, ou convocando-as todas a uma conferencia. Affigurou-se-me mais natural e expedito este segundo processo, mas não duvidarei adherir ao primeiro se Lord Granville, em sua esclarecida apreciação, o tiver por melhor. Alem d'estes não conheço outro modo de tratarmos com as Potencias.

Vejo sem surpreza que uma parte da opinião publica em Inglaterra se conserva hostil ao Tratado, e digo que o vejo sem surpreza porque conheço a intransigencia dos interesses que a tem conseguido illudir. Contra as suggestões da cobiça não ha consideração alguma de direito e de justiça que possa prevalecer, e até mesmo o sentimento do patriotismo se extingue em espiritos exclusivamente dominados pelo amor do lucro e pelo culto do monopolio. Em seu memoravel discurso na Camara dos Lords o nobre Ministro dos Negocios Estrangeiros da Gran-Bretanha impoz silencio a esses clamores e fez-nos justiça.

Com boas rasões, porém, ninguem logrará convencer esses desleaes impugnadores do Tratado; o que os ha de trazer a melhor accordo é o receio de que os territorios do Zaire passem incondicionalmente para as mãos de outra Potencia que não acceite restricções ao exercicio do seu dominio. E assim succederia se os nossos direitos fossem desattendidos.

Embora não estejam ainda claramente formuladas todas as objecções que se fazem ao Tratado, as principaes e que se podem melhor fundamentar parece-me serem as seguintes:

1.ª A exclusão das outras Potencias da commissão que tem de fazer os regulamentos para a navegação e livre transito no Zaire;

2.ª As vantagens exclusivamente concedidas á Gran-Bretanha pelo artigo 12.º;

3.ª As tarifas exageradas da pauta de Moçambique, com relação a alguns, poucos, artigos de commercio.

Em todos estes pontos entendo que poderemos fazer concessões com que todos fiquem satisfeitos. No que Portugal não póde transigir é na perda ou cerceamento dos seus direitos de soberania áquelles territorios, d'onde ha perto de cincoenta annos temos sido injustamente excluidos, como generosamente reconheceu Lord Granville, quando recentemente declarou na camara dos Lords que não ha argumento que prove que as nossas pretensões não são perfeitamente justas, posto que a Inglaterra se tenha recusado a admittil-as.

Queira V. Ex.ª dar communicação ao sr. Conde de Granville do presente despacho e, chamando a attenção de S. Ex.ª para as considerações que ficam expostas, reclamar uma resolução que ponha termo á situação desagradavel e perigosa em que nos achâmos.

Deus guarde, etc.

N.º 30

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. CONDE DE SÃO MIGUEL

Lisboa, 1 de junho de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—A recente publicação pelo Governo Britannico de uma nova serie de documentos relativos ás negociações do Tratado do Zaire trouxe ao conhecimento do publico um despacho dirigido por Lord Granville em 23 de abril ultimo ao Sr. Petre, Ministro de Sua Magestade Britannica em Lisboa, onde se lê o seguinte:

«If it should be proposed, in order to overcome opposition, to invite the presence on the River Commission of Delegates from other Powers, the assent of Her Majesty's Government would be a foregone conclusion.»

Em presença d'esta declaração, que não deixa duvida alguma quanto ás intenções da Inglaterra, o Governo Portuguez está pela sua parte tambem disposto a condescender com os desejos que até ao presente lhe têem sido manifestados pelos Governos dos Paizes Baixos e da França, no sentido de admittir na commissão que terá de fazer os regulamentos para a navegação e livre transito no Zaire delegados dos Paizes que têem interesses commerciaes n'aquella região.

Está tambem este Governo resolvido a ampliar a todas as Potencias as vantagens que o artigo IX do Tratado concede á Inglaterra no que respeita á suppressão de direitos differenciaes e de privilegio de cabotagem no territorio comprehendido entre 5° 12′ e 8° de latitude austral.

Será ainda attendida outra objecção que se tem feito ao Tratado; refiro-me á queixa apresentada por algumas corporações commerciaes da Inglaterra, dos Paizes Baixos e ultimamente da Allemanha, de serem na pauta de Moçambique, applicavel pelo Tratado ao Zaire, os direitos de importação excessivos em relação a alguns artigos de commercio. Já este Governo attendeu em parte estas reclamações quando auctorisou Lord Fitzmaurice a que declarasse que os direitos dos algodões não excederiam 10 por cento *ad valorem;* em outros artigos que porventura se reconheça acharem-se muito onerados, serão feitas reducções equitativas.

Fica V. Ex.ª auctorisado a informar o Sr. de Willebois d'estas disposições do Governo de Sua Magestade Fidelissima, ás quaes o Governo dos Paizes Baixos quererá de certo corresponder pela sua completa adhesão ao Tratado, visto que d'esta sorte se acham completamente satisfeitos os seus desejos.

Deus guarde, etc.

N.º 31

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Junho, 2 de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Pelo *Livro azul* (Africa n.º 5, 1884), recebido hontem é que tive conhecimento do despacho de Lord Granville de 23 de

abril ultimo. Sei que o Sr. Petre recebeu aquelle despacho em 13 de maio, posteriormente ao telegramma de 9 de maio de Lord Granville, no qual fôra auctorisado a fazer-me a communicação de que eu dei conta a V. Ex.ª no meu despacho reservado de 12 do mesmo mez, e á qual respondi pela fórma que do mesmo despacho consta.

Já se vê, portanto, que ficára de pé a declaração que em 9 de maio fizera a V. Ex.ª Lord Granville, de que se propunha indicar o modo e os meios de remover as difficuldades que da parte de algumas Potencias encontrava o Tratado de 26 de fevereiro.

Houvesse, porém, ou não, equivoco, o despacho que dirigi a V. Ex.ª em 29 do passado deve pôr termo a todas as duvidas e tergiversações, visto que Lord Granville tem de pronunciar-se sobre o assumpto em que é consultado.

Preciso por esta occasião fazer notar a V. Ex.ª, para prevenir a possibilidade de mais um equivoco, que se na minha conversação com Mr. Petre, assim como no meu citado despacho de 12 de maio, eu aventurei a idéa de uma conferencia, fil-o apenas como mera suggestão de um processo ou *modus faciendi*, que me occorria a fim de se pôr termo ás resistencias que se manifestavam contra o Tratado do Zaire; mas tive o cuidado de declarar ao Ministro de Inglaterra que não insistiria pela adopção d'este processo se Lord Granville o tivesse por menos opportuno e suggerisse outro mais efficaz. No meu despacho de 29 do mez findo confirmei em termos mais explicitos aquella minha declaração.

A nossa situação é, pois, clara e definida: aguardâmos a resposta de Lord Granville em assumpto que interessa igualmente á Gran-Bretanha e a Portugal, solidarios no Tratado de 26 de fevereiro.

Como ponto de partida, temos de concordar no modo de proceder — conferencia ou accordo com cada uma das Potencias; segue-se depois ajustar os promenores praticos para se levar a effeito o processo preferido, o qual tem de se realisar pela acção combinada das duas Partes Contratantes.

No despacho de Lord Granville de 23 de abril, publicado no *Livro azul*, encontro com satisfação que o Governo Britannico se acha disposto a admittir delegados das outras Potencias na commissão do Zaire. A publicação d'este despacho habilita-me a fazer igual concessão por parte do Governo Portuguez, o qual está alem d'isso disposto a ampliar ás outras Potencias as vantagens que o artigo IX do Tratado concede á Gran-Bretanha, e a consentir na reducção de algumas das tarifas da pauta de Moçambique antes de as applicar ao territorio comprehendido entre 8° e 5° 12′ latitute S.

Não me cansarei de insistir em que os dois Governos, Portuguez e Inglez, têem de entender-se conjunctamente, e de commum accordo, com as outras Potencias. Reconhece-o Lord Granville, no seu despacho dirigido em 23 de abril a Mr. Petre, quando diz o seguinte:

«You are fully authorized to say that Her Majesty's Government will be ready to assist the Portuguese Government, in whatever manner may seem to both parties to be most judicious, in obtaining the acceptation of the Treaty by other Powers.»

Definir, pois, a nossa acção commum e combinar os meios praticos de a realisar, eis a mais urgente e indeclinavel obrigação dos dois Governos.

N'este empenho confia plenamente o Governo de Sua Magestade que V. Ex.ª continuará a empregar o constante zêlo e a esclarecida intelligencia de que tem dado tão sobejas provas.

Deus guarde, etc.

N.º 32

O SR. VISCONDE DAS NOGUEIRAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Washington, 2 de junho de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Em additamento ao meu despacho reservado de 20 de maio cumpre-me dizer a V. Ex.ª que, tendo esperado até o dia 30 do mesmo mez o aviso do Sr. Frelinghuysen para nova conferencia, e vendo que este não chegava, entendi que para ganhar tempo devia começar a minha correspondencia official com o *State Departement* ácerca da questão do Congo.

Tenho pois a honra de remetter a V. Ex.ª a copia da nota que dirigi ao Sr. Frelinghuysen relativamente a este assumpto, e espero que V. Ex.ª se dignará dizer-me se approva os termos em que a redigi.

Apenas me chegue a resposta communical-a-hei a V. Ex.ª

Deus guarde, etc.

A

Washington, 30 de maio de 1884.—Monsieur le Secrétaire d'État.—Tant que la question du Congo n'a donné lieu dans ce Pays qu'à des diatribes plus ou moins violentes et a des accusations, sans preuves à l'appui, de la part de la presse; et aussi longtemps qu'il m'a été permis de croire que, loin de sanctionner de semblables manifestations, les pouvoirs politiques des États Unis reconnaissaient que la souveraineté de la Couronne du Portugal s'appuyait solidement sur des raisons de fait et sur la base impérissable du droit des gens, j'ai jugé convenable de garder le silence. Cependant le 11 avril dernier les journaux annonçaient que le Sénat des États Unis avait voté à huis-clos une résolution émettant l'avis que le drapeau de l'Association Internationale Africaine devait être reconnu à l'égal de celui d'un Gouvernement ami; et plus tard, le 23 avril, j'ai su que vous aviez signé la veille une déclaration dans laquelle on dit que le Gouvernement des États Unis allait ordonner à ses fonctionnaires tant sur terre que sur mer de reconnaître le drapeau de l'Association Internationale Africaine comme celui d'un Gouvernement ami.

Je savais, Mr. le Sécretaire d'État, qu'on avait de longue main employé toute espèce de moyens pour soulever l'opinion contre le Portugal; mais j'avais confiance dans la rectitude de notre cause, et j'espérais, comme je l'espére encore aujourd'hui, que si des intérêts irresponsables et équivoques avaient pris â tâche d'affaiblir dans la conscience humaine le respect envers le droit et la justice, jamais les pou-

voirs politiques des États Unis ne se laisseraient entraîner par des courants subversifs, et que, si à un moment donné, je faisais appel à votre droiture, vous n'hésiteriez par un instant, Mr. le Sécretaire d'État, à faire les déclarations nécessaires pour sauvegarder les droits de la Monarchie Portugaise à la Souveraineté du Congo.

Le blâme que le Portugal a encouru à propos de la question du Congo de la part d'une certaine presse, et qu'il ne peut pas accepter, se résume à faire croire que nous voulons, d'un côté établir dans ces contrées un régime de douanes restrictif et différentiel, et d'un autre encourager le trafic des esclaves. Quant à notre politique financière et aux aggressions dont elle est le but, la réponse s'en trouve exprimée de la façon la plus claire dans les articles 3, 4, 5 e 9 de notre Traité avec l'Angleterre du 26 février de l'année courante; et pour ce qui regarde la seconde imputation, on ne saurait douter que le principe de guerre à l'esclavage, que nous avons adopté depuis si longtemps, nous l'avons retrempé, nous lui avons donné une nouvelle consécration par le Traité. Que nous manque-t'il donc, M. le Secrétaire d'Etat, pour obtenir de votre part les déclarations dont j'ai parlé ci-dessus? La civilisation de l'Afrique? Mais ce but, le seul avouable, le témoignage de l'histoire et nos rélations avec ces peuples, consacrées par le temps, nous rendent merveilleusement propres à l'atteindre, et j'ose le dire, aucune autre Puissance, malgré sa force, ne réussirait mieux, ou même aussi bien que nous, à maintenir l'ordre, l'autorité et la paix dans ces régions.

Il est donc inutile, M. le Secrétaire d'État, d'insister sur des faits qui dominent la situation toute entière. La découverte, la possession, et la reconnaissance des Nations: voilà les titres sur lesquels se base la Souveraineté Portugaise au Zaire. C'est par le respect des Traités et de tous les droits qu'ils consacrent que la loi internationale s'est fondée et se maintient; et je ne puis croire un instant que par le fait de la déclaration du 22 avril dernier vous ayez pensé à vous en affranchir. Cette déclaration, que les bons rapports qui existent entre nos deux Pays n'auraient aucunement permis de prévoir, a nécessairement dû me causer une pénible surprise, mais j'ai pleine confiance dans la droiture et dans les vues élevées des pouvoirs politiques de ce grand Pays, et j'espére, M. le Secrétaire d'État, qu'en vous laissant guider par des considérations d'un ordre supérieur et permanent, vous n'hésiterez pas, après les explications que je viens de vous donner, à faire les réserves que je vous ai demandées, et auxquelles nous donnent droit les liens d'amitié qui ont toujours existé entre le Portugal et les États Unis.

Veuillez agréer, Monsieur le Sécretaire d'État, l'assurance renouvelée de ma plus haute considération.

N.º 33

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DAS NOGUEIRAS

Lisboa, 3 de junho de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Tenho presente o officio reservado de V. Ex.ª n.º 11 de 20 de maio ultimo, no qual V. Ex.ª me informa do

que se passára em uma conferencia com o Secretario de Estado d'esse Paiz o Sr. Frelinghuysen.

Tenho muita satisfação em dizer a V. Ex.ª que approvo inteiramente a maneira por que V. Ex.ª se houve com o intuito de inclinar a nosso favor o animo d'aquelle Ministro.

As difficuldades que algumas Potencias, especialmente a França e a Hollanda, oppõem á acceitação do Tratado de 26 de fevereiro, referem-se a tres pontos principaes: 1.º, á exclusão de delegados seus da Commissão que deve fazer os regulamentos para a navegação e livre transito no Zaire; 2.º, ás vantagens especiaes concedidas á Inglaterra pelos paragraphos 2.º, e 3.º do artigo IX do Tratado; 3.º, á exageração dos direitos em que se acham alguns artigos de commercio na pauta de Moçambique.

É muito de presumir que iguaes allegações fizesse o Governo dos Estados Unidos contra o Tratado se tivesse de se pronunciar ácerca d'elle e em favor do seu commercio; por isso parece-me conveniente auctorisar V. Ex.ª a declarar, quando se offereça occasião de discutir este assumpto, que o Governo de Sua Magestade Fidelissima está resolvido a fazer em relação aquelles tres pontos concessões que possam satisfazer as Potencias interessadas no commercio do Zaire. Assim este Governo está disposto a admittir delegados d'essas Potencias na commissão do Zaire; convem em ampliar a todas as vantagens que os paragraphos 2.º e 3.º do artigo IX do Tratado concede á Inglaterra; e, tendo já concordado em admittir o principio de que os tecidos de algodão não pagarão direitos superiores a 10 por cento *ad valorem*, não se recusará tambem a modificar equitativamente os direitos de outros artigos que se prove serem exagerados.

Com estas declarações espero que se inutilisarão os melhores argumentos com que os adversarios da nossa soberania no Zaire, em cujo numero occupa posição mui saliente a Associação Internacional Belga, procuram angariar alliados. Evitando-se que os Estados Unidos se pronunciem contra nós, ficaremos mais desaffrontados para irmos proseguindo nas diligencias em que esperâmos trazer a melhor accordo as Potencias dissidentes.

Estas breves indicações parecem-me sufficientes para que V. Ex.ª possa com todos os recursos do seu esclarecido espirito concorrer efficazmente para o feliz exito d'esta lucta em que andâmos empenhados.

Deus guarde, etc.

N.º 34

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Londres, 10 de junho de 1884.—Ill.^mo e Ex.^mo Sr.—Dei hoje conhecimento a Lord Granville do Despacho que V. Ex.ª se dignou expedir-me, em data de 2 do corrente.

O principal Secretario de Estado de Sua Magestade Britannica limitou-se a di-

zer-me, que tinha recebido e lido com toda a attenção o Despacho de V. Ex.ª, datado de 29 de maio, de que eu lhe remettêra copia, e que preferia não tratar dos negocios do Congo senão depois de ter recebido algumas respostas por que estava esperando.

Obrigado a dar toda a sua attenção ás negociações com a França, preoccupado das difficuldades que d'essas negociações podem resultar para o Governo, não é para admirar que Lord Granville não se occupe senão muito secundariamente da questão do Congo.

Deus guarde, etc.

N.º 35

O SR. JOÃO DE ANDRADE CORVO, MINISTRO DE PORTUGAL EM PARÍS, AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

París, 12 de junho de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Hontem, 11, cheguei a París e tomei conta da Legação, onde achei tudo perfeitamente regular, graças aos cuidados intelligentes do digno Secretario.

Á hora fixada para as audiencias do Corpo Diplomatico, fui ao Ministerio dos Negocios Estrangeiros.

Recebido pelo Sr. Ferry e depois dos comprimentos do estylo, o Sr. Ministro dos Negocios Estrangeiros fallou-me sobre os negocios do Congo, dizendo ter-lhe o tratado de 26 de fevereiro causado impressão pouco agradavel pela inesperada clausula da constituição de uma commissão portugueza e ingleza a fim de regular a navegação do Zaire e o estabelecimento dos postos aduaneiros.

Julgava S. Ex.ª que a França, directamente interessada nas questões da navegação do rio, não deveria ser excluida da commissão, e demais que uma clausula d'esta natureza não podia adoptar-se sem sobre ella se consultar a opinião de um Governo directamente interessado na questão, e cordial alliado das duas Nações entre as quaes se passára a negociação.

Disse ao Sr. Ferry, de accordo com as instrucções que V. Ex.ª se dignou darme, que o Governo Portuguez estava perfeitamente disposto a acceitar uma modificação no Tratado, a fim de se organisar uma commissão internacional com delegados das Potencias interessadas no commercio do Zaire, em vez da commissão mixta, e que o Governo Inglez parecia estar nas mesmas disposições.

Em seguida, o sr. Ferry fallou-me de suppostas vantagens que o Tratado parecia conceder ao commercio inglez; fiz notar a S. Ex.ª que taes vantagens não existem effectivamente, pois que no Tratado se diz que os navios e mercadorias inglezas serão tratadas como se fossem de origem portugueza, e como no convenio commercial existente com a França se estabelece o principio d'esta ser tratada no territorio portuguez como a Nação mais favorecida, qualquer vantagem concedida aos inglezes n'aquelle territorio, era, *ipso facto,* igualmente concedida aos francezes.

O Sr. Ferry mostrou-se convencido e satisfeito por esta explicação. Em seguida alludiu aos altos direitos da pauta de Moçambique adoptada no Tratado do Congo;

n'este ponto fiz-lhe notar que a pauta de Moçambique não era definitiva mas era tomada no Tratado como limite maximo dos direitos, sujeito comtudo a todas as modificações que tendessem a baixar os mesmos direitos e a facilitar o commercio. Por ultimo, julguei opportuno consultar o Sr. Ferry ácerca da reunião de uma conferencia para regular os assumptos que se referem á Commissão Internacional. Este Ministro dos Negocios Estrangeiros disse-me que n'este ponto acabava de ser consultado pelo Governo de Allemanha, que elle julgava que talvez fosse necessaria a reunião da conferencia; e fazendo-lhe eu notar os perigos possiveis de uma conferencia sobre um negocio colonial, assegurou-me o Sr. Ferry que elle approvaria a reunião de uma conferencia para facilitar o accordo entre as Potencias interessadas com a condição porém de que os assumptos postos em discussão e os limites restrictos d'esses assumptos fossem claramente definidos.

Depois de troca mutua de expressões agradaveis e de amigaveis protestos de cordial alliança entre Portugal e a França, despedi-me d'este Ministro dos Negocios Estrangeiros, o qual me indicou a necessidade de termos algumas conferencias para melhor estabelecer o accordo sobre a questão do Zaire.

Hoje fui recebido pelo Presidente da Republica, que me encarregou de transmittir a Sua Magestade El-Rei a expressão dos seus sentimentos de cordial respeito.

Deus guarde, etc.

N.º 36

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL NO ESTRANGEIRO

Circular.

Lisboa, 16 de junho de 1884. — Por alguns officios recebidos da provincia de Angola, opportunamente communicados a essa Legação, já V. teve conhecimento de que da estação de Vivi, sob a direcção de M. Stanley, Representante da Associação Internacional Belga no Zaire, fugiram onze pretos, que se acolheram á protecção da bandeira portugueza, allegando a sua nacionalidade, a falta de contratos regulares, os maus tratos recebidos e a dureza dos trabalhos a que eram violentados.

Effectivamente, por declarações dos fugitivos, no Zaire e em Loanda, reconhece-se que cinco dos ditos pretos foram attrahidos, do territorio portuguez na provincia e ilha de Moçambique, para um navio francez vindo de Zanzibar, a titulo de irem trabalhar a bordo, e que o navio levantou ferro sem mandar para terra os taes pretos. Em Lourenço Marques desembarcaram alguns outros de Zanzibar, que, pouco tempo depois, regressaram para bordo levando em sua companhia mais seis pretos portuguezes, partindo d'ali todos no referido navio para o Zaire.

Realisado o embarque dos pretos portuguezes pela fórma indicada, é clarissimo que nenhum d'elles foi munido de passaporte nem celebrou contrato de serviço para fóra da provincia, que aliás não podia celebrar para territorio onde não houvesse auctoridades portuguezas. Fez-se um *rapto* de onze pretos portuguezes.

As indicadas declarações e as condições em que se apresentaram os pretos, levaram o Governo de Angola a dar-lhes passagem para esta capital no transporte *India*, a fim de serem opportunamente repatriados.

Confirmam aqui em Lisboa, os mencionados pretos, tudo quanto allegaram no Zaire e em Loanda, dizendo mais que, na estação de Stanley, lhes prometteram a paga de cinco pesos mensaes, a qual sómente se realisaria ao cabo de tres annos de serviço; que apenas receberam sustento e pannos; que os empregaram em arrancar pedra para um caminho de ferro, e que dois d'elles, de Moçambique, Sarangue e Alli, e outro, de Lourenço Marques, Lence, haviam sido maltratados com cacetadas.

Um dos pretos apresenta ainda claros vestigios de sevicias.

É tanto mais para estranhar este irregular procedimento por parte de Representantes e Commissionados da Associação Internacional, quando d'esta mesma sociedade têem saído asserções tão injustas quão deshonrosas para Portugal a proposito de escravos e de trafico de pretos!

Em ponto nenhum onde haja auctoridades portuguezas se arrebatam negros, e se obrigam a trabalhos violentos, com maus tratos e sem paga. Escuso relembrar a V. as humanitarias disposições da legislação portugueza para com os indigenas africanos, e particularmente a lei de 29 de abril de 1875 e os regulamentos que d'ella emanaram (20 de dezembro de 1875 e 21 de novembro de 1878).

Em dominio portuguez não ha escravos, nem trabalhos forçados; os indigenas contratam-se para differentes serviços, presidindo aos contratos auctoridades tutelares que respeitam e fazem respeitar os direitos de todos.

Alem do complexo ataque a Portugal, no arrebatamento de onze pretos, operado por Agentes da Associação Internacional e no tratamento dado a esses pretos, ha tambem a considerar os gastos extraordinarios que, por taes successos como os relatados, nos vemos obrigados a pagar, tomando sob a nossa protecção directa onze individuos a quem damos sustento, roupa, passagens de Africa occidental para Lisboa e de Lisboa para Moçambique.

Nós, accusados de trafico de escravos, procedemos pela fórma humanitaria a que venho de referir-me; os nossos accusadores procedem como deixo summariamente apontado.

Os factos que ficam expostos são bastante significativos e lançam bastante luz sobre os pretendidos fins humanitarios da Associação Internacional. Limito-me a chamar para elles a sua attenção, certo de que V. não deixará, sempre que se lhe offereça occasião, de os aproveitar em defeza da verdade, para confusão dos nossos adversarios, tão pouco escrupulosos na escolha das armas com que nos aggridem.

Deus guarde, etc.

N.º 37

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL, MINISTRO DE PORTUGAL EM BERLIM AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Berlim, 18 de junho de 1884.—Governo Allemão diz não póde deixar de attender representações do commercio, o qual julga preferivel o *statu quo*. Entende não estarem bem assentes os direitos de Portugal á embocadura do Congo. Portanto que Portugal e Inglaterra fizeram-se reciprocamente concessões no que não podiam dispor. O unico meio que propõe é reunir uma conferencia a que todos concorram com iguaes direitos, para regular toda a questão do Congo, dando-se o tratado por nullo.

N.º 38

O SR. VISCONDE DAS NOGUEIRAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Washington, 18 de junho de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Tive a honra de receber hontem o officio reservado de V. Ex.^{a}, de 3 do corrente, communicando-me os pontos do nosso tratado com a Inglaterra de 26 de fevereiro ultimo, que, no intuito de quebrar nas mãos dos nossos adversarios as armas com que nos aggridem, V. Ex.^{a} está disposto a modificar, e auctorisando-me a fazer ao Governo dos Estados Unidos a respectiva declaração.

A noticia não podia chegar mais a proposito. Incluso encontrará V. Ex.^{a} o traslado do officio que a este respeito acabo de dirigir ao Secretario d'Estado, e que espero merecerá a approvação de V. Ex.^{a}

Deus guarde, etc.

A

Washington, 18 de junho de 1884.—Monsieur le Sécretaire d'État.—Comme supplément à la note que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 30 mai dernier j'ai la satisfaction de vous anoncer que mon Gouvernement, fidèle aux principes libéraux qui inspirent sa politique, et désirant résoudre les dernières difficultés que présente la question du Congo, vient de communiquer qu'il est disposé à accepter quelques modifications au traité avec l'Angleterre du 26 février de l'année courante.

Le Portugal ne pourrait pas, sans démentir son histoire et sans forfaire aux principes les plus élémentaires de l'honneur national, permettre qu'on méconnaisse ses droits, et assister impassible aux machinations à l'ombre desquelles on prétendrait presque le déposséder d'une partie de son territoire; mais il apporte à l'étude et au maniement de cette importante affaire un esprit dégagé de toute pré-

vention et de tout préjugé, et il se prète dans l'intérêt général du commerce à des tempéraments qui doivent préparer une solution satisfactoire.

Les points sur lesquels le Gouvernment du Roi est disposé à acquiescer à quelques modifications au traité du 26 février sont ceux qui suivent:

1° Il consent à l'entrée des délegués de la France et de la Hollande dans le comité qui doit faire les règlements pour la navigation du Zaïre (article IV du traité).

2° Il étendra à toutes les Puissances le bénéfice accordé à l'Angleterre par les §§ 2e et 3e de l'article IX du traité.

3° Étant déjà d'accord sur le principe que les tissus de coton ne payeront par des droits supérieurs à 10 pour cent *ad valorem,* il ne se prêtera pas moins à modifier d'une manière équitable les droits sur d'autres articles dont on pourrait démontrer l'éxagération.

Si quelques doutes à l'égard de notre politique financière dans la région du Congo existaient encore dans votre esprit, je pense, Monsieur le Sécretaire d'État, que ces résolutions, pesées avec maturité et adoptées sur des considérations, que je laisse à votre sagesse et à votre loyauté le soin d'apprécier, suffiront pour les déraciner entièrement. Je n'ai jamais cru, Monsieur le Secrétaire d'État, que vous ayez pensé un seul instant à nous traiter hostilement, mais je dois vous avouer que j'attache trop d'importance à votre bienveillant concours pour pouvoir me contenter de votre silence. J'ose donc espérer que, loin de vouloir débiliter le seul pouvoir qui, par ses anciennes relations avec les peuples du Zaïre peut y maintenir l'ordre, l'autorité et la paix, vous voudrez bien, Monsieur le Sécretaire d'État, nous aider dans l'intérêt de la civilisation à surmonter les obstacles qui s'y opposent; et plein de confiance dans les sentiments d'amitié qui existent entre nos deux pays, je réitère la demande que j'ai eu l'honneur de vous faire dans ma note du 30 mai, et qui se rapporte aux déclarations nécessaires pour sauvegarder la souveraineté portugaise au Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Sécretaire d'État, l'assurance de ma plus haute considération.

N.° 39

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Londres, em 20 de junho de 1884.—Lord Granville deu-me conhecimento da resposta do Principe de Bismarck ácerca du tratado do Congo. Principe de Bismarck diz não admittir tratado que modifique as vantagens de que na actualidade gosa o commercio allemão nas regiões africanas. Principe de Bismarck não reconhece nem admitte direitos de soberania territorial de Portugal no Congo. Se para regular internacionalmente situação de aquella região potencias interessadas convierem na utilidade de uma conferencia, Allemanha se fará representar por um delegado, comtanto que essa conferencia não tome por base das suas deliberações nem tratado

de 26 fevereiro nem direitos de Portugal. Lord Granville encarregará Ministro de Inglaterra em Lisboa de dar conhecimento a V. Ex.ª da resposta do Principe de Bismarck. N'estas circumstancias parece-me impossivel deixar de considerar prejudicado tratado de 26 de fevereiro e é essa a opinião de lord Granville.

N.º 40

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL EM BERLIM, HAYA, LONDRES E PARÍS

Telegramma.

Em 28 de junho de 1884.—Para evitar equivocos, communique V. Ex.ª a esse Governo o seguinte: Portugal mantem, como base de accordo com as outras Potencias, o reconhecimento da justiça das suas pretensões á soberania do Congo; mas está prompto a admittir todas as garantias julgadas necessarias para que não possam ser prejudicados os interesses commerciaes das outras Nações, e dará ao commercio e transito todas as facilidades praticamente realisaveis. Só quer para si a justa compensação dos encargos que vae tomar; acceita e deseja a fixação de fronteiras com os estados limitrophes que se organisarem regularmente.

N.º 41

O SR. GEORGE GLYNN PETRE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

British Legation.—Lisbon, June 28th 1884.—Monsieur le Ministre.—In order to record in writing the communication relative to the Congo Treaty which I had the honour to make to Your Excellency verbally on the 24th instant in pursuance of the instructions which I had received from Earl Granville, I am directed to state to Your Excellency that the objections raised by the German Government, together with those taken by other Powers, to the Treaty of February 26th 1884, are of so decided and serious a character as to leave in the opinion of Her Majesty's Government no hope of the Treaty being accepted as a whole.

Her Majesty's Government have therefore come with regret to the conclusion, which they believe will be shared by that of Portugal, that it would be useless to proceed to a ratification of the Treaty.

It would be still open however to the two Governments to propose an arrangement based upon that portion of the Treaty which relates to the River Commission, giving to that Commission an international character in accordance with Earl Granville's original proposal on the subject.

Her Majesty's Government would be glad to learn whether under the circumstances the Government of His Most Faithful Majesty are disposed to concur in that view.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Traducção.—Legação britannica.—Lisboa, 28 de junho de 1884.—Sr. Ministro.—A fim de renovar-lhe por escripto a communicação relativa ao Tratado do Congo que eu tive a honra de fazer verbalmente a V. Ex.ª a 24 do corrente na conformidade de instrucções que recebêra do Conde Granville, devo dizer a V. Ex.ª que as objecções suscitadas pelo Governo Allemão, conjunctamente com as que foram levantadas por outras Potencias, ao Tratado de 26 de fevereiro de 1884, são de natureza tão decisiva e grave, que não deixam, na opinião do Governo de Sua Magestade, nenhuma esperança de que o Tratado possa ser acceito no seu conjuncto.

O Governo de Sua Magestade chegou com pesar á conclusão, que elle espera que seja bem avaliada pelo de Portugal, de que seria inutil proceder á ratificação do Tratado.

Seria ainda licito aos dois Governos proporem um accordo baseado na parte do Tratado que se refere á commissão fluvial, dando-lhe um caracter internacional, de accordo com a proposta original do Conde Granville a este respeito. O Governo de Sua Magestade estimaria saber se n'estas circumstancias o Governo de Sua Magestade Fidelissima estaria disposto a acompanhal-o n'esta intenção.

Aproveito esta occasião para renovar a V. Ex.ª a segurança da minha mais alta consideração.

N.º 42

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. GEORGE GLYNN PETRE

Lisboa, 9 de julho de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Fez-me V. Ex.ª a honra de me informar, pela sua nota de 28 de junho ultimo, que as objecções suscitadas pelo Governo Allemão, conjunctamente com as que foram levantadas por outras Potencias, ao tratado de 26 de fevereiro de 1884, são de natureza tão decisiva e séria, que não deixam, na opinião do Governo de Sua Magestade Britannica, esperança de que o tratado possa ser acceito no seu conjuncto; concluindo d'aqui o Governo de Sua Magestade Britannica que seria inutil proceder-se á ratificação do tratado, comquanto entenda que os dois Governos poderiam ainda propor um accordo que se baseasse na parte do tratado que se refere á commissão fluvial, dando-lhe um caracter internacional.

Deseja saber o Governo de Sua Magestade Britannica se este Governo está disposto a acompanhal-o.

O tratado de 26 de fevereiro de 1884 tem por fim, como V. Ex.ª sabe, pôr termo á situação anarchica, altamente prejudicial ao commercio de todas as Nações, em que se acha a região do baixo Congo e territorios limitrophes, creando ali uma

administração regular e civilisada, e confiando-a á unica Potencia europêa que tem direitos incontestaveis ao dominio e soberania d'aquelles territorios.

Á occupação definitiva d'aquella região por parte de Portugal, que a descobriu e occupou em periodos interrompidos e sempre a considerou sua, sómente se oppozera, e apenas desde 1846, a Inglaterra; e não se me levará a mal que eu conteste mais uma vez a justiça d'este procedimento da nossa antiga alliada, visto que n'uma recente e memoravel sessão da Camara dos Lords o Ministro dos Negocios Estrangeiros da Gran-Bretanha, Lord Granville, não duvidou pronunciar com nobre franqueza as seguintes palavras:

«The Portuguese have claimed this particular territory for nearly four hundred years and there is no reason why their claims should not be perfectly good although we have hitherto refused to recognise it. Their claims have not been opposed by any other Country, and the only reason why they are not now in occupation is this—that we, acting in a high-handed manner, with a view to our antislavery opinions, gave them to understand that we use force to prevent their occupation of the territory.»

Estas palavras contêem claramente a confirmação dos nossos direitos.

Das outras Potencias nenhuma os contestou nunca; algumas os reconheceram explicitamente, em tratados antigos, como a França, em documentos officiaes recentes, como a Allemanha.

Quando mesmo não existissem direitos tão incontestaveis por parte de Portugal, bastaria o prestigio e auctoridade do nome portuguez n'aquellas paragens, attestado pela efficacia do protectorado, que tem constantemente exercido, com vantagem dos estabelecimentos commerciaes de todas as nacionalidades, para o designarem á attenção das Potencias como a unica Nação capaz de fundar em bases perduraveis o regimen civilisador ali instantemente reclamado. Recentes successos de que o Governo de Sua Magestade Britannica tem pleno conhecimento, occorridos em Mucula, Massabi, Cabinda, Boma, Banana, Noqui e outras localidades justificam plenamente esta asserção.

Alem de proteger os interesses do commercio internacional nos territorios do Zaire pelo simples facto de admittir ali um governo regular, que porá termo aos inconvenientes do monopolio e ás depredações dos indigenas, o tratado de 26 de fevereiro contém todas as estipulações que ao Governo de Sua Magestade Britannica pareceram sufficientes para assegurarem ao mesmo commercio a mais efficaz protecção e promoverem o seu ulterior desenvolvimento; bastar-me-hia citar a creação da commissão mixta anglo-portugueza para a feitura e fiscalisação dos regulamentos de navegação e transito no Zaire, a liberdade ampla de navegação e transito fluvial, a limitação dos direitos fiscaes ao *maximum* estabelecido na pauta de Moçambique, proposta pelo Governo Britannico, a abolição dos direitos differenciaes de pequena e grande cabotagem dos territorios comprehendidos entre 8° e 5° 12′ de latitude austral.

Sufficientes, repito, pareceram estas estipulações ao Governo de Sua Magestade Britannica, no decurso das negociações, para que o tratado de 26 de fevereiro alcançasse o geral assentimento de todas as Potencias.

Não se confirmam, porém, hoje estas esperanças? Levantam-se difficuldades por parte de algumas Nações mais directamente interessadas no commercio do Zaire?

A esta situação precisam attender as duas Poteucias signatarias do tratado, assumindo cada uma d'ellas differente papel.

Á Inglaterra, pela posição eminente que occupa no conselho das Nações, compete destruir taes difficuldades; a Portugal cumpre auxilial-a n'este empenho, fazendo todas as concessões que forem compativeis com a manutenção dos seus direitos de soberania e com o exercicio da sua jurisdicção.

Tal é o procedimento que me parece determinado pelas circumstancias e que submetto ao esclarecido criterio de Lord Granville.

Não agrada a constituição da commissão mixta? Desejam outras Potencias ser n'ella representadas? N'isso convem o Governo de Sua Magestade Fidelissima, sempre solicito em contribuir para o desejado accordo.

Apparecem receios de que as tarifas da pauta de Moçambique sejam demasiadamente elevadas em relação a alguns artigos de commercio? Deseja-se que por commum accordo se estipulem direitos fixos mais moderados? O Governo Portuguez, que nunca teve tenção de applicar ao Zaire a pauta de Moçambique tal qual se acha formulada, mais uma vez se declara disposto a acceder ás reclamacões do commercio, que se reconhecerem justas e a concordar na adopção de direitos fixos moderados.

Não se afigura ao Governo de Sua Magestade Fidelissima que outras objecções se possam formular contra o tratado de 26 de fevereiro; se existem, está prompto a attendel-as no que tiverem de justo ou equitativo, comtanto que não impliquem negação dos direitos de soberania de Portugal.

O que Portugal tambem não póde fazer é comprometter-se a estabelecer nos territorios do Zaire um Governo regular que assegure aos seus habitantes, indigenas e europeus, todas as vantagens de um Paiz civilisado, mantendo uma força armada, abrindo estradas e canaes, construindo escolas, promovendo a colonisação, isto é, satisfazendo a todos os pesados encargos que lhe incumbem, sem todavia cobrar o minimo imposto.

Mesmo quando uma tal promessa devesse servir unicamente para vencer as resistencias de momento por haver modo de a illudir ou annullar mais tarde, mesmo assim, não a faria o Governo Portuguez, porque considera similhante estratagema indigno de um Governo serio.

Aqui tem V. Ex.ª, expostas com a possivel concisão mas claramente formuladas, as disposições liberaes em que se encontra o Governo de Sua Magestade Fidelissima, nas quaes ouso esperar que o Governo de Sua Magestade Britannica verá mais uma demonstração da sinceridade com que o Governo Portuguez deseja concorrer para que a questão do Zaire possa brevemente alcançar, como tanto convem á dignidade de ambos os Governos, a unica solução compativel com a justiça, com os legitimos interesses do commercio internacional e com a realisação das mais dhilantropicas aspirações ao alargamento da civilisação africana.

Aproveito esta occasião para reiterar a V. Ex.ª os protestos da minha alta consideração.

N.º 43

O SR. JOÃO DE ANDRADE CORVO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

París, 10 de julho de 1884.—Ill.^mo Ex.^mo Sr.—Os jornaes de hontem traziam a noticia de que a Allemanha proporia uma conferencia para resolver os negocios do Baixo Congo, dando como nullo o tratado anglo-portuguez.

Consultado sobre este ponto o Sr. Ferry, disse-me que por ora a Allemanha não tinha feito senão sondar as disposições das Potencias interessadas sobre a projectada conferencia. O Governo Francez concordou com a idéa, mas fixando-se previamente que a conferencia se occuparia só dos negocios da navegação e livre commercio no rio, deixando livres todas as outras questões pendentes ácerca dos territorios marginaes. Fiz notar a este Ministro dos Negocios Estrangeiros que, conforme tinha tido occasião de dizer já, o Governo Portuguez desejava ver resolvidas as questões de navegação e commercio, sendo, como era, a sua disposição inteiramente favoravel ás liberdades compativeis com o principio de soberania que elle desejava manter. O grande interesse do Governo de Sua Magestade era a sustentação dos seus antigos direitos, e o explicar á Europa que eram inteiramente falsas as accusações que lhe faziam de não contribuir pelos seus constantes esforços para melhorar a civilisação africana; que era Portugal, entre todas as Potencias, quem tinha tido mais longa influencia sobre a civilisação da Africa central; que tinha feito o trafico da escravatura quando todas as outras Nações o faziam, e o tinha abolido assim como a escravidão, á medida que as circumstancias o foram permittindo; que no centro de Africa eram muitos os commerciantes portuguezes que tinham activas e cordiaes relações de commercio com as tribus negras.

Depois de chamar a attenção do Sr. Ferry sobre estes assumptos, disse-lhe que o Governo Portuguez contava com o juizo e amor da justiça da França para o apoiar nas suas justas pretensões e na sua justificação bem fundada.

Deus guarde, etc.

N.º 44

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 11 de julho de 1884.—Corvo informa que: Governo Allemão propoz a Governo Francez conferencia sobre negocio Congo, Ferry accedeu com clausula de conferencia se occupar exclusivamente navegação rio. N'esta data digo a d'Antas que: faça sentir a Governo Inglez que Governo Portuguez espera que elle sustente direitos de Portugal reconhecidos por Lord Granville no tratado e no parlamento.

N.º 45

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Telegramma.

Lisboa, 11 de julho de 1884. — Governo Allemão propoz a Governo Francez conferencia sobre negocio Congo, Ferry accedeu com clausula de conferencia se occupar exclusivamente navegação rio.

Preciso saber se Governo Inglez foi consultado e o que respondeu. Faça sentir a Governo Inglez que Governo Portuguez espera que elle sustente direitos de Portugal reconhecidos por Lord Granville no tratado e no parlamento.

N.º 46

O SR. VISCONDE DAS NOGUEIRAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Washington, 16 de julho de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.— Tenho a honra de remetter a V. Ex.a copia da Nota que recebi hontem do Sr. Frelinghuysen, em resposta aos meus officios de 30 de maio e de 18 de junho ácerca da questão do Congo.

As declarações do Sr. Frelinghuysen, parecem-me categoricas. O Secretario d'Estado affirma, nas palavras que vão sublinhadas na copia, que o procedimento dos Estados Unidos no referente á questão do Congo não póde de modo algum ser considerado hostil ao Governo Portuguez; e diz positivamente que os direitos de Portugal nos territorios vizinhos ao Congo ficam reservados pela propria declaração de 22 de abril.

Muito se podia responder ás divagações e falsos juizos, que a Nota do Sr. Frelinghuysen contém; mas a mim parece-me mais prudente pôr ponto final na questão. Digne-se V. Ex.a dizer-me, se considera satisfeitas as nossas justas exigencias, e se approva o modo por que dirigi a negociação.

Deus guarde, etc.

A

Washington, July 15, 1884.—Viscount.— I have already had the honour to acknowledge the receipt of your notes, one dated the 30th of May last, and the other the 18th of June, to which I have given the promised consideration.

The question of the Congo, to which they relate, has long had the attention of this Government, which has not been unaware of the claims of Portugal over territory in that vicinity, or that those claims have been at various times disputed. That the rights insisted upon by Portugal have not always received the unqualified acceptance which your Government holds they deserve, has been recently shown by the

negotiation of a formal treaty, with Great Britain, stipulating for their recognition in part.

The United States, adhering to their consistent policy, have refrained from taking any active share in the discussion of the questions which have thus been presented although they cannot fail to take a lively interest in them, particulary as an American citizen discovered the course of the Congo and through his energetic labours, the possibility was first presented of opening this rich territory to the commerce of the world.

If I understand your notes aright, the Government of Portugal has been lead to believe that we have endeavoured in some way to take part in the settlement of questions as to the actual extent of dominion alleged to be exercised over the territory drained by the Congo or the territory on the coast near the mouth of the river. Such an understanding would be incorrect and founded upon a misapprehension of the position of this Government, which has not assumed to make any decision in settlement of conflicting claims to territory.

Your note of the 30th of May, after expressing the surprise and pain with which the Government of Portugal has learned of the Declaration of the 2nd of April last, whereby this Government recognized the flag of the Internacional Society, invites me: «to make such declarations as should be necessary to protect the rights of the Portuguese Monarchy to the sovereignty of the Congo». Your Government has evidently failed to understand the import of the Declaration, and in fact asks the United States to abandon traditional policy as stated in that paper «of avoiding interference with controversies between other Powers as well as alliances with foreign Nations», and to assume to declare the extent of the controverted sovereign claims of Portugal over territories.

The declaration of April last related to the rights of natives tribes, which rights, by the methods repeatedly recognized in dealing with established tribes in Africa, America, and other primitive regions when first opened to the commerce of more civilized Nations, are sought to be so directed as to form the nucleous of a Government of free States. Such claims as Portugal may establish in neighbouring territory are not touched by this, and are reserved by the terms of the Declaration itself. This Government does not intervene to decide the merits or extent of the Portuguese claim to territory and cannot and does not consider itself bound by an agreement made between Portugal and another Nation, in regard to the latter's claims, any more than it can or does deem it incumbent upon itself to confirm or to deny the rights which such an agreement may recognize as between the parties thereto.

I pass over the observations of your note of the 18th of June, upon the modifications of the Anglo-Portuguese Treaty, as it is not within the competence of this Government to add to or to detract from the validity of that instrument by expressing its approval or disapproval thereof. This Government was not consulted as to the terms of the treaty prior to or during the negotiation, nor did it expect to be so consulted, as the instrument affects only the parties to it. Should the treaty extend any rights within Portuguese dominions, not hitherto possessed to American citizens

or their commerce, this Government cannot fail to appreciate the spirit which prompted such a friendly act on the part of Portugal.

The objects of the United States are to be easily gathered from the terms of the Declaration of April last, and are intended to secure a suppression of the slave-trade and commerce free on equal terms to all Nations.

I cannot conclude this note without expressing the appreciation felt by this Governement for the friendly declarations which your notes contain «and repeating that nothing in the course of the United States in this matter can be properly construed as being in any sense unfriendly to the Government of Portugal».

Accept, Viscount, a renewed assurance of my highest consideration.

Traducção.—Washington, julho 15 de 1884.—Visconde.—Já tinha tido a honra de accusar a recepção das suas notas, uma com data de 30 de maio ultimo, e a outra de 18 de junho, as quaes tomei na devida consideração.

A questão do Congo, a que ellas se referem, tem sido objecto da attenção d'este Governo, o qual não tem perdido de vista as reclamações de Portugal ácerca dos territorios n'aquellas vizinhanças, nem ignora que essas reclamações têem sido repetidas vezes contestadas. Que os direitos em que Portugal insiste, não têem sempre recebido o acolhimento sincero que o seu Governo pretende que ellas merecem, é que ultimamente nos tem mostrado a negociação de um Tratado solemne com a Gran-Bretanha, estipulando em parte o reconhecimento d'esses direitos.

Os Estados Unidos, de accordo com a sua firme politica, têem-se abstido de tomar qualquer parte activa na discussão das questões que se têem apresentado, apesar de não poderem deixar de tomar um vivo interesse n'ellas, por isso que um cidadão americano descobriu o curso do Congo, e que foram os seus energicos esforços que primeiro nos fizeram antever a possibilidade de abrir este rico territorio ao commercio do mundo.

Se comprehendo judiciosamente as Notas de V. Ex.ª, o Governo de Portugal foi levado á persuasão de que nós temos procurado de qualquer modo tomar parte no accordo sobre questões relativas á actual extensão de dominio que se diz haver-se effectuado no territorio banhado pelo Congo, ou no territorio da costa proxima á embocadura do rio. Similhante juizo seria erroneo e fundado n'um equivoco, emquanto á situação d'este Governo, que não pretende tomar nenhuma decisão para resolver quaesquer conflictos de pretensões com respeito a territorio.

A sua Nota de 30 de maio depois de exprimir a surpreza e sentimento com que o Governo de Portugal foi informado, da Declaração de 22 de abril ultimo, na qual este Governo reconheceu a bandeira da Sociedade Internacional, convida-me «a fa-«zer as declarações que forem necessarias para proteger os direitos da Monarchia «Portugueza á soberania do Congo». O seu Governo não comprehendeu a importancia da declaração, e de facto pede aos Estados Unidos que abandonem a sua

politica tradicional, evitar ingerencia nas contestações entre outras Potencias assim como allianças com as Nações Estrangeiras para, como se diz n'aquelle documento, tomar sobre si a declaração da extensão dos contestados direitos soberanos de Portugal a certos territorios.

A declaração de abril ultimo referia-se aos direitos das tribus indigenas, que pelos methodos frequentes vezes reconhecidos, quando se trata com tribus estabelecidas na Africa, America e outras regiões barbaras abertas pela primeira vez ao commercio de Nações mais civilisadas, são conduzidas de modo que venham a formar o nucleo de um Estado livre.

As pretensões que Portugal possa ter a territorios vizinhos, não são com isto offendidas, e são reservadas nos termos da propria declaração. Este Governo não intervem na apreciação do valor ou extensão das pretensões Portuguezas sobre tal territorio, e não póde considerar-se, nem se considera obrigado, por um accordo entre Portugal e outra Nação, com relação ás pretensões d'este ultimo, nem a confirmar nem a contestar os direitos que similhante accordo possa reconhecer entre as Partes a que se refere.

Não me detenho com as observações da sua Nota de 18 de junho ácerca das modificações do Tratado Anglo-Portuguez, por isso que não é da competencia d'este Governo exaltar ou depreciar a validade d'esse instrumento, exprimindo a sua approvação ou reprovação.

Este Governo não foi consultado emquanto aos termos do Tratado antes ou durante a negociação, nem esperou ser consultado a respeito d'ella, por isso que o instrumento só interessa ás Partes Contratantes. Se o Tratado tornar extensivo aos subditos americanos ou ao seu commercio, quaesquer direitos ainda não possuidos, este Governo não póde deixar de apreciar o espirito que dictou um acto tão amigavel da parte de Portugal.

O proposito dos Estados Unidos deprehende-se facilmente dos termos da Declaração de abril ultimo, e tem por fim a abolição do trafico de escravos e commercio livre em condições identicas para todas as Nações.

Não posso terminar esta Nota sem significar o apreço em que este Governo tomou as declarações amigaveis contidas nas suas Notas, e sem repetir que nada sobre este assumpto com referencia aos Estados Unidos poderá ser interpretado como sendo em sentido algum pouco amigavel para com o Governo de Portugal.

Acceite, etc.

N.º 47

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS

Julho, 31 de 1884. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — Informações officiaes recebidas ultimente de Angola confirmam as noticias de que V. Ex.ª já teve conhecimento pelo meu despacho reservado de 23 de junho ultimo.

São exactas as tentativas, a que então me referi, da Associação Internacional

para adquirir por intimidação e fraude direitos de soberania em territorios de que temos sempre reclamado o dominio incontestavel; são verdadeiros os tratados extorquidos pelos agentes d'aquella associação á simpleza e boa fé dos chefes indigenas de Boma e Moinda na região do Zaire.

Os tratados com os chefes de Boma são nove, do mesmo teor e com a mesma data — 19 de abril do corrente anno — (documento n.º 1). Constam apenas de dois artigos, um em que se estipula a cedencia da soberania á Associação Internacional, outro que declara o preço da cedencia, o qual consiste em vinte peças de fazenda, duas espingardas e um presente não especificado, porém que, a julgar por analogia, deveria consistir em algumas garrafas de aguardente.

Os tratados com o chefe de Moinda são dois e versam sobre cedencia de soberania e cessão da margem do Zaire contigua aos estados d'aquelle chefe; n'um vem declarado o preço da soberania: oito peças de fazenda, um chapéu de sol e doze garrafas de genebra; no outro diz-se apenas que o chefe recebeu um presente condigno da cedencia que fizera (documentos n.os 2, 3 e 4). Uns e outros são assignados apenas pelos agentes da Associação Internacional, pelos chefes ou regulos e por mais dois indigenas que se diz serem interpretes. Não apparece no texto a menor referencia á assembléa ou fundação em que uma tão grave deliberação, como é a cedencia de direitos soberanos, deveria ser tratada, nem se menciona a presença dos notaveis ou principaes da terra ao acto da assignatura. Faltam-lhe, pois, as solemnidades legaes de que os indigenas nunca prescindem mesmo em contratos de menor importancia. São documentos sem valor, nullos perante os costumes, que são a lei do Paiz, titulos falsos de uma falsa e irrisoria soberania.

Procedêra o agente da Internacional com o maior sigillo, porém não pôde evitar que pelos chefes indigenas tivessem os commerciantes de Boma conhecimento dos tratados e desde logo lhes fizessem conhecer o engano em que tinham caído. Protestaram contra a traição de que tinham sido victimas, e n'este protesto os acompanharam os negociantes (documentos n.os 5 e 6). Estes, receiando que os empregados da Internacional se servissem de meios violentos, como usam praticar, para sujeitar á sua a vontade dos indigenas, recorreram á protecção do Governador Geral de Angola, o qual fez promptamente partir para o Zaire dois navios de guerra da estação de Angola, sob o commando do Capitão Tenente Guilherme Capello (documentos n.os 7, 8 e 9).

A presença da nossa marinha de guerra no Zaire poz termo ás irregularidades da Internacional, e acalmou, como sempre, os receios dos commerciantes e dos indigenas. O Sr. Capello houve-se no desempenho da sua ardua commissão com o zêlo e competencia de que sempre tem dado provas; convocou a uma grande fundação os chefes indigenas de Boma, para a qual convidou os negociantes e o agente da Internacional, que não quiz comparecer, e ali fez lavrar solemnemente as declarações que constam dos documentos n.os 10 e 11. Ao actual administrador da Internacional, o Sr. Coronel de Winton dirigiu o Sr. Capello um protesto contra o procedimento irregularissimo dos seus subordinados os Srs. Delcommune e Van Kerckhoven, notificando-lhe ao mesmo tempo a annullação dos tratados, attentatorios dos

direitos de Portugal, que estes senhores haviam imposto por violencia e fraude aos chefes indigenas, e fazendo-lhe tambem constar que as auctoridades portuguezas continuariam a adoptar todas as providencias necessarias para a sustentação dos direitos de Portugal e para a manutenção de ordem e tranquillidade dos indigenas e segurança dos commerciantes europeus estabelecidos no Zaire (documentos n.os 12 e 13).

Notará por certo V. Ex.a, ao percorrer os documentos a que me tenho referido, a coadjuvação prestada á defeza dos nossos direitos, não só pelos negociantes portuguezes estabelecidos no Zaire, mas muito principalmente pelos agentes das casas commerciaes estrangeiras, as quaes representam mais das tres quartas partes do commercio que ali se faz. São estas: a casa Hollandeza, da Nova Sociedade Africana de Commercio, a casa Hatton & Cookson e a *Congo and Central African Compy, Limited,* ambas inglezas, e a feitoria franceza de Daumas Béraud et Ce.

Estes factos respondem victoriosamente ás declamações exageradas, e por vezes calumniosas do Sr. Jacob Bright e de algumas camaras de commercio da Gran-Bretanha e provam bem que somos no Zaire a unica Nação com prestigio, que o nosso procedimento justo e desinteressado nos tem sabido grangear, a unica Nação capaz de ali fundar, sem recorrer a meios violentos, um governo regular a que os indigenas se submettam de bom grado e que ponha de vez termo á anarchia. Sabem isto todos quantos conhecem o Zaire; será bom que o não ignorem os Governos dos Estados que se interessam pelo alargamento da civilisação e pela prosperidade do commercio n'aquella região africana.

A resposta dada ao Sr. Capello pelo Coronel Winton é a que se podia esperar do administrador da Internacional na deploravel situação em que se via collocado (documento n.º 13).

É inaudita a ousadia, para não empregar mais severo qualificativo, com que uma sociedade particular, creada com intuitos puramente scientificos, exclusivamente empenhada, segundo dizia, em promover a dilatação dos conhecimentos geographicos e o progresso da civilisação no centro da Africa, absolutamente estranha a especulações de commercio e destituida de ambições de conquista, vem agora declarar-se empenhada em promover a constituição de estados livres, e tenta usurpar pela violencia e pela fraude direitos de soberania que não póde exercer em face dos mais elementares principios do direito internacional.

E é esta associação, que não tem nacionalidade certa, nem estatutos conhecidos, que muda frequentemente de nome para melhor cambiar de programma, que tem a seu soldo hordas indomitas de Hansas e Zanzibares com que opprime as povoações pacificas do Zaire e se vale de aventureiros sem escrupulos para extorquir aos chefes indigenas, pela fraude, o que só pela força não lograriam alcançar, é esta associação que ousa solicitar, perante as Potencias, direitos de soberania, e promove com astuciosas intrigas a exclusão do Zaire da Nação que descobriu, conquistou e colonisou a Africa, e que ha mais de tres seculos havia penetrado no coração d'este vasto continente e registado nas paginas gloriosas da sua historia a maior parte das descobertas que os exploradores modernos julgam haver realisado.

Esforçam-se actualmente os defensores da Internacional para fazer acreditar que contam com o apoio da Gran-Bretanha a favor dos seus ambiciosos intentos, procurando dar demasiado relevo a factos que poderão induzir em erro a quem lhes não souber contrapor a conhecida lealdade do Governo de Sua Magestade Britannica.

A extraordinaria complacencia com que o Governo Britannico tem consentido que muitos officiaes do exercito entrassem ao serviço da associação, e n'elle continuem, conservando-lhes as suas patentes; a circumstancia ainda mais significativa de haver sido auctorisado o General Gordon a tomar a direcção superior e o governo das estações do Zaire, cargo que por motivos bem conhecidos está hoje exercendo o Coronel Winton; a inexplicavel indifferença com que o Governo Britannico acolheu as provas incontestaveis de que a Internacional recrutava trabalhadores por processos que recordam os do ominoso trafico da escravatura; a singular diligencia com que o mesmo Governo fez no Parlamento, pela bôca de Lord Fitzmaurice, mal lhe foram presentes algumas objecções do Governo Allemão, declarações que pareciam significar a sua intenção de abandonar o tratado de 26 de fevereiro; e, poderia eu ainda acrescentar, o seu silencio como unica resposta ás justas e opportunas observações que por este Governo lhe têem sido dirigidas; todos estes factos, enfeixados com habilidade e maliciosamente interpretados, podem parecer sufficientes para justificar esperanças que a Associação Internacional já se não dá ao trabalho de dissimular.

Não se deixa de certo o Governo de Sua Magestade Fidelissima dominar dos receios que os adversarios da soberania de Portugal no Zaire procuram incutir-lhe; mas nem por isso lhe é licito desconhecer a necessidade de ver quanto antes assumir ao Governo de Sua Magestade Britannica uma attitude franca e decisiva, como convem á dignidade e aos interesses das duas Nações alliadas.

Se o Governo de Sua Magestade Britannica está resolvido, como este Governo firmemente acredita, a manter o principio fundamental do tratado de 26 de fevereiro, sustentando as declarações que fez em uma das casas do Parlamento um dos seus membros mais auctorisados a favor dos direitos de Portugal nos territorios do Zaire; se desapprova os actos de violencia e de fraude praticados pelos agentes da Associação Internacional; se não está disposto a reconhecer a uma associação particular direitos que sómente as Nações soberanas podem exercer e menos ainda a consentir que uma tal associação viole os dominios territoriaes de uma Nação amiga; se estas são realmente as disposições do Governo de Sua Magestade Britannica, parece-me que chegou a occasião de as manifestar, por ser urgente que as duas Nações combinem os seus meios de acção no sentido de obterem para a questão do Zaire uma solução mais conforme com a justiça e com os verdadeiros interesses da civilisação.

Sabe perfeitamente o Governo de Sua Magestade Britannica que o Governo Portuguez está prompto, com a reserva do reconhecimento dos seus direitos, a attender ás exigencias que se devam considerar justas das potencias interessadas no commercio do Zaire: navegação e transito commercial absolutamente livres no rio;

creação de uma commissão internacional que regule e fiscalise a navegação e transito fluviaes; estabelecimento de depositos em terra para mercadorias; concessão de vantagens iguaes ao commercio de todas as Nações. São estes os principios immensamente liberaes a que ficará sujeita a administração do territorio do baixo Zaire. Portugal fará todas as concessões compativeis com a manutenção dos seus direitos de soberania e com o exercicio da sua jurisdicção; já o disse na nota que tive a honra de dirigir ao Sr. Petre em 9 do corrente, e não me cansarei de o repetir, para pôr termo a accusações e reparos, absolutamente destituidos de fundamento, com que nos assaltam a ignorancia e a má fé dos nossos adversarios.

Lord Granville não póde deixar de reconhecer que a situação do Zaire se torna cada dia mais perigosa, graças principalmente á Associação Internacional, e não deve por mais tempo protrahir-se. Por consideração para com a Gran-Bretanha tem o Governo de Sua Magestade Fidelissima respeitado até agora o *statu quo;* receia, todavia, que tão repetidas demasias, denunciando na ambiciosa sociedade um deliberado proposito de usurpação, o constranjam a saír da norma de prudente abstenção que até aqui tem mantido strictamente.

Communicando a Lord Granville as considerações que ficam expostas, ampliando-as e desenvolvendo-as com as que ao seu esclarecido espirito suggerir a leitura dos documentos que acompanham este despacho, procurará V. Ex.ª obter do Principal Secretario de Estado de Sua Magestade Britannica, na repartição dos Negocios Estrangeiros, uma resposta que me permitta comprehender claramente as idéas e intenções do Governo Britannico.

Deus guarde, etc.

A

Documentos

I

Traité

Entre Alexandre Delcommune, agissant au nom et pour le compte de l'Association Internationale du Congo et le Roi Né Corado, chef indépendant de M'Boma, agissant pour lui, ses descendants et successeurs, il a été convenu ce qui suit:

ARTICLE I

Le Roi Né Corado cède à l'Association Internationale du Congo ses droits de souveraineté sur tous les territoires soumis à son autorité et compris dans les villages et terres dépendantes citées ci-après:

M'Banza Chianda. . . . { Dindo.
Chinçorla.
N'Sança, Lutete, Maktandan.
Jouco Dekeli (Capita).
Sacra N'Jouka (Manilombi).

ARTICLE II

Cette cession a lieu moyennant payement de vingt pièces d'étoffes, deux fusils et cadeau que Né Corado reconnaît avoir reçu. Ont signé — Roi + Né Corado — (Interprètes) Prince Jouco + Couta — Prince Lutete + N'Dumbo — Fait au village de N'Banvole, le 19 avril 1884. — (Signé) A. Delcommune.

Nota. — Identicos tratados com os seguintes regulos: Né-Shanda, Né-Pereira, Né-Puvo, Né-Banvo, Né-Duculla, Né-Sala, Né-Canho, Né-Shanga.

II

Traité

Entre Van Kerckhoven, Lieutenant, agissant au nom et pour le compte de l'Association Internationale du Congo et Nelambé Zoulau, chef indépendant du territoire de Moinda, agissant pour lui, ses descendants et successeurs, il a été convenu ce qui suit:

ARTICLE I

Nelambé Zoulau cède à l'Association Internationale du Congo ses droits de souveraineté sur tous les territoires soumis à son autorité et indiqués ci-après. Sept villages avec leurs territoires ayant tous nom de Moinda.

ARTICLE II

La cession a lieu moyennant le payement de: — Deux longs Riscado — Deux fathoms saved list — Deux longs Santiago — Deux longs Blue Bafl — Un parasol — Deux bracelets — Une caisse de gin de douze bouteilles.

Ainsi fait à Moinda, le 19 avril 1884 — (Signé) Lieutenant Van Kerckhoven — Signature de Nelambé + Zoulau.

III

Traité

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt avril, entre Mr. Van Kerckhoven, Lieutenant, agissant pour le compte de l'Association Internationale du Congo et Nelombé Zoulau, chef indépendant du territoire Moinda, a été convenu ce qui suit:

ARTICLE I

Nelombé Zoulau cède à l'Association Internationale du Congo la propriété entière de la rive du Congo bordant ses états au sud.

ARTICLE II

Le terrain acquis par les maisons étrangères est excepté de cette cession.

ARTICLE III

Le chef Nelombé Zoulau reconnaît avoir reçu des présents en rapport avec la cession faite à l'Association Internationale du Congo.

Ainsi faite à Moinda le 20 avril 1884.—(Signé) Lieutenant Van Kerckhoven — Nelombé + Zoulau — Linguister.

IV

Expédition internationale du Haut-Congo.—Palaballa, April 19th 1884.— A supplementary treaty made between Henry M. Stanley chief agent of the Association Internationale Africaine and the undersigned chiefs of the district of Palaballa to explain the meaning and spirit of the term «cession of territory» found in the treaty made 6th January 1883 between A. Van de Velde and the said chiefs of Palaballa.—I. It is agreed between the above parties that the term «cession of territory» does not mean the purchase of soil by the association, but the purchase of the suzeranity by the association and its just acknowledgement by the undersigned chiefs. II. It is well understood by the undersigned chiefs that the right of arbitration between the chiefs and natives of Palaballa and all foreigners of any colour or nationality is conceded to the Association Internationale Africaine, that the right of governing and arranging all matters affecting strangers of any colour or nationality and the native of Palaballa, of deciding in all affairs when appealed to by the undersigned chiefs, of deciding what European shall settle in any part of the district of Palaballa, is conceded in full to the Association Internationale Africaine. The undersigned chiefs also declare themselves as accepting the flag of the Association Internationale Africaine as a sign to all men that the no other flag shall be hoisted within the limits of the district of Palaballa. In consideration of which the undersigned chiefs are entitled to and shall receive the monthly pay promised them in our first treaty made by A. Van de Velde. All that being fully explained to the undersigned chiefs they have affixed their marks in testimony of the adhesion to the terms and spirit of this supplementary treaty.—(Signed) H. M. Stanley, Comt. Expédition du Haut-Congo— + Noso — + Kiangalla — + Tellenté— + Nefantilla — + Nelombi — + Ratinda.

V

Protesto

Aos 16 de maio de 1884, sendo reunidos na banza do Rei Né Cuco a quasi totalidade da colonia européa residente em Boma, proprietarios e representantes de casas commerciaes, e superior da missão catholica, congregação do Santo Espirito, e todos os Reis de Boma, tratou-se de tomar conhecimento verdadeiro dos tratados feitos pela Associação Internacional do Congo representada pelo Ill.^mo^ Sr. A. Delcommune, cujas copias (dos tratados) acompanham este protesto. Apresentando os Reis de Boma os originaes dos referidos tratados e sendo-lhes traduzido *ipsis verbis* o conteúdo dos mesmos, declaram unanimemente:

1.° Que foram illudidos, poisque não fizeram cessão dos seus direitos de soberania, porque tal seria a sua completa ruina e desorganisaria as principaes bases das suas leis, que, não offendendo os direitos de outrem, têem jus a ser respeitadas;

2.° Que effectivamente receberam fazenda, etc., mas que lhes foi dada a titulo

de gratificação para elles, Reis de Boma, estabelecerem novas leis, dispensando a annuencia de todos os outros brancos da ponta e que acceitaram a fazenda, etc., por serem ameaçados com a destruição dos seus povos á força armada, se o não fizessem; não obstante as novas leis não foram estabelecidas.

3.° Que protestando solemnemente contra o que está exarado nas «mocandas» com que foram illudidos, declaram mais que estão unidos no firme proposito de devolverem as fazendas, etc., que receberam, se a Associação Internacional do Congo o exigir, entregando de corpo e alma as referidas mocandas aos brancos reunidos, e pedindo-lhes a sua protecção, no caso de que a Associação Internacional do Congo queira tirar qualquer vingança, vendo frustrados os seus desejos.

Não sabendo nós, Reis de Boma, ler nem escrever, passâmos a assignar de cruz o presente protesto. Feito na Banza de Né Cuco, aos 16 de maio de 1884.--(Assignados) Nei Cuco Mengo + — Nei Cuco + — Nei Corado + — Nei Ducula + — Nei Shanda + — Nei Puro + — Nei Pereira + — Nei Chuva ou Nei Lête + — Testemunhas (Assignadas) João Antunes de Azevedo — João Luiz da Rosa — A. Greshoff — A. Blaim — D. d'O. da Silva Junior — A. van Eijsden Junior — Manuel Ferreira da Costa — Antonio Ventura da Silva — Luiz Antonio Branco — David J. de Medina — Antonio Luiz Monteiro — Antonio José Felgueiras — Antonio Dias — O reverendo superior da missão catholica foi impossibilitado por falta de saude de comparecer na banza do Né Cuco. — (Assignado) A. Greshoff.

VI

Protesto

Nós abaixo assignados juntâmos o nosso protesto energico ao protesto feito pelos Reis de Boma, porque não ha motivo nem rasão justificada para que a Associação Internacional do Congo, valendo-se da absoluta ignorancia dos pretos, e representando interesses commerciaes e particulares, queira alienar direitos de soberania até hoje reconhecidos e respeitados pelos representantes de todas as nacionalidades. E promettemos ao mesmo tempo dar aos Reis a protecção que nos pedem.— Boma, 16 de maio de 1884.— (Assignados) João Antonio de Azevedo, socio da firma Valle & Azevedo — João Luiz da Rosa — A. Greshoff, representante N. A. H. V. — Manuel Ferreira da Costa — Antonio Luiz Monteiro, representante H. & C.— Augusto Sallero, representante C. & C. A. Compy — A. Ventura da Silva — Antonio Dias.

VII

Ao Governador Geral de Angola

Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.— Tomâmos a liberdade de remetter a V. Ex.^{a} as copias textuaes dos documentos que ficam em nosso poder, e segundo o seu conteúdo verá V. Ex.^{a} as machinações da Associação Internacional do Congo, que, apresentando-se philantropica e reconhecedora de todos os direitos de liberdade, pretende alienar direitos de soberania, até hoje devidamente reconhecidos; não duvidando

mesmo de usar de fraude para melhor conseguir seus fins; pois que apresenta aos indigenas ignorantes contratos (cujos textos são provas frisantes das suas desmedidas ambições) que a Associação Internacional do Congo dizem ser a salvaguarda das suas leis.

Nós, Ex.^mo^ Sr., não podemos deixar de protestar contra tal procedimento, pois que presumimos conhecer os fins da Associação Internacional do Congo; a cessão de soberania (se verdadeiramente ella fosse feita pelos Reis de Boma) representaria para nós, estabelecidos á margem do rio, a perda de caminhos de negocio, ou então teriamos de nos sujeitarmos a imposição que nos fizesse a Associação Internacional do Congo. Imposição que nós desde já podemos prever. Estando a Associação Internacional do Congo em plena posse de taes territorios, ser-lhe-ía muito facil desviar todo o commercio de Boma para Vivi, por exemplo; pois que bastaria ella impôr a mais pequena ordem sobre transito no terreno que ella chamasse seu, para que o indigena, sempre timorato, deixasse ali transitar; com o que de certo seria prejudicar todo o commercio de Boma.

Temos ainda, Ex.^mo^ Sr., um motivo muito forte para protestar contra as pretensões da Associação Internacional do Congo; sendo os Reis de Boma despojados de todos os seus direitos de soberania, é certo que nós perderiamos a força moral, que até agora tem sido mais ou menos secundada pelos mesmos Reis; e sempre que tivessemos de sustentar qualquer questão firmados sobre as bases das leis indigenas, é certo que não mais poderiamos appellar para os Reis de Boma, pois que a sua auctoridade seria nulla, sendo portanto obrigados a curvar-nos perante qualquer prepotencia dos indigenas, que, necessariamente, mais abusariam vendo os seus chefes como auctoridades reduzidos a zero.

Muitos mais corollarios nós poderiamos tirar dos machiavelicos tratados da Associação Internacional do Congo, porém confiâmos em absoluto na superior intelligencia de V. Ex.^a^, que, muito melhor do que nós, verá os fins deshonestos com que n'esta parte da Africa trabalha a Associação Internacional do Congo.

Não deve passar desapercebido a V. Ex.^a^ que a Associação Internacional do Congo (como se denomina nos celebres tratados dados aos Reis de Boma) é a mesma que tambem diz ser *Comité d'Études du Haut Congo*, e tambem *Association Internationale Africaine*. A séde, em Bruxellas, diz-se *Comité d'Études du Haut Congo;* comprehendemos portanto que deva mandar aos seus delegados para fazer estudos e não para comprar ou occupar o Paiz, descendo á baixeza de ameaçar os indigenas com a força dos seus Zanzibaristas, como fizeram em Palaballa ao Chefe Canga Ampaca, e tambem aqui aos Reis de Boma para acceitarem as suas fazendas, e os seus papeis, valendo-se ainda da mentira, pois que, como V. Ex.^a^ verá, os Reis de Boma estavam convencidos de que taes (o conteúdo) tratados eram um ou outro muito differente.

Enviâmos ainda a V. Ex.^a^ a copia da carta, que parte da colonia europêa dirigiu ao Representante, em Boma, da Associação Internacional do Congo, e a resposta que foi dada pelo mesmo Senhor.

Como portuguezes julgâmos cumprir um dever participando a V. Ex.^a^ todas es-

tas occorrencias, na certeza que V. Ex.ª prestará toda a attenção, attendendo á solicitude e carinho que em geral os estrangeiros nos dispensam, quando se trata da nossa preponderancia nas terras africanas.

Deus guarde a V. Ex.ª Boma, 21 de maio de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. Francisco Joaquim Ferreira do Amaral, dignissimo Governador Geral da provincia de Angola.—João Antunes de Azevedo, socio da firma Valle & Azevedo—João Luiz da Rosa.

VIII

Ao Governador Geral de Angola

Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.— Depois da nossa exposição a V. Ex.ª em 21 do corrente, recebemos hoje ás sete horas da noite uma carta de Sir Francis de Winton, em resposta áquella que nós e mais membros da colonia européa dirigimos ao Representante em Boma da Associação Internacional do Congo.

Temos a honra de enviar a V. Ex.ª a copia textual da referida carta de Sir Francis Winton; pedimos a V. Ex.ª toda a attenção para esta nova demonstração da Associação Internacional do Congo. Como desejâmos que chegue com toda a brevidade ao conhecimento de V. Ex.ª o estado actual d'esta questão, não podemos já remetter a V. Ex.ª a copia da resposta que entendemos dever dar a Sir Francis de Winton, que, segundo presumimos, pretende impor-nos a sua auctoridade de Chefe do Departamento do Baixo Congo.

A carta de Sir Francis de Winton é mais uma prova evidente das desmedidas ambições da Associação Internacional do Congo. Continuâmos, pois, a pedir a illustrada attenção de V. Ex.ª para todos estes manejos da Associação Internacional do Congo.

Deus guarde a V. Ex.ª Boma, 26 de maio de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. Conselheiro Francisco Joaquim Ferreira do Amaral, dignissimo Governador da Provincia de Angola.—(Assignados) João Antunes de Azevedo, socio da firma Valle & Azevedo—P. p. de João Luiz da Rosa—D. do O. Silva.

IX

Expédition Internationale du Haut Congo.—Vivi, 24 May 1884.—Gentlemen: Mr. Delcommune has placed in my hands the following documents:

1. Protest on the part of some of the Europeans at Boma.

2. Protest drawn up by the above mentioned Europeans, who assembled for the purpose at the village of the Chief Nicauco, but signed by the Chiefs with whom the African International Association had lately made some treaties. I have no intention to discuss the right which you have assumed to yourselves in this matter.

The treaties above alluded to, have been sent to Europe. Your protest and copies of this correspondence will follow at an early date and I must wait for instructions from Brussels before taking further action.

At the same time as you have directed these proceedings, should trouble arise,

pending the receipt of this reply, you have assumed responsabilities which I trust you will exercise with caution and judgement.

As regard protest No. 1, I emphatically deny that the African International Association profited in any way by what you term: «The absolute ignorance of the blacks».

I equally deny that the African International Association represent any interest commercial or private on the Lower Congo.

You should remember gentlemen, that, as representatives of the Great Trading Houses of the Lower Congo, you ought to be most careful in making grave, I may almost say reckless, charges against an Association, such as the one whose affairs, in this portion of Africa I have the honour to conduct, an Association who has always evinced a friendly spirit towards you and who has been a faithful ally in your time of need and danger.

With reference to the 2nd Protest it may or may not be of value. It is for the Committee of the Association to decide in this question.

The chiefs were called together by you, a palaver was held, and presents given. You will however permit me to express my opinion that it would have been more courteous, more dignified, and have added a greater weight to your protest had you invited one of our agents to be present at the palaver. I note with pleasure that the Agent of the French house and the superior of the Catholic Mission have taken no part in these proceedings, proceedings which I am sure, on mature reflection, will appear to you all, as somewhat hasty and therefore unnecessary. I have the honour to remain gentlemen, your very obedient servant — Francis Walter Winton, L[t] Colonel, Chief of Department of the Lower Congo. — To Messrs. J. A. de Azevedo, João L. da Rosa, A. Greshoff, Manuel da Costa, Antonio L. Monteiro, Augusto Sollen, A. Ventura da Silva, Antonio Dias, etc.

X

Convenção

Ao 1.º dia do mez de junho de 1884, na povoação de Né Pereira, achando-se presentes o Sr. Capitão Tenente Commandante da corveta *Rainha de Portugal*, Guilherme Augusto de Brito Capello, as testemunhas abaixo assignadas, officiaes da canhoneira *Tejo*, e negociantes representantes das casas commerciaes, hollandeza, portugueza e franceza e os embaixadores dos Reis Né Pereira (Capita Sacra Luvandu), Né Corado (Capita Sutête Segue), Né Longo (Capita Sussala Anunga), Né Prata (Sacra Quitumba), Né Ledoquila (Capita Chama Benza), Mani Lemba (Juca Lau), Né Canga (Bamanbu Quitumba); quatro Né Soios (Saba Bamba, Manambo Muanga, Sala Lande, Lutête Shala), e Né Suca (Sala Caca), commigo Augusto Eduardo Neuparth, Guarda Marinha Secretario, que escrevi esta acta, foi declarado unanimemente pelos Representantes dos Principes acima mencionados, que se obrigavam a cumprir em nome dos supra mencionados Reis a seguinte convenção:

ARTIGO I

Que elles e os seus povos se tinham sempre considerado subditos portuguezes, desde o tempo de seus antepassados.

ARTIGO II

Que nunca haviam de fazer contrato ou tratados de cessão de soberania, ou de direitos de senhores da terra, a qualquer Nação que não seja a portugueza.

ARTIGO III

Que nunca decidiriam qualquer questão que dissesse respeito a novas leis, sem a presença de todos os brancos estabelecidos nos seus territorios.

ARTIGO IV

Que poderiam vender terrenos para estabelecimento de casas de commercio, a qualquer estrangeiro que se queira sujeitar ás leis do Paiz.

ARTIGO V

Que dariam sempre licença para os estabelecimentos de missões religiosas e para o livre transito de negociantes pelos seus territorios.

Estes artigos foram lidos e explicados aos Representantes dos Reis, pelo interprete Malanda do povo de Binda, e unanimemente approvados, lavrando-se esta acta por mim escripta e assignada juntamente com o Delegado do Governo, o Capitão Tenente Guilherme Augusto de Brito Capello, e Representantes dos Reis (com signal de cruz por não saberem escrever) em presença das testemunhas abaixo assignadas.—Augusto Eduardo Neuparth, Guarda Marinha Secretario—(Assignado) Guilherme Augusto de Brito Capello, Delegado do Governo—+ Né Pereira—+ Né Corado—+ Né Lango—+ Né Prata—+ Lodoquila—+ Manilombi—+ Né Canga—+ Sala Bamba—+ Manambo Muangana—+ Sala Sande—+ Lutête Chala—+ Né Suca—Jayme Pereira de Sampaio Forjaz de Serpa Pimentel, Segundo Tenente da armada—A. Greshoff, representante N. A. H. V.—L. Vroder, agente D. B. & C.ª—João Luiz da Rosa—J. C. Ferreira—J. Graafland—D. Manuel da Agua Rosada—Signal do interprete Malanda +.

XI

Convenção

Aos cinco dias do mez de junho de 1884, na povoação de Né-Cuco, achando-se presentes o Sr. Capitão Tenente Guilherme Augusto de Brito Capello, Commandante da corveta *Rainha de Portugal*, Delegado do Governo Portuguez, os Reis Né Cuco, Né Corado, Né Sala, Né Duculla, Né Landa, Né Ouro, Né Pereira, Né Sanga (Né Cuca Menga) e o embaixador do Né Puvo, assim como os officiaes da canhoneira *Tejo* e representantes das casas commerciaes, hollandezas, inglezas (Hatton & Cookson) (Congo and Central African Company Limited) e portuguezas

Rosa, Valle & Azevedo e Ferreira da Costa, foi declarado pelo sr. Delegado do Governo que vinha a esta reunião para saber categoricamente, por declaração dos sobreditos Reis, da maneira mais voluntaria e franca, se tinham feito tratados com a Associação Internacional do Congo, cedendo os seus direitos de soberania, e se sabiam o que tinham assignado, lendo-se-lhes então os tratados que elles tinham assignado, e explicando-se-lhes por meio do linguister Manuel Antonio, do povo de Chincacana, que *cedencia de soberania* queria dizer *abandono de todos os privilegios e regalias de Reis e chefes independentes;* elles declararam o seguinte:

ARTIGO 1.º

Que não sabiam o que tinham assignado, pois que, dizendo-lhes o agente da associação que era para fazer mukaka (estabelecimento de leis provisorias e regulamentos entre elles e os negociantes, com respeito ás relações commerciaes e privilegios das feitorias), elles, Reis, agora conheciam que era para cedencia de soberania: termos para elles desconhecidos e que nunca imaginaram querer dizer *cedencia de direitos e regalias de Reis e chefes independentes.*

ARTIGO 2.º

Que, se receberam fazendas, foi porque lhes affirmaram que era gratificação só com o fim de fazerem a fundação sem a presença de outros brancos, e que estes não tinham querido assistir á reunião, e que finalmente aquelle papel era uma mukaka pela qual receberam os presentes indicados nos tratados.

ARTIGO 3.º

Que sempre se consideraram portuguezes, e estão dispostos a adoptar a soberania e protecção de Portugal, sempre que esta Nação lh'a queira conceder.

ARTIGO 4.º

Que promettiam não tornar a assignar outra mucanda sem a presença de todos os brancos estabelecidos em Boma.

Pelo que se lavrou esta acta que por mim Secretario, Augusto Eduardo Neuparth, Guarda Marinha, foi escripta e assignada, juntamente com o Delegado do Governo, os sobreditos Reis (com o signal da Cruz por não saberem escrever), e mais testemunhas presentes a este acto.—Augusto Eduardo Neuparth, Secretario—Guilherme Augusto de Brito Capello, Delegado do Governo—+ Né Cuco—+ Né Corado—+ Né Sala—+ Né Ducullа—+ Né Landa—+ Né Ouro—+ Né Pereira—+ Né Shangue—+ Embaixador de Né Puvo—Antonio Ignacio Simões, facultativo de segunda classe—Jayme Pereira de Sampaio Forjaz de Serpa Pimentel, Segundo Tenente da Armada—João Antunes de Azevedo, socio da firmá Valle & Azevedo—Auton Greshoff (representante N. A. H. V.)—Manuel Ferreira da Costa—A. Vanbisdeck—João Luiz da Rosa—Antonio Luiz Monteiro, representante de H. and C.—Augusto Sallero, empregado da C. & C. African C. L.—Domingos do O da Silva Junior—Luiz Antonio Branco—David M. J. de Medina—

Antonio Ventura da Silva—Antonio de Avellar Dias—João de Sousa Bastos—Signal do interprete + Manuel Antonio.

XII

Boma, le 2 juin 1884.—Monsieur le chef de l'Association Internationale du Congo.—Monsieur.—Le Gouvernement Portugais vient d'être instruit des traités conclus, au nom de l'Association Internationale du Congo, entre vos agents et les princes propriétaires directs des territoires marginaux du Zaïre (Congo) comprenant ceux qui de Boma vont jusqu'à Vivi. Envoyé ici pour prendre des renseignements, j'ai vu a ma grande surprise qu'on avait, en effet, conclu des conventions en établissant la cession entière à l'Association des droits de souveraineté, sur les contrées gouvernées par les princes signataires.

Je ne me fais pas charge, Monsieur, de vous montrer la nullité de ces pseudo-traités par-devant les principes du droit des gens. L'Association Internationale du Congo ne peut être considérée une entité politique reconnue et légalement constituée pour s'approprier des droits souverains sur un pays, quand même cette cession ait été faite par des traités conclus avec son dominateur.

Ce qui a éveillé son attention a été la façon d'agir des employés de l'Association, aussi extraordinaire que surprenante, sans égard pour les droits incontestés que Portugal a constamment fait valoir sur les territoires d'une et d'autre rive du fleuve.

Dernièrement ces mêmes droits ont été définitivement reconnus par un traité conclu entre les Gouvernements de l'Angleterre et de Portugal, et la France ne les a jamais contesté mais a déclaré catégoriquement, par une confirmation de Monsieur Duclerc «qu'elle les reconnaissait et respectait». Si vous avez, Monsieur, connaissance de cette convention, que va être ratifiée par les chambres législatives des deux Pays, vous êtes à même de comprendre que le Gouvernement Portugais ne peut admettre sans protestation des actes qui vont empièter sur les droits du Portugal en ces contrées, et que certainement donneront lieu à un état de choses trop différent du but avoué par l'Association, pour qu'il ne soit maintenant autorisé à s'en défier dans l'intérêt de la liberté du commerce et de la tranquillité générale, si nécessaire pour maintenir le prestige de l'européen sur les noirs.

Vous me permettrez, Monsieur, de vous donner ici un exemple de la façon d'agir de vos employés. Monsieur le Lieutenant Vankerckoven déclare dans une lettre datée de Né Corado (le 29 mai), qu'il n'a aucun ordre de conclure des traités avec les noirs des possessions portugaises, et pourtant il a fait, le 19 avril de cette année un traité avec le chef indépendant de Moinda, en établissant la cession à l'Association Internationale du Congo, de ses droits de souveraineté sur les territoires soumis à son autorité. Et ce qui est plus étonnant c'est que ce même Lieutenant a célébré, un jour après avec ce Prince un contrat pour la cession de la propriété entière de la rive du Congo, bordant ses états au sud! Le 19 avril il veut pour l'Association la souveraineté des états de Moinda, et *un jour après il fait l'achat de ces territoires pour la même Association.* Monsieur H. Stanley explique, par un traité

supplémentaire conclu le 19 avril, avec les chefs du distrit de Palla-Balla, que le terme *cession* de territoire (du traité fait le 6 janvier 1883) ne veut pas dire *achat des terrains* mais *achat* de souveraineté (sic) des droits des chefs signataires du susdit traité.

Je ne sais, Monsieur, m'expliquer, ces contradictions, qui montrent, ou l'ignorance absolue de vos agents des droits de Portugal sur le cours du Bas-Congo, ou un trop de zèle qui peut avoir des conséquences très désagréables pour la tranquillité du fleuve, et la sûreté des européens y établis.

Le Portugal a pris trop à cœur la civilisation de l'Afrique pour qu'il n'emploie tous les moyens afin d'arriver au but qu'il s'est proposé; mais il serait indigne d'accomplir cette humanitaire et philantropique mission s'il permettait des actes qui tendraient à amoindrir l'influence qu'il s'est acquis sur les indigènes ou à leur faire persuader qu'ils sont abandonnés par ceux dont ils se croient (et avec raison) les vassaux.

Tant que l'Association Internationale ne s'est détournée de la voie qui faisait l'admiration des hommes de cœur, Portugal la considérait une entreprise digne du respect de ceux qui s'intéressent pour le bien-être et la moralisation des races noires, mais lorsqu'elle a prétendu s'emparer, dans un but tout à fait politique et commercial, des contrées qui forment le bassin hydrographique du haut et bas Congo, sans égard pour les droits d'une Nation qu'a respecté toujours ceux que possèdent tous les étrangers y établis, le Gouvernement Portugais ne peut, sans manquer à la considération qu'il se doit, laisser sans protestation les événements que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer.

Donc au nom du Gouvernement Portugais duquel j'ai reçu des instructions:

1° Je proteste solennellement contr etous les traités faits par l'Association Internationale du Congo, avec les Rois, princes et chefs indépendants des deux rives du Zaire (Congo) jusqu'à Noki, traités que Portugal ne peut reconnaître;

2° Je vous instruis que des mesures seront prises, même les plus énergiques, non seulement pour soutenir les droits de Portugal sur les susdites contrées, mais pour maintenir la tranquillité des peuples riverains, autant que la sûreté des commerçants y établis.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma très haute considération. — (Signé) Guilherme Augusto de Brito Capello, commandante da corveta *Rainha de Portugal.*

XIII

Ao Sr. G. A de Brito Capello, Commandante da corveta Rainha de Portugal

Vivi, 4th June 1884. — Sir. — We have the honour to acknowledge the receipt of your despatch dated Noki 2nd June. In this despatch you protest against the acquisition of sovereign rights by the African International Association, over certain territories, in the neighbourhood of Boma on the River Congo. These territories form a part of the country included in the treaty known as the Congo Treaty,

now being negotiated by the Governments of England and Portugal. This treaty, howewer, has not yet been ratified by the legislative Chambers of the two Countries, and without their consent it becomes void. First we could assure you that, in the event of the Congo Treaty becoming law, the African International Association can claim no rights which justly belong to Portugal: neither would the Association infringe on the prerogatives of Portugal, which she would acquire under that Treaty, but would cheerfully recognize all and every power which the Treaty confers on the Government of Portugal. The question however discussed in your protest has reference to what is now claimed by the Government of Portugal, rather than to the rights to what Portugal will obtain under the Congo Treaty. You state that our Agents in making treaties, within the district to which the rights of Portugal are limited by the Congo Treaty, have acted: «Sans égards pour les droits incontestés que le Portugal a constamment fait valoir sur les territoires d'une et d'autre rive du fleuve, etc., etc.» With regard to this point we would, with much respect, refer you to the correspondance relating to the negociations between the Governments of Great Britain, and Portugal for the conclusion of the Congo Treaty. In a despatch from the Earl of Granville, dated Foreign Office 15th March 1883 to His Excellency Mr. D'Antas the following paragraph occurs :

«I now approach the question of the recognition of the sovereignty of Portugal over the territory from 5° 12 to 8° South latitude. I must begin by making misapprehension impossible upon the point of an alteration of views on the part of Her Majesty's Government as to the rights of Portugal to this territory. In stating in my note of the 15th December that Her Majesty's Government would forbear from discussing the historical questions I meant it to be understood that, as the discussions were entering on a new phase, no good would result from reviving a controversy on which agreement seemed impossible. Her Majesty's Government have never receded, and do not now recede from their contention that the claim of Portugal is not established». In this paragraph the Government of England lays down as clearly as possible, that they do not recognize certain rights which the Portuguese Government claim to possess over the basin of the Lower Congo. Therefore with all due deference to your protest until the ratification of the treaty between the respective Governments of Great Britain and Portugal, we must consider these claims as mere theories, not yet verified or established, and we believe that the action of our Agents in making these treaties, is sanctioned by precedent, and would be upheld by the International law. With reference to your expression: «L'Association Internationale du Congo ne peut être considérée comme une entité politique, etc., etc.» It is necessary to consider to you, how we became involved in acts of a political nature.

We found the Country without any constituted Government; the banks of the Congo, beyond Boma, were dotted with factories over which no European Power claimed in jurisdiction. Each trader, merchant or missionary did as seemed best in his own eyes. To guarantee the security of their lives and properties, these Europeans had recourse to making arrangements with the native lords paramount of the soil. When the Agents of the Association first arrived at Vivi, they were imme-

diately constrained by the native chiefs to enter into political arrangements with them. They were confronted with political questions which required instant settlement, and there being no Government in the Country they, of necessity, had to create one. Hence, without seeking, a political status it was forced on them. We have never turned aside from that course to which you allude in the following eloquent terms: «Tant que l'Association Internationale ne s'est détournée de la voie qui faisait l'admiration des hommes de cœur, Portugal la considérait une enterprise digne du respect de ceux qui s'intéressent pour le bien-être et la moralisation des races noires». No one can impugn our motives on this point, for it is the highest aim and object of the Association to maintain peace and tranquillity among the native tribes, and at the same time to offer security to the European traders. Not six months ago when disturbances at Noki, between the natives and european traders, threatened the latters not only with the loss of much valuable property, but also with the loss of life, the forces of the Association promptly answered an appeal for assistance, and by their presence, restored order. We can also point to the fact that from Vivi to Stanley Falls, a distance of 1:300 miles, any one can travel in perfect peace and safety, which work has been accomplished without bloodshed, without even making any single native an enemy. Such facts speak for themselves, they are our reply to the latter part of the second paragraph of your protest. We now turn to the question of sovereign rights, and whether individuals can obtain such rights from native chiefs who own indisputed territories. These rights are very fully discussed by jurisconsults who have made the subject of International law a special study. On a general principle it is established as a canon of International law: «that no state whether civilized or otherwise has the right to disturb arbitrarily the chiefs of savage tribes in the possession of their sovereignity; the same prohibition protects their guarantees whosoever they may be. These guarantees have the same rights as the grantors. Under what pretext could another state disturb the guarantees? Either the grant is in which case there exists neither reason or even pretext for interference, or else the grant is void according to the rules of International law, but then the Sovereign who made the cession retains by law the complete sovereignty and no other state can have any right to interfere, or even to intervence to prove the nullity of the cession. Can independent chiefs or savage tribes cede to any private individual, etc., etc.» (See Arntz's Pamphlet). The same author enters into numerous other cases, the latest of which, on this subject, is that of a treaty made by Mr. A. Dent and the Baron Overbeek with the Sultan of Borneo and Sulu in the Island of Borneo. We maintain that the treaties lately made by our Agents with the Princes or chiefs at Boma and which form the subject of your protest were made by us at the instance, and request of those same chiefs, without any force or intimidation on our part. Therefore we protest against the arbitrary interference of the Portuguese Government, which at the instance of a few European traders of Boma, most of whom are Portuguese, seeks to disturbe interfere and intervence to prove the nullity of the cessions we have lawfully obtained, in as much as the grantors of those rights were free and independent chiefs, which even the Go-

vernment of Portugal recognize them to be, and that they have conferred upon us sovereign rights of their districts, and in as much as the dictam of the Governments of Great Britain and Portugal has not yet been declared or published, we therefore await in perfect tranquillity those energetic measures with which you threaten us in the last paragraph of your letter, conscious of the justice of our cause and the purity of our motives, and we can appeal with confidence to the decision of the European Powers. We beg to remain Sir, Your obedient servants—(Assignados) Henry Moreland Stanley, Commanding Expd. du Haut Congo.—Francis Walter Winton, L.[t] Col[el] Chief of Department of the Lower Congo.

N.º 48

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL

Lisboa, 31 de julho de 1884.—Em 16 do corrente dirigi a V. um despacho acompanhado de dois numeros do jornal *O Economista,* d'esta cidade, em que se narravam importantes factos occorridos no Zaire. Agora envio a V. os documentos originaes que comprovam e completam a narração publicada no jornal, acompanhando-os da copia do despacho reservado, que, sobre este assumpto, julguei opportuno dirigir ao Representante de Sua Magestade Fidelissima em Londres[1].

Dos documentos que envio servir-se-ha V. , quando se lhe offerecer occasião propicia, para informar esse Governo do procedimento inqualificavel da Associação Internacional, fazendo-lhe ao mesmo tempo notar a espontaneidade com que os indigenas e os commerciantes europeus, sem distincção de nacionalidade, recorreram á auctoridade portugueza, pedindo-lhe que os protegesse contra as violencias e fraudes dos agentes de uma sociedade que até na variedade dos titulos de que usa demonstra a pouca lealdade das suas intenções.

Para annullar a obra da prepotencia e da má fé não foi preciso recorrer a meios violentos, conseguiu-o facilmente a presença de uma auctoridade portugueza; e assim fica mais uma vez patente o nosso grande predominio moral no Zaire.

Não deverá V. dar communicação d'este despacho, nem do que é dirigido para a Legação em Londres; podendo, porém, deixar copia dos documentos, se assim lhe for pedido, por isso que ha toda a conveniencia em tornar conhecidos os factos que elles attestam.

Deus guarde, etc.

N.º 49

O SR. GEORGE GLYNN PETRE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

British Legation.—Lisbon, August 2nd 1884.—Monsieur le Ministre.—I am instructed by Earl Granville to inform Your Excellency that Her Majesty's Govern-

[1] N.º 47.

ment have carefully considered your note to me of the 9th ultimo, a copy of which I forwarded to His Lordship, and I am directed to state in reply to it that the Portuguese Government must be fully aware from the various communications which have passed during the negociations, of the friendly feeling by which Her Majesty's Government are animated, and must be further aware that the failure of the treaty is owing to the fact that they themselves were over sanguine in their confident expectation that no difficulties would be raised by other Powers if the two Governments came to an agreement.

Your Excellency will not fail to remember that Her Majesty's Government doubted whether these antecipations would be realized, and you cannot therefore expect them to concur with Your Excellency in the opinion that it is now the duty of England to bear the principal share in the endeavour to induce the Powers to recognize the Sovereignty of Portugal over the Lower Congo.

Her Majesty's Government do not recede from the position which they have laid down for themselves in the treaty of the 26th of February, but before taking any further steps they must await intimation of the views of the Powers interested.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Traducção. — Legação Britannica. — Lisboa, 2 de agosto de 1884. — Senhor Ministro. — Recebi instrucções de Lord Granville para participar a V. Ex.ª que o Governo de Sua Magestade examinou attentamente a nota que V. Ex.ª me dirigiu em 9 do passado, da qual enviei copia a S. S.ª, e tenho ordem para em resposta á mesma dizer que o Governo Portuguez deve conhecer bem, pelas differentes communicações que se têem trocado durante as negociações, os sentimentos de amisade de que se acha animado o Governo de Sua Magestade, e igualmente sabe que o mau exito do tratado é devido á circumstancia de que o proprio Governo Portuguez confiára demasiado na esperança de que não surgiriam difficuldades da parte das outras Potencias se os dois Governos chegassem a um accordo entre si.

Não deixará V. Ex.ª de estar lembrado de que o Governo de Sua Magestade punha em duvida a realidade d'aquellas previsões, e não póde V. Ex.ª portanto estranhar que elle não concorde com a opinião de V. Ex.ª de que á Inglaterra cabe agora o dever de tomar a parte principal no empenho de induzir as Potencias a reconhecer a soberania de Portugal sobre o Baixo Congo.

O Governo de Sua Magestade não pretende recuar da posição que a si proprio se creou pelo tratado de 26 de fevereiro; mas, antes de dar qualquer outro passo, tem de aguardar communicação das vistas das Potencias interessadas.

Aproveito esta occasião para reiterar a V. Ex.ª a segurança da minha mais alta consideração.

N.º 50

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. JOÃO DE ANDRADE CORVO

Lisboa, 8 de agosto de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tenho a honra de enviar a V. Ex.a copias impressas de uma nota que em 9 do passado eu dirigi ao Sr. Petre, Ministro da Gran-Bretanha em Lisboa, e d'aquella em que S. Ex.a me transmitte a resposta do seu Governo, com a data de 2 do corrente. Abstenho-me de fazer sobre este ultimo documento quaesquer commentarios, pois não carece d'elles o elevado criterio de V. Ex.a

Tambem encontrará V. Ex.a com este despacho a copia impressa da nota de 27 de dezembro de 1870, em que o Representante da Confederação da Allemanha do Norte reconhece a soberania de Portugal nos aguas do Banana, a proposito do apresamento do navio allemão *Hero.*

De todos estes documentos fará V. Ex.a com a devida reserva o uso que tiver por mais opportuno.

Deus guarde, etc.

N.º 51

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. GEORGE GLYNN PETRE

Lisboa, 28 de agosto de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tenho a honra de accusar a recepção da nota que V. Ex.a me dirigiu, com a data de 2 do corrente, em resposta á minha nota de 9 de julho ultimo.

Diz-me V. Ex.a que o Governo de Sua Magestade Britannica, attribuindo o mau exito do tratado de 26 de fevereiro á circumstancia de haver o Governo Portuguez confiado demasiadamente em que não surgiriam embaraços por parte das outras Potencias, não está disposto, visto ter-se mallogrado essa esperança, a acceitar a parte principal, que este Governo o convidára a assumir, nas diligencias tendentes a vencer as difficuldades que effectivamente se manifestaram.

Sinto não poder concordar com a opinião de Lord Granville, de que pertença exclusivamente ao Governo Portuguez a responsabilidade do mau exito do tratado; parece-me menos justo que se repute excessiva a confiança d'este Governo, baseada em factos e documentos de incontestavel valor e auctoridade, e d'ella unicamente se derivem os motivos que determinaram o abandono do tratado pelo Governo da Gran-Bretanha.

Esteve, é certo, sempre persuadido no decurso das negociações o Governo de Sua Magestade Fidelissima de que não levantaria objecções por parte das outras Potencias um tratado cujas estipulações o Governo de Sua Magestade Britannica formulára com o declarado intuito de prevenir taes objecções pelas vantagens e favores largamente concedidos ao commercio internacional; essa persuasão, porém, partilhava-a, como era de prever, Lord Granville, e assim expressamente o affirmou no final da sua nota de 1 de junho de 1883.

Á responsabilidade exclusiva do Governo de Sua Magestade Fidelissima sómente se poderia lançar a substituição da commissão internacional indicada por Lord Granville, pela commissão mixta que o Governo Portuguez propoz, na persuasão de que as Potencias conviriam em conferir á Gran-Bretanha, que tão solicita se mostrára em salvaguardar os interesses commerciaes de todas as Nações, o encargo de as representar n'aquella commissão. Não é porém esta a objecção principal ao tratado, nem a causa verdadeira da actual opposição das Potencias; se o fosse, facil séria o accordo, pois que ha muito se declara este Governo disposto a acceitar a commissão internacional do Zaire.

Seria imprudente e prematuro, por falta de essenciaes elementos de informação, dizer como e por que se foram successivamente accentuando e multiplicando as resistencias ao tratado; mas a querer-se encontrar nas suas estipulações a explicação da attitude hostil que algumas Potencias assumiram, melhor fundamento haveria talvez para a attribuir ás vantagens especiaes concedidas á Gran-Bretanha, e, sobretudo, á exagerada e erronea apreciação d'essas vantagens.

Eu observo com magua que não logrei tornar bastante explicita e clara a proposta do Governo de Sua Magestade Fidelissima no convite que dirigiu ao de Sua Magestade Britannica. Era intenção d'este Governo, ao offerecer-lhe o papel principal nas futuras negociações, dar-lhe mais uma prova de justa deferencia e merecida confiança nos seus sentimentos de benevolencia e amisade.

Não insistirá, comtudo, o Governo de Sua Magestade Fidelissima na sua proposta. Acceitou a resolução do Governo de Sua Magestade Britannica, respeitando os motivos que a determinaram; e terá naturalmente de sujeitar o procedimento ulterior ás consequencias que d'essa resolução possam derivar-se.

Na ultima parte da sua nota assegura-me V. Ex.ª que o Governo de Sua Magestade Britannica não abandonará a posição que assumiu pelo tratado de 26 de fevereiro. Significam estas benevolas palavras que, se o Governo de Sua Magestade Britannica declina o encargo de promover o reconhecimento dos direitos de Portugal pelas outras Potencias, mantem todavia intacto o compromisso que tomára pelo tratado do Zaire. Sempre confiou que assim succedesse o Governo de Sua Magestade, certo dos sentimentos do de Sua Magestade Britannica, e é com a maior satisfação que vê n'esta parte plenamente confirmada a sua confiança. Sirva-se V. Ex.ª manifestar a Lord Granville o sincero reconhecimento do Governo Portuguez por aquella declaração.

Aproveito, etc.

N.º 52

O SR. AUGUSTO DE ANDRADE, ENCARREGADO DE NEGOCIOS DE PORTUGAL EM LONDRES, AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Londres, 8 de setembro de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Tenho a honra de remetter a V. Ex.ª a inclusa copia da Nota com data de 3 do corrente, que Lord Granville me dirigiu, com referencia á communicação que o Sr. d'Antas lhe enviára,

acompanhando copia do Officio reservado de V. Ex.ª, de 31 de julho ácerca dos manejos da Associação Internacional Africana, a fim de saber a maneira de ver, que o Governo de Sua Magestade Britannica tinha a tal respeito.

Como V. Ex.ª observará, Lord Granville não julga por emquanto opportuno emittir qualquer opinião sobre aquelle importante e gravissimo assumpto, que, segundo pretende o nobre Lord, será sem duvida tratado nas negociações actualmente pendentes entre as diversas Potencias interessadas.

Deus guarde, etc.

A

To Monsieur A. d'Andrade.--Foreign Office.--September 3rd 1884.--Monsieur le Chargé d'Affaires.--With reference to Monsieur d'Antas note of the 14th ultimo which I had the honour of acknowledging on the same day, on the proceedings of the International association on the River Congo, I have to state to you that it would be premature for Her Majesty's Government to express any decided opinion on the questions which are dealt with in Mr. du Bocage's note, of which a copy was forwarded by Mr. d'Antas, as they will doubtless be fully considered in the general discussion of the position of the Congo now going on between the various Powers interested.

I have the honour to be, with high consideration, Monsieur le Chargé d'Affaires.

Your most obedient humble servant.=(A.) *Granville.*

Traducção. — Ao Senhor A. de Andrade. — Foreign Office. — Setembro 3, de 1884. — Senhor Encarregado de Negocios. — Com referencia á nota do Sr. d'Antas, de 14 do mez passado, da qual accusei a recepção na mesma data, e relativa ao procedimento da Associação Internacional do Congo, cumpre-me informal-o de que seria prematuro dar ao Governo de Sua Magestade qualquer opinião decisiva sobre as questões de que trata a nota do Sr. Bocage, e da qual o Sr. d'Antas remetteu copia, por isso que ellas serão sem duvida consideradas em todos os seus detalhes na discussão geral da situação do Congo, que actualmente se está effectuando entre as varias Potencias interessadas.

Tenho a honra, etc. =(A.) *Granville.*

N.º 53

O SR. DE SCHMIDTHALS, MINISTRO DE ALLEMANHA EM PORTUGAL, AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Kaiserlich Deutsch Gesandtschaft in Portugal.— Lisbonne, le 12 octobre 1884.— Son Excellence Monsieur Barboza du Bocage, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Très-Fidèle.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, a l'honneur, d'ordre de son Gouvernement, de porter à la connaissance de Son Excellence, Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Très-Fidèle, ce qui suit:

L'extension que le commerce de l'Afrique occidentale a prise depuis quelque temps a suggéré aux Gouvernements d'Allemagne et de France l'idée qu'il serait de l'intérêt commun des Nations engagées dans ce commerce de régler dans un esprit de bonne entente mutuelle les conditions qui pourraient en assurer le développement et prévenir des contestations et des malentendus.

Pour atteindre ce but, les Gouvernements d'Allemagne et de France sont d'avis qu'il serait désirable d'établir un accord sur les principes suivants:

1. Liberté de commerce dans le bassin et les embouchures du Congo;

2. Application au Congo et au Niger des principes adoptés par le congrès de Vienne en vue de consacrer la liberté de la navigation sur plusieurs fleuves internationaux, principes appliqués plus tard au Danube.

3. Définition des formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considerées comme effectives.

A cet effet le Gouvernement d'Allemagne, d'accord avec le Gouvernement de la République Française, propose que des représentants des différentes Puissances intéressées au commerce d'Afrique se réunissent en conférence à Berlin dans le courant de ce mois, si faire se peut, pour arriver à une entente sur les principes qui viennent d'être énoncés.

Le soussigné, d'ordre de son Gouvernement, a l'honneur de prier S. E. M. le Ministre du Bocage, de vouloir bien lui faire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle est disposé à participer à la conférence projetée. Le soussigné se permet d'ajouter qu'une invitation semblable est simultanément adressée aux Gouvernements de Sa Majesté le Roi des Belges, de Sa Majesté le Roi d'Espagne, de la République Française, de Leurs Majestés la Reine de Grande-Bretagne et le Roi des Pays Bas et au Gouvernement des États Unis d'Amérique et qu'afin d'assurer aux résolutions de la Conférence l'assentiment général, les Gouvernements d'Allemagne et de France ont l'intention de convier plus tard toutes les Grandes Puissances et les États Scandinaves à s'associer à ces délibérations.

Le soussigné profite de cette occasion pour réitérer à Son Excellence, Monsieur le Ministre du Bocage, l'expression de sa haute considération.

N.º 54

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. DE SCHMIDTHALS

Lisboa, 15 de outubro de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tenho a honra de accusar recepção, em nome do Governo de Sua Magestade Fidelissima, da Nota com a data de 12 do corrente, pela qual V. Ex.a transmittiu a este Governo o convite

que lhe é dirigido pelo Governo de Sua Magestade o Imperador da Allemanha, de accordo com o Governo da Republica Franceza, para se fazer representar n'uma conferencia que se reunirá em Berlim durante o corrente mez, se possivel for, e terá por objecto estabelecer um accordo sobre os principios pelos quaes as Nações interessadas no commercio de Africa Occidental devem regular as condições d'esse commercio, assegurando o seu desenvolvimento e prevenindo quaesquer contestações e equivocos.

Entendem os Governos de Allemanha e de França que seria para desejar o estabelecer-se um accordo sobre os seguintes principios:

1.° Liberdade de commercio na bacia e nas embocaduras do Congo;

2.° Applicação ao Congo e ao Niger dos principios adoptados pelo congresso de Vienna, no intuito de consagrar a liberdade de navegação em varios rios internacionaes, principios applicados mais tarde ao Danubio;

3.° Definição das formalidades a observar para que as novas occupações nas costas de Africa sejam consideradas effectivas.

Tem já o Governo de Sua Magestade Fidelissima, sempre que se lhe offereceu opportunidade, manifestado a sua sincera intenção de admittir o principio da liberdade de commercio e navegação na bacia e embocaduras do Zaire, quando estabelecesse uma administração regular nos territorios comprehendidos na costa occidental da Africa, entre 5° 12′ e 9° de latitude meridional; territorios que andam ha seculos incorporados por titulos incontestaveis nos dominios da corôa portugueza e sujeitos á sua jurisdicção.

Tambem o Governo de Sua Magestade Fidelissima não póde deixar de concordar na conveniencia de se definirem de commum accordo as formalidades que terão de observar-se de futuro para ser considerada effectiva, nas costas africanas, a occupação de territorios que até ao presente se não achem comprehendidos nos direitos de soberania de qualquer Potencia civilisada.

N'estes termos tem o Governo de Sua Magestade Fidelissima a maior satisfação em declarar ao Governo de Sua Magestade o Imperador de Allemanha que acceita o convite que V. Ex.ª acaba de dirigir-me em nome do Governo do Imperio, de accordo com o da Republica Franceza, e que o Governo Portuguez tratará com a maxima brevidade possivel de designar o seu representante na conferencia de Berlim.

Aproveito esta occasião para renovar a V. Ex.ª, Sr. Ministro, os protestos da minha alta consideração.

N.° 55

O SR. GEORGE GLYNN PETRE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

British Legation. — Lisbon. — October 16th 1884. — Monsieur le Ministre. — I forwarded to Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, on the 29th of August last, a copy of the note which Your Excellency did me the honour to address to me on the 28th of the same month, in reply to a note which I had

addressed to Your Excellency in accordance with instruction from my Government in regard to proposed negotiations with a view to induce the Powers to recognize the sovereignty of Portugal over the Lower Congo. I received yesterday an instruction dated the 13th ultimo from Earl Granville with reference to Your Excellency's communication to me, and although, in consequence of the invitation which has been lately issued by the German Government to a conference on the African question, a part of the instruction which I have received has ceased to be opportune, I consider it my duty nevertheless to place the views of Her Majesty's Government fully before Your Excellency.

Her Majesty's Government have given their careful attention to Your Excellency's communication above referred to and while they note with satisfaction the willingness of the Portuguese Government, in deference to the views of Her Majesty's Government, to open negotiations with the Powers they feel sure that, on further consideration, the Portuguese Government will agree in the opinion of Her Majesty's Government that, as Portugal is the Country most interested in the arrangements which, if concluded, would secure to Her the sovereignty of the great and important district in question, it is incumbent upon her to take the initiative in the negotiations which have for their object to obtain this result.

From the remarks in the latter part of Your Excellency's Note to me it appears to Her Majesty's Government that the Portuguese Government have not correctly understood the communication which I was instructed to make to Your Excellency as to the position of Her Majesty's Government towards that of Portugal in regard to the Congo, I am desired therefore to explain to Your Excellency that the Treaty concluded between the two Countries not being ratified by joint consent, both Parties recover their freedom of action, which Her Majesty's Government are sure will be exercised in a friendly manner to one another.

At the same time, Her Majesty's Government are prepared to abide by the position which they have laid down for themselves in the Treaty, provided that position is also accepted by the other Powers.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Traducção. — Legação Britannica. — Lisboa, 16 de outubro de 1884. — Senhor Ministro. — Em 29 de agosto ultimo transmitti ao Principal Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros copia da nota que V. Ex.ª me fez a honra de me dirigir em 28 do mesmo mez em resposta á nota que eu tinha dirigido a V. Ex.ª na conformidade das instrucções do meu Governo ácerca de propostas negociações tendentes a induzir as Potencias a reconhecer a soberania de Portugal sobre o Baixo Congo. Hontem recebi um despacho de Lord Granville, datado de 13 ultimo a respeito da citada communicação de V. Ex.ª, e, ainda que depois do convite ultimamente emanado do Governo Allemão para uma conferencia sobre a questão africana uma parte

d'aquelle despacho deixou de ter rasão de ser, considero-me todavia na obrigação de levar á presença de V. Ex.ª o modo de ver do Governo de Sua Magestade.

O Governo de Sua Magestade prestou a mais cuidadosa attenção á communicação acima referida de V. Ex.ª, e o mesmo Governo, registando com satisfação a boa vontade do Governo Portuguez, por deferencia aos desejos do Governo de Sua Magestade, de entrar em negociações com as Potencias, está certo de que o Governo Portuguez, após mais madura consideração, concordará com o Governo de Sua Magestade na opinião de que sendo Portugal o Paiz a quem mais interessam os accordos que levados a effeito lhe garantiriam a soberania do grande e importante territorio em questão, a elle incumbe o tomar a iniciativa nas negociações que têem por objecto obter aquelle resultado.

Das observações contidas na ultima parte da nota de V. Ex.ª parece ao Governo de Sua Magestade que o Governo Portuguez não comprehendeu correctamente a communicação que por ordem do meu Governo dirigi a V. Ex.ª com referencia á posição do Governo de Sua Magestade perante o de Portugal a respeito do Congo.

Deseja pois o meu Governo que eu explique a V. Ex.ª que, não tendo por mutuo consentimento sido ratificado o tratado celebrado entre os dois Paizes, ambos os Governos recuperam a sua liberdade de acção, que o Governo de Sua Magestade está certo será amigavelmente exercida de um para com outro.

Alem d'isso o Governo de Sua Magestade está prompto a sustentar a posição que para si proprio estabeleceu pelo tratado, comtanto que essa posição seja igualmente acceita pelas outras Potencias.

Aproveito, etc.

N.º 56

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Lisbonne, le 18 Octobre 1884.—Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Son Excellence, Monsieur le Ministre des Affai-Étrangères de Sa Majesté Très-Fidèle.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur afin de sauvegarder plus efficacement les intérêts du commerce allemand sur les côtes occidentales de l'Afrique y a pris quelques territoires sous sa protection. Ceci a été accompli soit en vertu de traités qui ont été conclus par le Consul Général Nachtigal, envoyé en Afrique occidentale, avec des chefs nègres indépendants, soit en suite des demandes de protection formulées par des sujets allemands, qui avaient acquis certains territoires par des traités contractés avec des chefs indépendants. En conséquence de quoi les territoires sous-énoncés:

Le long de la *côte dite des esclaves*, Sklaven Kuster, le territoire Togo avec les ports de Lome et de Bageida; dans la *baie de Biafra* les territoires de Bimbia avec l'isle de Nicol, de Cameruns, de Malimba jusqu'à la partie la plus septentrionale,

de Petit-Batanga, de Plantation et de Criby et dans *l'Afrique sud-ouest* les territoires situés le long de la côte entre le Cap Frio et le fleuve Orange à l'exception de la baie de Baleine (Walfisch-Bai), on été mis sous la protection de Sa Majesté l'Empereur; ce qui a été manifesté extérieurement en arborant le pavillon de guerre impérial et en posant des pieux de limite, en même temps la promesse a été donnée que tous les droits existants et prouvables des tiers seront respectés.

Le soussigné a été chargé de porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

En ayant l'honneur de s'acquiter par la présente de cet ordre, le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence, Mr. le Ministre des Affaires Étrangères, l'assurance de sa haute considération.

N.º 57

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOGAGE AOS REPRESENTANTES DE PORTUGAL

Lisboa, 20 de outubro de 1884. — Julgo conveniente enviar a V. Ex.ª, para seu conhecimento, copia impressa da Nota de 12 do corrente, pela qual o Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade o Imperador da Allemanha n'esta Côrte me transmittiu o convite do Governo Imperial para o Governo de Sua Magestade se fazer representar na conferencia que vae reunir-se em Berlim a fim de tratar assumptos que interessam o commercio, navegação e acquisição de novas possessões nas costas africanas.

Pela mesma fórma transmitto a V. Ex.ª a resposta que dei sobre este assumpto, em 15 do corrente, ao Sr. de Schmidthals, representante de Allemanha em Lisboa.

D'estes documentos usará V. Ex.ª com toda a necessaria reserva.

Deus guarde, etc.

N.º 58

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. AUGUSTO DE SEQUEIRA THEDIM, ENCARREGADO DOS NEGOCIOS DE PORTUGAL EM MADRID

Lisboa, 20 de outubro de 1884. — Ill.mo Sr. — Julgo conveniente informar a V. S.ª de que o Ministro Plenipotenciario de Sua Magestade Catholica n'esta Côrte veiu annunciar-me, em nome do seu Governo, que o representante de Hespanha na conferencia que vae reunir-se em Berlim para tratar dos assumptos africanos, receberia instrucções a fim de prestar o mais decidido apoio ao representante de Portugal, defendendo n'aquella conferencia, os interesses portuguezes, e pondo-se inteiramente ao nosso lado.

O procedimento do Governo de Sua Magestade Catholica n'esta conjunctura vem dar uma nova confirmação á politica de boa e leal amisade, de intima união, que têem seguido ha muito os dois Governos de Lisboa e Madrid.

Importa ao Governo de Sua Magestade manifestar ao de Sua Magestade El-Rei D. Affonso, que não é insensivel aos amigaveis sentimentos mais uma vez demonstrados, e que saberá corresponder a elles com iguaes provas de fraternal sympathia; portanto deverá V. S.ª aproveitar para exprimil-o a primeira occasião opportuna.

A fórma por que pelo Sr. Bugallal foi feita a communicação alludida inspira, quanto á sua sinceridade, uma absoluta confiança, por isso fica V. S.ª auctorisado a prestar a esse Governo todos os esclarecimentos que lhe forem pedidos.

Deseja o Ministro dos Negocios Estrangeiros de Sua Magestade Catholica que lhe sejam ministrados os necessarios elementos a fim de bem apreciar e expor ao seu representante o fundamento dos direitos de Portugal aos territorios do Congo, e a exacta definição das nossas aspirações; logo que me seja possivel enviarei ao Governo de Sua Magestade Catholica uma pequena memoria que o habilitará para ter conhecimento cabal de quanto deseja saber.

Deus guarde, etc.

N.º 59

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. GEORGE GLYNN PETRE

Lisboa, 26 de outubro de 1884. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — O Governo de Sua Magestade Fidelissima examinou com a devida attenção a nota que V. Ex.ª me fez a honra de dirigir em 16 do corrente, contendo a resposta dada por Lord Granville em 13 de setembro á minha nota de 28 de agosto.

Sem querer protrahir a discussão de um assumpto que pela nossa parte considero sufficientemente esclarecido, não posso comtudo acceitar sem contestação um periodo da nota de V. Ex.ª em que julgo encontrar uma immerecida censura ao Governo Portuguez, nem deixar de restabelecer em termos rigorosamente exactos uma questão de facto a que V. Ex.ª se refere.

Consiste a questão de facto na affirmativa que V. Ex.ª apresenta por parte do seu Governo de que o tratado de 26 de fevereiro deixára de ser ratificado por mutuo consentimento de ambos os Governos. Ha n'isto manifesto equivoco. Do Governo Britannico, e sómente d'elle, por acto exclusivo da sua vontade, sem previo accordo com o de Sua Magestade Fidelissima, é que emanou a resolução de não ratificar o tratado. Provára-o exuberantemente a declaração que fez Lord Fitzmaurice na Camara dos Communs em 26 de junho e a communicação que V. Ex.ª me fez a honra de dirigir em nome de Lord Granville a 28 do mesmo mez. As idéas do Governo portuguez a tal respeito acham-se claramente consignadas no meu despacho de 28 de maio ao representante de Portugal em Londres communicado a Lord Granville e nas notas que tive a honra de dirigir a V. Ex.ª em 8 de julho e 26 de agosto.

Tambem não me parece como possa com justiça ser accusado o Governo de Sua Magestade Fidelissima de não haver comprehendido correctamente a communicação que por ordem do seu Governo V. Ex.ª me dirigiu com referencia á actual po-

sição do Governo britannico para com Sua Magestade Fidelissima na questão do Zaire.

O Governo de Sua Magestade Britannica, dizia-me V. Ex.ª no final da sua nota de 2 de agosto, não abandonará a posição em que se collocou pelo tratado de 26 de fevereiro, mas antes de dar qualquer outro passo tem de aguardar as vistas das outras Potencias interessadas. Como podia o Governo de Sua Magestade Fidelissima deixar de ver n'estas palavras a manifestação de um firme proposito por parte do Governo de Sua Magestade Britannica de manter o compromisso que tomára de reconhecer os direitos de Portugal?

Agora, no final da sua nota de 16 do corrente, parece ficar dependente do assentimento das outras Potencias a manutenção pelo Governo britannico da posição que assumiu no tratado do Zaire; porém, a despeito d'essa restricção, considero-me ainda obrigado a interpretar as intenções do Governo de Sua Magestade Britannica pela maneira como julgo mais conforme aos seus sentimentos elevados e generosos, ás relações da antiga amisade que unem as duas Nações, aos eternos principios de direito e ás solemnes declarações feitas perante o parlamento britannico por Lord Granville, ás quaes já tive occasião de referir-me na minha nota de 9 de julho.

É singular na historia este facto de uma nação poderosa haver durante perto de quarenta annos impedido o exercicio dos direitos de soberania de uma nação amiga, sua antiga e sempre fiel alliada, e isto em territorios a respeito dos quaes não invocára nem podia invocar direitos alguns de dominio; resultando d'aqui manter-se por tão longo periodo n'aquellas regiões um completo estado de anarchia, contrario ao livre desenvolvimento do commercio das nações civilisadas, mas altamente proveitoso aos interesses egoistas e ao monopolio exclusivo de alguns opulentos traficantes.

Tamanha injustiça a que pozera termo o Governo de Sua Magestade Britannica pelo tratado de 26 de fevereiro, não é de esperar que possa jámais praticar-se, qualquer que seja a sorte d'aquelle tratado.

Na conferencia de Berlim, a que V. Ex.ª allude na sua nota, terão successivamente de ser considerados os direitos de Portugal á região do Zaire, e ahi, para defeza d'esses direitos, muito tem o Governo de Sua Magestade Fidelissima a esperar e muito confia da sincera e efficaz coadjuvação do Governo de Sua Magestade Britannica.

Aproveito, etc.

N.º 60

O SR. AUGUSTO DE ANDRADE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Londres, 27 de outubro de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Apresso-me a levar á presença de V. Ex.ª a inclusa copia da nota que Lord Granville me dirigiu em 24 do corrente mez, informando-me da adhesão official do Governo de Sua Magestade Britannica á conferencia que vae reunir-se em Berlim para tratar assumptos rela-

tivos á costa occidental da Africa, bem como dos termos em que o convite lhe foi feito pelo Governo Imperial da Allemanha.

Deus guarde, etc.

A

To Monsieur d'Andrade. — Foreign Office. — October 24th 1884. — Monsieur le Chargé d'Affaires. — I have the honour to inform you that Her Majesty's Government, on the 22nd instant, signified their formal acceptance of the invitation issued by the German Government to a conference at Berlin on the subject of West Africa. In so doing they added that this was done without prejudice to discussions in the conference, and that they assumed that the rights of England on the Lower Niger would be respected, rights which exist under arrangements by which native chiefs have accepted the protection of England, but which will in no manner be inconsistent with the application tò the river of the principles of the Vienna Congress.

I have the honour to be, with high consideration, Mr. le Chargé d'Affaires, your most obedient, humble servant.

Traducção. — Ao Senhor Andrade. — Ministerio dos Negocios Estrangeiros. — Senhor Encarregado de Negocios. — Tenho a honra de informal-o de que o Governo de Sua Magestade, significou, em data de 22 do corrente, a sua adhesão formal ao convite feito pelo Governo allemão para uma conferencia em Berlim para tratar de assumptos relativos á Africa occidental. Por essa occasião acrescentava elle que a mesma adhesão era sem prejuizo das discussões na conferencia, e que suppunha que os direitos da Gran-Bretanha no Baixo Niger seriam respeitados, direitos existentes em virtude de negociações pelas quaes os chefes indigenas acceitaram a protecção de Inglaterra, mas que de fórma alguma serão incompativeis com o applicar-se ao rio os principios do congresso de Vienna.

Tenho a honra, etc.

N.º 61

O SR. AUGUSTO DE ANDRADE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Londres, 5 de Novembro de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Tenho a honra de confirmar o telegramma que acabo de passar ás mãos de V. Ex.ª logo depois da conferencia que tive com Lord Granville, a qual resumi nos seguintes termos.

«Avistei-me com Lord Granville. S. Ex.ª julga que as Potencias não estarão concordes em reconhecer na conferencia o direito de soberania de Portugal no Congo, e que não poderá ir contra as decisões que ali forem tomadas, mas que o Governo Portuguez encontrará as boas disposições do representante de Inglaterra.»

Começou o nobre Lord por interrogar-me, se eu sabia qual era a linha de conducta que tomaria o meu Governo na proxima conferencia de Berlim; retorqui dizendo, que justamente sobre este ponto é que eu desejava que o nobre Lord me informasse; então S. Ex.ª disse-me, que quanto á liberdade de commercio e navegação no Zaire, tanto Portugal como á Inglaterra estavam completamente de accordo, e eram principios estes que já tinham sido estabelecidos.

Em segundo logar busquei saber se o Governo inglez protegeria os nossos direitos de soberania; a esta pergunta respondeu-me Lord Granville, que não julgava que as outras Potencias estivessem de accordo em reconhecel-os, e que não poderia ir de encontro ás resoluções que ellas tomassem, mas que Portugal podia contar com as disposições amigaveis da Inglaterra, e que o seu representante ajudal-o-ía nas decisões que lhe fossem favoraveis tomadas pelas demais Potencias.

N'isto se resumiu a minha conversação com Lord Granville e de que S. Ex.ª tomou nota.

Deus guarde, etc.

N.º 62

O SR. DE SCHMIDTHALS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Lisbonne, 7 novembre 1884. --Le soussigné Ministre d'Allemagne en se référant à sa note du 12 octobre dernier a l'honneur de informer S. E., Monsieur Barboza du Bocage que d'accord avec les Puissances intéressées l'ouverture de la conférence pour les affaires de l'Afrique occidentale a été fixée au 15 novembre courant. En conséquence le soussigné prie S. E. de vouloir bien donner les ordres nécessaires aux représentants de Sa Majesté Très-Fidèle de se réunir à Berlin au jour indiqué avec les plénipotentiaires des autres Puissances.

Le soussigné profite de cette occasion pour renouveler à S. E. Mr. Barboza du Bocage l'expression de sa haute considération.

N.º 63

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 16 de novembro de 1884.—Ill.^mo e Ex.^mo Sr.—Teve logar hontem pelas duas horas da tarde, no Palacio do Chanceller do Imperio, a abertura da Conferencia destinada a occupar-se dos assumptos africanos [1]. Assistiu a esta primeira reunião o Principe de Bismarck, inaugurando a sessão com um breve discurso, no qual agradeceu ás Potencias o terem acceitado o convite que lhes dirigíra o Governo da Allemanha. Respondeu o decano do Corpo Diplomatico em Berlim, Conde de Launay, Embaixador de Italia, o qual por seu turno agradeceu a hospitalidade que

[1] V. nos documentos relativos á conferencia de Berlim, o protocollo n.º 1.

os Plenipotenciarios das Potencias ali representadas recebiam em Berlim, e propoz, segundo a praxe, que a presidencia recaísse sobre o representante de Allemanha.

O Chanceller convidou a Conferencia a designar os secretarios, resolvendo-se, porém, que ao Presidente fosse confiado esse encargo, e indicou então o Principe de Bismarck, para servirem como taes: o Conselheiro da Embaixada de França, o Sr. Raindre, o Conde Guilherme de Bismarck, e o Sr. Schmidt, Vice-Consul de Allemanha em S. Petersburgo. Depois de introduzidos na sala os Secretarios, o Presidente leu uma allocução, que está sendo impressa para ser distribuida aos Plenipotenciarios.

Em seguida a essa leitura, o Embaixador da Gran-Bretanha leu um pequeno discurso, do qual darei, por outra via, conjunctamente com o do Principe de Bismarck, communicação a V. Ex.ª

Por ultimo o Chanceller annunciou que seria distribuido aos Plenipotenciarios um projecto elaborado pelo Governo Imperial, contendo a solução das tres questões de que tem de occupar-se a Conferencia, tal como a propõe a Allemanha, e disse que este documento seria entregue a tempo de poder ser examinado antes da proxima sessão, que terá logar na terça feira 18 do corrente á uma hora da tarde.

A recepção feita pelo Chanceller aos Plenipotenciarios foi muito cordial, e as praxes de taes reuniões rigorosamente seguidas, occupando os Plenipotenciarios os logares em torno da mesa, que lhes eram designados pela ordem alphabetica dos nomes das Potencias que representam.

Deus guarde, etc.

N.º 64

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 19 de novembro de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Tenho a honra de enviar a V. Ex.ª, por copia, a declaração que foi lida por mim na sessão de hoje, da Conferencia Africana.

Deus guarde, etc.

A

Messieurs.—Le Gouvernement de Portugal a accueilli avec un grand empressement et une véritable satisfaction, l'invitation qui lui fut addressée au nom du Gouvernement de l'Empire d'Allemagne et de celui de la République Française, pour prendre part à cette Conférence.

Une telle satisfaction était bien légitime, en voyant réalisé le vœu qu'il avait émis dans sa dépêche circulaire du 13 mai, aux Légations de Sa Majesté Très-Fidèle à Berlin, Paris, Bruxelles, La Haye, Madrid, Rome et Vienne.

Là se trouvait, pour la première fois peut-être, exprimé le besoin de réunir les Puissances interéssées dans les questions pendantes, sur la côte occidentale d'Afrique.

Le Gouvernement Portugais, dans sa réponse à l'invitation qui nous réunit ici,

a constaté les sentiments qui l'animent, en disant que: le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle avait déjà manisfesté chaque fois que l'occasion lui en a été offerte l'intention sincère d'admettre les principes de liberté de commerce et de navigation dans le bassin et les embouchures du Congo, lorsqu'il aurait établi une administration régulière dans les territoires compris sur la côte occidentale d'Afrique entre le 5° 12′ et 8° de latitude sud, territoire depuis des siècles déjà incorporé à titre incontestable aux domaines de la Couronne de Portugal.

Le Portugal a non seulement à intervenir dans le règlement des droits qui seront acquis à toutes les Puissances dans le Congo, mais il a encore à déliberer sur les devoirs qu'il aura à remplir comme Puissance riveraine.

Le Gouvernement Portugais est donc heureux de pouvoir affirmer de nouveau devant les Puissances ici représentées, ce qu'il a déjà déclaré dans maintes occasions: son adhésion complète aux principes de liberté de commerce et de navigation appliqués au bassin et aux embouchures du Congo, à l'exécution des quels il s'engagera solennellement devant vous. De pareils principes le Portugal les a déjà appliqués lors de l'occupation des territoires de Kacongo et Massabi au nord du 5° 12′ de latitude sud, qui a été dernièrement réalisé par le Gouverneur d'Angola, au nom du Gouvernement Portugais. Plusieurs actes, aussi bien anciens que récents, démontrent qu'il n'a pas cessé de les défendre et de les maintenir sur les deux rives du Congo.

C'est encore avec une vive satisfaction que le Portugal prendra part à la discussion des deux autres points qui constituent la base de nos délibérations, et qui renferment des principes d'un si haut intérêt.

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle partage complètement la profonde pensée si noblement exprimée par notre Président, Son Altesse Sérénissime le Prince Chancelier à la séance d'inauguration, de ce que les relations commerciales qui vont se dévélopper sur le continent africain serviront la cause de la paix et de l'humanité; il espère enfin voir, les vœux émis par S. E. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, pour que les indigènes profitent autant que possible des avantages de la civilisation, se réaliser d'une manière complète, au moyen de l'extinction de la traite et de l'esclavage, les plus grands obstacles qui puissent être opposés aux progrès de cette civilisation sur les côtes de l'Afrique.

Vous savez, Messieurs, que le Portugal a introduit les germes de la civilisation en Afrique; vous connaissez aussi bien les sacrifices qu'il s'est imposé pour arriver à l'entière suppression de la traite dans ces territoires.

N.° 65

O SR. JOÃO DE ANDRADE CORVO AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Paris, 20 de novembro de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Foi hontem, como V. Ex.^a^ sabe, a audiencia no Ministerio dos Negocios Estrangeiros. Só tarde chegou a minha

vez de fallar ao Sr. Ministro, e este começou logo por alludir á Conferencia de Berlim.

Depois de lhe responder que nada sabia ácerca da Conferencia, senão o que vinha publicado nos jornaes, perguntou-me S. Ex.ª se ainda estavamos de accordo nas bases da Conferencia: liberdade de navegação no Congo; direitos modicos apenas necessarios para manter a policia do rio; commissão internacional para regular as condições de navegação, etc.

Havendo-lhe respondido affirmativamente, perguntou-me se Portugal applicaria os mesmos direitos até o limite norte de 5° 12′ S. Disse-lhe que as idéas do Governo Portuguez eram extremamente moderadas e que o seu principal empenho era o reconhecimento da soberania nos territorios a que reservára sempre o seu direito.

No que se refere ás questões de soberania, disse-me S. Ex.ª que essas questões não entravam na competencia da Conferencia, mesmo, acrescentou, em relação á Associação Africana.

N.º 66

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 21 de novembro de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Reuniu hontem, como estava annunciado, a commissão composta dos Plenipotenciarios da Allemanha, Belgica, Estados Unidos, Gran-Bretanha, França, Hespanha, Paizes Baixos e Portugal, a fim de apresentar um relatorio, base de discussão para a conferencia sobre o projecto allemão, relativo á liberdade de commercio e navegação no Zaire. Constituiu-se a commissão sob a presidencia do embaixador de França, Barão de Courcel, sendo a Allemanha representada pelo Sr. Kusserow, e, logo que ella se organisou, foram introduzidos na sala os delegados technicos das potencias representadas.

O Barão de Lambermont propoz e foi acceite que a commissão ouvisse o Coronel Strauch, que foi designado como presidente da associação internacional, declarando porém o Plenipotenciario belga não ter nada que ver com aquella associação e propor a admissão do Sr. Strauch em vista da sua especial competencia sobre o assumpto que primeiro ía ser tratado na commissão. Devia com effeito começar esta os seus trabalhos pela delimitação da bacia do Congo e seus affluentes sob o ponto de vista commercial.

Por ordem alphabetica seguiram-se no uso da palavra os representantes da Hespanha e dos Estados Unidos; o Sr. Kasson declarou em nome do seu delegado technico, Stanley, não se achar este habilitado para dar uma immediata resposta ao quesito proposto.

Sir Eduardo Malet fez igual declaração por parte dos delegados technicos da Gran-Bretanha; como já se pronunciára no mesmo sentido o sr. Coello, delegado hespanhol, mostrando a difficuldade de definir a bacia commercial do Congo, que se não póde confundir com a sua bacia hydrographica.

Em presença d'esta successiva manifestação por parte de tres das Potencias a

quem primeiro coubera a palavra, julgou a commissão não dever continuar os seus trabalhos e levantou a sessão, deliberando reunir-se hoje novamente pela uma hora da tarde.

É provavel que hoje ou o Coronel Strauch ou Stanley, apresentem um projecto de delimitação sobre o qual versará naturalmente a discussão. D'esta informarei ainda hoje a V. Ex.ª pelo telegrapho.

Receiando que o delegado americano Stanley usasse na commissão da linguagem aggressiva e descomedida que tem empregado frequentemente contra nós, e ainda ha pouco n'uma conferencia publica realisada n'esta cidade, julguei do meu dever prevenir o Embaixador de França que eu teria de saír da sala e não poderia, como representante de Portugal assistir ás sessões da commissão, nem a qualquer acto em que Stanley comparecesse, a menos que elle modificasse aquella linguagem. O Barão de Courcel respondeu-me immediatamente que logo que eu achasse qualquer phrase de Stanley offensiva, não tinha senão a fazer-lhe um leve signal, compromettendo-se o Embaixador a manter na ordem e na necessaria cortezia o viajante americano que tão frequentemente esquece uma e offende a outra.

Ainda não foi recebido n'esta legação o protocollo da segunda sessão da conferencia, do qual apenas concluí que nas expressões empregadas pelo Ministro dos Estados Unidos se revela sempre a intenção manifesta de não offender directamente os direitos de Portugal, deixando a possibilidade de distinguir o alto do baixo Congo, e fazendo a reserva dos direitos de soberania territorial já existentes.

Deus guarde, etc.

N.º 67

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 24 de novembro de 1884. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — No meu officio reservado, datado de 21 do corrente, dei conta a V. Ex.ª do que se passára na primeira reunião da commissão composta pelos Plenipotenciarios das Nações que fizeram parte da primeira serie de convites para a conferencia africana, cujo primeiro trabalho devia consistir na delimitação da bacia commercial do Congo.

Em telegramma da mesma data disse a V. Ex.ª que a commissão ouvíra na sua segunda reunião os delegados technicos que expozeram qual devia ser o valor da expressão: bacia commercial do Congo.

Tornou-se sobretudo notavel o delegado americano Stanley pela extraordinaria extensão que quiz dar á região que se buscára limitar. Se fossem seguidas as suas indicações nem as nossas colonias da Africa occidental e oriental, nem as francezas do Gabão seriam respeitadas, pela descomedida ambição do ousado viajante.

O Sr. Ballay delegado francez, reduziu consideravelmente aquella região, e approximou-a da bacia geographica do rio. Igualmente d'esta a procurou approximar o Sr. Coello, e os delegados inglezes deram tambem indicações muito mais conformes á rasão e á boa pratica. O Coronel Strauch não disse absolutamente nada,

louvando-se na opinião de Stanley. O Sr. Bloemme cingiu-se a dar algumas indicações sobre o commercio do baixo Congo. Finalmente o Sr. Luciano Cordeiro limitou-se a rebater as affirmações de Stanley, demonstrando a falsidade de muitas d'ellas, e fazendo ver quanto seria absurdo seguir-se o que elle propunha.

Levantou-se a sessão depois das declarações feitas de que não seriam prejudicadas nas delimitações a fazer, as possessões actuaes das differentes Nações, e resolveu-se que no dia seguinte se reuniriam os Plenipotenciarios para deliberar ácerca das opiniões que tinham ouvido.

Na sessão de sabbado o Sr. Kasson, Ministro dos Estados Unidos, apresentou a proposta de que envio a V. Ex.ª um exemplar com este officio.

Por sua parte o Sr. van der Hœven apresentou uma proposta que tambem remetto.

Examinando attentamente o teor da proposta americana V. Ex.ª poderá apreciar a que enorme extensão se quer levar a bacia commercial do Congo. Pois, assim mesmo esta proposta é uma modificação restrictiva da opinião emittida por Stanley, que nem as possessões actuaes respeitára, e a seu bel-prazer talhára na Africa um imperio, que em parte já é possuido por Nações civilisadas.

Immediatamente declararam os representantes de Portugal, França e Inglaterra, que não tinham faculdades para se occuparem de um tão vasto territorio, pois sómente da Africa occidental se estava tratando, e que, sem novas instrucções dos seus Governos, não poderiam examinar a proposta do Sr. Kasson.

Alem d'isso fiz declaração immediata de que, mesmo sem novas instrucções, eu podia affirmar, em nome do meu Governo, que elle não acceitaria nenhuma deliberação que cerceasse os seus indisputados direitos, nem prejudicasse as possessões portuguezas da Africa oriental, e que portanto não poderia entrar em combinação alguma em que se tratasse de qualquer ponto da costa para o sul do Cabo Delgado.

Tambem o Embaixador de França disse que não poderia acceitar a proposta do Sr. Kasson no que respeita á costa occidental, sem ter exacto conhecimento do limite inferior das possessões francezas no Gabão.

O Sr. Kasson renovou então a sua declaração de que a proposta que fizera, seria modificada no sentido de respeitar as possessões das diversas Potencias; e foi resolvido que novamente se reuniria hoje a commissão a fim de que os Plenipotenciarios, tendo obtido novas instrucções dos seus Governos, podessem deliberar sobre este momentoso assumpto.

Póde V. Ex.ª estar seguro de que os Plenipotenciarios de Portugal envidarão todos os esforços para que a bacia commercial do Congo se reduza ás suas legitimas proporções, e procurarão por todas as fórmas afastar qualquer deliberação em que sejam prejudicados os direitos ou os interesses de Portugal, quer seja na Africa occidental, quer na oriental.

Entendemos, porém, que a nossa situação é por extremo delicada e que não devemos arriscar as vantagens que adquirimos com a attitude assumida. Modificámos favoravelmente a opinião, affirmando a nossa adhesão aos principios de liberdade commercial, e não convem dar pretexto a que nos accusem de querermos restringir

o que ha pouco affirmámos. De resto deveremos seguir a marcha das Nações, como nós, interessadas, acompanhando-as nas restricções que exigirem.

N.º 68

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 30 de novembro de 1884. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — Tenho a honra de enviar a V. Ex.ª tres exemplares do protocollo n.º 3 da conferencia africana e respectivo annexo, sendo este o relatorio da commissão nomeada para definir a bacia commercial do Congo.

No mencionado protocollo, a paginas 14, encontrará V. Ex.ª uma proposta do Sr. Sanford, relativa á construcção de um caminho de ferro marginal do Congo, ácerca da qual eu rogo a V. Ex.ª que se digne enviar-me instrucções pelo telegrapho.

É minha intenção procurar afastar a discussão d'este assumpto, ao menos emquanto as ordens de V. Ex.ª me não auctorisarem a emittir sobre ella opinião. Fundamentarei a minha opposição em que este projecto se não acha comprehendido nas materias de que a conferencia deve occupar-se, e, demais, estabelece um privilegio ou exclusivo, o que é contrario aos principios liberaes em que têem concordado plenamente os representantes das differentes Potencias que tomam parte na conferencia.

Tenho motivos para esperar que não sejam unicamente os Plenipotenciarios de Portugal que se opponham á discussão do projecto do caminho de ferro, que me não parece encontrar grande acceitação entre os membros da conferencia.

É de suppor que ainda ámanhã se entre na discussão do acto da navegação do Congo e Niger, seguindo-se naturalmente para ella os mesmos tramites que para o primeiro ponto.

Deus guarde, etc.

N.º 69

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 2 de dezembro de 1884. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — Foi hontem definitivamente approvado pela conferencia o relatorio da commissão ácerca do primeiro ponto que o programma do Principe de Bismarck mencionava.

Sómente deixou de incluir-se n'elle o paragrapho do projecto allemão, em que se trata da commissão destinada a superintender na applicação dos principios estabelecidos pela conferencia para os territorios do Congo. Esse ponto de uma particular importancia, deve ser discutido conjunctamente com o acto de navegação do $\frac{\text{Congo}}{\text{Niger}}$, e constituirá a primeira parte da ordem do dia nos trabalhos da commissão que hoje reune.

Compõe-se esta dos mesmos Plenipotenciarios que formaram a primeira, podendo comtudo assistir ás suas reuniões quaesquer outros membros da conferencia que o desejem.

Na sessão de hontem não se fez modificação alguma importante ao que já se havia resolvido; abstenho-me por isso de dar noticia de insignificantes alterações nenhumas das quaes é desfavoravel aos nossos interesses. Espero ámanhã enviar a V. Ex.ª o protocollo da sessão.

O que teve para nós maior interesse foi sem duvida o acolhimento que recebeu a proposta do Sr. Sanford, da qual remetto tres exemplares. Deu-se leitura d'este documento que foi recebido com um geral silencio. Então o Conde de Hatzfeldt que presidia á sessão, disse que julgava esta proposta pouco madura, parecendo-lhe mais conveniente reservar a sua discussão para occasião opportuna. O adiamento foi pronunciado sem que ninguem a elle se oppozesse, nem mesmo o auctor da proposta.

N'este procedimento vê V. Ex.ª a confirmação do que eu annunciára no meu officio reservado n.º 38 d'esta serie; o Representante da Allemanha reconheceu a impossibilidade de fazer sustentar um projecto de pura especulação, contrario na essencia aos mesmos principios sustentados por todas as Potencias.

Entra hoje a commissão no estudo do segundo ponto do programma, sem que se possa prever a attitude reciproca das differentes Potencias. Apenas se conhece o voto de Inglaterra, expresso n'uma memoria de que envio tres exemplares.

Deus guarde, etc.

N.º 70

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Londres, 5 de dezembro de 1884.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—No dia 29 de novembro tive a honra de dirigir a V. Ex.ª um telegramma nos seguintes termos:

«Consta-me que o Governo allemão annunciou ter reconhecido a Associação internacional, manifestando desejo de que o Governo britannico a reconhecesse tambem. Consta-me que o Governo britannico, em resposta largamente motivada, recusou acceder por agora»

Procurei logo certificar-me se era exacta a informação que me fôra dada, mas só hontem me foi possivel ver Lord Granville. Hontem mesmo dirigi a V. Ex.ª um telegramma, referindo o modo por que elle se expressou.

Disse-me que o Governo de Sua Magestade Britannica tinha tomado em consideração o pedido de reconhecimento da Associação internacional africana, e que, relativamente a este assumpto, havia negociações pendentes.

Chamei a attenção de Lord Granville para um artigo, publicado na *Independencia belga*, de 3 do corrente, affirmando que no mappa annexo á convenção celebrada no dia 8 de novembro, entre a Allemanha e a Associação internacional africana, estavam indicadas as duas margens do Congo (Zaire) como fazendo parte do territorio pertencente á dita Associação.

Respondeu-me que não tinha presente aquelle mappa, mas que não lhe parecia que fosse exacta a asserção do jornal belga.

Apesar da extrema reserva guardada pelo Principal Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros de Sua Magestade Britannica, do modo por que elle se exressou, parece-me poder deprehender que a Inglaterra não tardará muito a reconhecer a Associação internacional africana, como já fizeram os Estados Unidos e a Allemanha.

N.° 71

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 8 de dezembro de 1884. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — No meu officio n.° 40 d'esta serie, datado de 2 do corrente, dei conta a V. Ex.^{a} do que se passára na ultima sessão da conferencia africana, e com o n.° 43 de 6, enviei o respectivo protocollo n.° 4 e seus annexos. A leitura do mencionado protocollo mostrará a V. Ex.^{a} que o § 3.° do artigo que estabelece a liberdade commercial na bacia do Congo, se não estende ás actuaes possessões, ficando portanto respeitada a plena soberania de Portugal em toda a extensão da provincia de Moçambique. Só terá vigor o que se estabeleceu no referido paragrapho, ás novas acquisições que forem feitas pelas Potencias signatarias n'aquellas regiões.

Foram pois completamente salvaguardados os nossos interesses na Africa occidental, tendo os Plenipotenciarios portuguezes seguido os principios que V. Ex.^{a} recommendava no seu telegramma de hontem.

Na reunião da commissão, que se realisou no dia 2, resolveu-se nomear uma sub-commissão a fim de examinar o projecto de acto de navegação do $\frac{\text{Congo}}{\text{Niger}}$ e a memoria apresentada pelo representante da Gran-Bretanha sobre o mesmo assumpto. Ficou esta commissão composta dos Srs. Kusserow, pela Allemanha, Barão de Lambermont, pela Belgica, Engelhardt, pela França, Crowe, pela Gran-Bretanha, e Cordeiro pela parte de Portugal. Depois de nomear esta sub-commissão, resolveu-se reunir novamente a commissão na sexta feira, se aquella tiver concluido os seus trabalhos.

O que a sessão teve de mais curioso foi o renascimento do projecto de caminho de ferro do Sr. Sanford. Adiado para occasião opportuna na sessão da conferencia de 1 de dezembro, por não estar ainda sufficientemente amadurecido, nem por isso o auctor julgou dever abandonal-o, e trouxe-o pessoalmente á sub-commissão com pequenas modificações na fórma. Oppoz-se-lhe tenazmente o delegado portuguez, e não permittiu que se chegasse sobre este ponto a nenhum accordo, fundando-se na falta de base sufficiente para determinar qual o caminho de ferro que se devia construir n'aquella região, e acrescentando que, por ser a concessão de um privilegio contraria aos principios da conferencia e ao seu programma, os Plenipotenciarios portuguezes o não auctorisavam a discutil-a.

Haviam ficado sem definitiva resolução quasi todos os artigos do acto de navegação, e na segunda sessão da sub-commissão cumpria continuar o seu estudo.

Assim o fez sem alcançar chegar a um accordo; levantou-se a questão do Niger, e accentuou-se a divergencia entre os delegados da França e da Gran-Bretanha. O Sr Sanford com injustificavel persistencia veiu ainda com o seu imperecivel projecto do caminho de ferro, contra o qual continuaram a sustentar-se as mesmas objecções.

A commissão não reuniu na sexta feira, porém, sim a sub-commissão, que ultimou os seus trabalhos, chegando a accordo n'alguns pontos e n'outros, deixando em aberto alguns artigos em que não lográra realisar a conciliação de interesses oppostos. O caminho de ferro do Sr. Sanford, mudou ainda uma vez de fórma e foi admittido pelos representantes do Rei dos Belgas, da Allemanha e da Gran-Bretanha, e rejeitado pelos Srs. Cordeiro e Engelhardt.

Finalmente no sabbado reuniu a commissão e discutiu grande numero de artigos do projecto da sub-commissão. Ser-me-hia difficil relatar minuciosamente a V. Ex.ª o que se passou n'essa sessão, que durou cinco horas, em que se discutiram largamente todos os artigos do projecto que remetti a V. Ex.ª com o meu officio reservado n.º 43 d'esta serie, menos o artigo 13.º em que se trata da neutralidade das aguas do Congo e seus affluentes. Sobre este ponto e sobre o Niger se ha de pronunciar hoje a commissão.

Foram sempre favoraveis as modificações que se fizeram nas attribuições e privilegios da commissão internacional, augmentando as garantias para as Potencias soberanas marginaes do Congo, e restringindo ao mesmo tempo as funcções d'aquella commissão ao que póde ser necessario para dar garantias ao commercio e á navegação.

Em todos os assumptos os Plenipotenciarios de Portugal e da França, unidos sempre como representantes das Potencias marginaes, encontraram constantemente um bom acolhimento para os pedidos de alteração que fizeram a favor dos legitimos direitos e interesses dos Nações que representam.

Reune hoje novamente a commissão; do que tiver logar darei opportunamente conhecimento a V. Ex.ª

N.º 72

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Extracto.

Lisboa, 10 de dezembro de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Enviei hontem a V. Ex.ª o seguinte telegramma:

«Perguntou-me hontem Ministro da Allemanha por ordem do seu Governo se Governo portuguez tinha mandado agora occupar alguns pontos no Congo, com o fim de contrariar resoluções da conferencia.

«Respondi que o Governador de Angola, depois da assignatura do tratado com Inglaterra e em presença de repetidas violações do nosso territorio pela Interna-

cional, recebêra instrucções confidenciaes para occupar alguns pontos do nosso territorio do Congo, sempre que fosse necessario evitar que a Associação os occupasse primeiro. Estas instrucções têem estado e continuam a estar em vigor. Qualquer occupação que porventura tivesse logar teria apenas em vista a defeza dos nossos direitos e não a intenção de contrariar as resoluções da conferencia.

«Fica V. Ex.ª auctorisado a dizer isto mesmo, quando interrogado a tal respeito.»

Acrescentarei apenas algumas breves indicações, cuja deficiencia V. Ex.ª supprirá com o conhecimento que tem d'este assumpto.

Ha muito tempo que se deram, como ali digo, instrucções confidenciaes ao Governador Geral de Angola, para collocar auctoridades portuguezas e alguma força armada nos pontos do nosso territorio que a Associação Internacional ameaçava occupar por surpreza. As atrevidas tentativas de usurpação da Internacional provocaram esta medida preventiva. Tambem o Governador Geral está auctorisado a desalojar pela força a Internacional dos pontos que occupa e onde pretende manter-se dentro do nosso dominio. A este proposito da auctoridade superior da provincia se referia o Commandante Capello quando foi a Boma annullar os contratos fraudulentos do Sr. Delcommune.

Não se entende comnosco o terceiro ponto do programma. Os nossos territorios do Zaire não estão á espera de uma *nova* occupação. De ha muito que os occupámos e sempre temos n'elles exercido dominio, embora interrompido e incompleto. Estão exactamente no mesmo caso porções mais ou menos vastas de territorios confinantes ou adjacentes a possessões de outros estados civilisados, nos quaes não ha occupação effectiva completa e permanente sem que todavia ninguem conteste a essas Potencias a sua soberania em taes territorios. Conhece V. Ex.ª bem o que temos feito no Zaire, e como pela nossa constante protecção ás pessoas e ás propriedades tem ali prosperado o commercio de todos os paizes, para que eu não precise alargar-me n'estas considerações.

N.º 73

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 11 de dezembro de 1884.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Começarei por accusar a recepção do Despacho de V. Ex.ª, datado de 5 do corrente.

Em officio reservado n.º 46-A, dei eu conhecimento a V. Ex.ª do que se passára até á sua data, de 8 do corrente; cumpre-me pois, agora, narrar as occorrencias que tiveram logar nas tres sessões da commissão, de 8, 9 e 10 d'este mez, embora por telegramma tenha resumido as noticias dos mais importantes successos.

A sessão de segunda feira foi bastante demorada, porquanto foi necessario discutir n'ella todo o acto de navegação do Niger, que ficou approvado, bem como o do Congo, seguindo-se proximamente os textos que enviei a V. Ex.ª com os n.^{os} 14-A e 15.

A Gran-Bretanha acceitou para o Niger os mesmos principios estabelecidos para o Congo, com exclusão da Commissão Internacional, retirando o projecto n.º 19 que apresentára posteriormente ao n.º 15; a França accedeu aos desejos da Inglaterra emquanto ao Niger, e a discussão correu placidamente, sem incidente notavel. Sómente ficaram alguns artigos para redigir definitivamente, e o da neutralidade completamente sem discussão.

Na reunião de terça feira foram discutidos os artigos secundarios, e chegou-se frequentemente á redacção mais vantajosa para as Nações marginaes. Assim se determinou que os Regulamentos e Tarifas elaborados pela Commissão Internacional ficassem dependentes, para a sua applicação, da approvação dos Governos representados n'aquella mesma commissão. Escuso de encarecer a V. Ex.ª a vantagem que tem para nós a approvação d'este principio, que foi por mim proposto.

A discussão do Artigo XII, neutralidade, ficou porém, para a reunião immediata, a de hontem, apresentando-se por parte da Allemanha uma nova proposta conciliando os tres diversos textos que se lêem no documento n.º 14.

Sobre este ponto versou uma discussão muito acalorada, em que o Embaixador de França sustentou os bons principios com uma energia e uma competencia indisputaveis, revelando mais uma vez o merito elevadissimo de que tem dado tão sobejas provas em todos os trabalhos da Conferencia e da Commissão a que preside.

Não concluirei este officio sem dizer a V. Ex.ª que o Embaixador de Italia me communicou hontem ter o seu Governo resolvido, cedendo a multiplices instancias, reconhecer a Associação nos termos em que o fizera a Allemanha. Consta áquelle diplomata, que a Austria e a Russia seguirão tambem em breve o exemplo da Italia, conformando-se aos desejos da Allemanha, e satisfazendo aos pedidos do Rei dos Belgas.

Do que se passar ámanhã na reunião da Commissão, darei opportunamente conta a V. Ex.ª

N.º 74

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Berlim, 13 de dezembro de 1884.—Inglaterra propõe reconhecer soberania de Portugal na margem esquerda do Congo, da foz até cinco milhas abaixo do porto onde chega a grande navegação, tirando uma linha até 14° longitude incluindo S. Salvador, e offerece promover o reconhecimento das outras Potencias, com condição do Governo Portuguez propor ás Camaras lei modificando o regimen economico das nossas colonias, e abolição direitos differenciaes. Respondi consultar Governo Portuguez por deferencia á Inglaterra, mas duvido ser acceite. Embaixador de Inglaterra pede resposta antes do fim da Conferencia.

N.º 75

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 16 de dezembro de 1884.—Resposta para Embaixador de Inglaterra: Governo Portuguez não póde nas actuaes circumstancias levar ás Camaras uma lei para alterar radicalmente o regimen economico das suas colonias. Governo Portuguez tem nos ultimos annos realisado muitas reformas importantes no systema colonial, no sentido mais liberal e prosegue no mesmo caminho, mas gradualmente. Não póde fazer agora mais. Dito isto, não é preciso discutir os outros pontos da proposta.

N.º 76

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Berlim, 29 de dezembro de 1884.—Plenipotenciarios resolveram que partisse Addido Militar para París, em resultado de conferencia com Embaixador de França.

N.º 77

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 29 de dezembro de 1884.—Recebi seu telegramma de hoje. Approvo ida de Addido Militar a París. Vou telegraphar a Azevedo.

N.º 78

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 30 de dezembro de 1884.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Só pelo telegrapho tenho podido informar a V. Ex.ª do occorrido, mas bastante explicitamente para que não seja necessario senão algumas palavras a fim de ligar os acontecimentos.

Na ultima sessão da Conferencia, no dia 22, foi votada a redacção proposta para cohibir o abuso das bebidas espirituosas, formulada de modo que não é mais do que a expressão de um desejo; e assim póde satisfazer aos escrupulos das sociedades humanitarias de Inglaterra, e aos interesses do commercio Allemão e Hollandez.

A Associação Internacional precisava de algum respiro para tratar dos seus negocios, principalmente com a França. Foi adiada a Conferencia para 5 de janeiro.

N'este intervallo os trabalhos devem ter sido incessantes para chegar a Associação a um accordo com a França. Pelos meus telegrammas está V. Ex.ª ao facto do estado da questão, e do que tenho feito para seguir estes negocios e poder alcançar o melhor resultado para nós.

Sendo inconveniente e imprudente ir o Conselheiro Serpa ou eu a París, julguei necessario que ali fosse o Addido Militar, e partiu hoje ao meio dia.

Pelas minhas amiudadas Conferencias, e informações fidedignas, vejo que a França receia que contemos demasiado com ella, o que julgo prejudicial para ambos.

A missão do Addido Militar é principalmente demonstrar ao Sr. Ferry, que estamos de accordo quanto á vantagem de trabalharmos separadamente, embora para o mesmo fim, empregando cada um todos os seus esforços, porque os nossos interesses n'esta conjunctura são analogos. Porém que é preciso não separar-nos tanto que nos percâmos de vista, pois o isolamento póde ser-nos fatal.

Por isso o que desejo é que se a França chegar ao ponto de estar resolvida a acceitar as propostas da Associação, nada conclúa sem avisar-nos, a fim de podermos aproveitar da incerteza de se concertarem com a França, e obtermos condições que serão sempre mais vantajosas do que achando-nos sós e ultimos a tratar. Faremos igual promessa á França, para quem não é indifferente achar-se nas mesmas circumstancias de isolamento, se o receio d'ella tratar sem nos attender, nos fizesse concluir qualquer arranjo com a Associação sem previo accordo.

Espero ancioso o resultado da missão a París, de que V. Ex.ª será immediatamente informado.

Deus guarde, etc.

N.º 79

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA, ENCARREGADO DE NEGOCIOS EM PARÍS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

París, 3 de Janeiro de 1885. — Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr. — Confirmando o que tive a honra de communicar no meu telegramma de 31 de dezembro, cumpre-me levar ao superior conhecimento de V. Ex.ª o seguinte:

Na quarta feira 31 chegou a París o Addido militar á legação em Berlim, e havendo sido na vespera avisado por telegramma do Ministro de Sua Magestade n'aquella côrte, fui esperar á estação do caminho de ferro do norte o Sr. Carlos Bocage, o qual me poz immediatamente ao facto da missão importante de que fôra encarregado por V. Ex.ª e dos motivos que o traziam a París. Na manhã d'esse mesmo dia, ás onze horas, dirigi-me ao Ministerio dos Negocios Estrangeiros, e havendo previamente pedido, por intermedio do Sr. Billot, a necessaria audiencia do Presidente do Conselho para o Sr. Bocage, voltei com elle ao Ministerio á uma hora e meia, a fim de ter tempo de o apresentar ao Sr. Ferry antes da recepção do corpo diplomatico.

Feita a apresentação, começou o Sr. Bocage a expor ao Presidente do Con-

selho os motivos que o haviam levado a pedir-lhe uma audiencia, começando por dizer-lhe que pelo segredo que convinha guardar, viera elle a París em logar do Sr. Serpa, Plenipotenciario de Portugal na conferencia. Respondeu o Sr. Jules Ferry que pelo Embaixador de França em Berlim havia sido avisado da sua vinda a Paris, e que estimava muito que elle lhe désse pormenores ácerca da conferencia e lhe expozesse as instrucções que os Plenipotenciarios portuguezes haviam recebido do Governo com relação á delimitação dos territorios da França, de Portugal e da Associação internacional, no Congo.

Depois de haver ouvido muito attentamente a larga exposição que o Sr. Bocage fez do que se passára em Berlim, durante a conferencia, dos manejos que a Associação empregára para obter a concessão de uma parte da costa ao norte do Zaire ou de alguns portos na parte navegavel do rio situados na margem direita e destinados a servir-lhe de saída para o seu commercio, disse o Sr. Ferry que era indispensavel que Portugal e a França resistissem, porém que teriam finalmente de fazer alguma concessão á Associação, a qual havia empregado esforços e dinheiro desde que adquirira terrenos na Africa; mas mostrou-se muito bem disposto em nosso favor com referencia ás nossas reclamações, declarando positivamente que a questão da delimitação devia ser tratada entre os tres interessados, Portugal, a França e a Associação.

Promettendo em seguida communicar-me o resultado das negociações entre a França e a Associação e entender-se com Portugal no que respeita ás concessões que as duas Nações terão de fazer á sociedade africana, reconheceu a vantagem que para ambos os Paizes haveria n'este accordo.

Não fallou positivamente em reconhecimento dos nossos direitos, mas disse que era necessario que esta questão ficasse de vez liquidada para nós, e implicitamente os reconheceu visto que nos aconselhou a tratarmos com a Associação da questão de limites, conjunctamente com a França.

Terminada esta larga conferencia, durante a qual por varias vezes o Sr. Ferry seguia no mappa de Africa as explicações que lhe íamos dando, pediu S. Ex.ª ao Sr. Bocage que se demorasse ainda alguns dias, pois desejava ter com elle outra entrevista.

Hontem effectivamente avisou-me o Sr. Billot que o Presidente do Conselho desejava fallar ao Sr. Bocage, e do que se passou n'esta segunda entrevista tive a honra de informar a V. Ex.ª, resumidamente, no meu telegramma de hontem.

Por elle terá V. Ex.ª visto que o Sr. Ferry, confirmando mais explicitamente ainda o que nos disséra na conferencia de quarta feira passada, declarou expressamente haver dito aos delegados da Associação que era preciso contar com Portugal e que só conjunctamente com esta Nação se poderia tratar da questão de limites, porque, accrescentou «si le Portugal n'est pas une grande Puissance, il a des droits et il saura les défendre».

A pedido de S. Ex.ª, o Sr. Bocage ainda aqui se demorará até segunda feira, devendo ter outra entrevista n'esse dia com o Presidente do Conselho.

Taes são as agradaveis noticias que tenho a honra de transmittir a V. Ex.ª

N.º 80

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA

Telegramma.

Janeiro 5, de 1885.—Ministro de Inglaterra renovou hoje proposta identica á que foi feita por Embaixador de Inglaterra em Berlim a Plenipotenciarios de Portugal.

N.º 81

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Paris, 5 de Janeiro de 1885.—Addido militar em Berlim viu hoje Presidente do Conselho que confirmou segurança de que a questão de limites deve ser resolvida entre os tres interessados e lhe pede para ficar para conferencia ámanhã. França está servindo de medianeira a fim de se chegar a accordo com o minimo sacrificio de Portugal e França.

N.º 82

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Paris, 6 de Janeiro de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Tive hoje a honra de receber os dois telegrammas datados de hontem, que V. Ex.ª foi servido expedir-me. Respondi immediatamente pelo telegrapho, dando conta a V. Ex.ª da conversa que tive esta manhã com o Sr. Jules Ferry ácerca da questão do Congo, estando presente o Addido militar á legação de Berlim. Hontem pela manhã já o Sr. Bocage se havia avistado com o Presidente do Conselho que lhe pedíra para voltar no dia seguinte commigo, pois tinha de nos fazer uma communicação importante, relativamente ás negociações actualmente entaboladas entre a Associação internacional africana e a França.

Na entrevista de hoje perguntou-nos o Sr. Ferry quaes eram as concessões que Portugal podia ou desejava fazer á Associação, e respondendo-lhe eu que era preferivel que esta sociedade primeiro declarasse o que pretendia, disse-nos S. Ex.ª que lhe parecia que ella desejaria a cessão de toda a margem direita do Zaire, Noki, e a faculdade de construir um caminho de ferro na margem esquerda.

Quanto ao primeiro ponto, ignora o Sr. Ferry se a Associação entende por margem direita todo o territorio desde o rio até 5° 12′, ou simplesmente uma faxa de terreno a determinar até á foz do rio. Começámos por declarar ao Sr. Ferry que a cessão dos territorios de Cabinda e de Molembo era inacceitavel, visto fazerem parte dos dominios da corôa portugueza, estarem inscriptos na carta constitucional, e ser mesmo impossivel para nós admittir a discussão sobre taes bases. O Sr. Ferry com-

prehendeu os motivos que nos levavam a não consentir em similhante concessão, e prometteu-nos informar-se de um modo positivo junto dos delegados belgas das suas intenções com respeito ás reclamações que elles nos queriam dirigir. Confirmando o que nos havia dito na ultima conferencia, manifestou o desejo de ver brevemente concluida esta questão, para a solução da qual elle continua a considerar necessario o accordo entre as tres partes interessadas. Perguntou-nos de que nos servia Noki; respondemos-lhe que este ponto era o terminus do caminho de S. Salvador e estava situado na margem esquerda.

Boma, que de modo nenhum a Associação póde reclamar com fundamento, pois que os proprios regulos ali residentes não acceitaram o seu protectorado para nos pedir o nosso, Boma parece sem embargo ser um dos pontos mais appetecidos pela sociedade belga. Não seria pois para admirar que depois de perdidas as esperanças de obter todo o territorio e costa na margem direita, ella nos propozesse a cessão de uma faxa de terreno sobre o rio.

Pelo que respeita ao caminho de ferro, julgo que V. Ex.ª não se opporia a que a Associação o podesse construir na margem esquerda, ficando nós com a soberania, claro está, e submettendo-se a empreza constructora ás condições geralmente exigidas para a construcção de vias ferreas coloniaes.

Em seguida o Sr. Ferry convidou o Sr. Bocage a demorar-se ainda alguns dias em París, pois era aqui que as negociações deviam ser continuadas, até se chegar a um accordo em principio entre as tres partes, accordo que poderia depois ser mais largamente discutido em Berlim, para ali se assignar a respectiva convenção. Por ultimo, S. Ex.ª prometteu conceder-nos brevemente outra audiencia para nos communicar a mim e ao Sr. Carlos Bocage o resultado das suas negociações com a Associação, continuando d'este modo a servir de medianeiro entre Portugal e a referida sociedade.

Do que for occorrendo informarei diariamente pelo telegrapho a V. Ex.ª

Deus guarde, etc.

N.º 83

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

Paris, 9 de Janeiro de 1885. — Addido militar em Berlim teve conferencia hoje com Presidente do Conselho que disse pretensões da Associação internacional serem muito grandes relativamente a Portugal. Querem caminho de ferro na margem esquerda até ponto de facil accesso com porto, e na margem direita tudo. Não fez proposta n'este sentido, que Addido militar disse logo não poderia discutir. Meio de conciliação será provavelmente dar livre passagem para caminho de ferro na margem esquerda, auctorisação para construir porto e transito livre de mercadorias e conservar Portugal soberania. Na margem direita pedirão talvez cessão de faxa até Banana e ficar Portugal com a costa.

N.º 84

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA

Telegramma.

Janeiro 11, de 1885.—Recebi seu telegramma. Bases para conciliação: Conservar Portugal a margem esquerda, mas consentir na construcção e exploração de um caminho de ferro sujeito a condições similhantes ás dos outros caminhos de ferro coloniaes, de modo que não seja o caminho de ferro o meio de monopolisar todo o commercio nas mãos da Associação Internacional. Chamar para este ponto attenção do Presidente do Conselho. No interior os nossos limites devem comprehender S. Salvador. Na margem direita conceder até Boma. A Associação Internacional queria um porto, não deve pedir mais.

N.º 85

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

París, 14 de Janeiro de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Hontem tive uma nova conferencia com o Presidente do Conselho, conforme informei a V. Ex.ª pelo telegrapho, para a qual o Sr. Ferry nos convocára ao Sr. Carlos Bocage e a mim.

Começou o Sr. Ferry por dizer-nos que não acceitára a proposta da Associação com referencia ao Baixo Congo, por ella ser inadmissivel para nós e elle não se atrever mesmo a nol-a transmittir. Julgo que a Associação pretendia a posse das duas margens do Zaire, todo o territorio em contestação n'uma palavra, salvo a costa desde o Ambriz até á foz do rio, e talvez Cabinda.

Parecendo em seguida desejar obter para nós uma solução mais vantajosa, disse-me o Presidente do Conselho que na sua opinião, o unico meio de alcançar o reconhecimento pelas Potencias dos nossos direitos no Zaire, seria nós entrarmos francamente n'um caminho liberal com relação ao regimen aduaneiro das nossas colonias e acabarmos com o systema fiscal que contra nós levantava a opposição de todas as Nações. Só d'este modo, acrescentou S. Ex.ª, é que Portugal poderá obter o apoio e a sympathia das Potencias interessadas n'esta questão, e d'esta fórma acabar-se-ha para sempre com as recriminações motivadas pelo seu systema colonial considerado, com rasão ou sem ella, como exageradamente proteccionista. Mas é preciso, continuou, que Portugal entre sinceramente n'este caminho, pois actualmente ninguem o defende senão eu.

Referindo-se especialmente aos direitos de transito, que na sua opinião, deveriam ainda ser reduzidos, disse que era essa uma das condições que as Potencias pareciam querer impor ao reconhecimento do nosso dominio no Zaire. Respondemos a S. Ex.ª que, em primeiro logar não nos era possivel acceitar taes propostas sem sabermos com certeza quaes as condições em que a diminuição dos direitos deveria ser por nós effectuada. Alterar de um dia para o outro todo o nosso regimen colo-

nial na Africa era produzir inevitavelmente uma crise commercial no mercado de Lisboa. Diminuir progressivamente os direitos de alfandega, isso era talvez praticavel, e o Governo Portuguez não tinha mesmo seguido outro systema n'estes ultimos annos, sendo sempre as pautas modernas mais liberaes do que as antigas. Mas para se poder dar uma resposta bem definida sobre o assumpto, era necessario saber-se de um modo positivo quaes os sacrificios que as Potencias nos pediriam.

Quanto aos direitos de transito, disse o Sr. Carlos Bocage, que elles eram insignificantes no Zambeze e no sul da provincia de Moçambique, mas que em todo o caso só por estas duas vias taes direitos tinham rasão de existir, visto não haver nos outros pontos do sertão de Africa, immediatamente vizinhos das nossas colonias, estado algum constituido nem caminho bem definido pelo qual o commercio estrangeiro se podesse dirigir para o interior. Aqui tambem para se poder resolver a questão de um modo pratico, era mister que ella nos fosse claramente apresentada e que se determinassem bem os pontos e as condições que nos deveriam ser propostas.

Lembrámos depois ao Sr. Ferry quanto seria impraticavel a abolição total dos direitos de transito, visto que tal abolição daria immediatamente em resultado a entrada em contrabando de toda a especie de mercadorias nas nossas colonias, tornando-se difficilima, se não impossivel para nós, a fiscalisação.

Era pois necessario que nos propozessem um meio pratico de se realisar esta reducção de direitos e sem que a fraude nos viesse prejudicar, a fim do Governo de Sua Magestade poder cabalmente responder a esta proposta.

Perguntando eu depois ao Sr. Ferry quaes seriam, no caso de Portugal e as Potencias chegarem a um accordo na questão de diminuição de direitos, os territorios cuja posse as Nações estariam dispostas a reconhecer-nos, disse-me S. Ex.ª que poderiamos obter:

1.º Cabinda e Molembo, com algum territorio em redor d'estes dois pontos, que estão inscriptos na carta constitucional portugueza;

2.º A margem esquerda do Zaire, desde um ponto a determinar em frente de Boma até á foz do rio, e, desde a foz, toda a costa até o Ambriz;

3.º Finalmente, uma extensão de terreno no interior até á parte navegavel do Cuango com um porto sobre o rio.

A Associação Internacional ficaria pois n'esse caso com toda a margem direita do Zaire, e com toda a margem esquerda, salvo a parte acima indicada até á costa.

Taes são as condições que o Sr. Ferry julga nos serão impostas pelas Potencias, a troco do reconhecimento dos nossos direitos nos territorios do Zaire que a Associação não pretende occupar, e para se obter tal resultado, crê S. Ex.ª indispensaveis da nossa parte as concessões acima mencionadas com referencia ás pautas aduaneiras e ao transito.

Estas extraordinarias condições, que sem commentarios transmitto a V. Ex.ª, são, com pouca differença, as mesmas a que eu já alludíra no meu officio confidencial de 6 do corrente.

A Associação pretende agora construir um caminho de ferro na margem esquerda

e ter ali um bom porto seu onde possam chegar os vapores grandes, e alem d'isso quer que lhe seja reconhecida a soberania de toda a região por onde deverá passar o seu caminho de ferro; não vejo pois que haja sensivel differença entre a proposta primitiva da Associação e a que hoje, segundo diz o Sr. Ferry, as Potencias nos desejariam apresentar a troco dos sacrificios a que nós teriamos de nos submetter nas outras colonias africanas. Apenas nos cederiam agora uma parte mais extensa da margem esquerda, a qual, convem notal-o, é a menos util e productiva, e onde não existem, a bem dizer, feitorias nem commercio.

Concluida a conferencia, disse o Sr. Carlos Bocage ao Presidente do Conselho que, visto estarem interrompidas as negociações com a Associação, partiria para Berlim na proxima quinta feira 15 do corrente.

Deus guarde, etc.

N.º 86

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

París, 17 de Janeiro de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Hontem tinha logar no Ministerio dos Negocios Estrangeiros a recepção diplomatica que, por motivo da abertura das camaras, se não podéra realisar na quarta feira. Avistei-me pois com o Sr. Ferry, o qual me confirmou tudo quanto me dissera na nossa ultima entrevista, relativamente ás pretensões da Associação Internacional. O Sr. Pirmez, delegado da Associação, que fôra aqui enviado para ultimar as negociações com a França, deve, ao que me affirmou o Presidente do Conselho, voltar brevemente a París, e assim tive a honra de o communicar a V. Ex.ª no meu telegramma de hontem.

As negociações não estão portanto acabadas, mas simplesmente interrompidas, e, como V. Ex.ª sabe, esta interrupção é em grande parte devida ao exagero das pretensões da Associação, ás quaes o Sr. Ferry não se prestou a acceder, não se atrevendo mesmo a apresental-as ao Governo de Sua Magestade.

Resta agora saber se os limites que o Sr. Ferry julga serem rasoaveis, e a que eu alludi no meu ultimo officio, poderiam ser por nós tomados em consideração, embora a Associação, aconselhada pelas Nações que a protegem, se resolvesse a propol-os a Portugal, devendo nós a troco d'esse *sacrificio* tão consideravel para a sociedade africana, conceder ainda ás Potencias uma reducção até certo ponto desvantajosa e arriscada nas pautas aduaneiras das outras colonias portuguezas de Africa.

Não creio que V. Ex.ª assim o entenda nem o Governo de Sua Magestade. Na minha opinião, taes condições são absolutamente inacceitaveis a não ser que nos fossem porventura offerecidas outras compensações de alta valia. Disse-me o Presidente do Conselho, effectivamente, que era possivel e mesmo provavel que a Associação nos dirigisse outras propostas tendentes a compensar-nos do que nós julgavamos perder. Mas não é facil descobrir quaes as compensações que, salvaguardando a

nossa dignidade e o nosso interesse, nos poderiam indemnisar da perda quasi absoluta das duas margens do Zaire.

Todas as vezes que tenho alludido aos nossos direitos, tem-me o Sr. Ferry observado que estes direitos puramente historicos ou platonicos só para nós existem, e que as Potencias não os consideram, como nós, um argumento irrefragavel. Não é tanto assim, todavia, pois se assim fosse, por que motivo estariam ellas dispostas a reconhecer-nos, senão todo o territorio do Zaire, pelo menos uma parte consideravel d'elle? O grande e valioso argumento para a Associação contra nós, quando reclamámos Boma, Banana, Noki, etc., é que nós não estamos lá. E ella? Perguntei eu ao Sr. Ferry, está porventura nos territorios do Baixo Congo que pretende agora occupar?

Mas as Potencias, diz o Sr. Ferry, querem ter ali um estado que lhes abra as portas sem restricção, sem peias de qualidade alguma para o seu commercio e navegação, e a Associação está disposta a submetter-se a este programma.

Mas Portugal, respondo eu sempre, Portugal que adheriu sem reservas ao programma liberal da conferencia de Berlim, comprometteu-se e está prompto a applicar no Zaire os principios da conferencia, portanto por que ha de ser a Associação que nunca esteve no Baixo Zaire, nem tem ali direitos reconhecidos, e não Portugal que os tem, e indiscutiveis, ha quatro seculos, que ha de occupar aquellas regiões? Como explicar tanta severidade por um lado e por outro tanta condescendencia das Nações? A isto responde invariavelmente o Presidente do Conselho com outros argumentos, cuja deducção natural e logica é a seguinte:

«É necessario que Portugal abandone uma parte consideravel das suas reclamações quanto aos territorios do Zaire e conceda ao commercio internacional grandes vantagens; de outro modo a sua insistencia poderia irritar as Nações, e com especialidade a Allemanha, que deseja crear na Africa novos mercados para os seus productos. Com uma entrada no Zaire e o reconhecimento pelas Potencias de uma grande parte dos territorios reclamados, Portugal deve considerar-se satisfeito, pois d'esta fórma evita o descontentamento das Nações.»

Mas comtudo o Sr. Ferry reconhece que a parte da margem esquerda que a Associação nos abandonaria é a menos productiva e a menos commercial de todo o Zaire, que esta sociedade não tem direito algum sobre os territorios do Baixo Congo, que ella pretende monopolisar, que o descontentamento das Potencias por força deve desvanecer-se perante o compromisso tomado por Portugal na conferencia; finalmente que o grande argumento que as Nações e a Associação nos dirigem é que nós não estamos no Zaire.

A solução que se impõe a Portugal é portanto bem clara e definida. Pela persuasão e pela argumentação não é licito prever que a Europa nos reconheça nunca unanimemente a legitimidade dos nossos direitos, visto o interesse e os factos consummados serem hoje a bem dizer as unicas bitolas pelas quaes se resolvem as pendencias internacionaes.

Deus guarde, etc.

N.º 87

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.

París, 21 de Janeiro de 1885. — Presidente do Conselho disse-me para transmittir seguinte proposta: ficar Portugal com costa do Ambriz á margem esquerda até 13° de latitude, depois seguir este meridiano até altura do 6° de latitude, depois este paralello até ponto a determinar (16° meridiano) para d'ahi se traçar uma linha diagonal até encontrar o Cuango navegavel. Associação ficaria com tudo o mais. Presidente do Conselho crê acceitavel esta proposta com respeito á margem esquerda por ficar Portugal com boa porção da região e accesso no rio. Presidente do Conselho diz abandonar discussão ácerca da reducção de direitos nas nossas colonias e tratar só de limites. Pede resposta breve. Julgo proposta inacceitavel. Peço resposta pelo telegrapho para a transmittir a Presidente do Conselho.

N.º 88

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA

Telegramma.

Janeiro 22, de 1885. — Recebi seu telegramma de hontem. Queira informar Presidente do Conselho que Governo Portuguez faz inteira justiça aos benevolos sentimentos do Governo Francez, mas não póde acceitar qualquer accordo com a Internacional que implique para Portugal a perda de Noki, centro principal do commercio portuguez e unico porto de communicação para S. Salvador, possessão portugueza, nem póde ceder Molembo e Cabinda, possessões portuguezas designadas no nosso codigo fundamental. O Governo Portuguez confia no apoio desinteressado da França a favor de uma fixação de limites que respeita os interesses legitimos de Portugal e não offende o brio nacional. A proposta da Internacional é quasi identica á primeira proposta que o Presidente do Conselho disse ser inacceitavel. Queira communicar para Berlim o acontecido e o que se seguir.

N.º 89

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA

París, 4 de fevereiro de 1885. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — Hoje, quarta feira, avistei-me com o sr. Jules Ferry e perguntando-me S. Ex.a se eram verdadeiras as noticias publicadas em alguns jornaes relativamente á occupação das duas margens do Zaire pelas tropas portuguezas, respondi-lhe que nada me constava ácerca de tal acontecimento. Disse-me em seguida o Sr. Ferry que pelo Governador do Ga-

bão fôra o Governo Francez informado de que o Principe de Banana solicitára o protectorado de Portugal. Estas informações foram-me communicadas pelo Presidente do Conselho sem apparencia de descontentamento, conforme tive a honra de participar a V. Ex.ª no meu telegramma datado de hoje, o que me leva a crer que, a realisarem-se estas noticias, o Governo Francez não se mostraria abertamente adverso a tal solução.

«A Associação, proseguiu S. Ex.ª, tem agora cedido consideravelmente das suas pretensões, e o Barão de Courcel acaba de apresentar aos delegados de Portugal na conferencia de Berlim uma nova proposta da Socidade Africana, que é muito mais conciliadora do que as precedentes: a Associação já desiste de Noki e de Cabinda e Molembo, e pretende só ficar com a margem direita de Zaire até á Costa. Na minha opinião tal proposta deve satisfazer o Governo Portuguez, e conviria que Portugal a acceitasse visto ella ser muito rasoavel.»

O modo affavel e conciliador com que foram proferidas estas palavras, confirma-me ainda mais na opinião acima emittida, e prova-me que o nosso estabelecimento no Zaire não descontentaria nem surprehenderia hoje extremamente o Governo Francez; d'onde é facil concluir que a Associação se sente n'esta occasião muito menos apoiada pelas outras Potencias interessadas na questão, do que anteriormente.

Quanto ao reconhecimento da nossa soberania pelos principes indigenas de Boma, já por vezes o tenho recordado ao Sr. Ferry, lembrando-lhe com insistencia a attitude dos chefes de todas as casas commerciaes ali estabelecidas, que sempre se têem declarado abertamente em favor da nossa causa.

Deus guarde, etc.

N.º 90

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

París, 6 de fevereiro de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Hontem, na recepção do Elyseu, participou-me o Sr. Julio Ferry que havia assignado a convenção com a Associação Internacional pela qual a França reconhece a referida sociedade como Estado amigo, ficando definitivamente fixada a delimitação de fronteiras entre as possessões das duas partes contratantes. Dizendo-me S. Ex.ª que o rio Chiloango e o respectivo valle servirão de limites a partir da costa, pedi explicações ao Presidente do Conselho ácerca d'esta delimitação, que parecia reconhecer á Associação territorios que foram ha pouco annexados pelo Governo de Sua Magestade e fazem parte dos dominios de Portugal.

Tranquillisou-me logo o sr. Ferry asseverando-me que a parte da costa que ultimamente Portugal occupou estava fóra de discussão e que as cartas de que S. Ex.ª e os delegados da Internacional se serviram para proceder á delimitação, traziam a indicação de que aquelles territorios pertenciam á Corôa Portugueza e que portanto seriam sempre respeitados, bem como os que estão situados entre o

parallelo 5° 12′ e o Zaire, que a França, se bem que nol-os não haja reconhecido, resolvêra igualmente deixar em reserva.

Julgo todavia indispensavel aclarar este assumpto, a fim de que a Associação se não prevaleça d'este reconhecimento da França para nos disputar a posse de territorios que fazem parte integrante dos nossos dominios, e a este respeito aguardo as ordens que V. Ex.ª se dignar transmittir-me.

Quanto á noticia dada pelos jornaes, da occupação das duas margens do Zaire pelas forças Portuguezas, disse-me o Presidente do Conselho que sabia pelo Sr. Laboulaye que o Governo de Sua Magestade nada sabia a esse respeito, e o telegramma de V. Ex.ª hoje aqui recebido, effectivamente confirma esta asserção. Repetiu-me que a Associação havia diminuido consideravelmente as suas pertensões e já renunciára á posse de Noki e de Cabinda e Molembo; na sua opinião esta proposta é muito rasoavel e Portugal deve acceital-a, pois não julga que as Potencias lhe permittam conservar a duas margens. «D'este modo, acrescentou S. Ex.ª, Portugal ficaria não só com uma das margens do Zaire e a parte navegavel do rio, mas ainda com uma boa porção da costa do norte, comprehendendo Landana, Molembo, Cabinda, etc., o que já seria para elle um encargo consideravel. Se Portugal acceitar esta proposta, que julgo muito favoravel, eu comprometto-me a obter-lhe o reconhecimento de todas as Nações, e são estas tambem, segundo me consta, as idéas do Governo Inglez».

Pelo que respeita á margem direita do rio, persiste o Sr. Ferry em dizer que nós não estamos lá, ao que eu respondo invariavelmente que a Associação não só não está lá, mas não tem direito algum sobre aquelles territorios, cuja posse lhe foi negada pelos regulos de Boma que nol-a reconheceram solemnemente. Mas a rasão que o Sr. Ferry dá para explicar a repugnacia das Potencias em nos reconhecerem a margem direita é que a Europa não só não deseja que uma só Nação occupe todo o estuario do rio, mas prefere conceder uma das margens á Internacional «o mais fraco de todos os Estados», sobre o qual todos poderão exercer uma tal ou qual influencia, emquanto que Portugal é uma Nação independente, que tem uma esquadra, um exercito e não offerecerá nunca tantas facilidades para o commercio europeu como uma sociedade particular que nada poderá emprehender sem o auxilio das Nações.

N.º 91

O SR. MIGUEL MARTINS D'ANTAS AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Telegramma.—Extracto.

Londres, 6 de fevereiro de 1885.—Sub-secretario de estado parlamentar disse-me da parte de Lord Granville que o Governo Britannico, de accordo com a Allemanha e a França, aconselhára o Governo Portuguez a vir quanto antes a accordo com a Associação Internacional, cujas propostas eram acceitaveis pois Portugal ficava com a margem esquerda do Congo e pontos importantes na margem direita. Disse-lhe que não tinha instrucções que me habilitassem a responder, mas que era

minha opinião que o Governo Portuguez teria grande difficuldade em vir a accordo com a Associação Internacional, cujas exigencias eram exorbitantes.

N.º 92

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 10 de fevereiro de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Apenas tenho informado a V. Ex.ª pelo telegrapho das occorrencias de cada dia, sem poder consignar em officio acontecimentos, que se succediam com desusada rapidez, não admittindo a demora do correio, tanto importava que V. Ex.ª tivesse d'elles conhecimento immediato e podesse transmittir-me a sua apreciação, e as instrucções necessarias para habilitar os Plenipotenciarios de Sua Magestade Fidelissima a conformar o seu procedimento com as vistas do Governo. Agora, porém, encontrâmo-nos em um ponto, em que eu julgo indispensavel historiar os factos e expor minuciosamente a V. Ex.ª as illações que d'elles se tiram.

Em telegramma de 30 do passado annunciava eu a V. Ex.ª a vinda do coronel Strauch. Com o regresso d'este funccionario da administração militar Belga, coincidiu o deslocamento para Berlim, das negociações que desde os ultimos dias de dezembro haviam tido logar em París.

A 31 do passado entregou-me o Embaixador de França a proposta que em telegramma da mesma data levei ao conhecimento de V. Ex.ª, e que vae por copia junta a este officio. Annexo A

Immediatamente disse ao Barão de Courcel que esta proposta era completamente inacceitavel, e que sómente a transmittia ao meu Governo como informação.

Até 2 do corrente nenhuma Potencia advogára abertamente os interesses da Associação Internacional do Congo; a Inglaterra conservava-se de parte, e tanto o sub-secretario do Estado do Imperio como o Embaixador de França nas suas conversações sempre nos asseguravam que os Governos respectivos não exerceriam pressão alguma sobre nós, e que sómente nos aconselhavam que procurassemos chegar a bons termos, por nosso proprio interesse, como vizinhos, e para que, abandonada a Associação pelo Rei dos Belgas, não caíssem os seus territorios exclusivamente nas mãos dos numerosos aventureiros que têem collaborado na creação do novo Estado.

A tal conselho respondiam os Plenipotenciarios de Sua Magestade, nas suas conversações particulares, que este não era motivo bastante para justificar as concessões que do Governo de Sua Magestade eram solicitadas.

Pelas sete e meia da noite de 2 do corrente, entregou-mo o Barão de Courcel a proposta que eu resumi no meu telegramma de 3, e que tambem remetto por copia na sua integra. Era inacceitavel como as anteriores; a Associação Internacional abandonava as suas pretensões a Noqui; mas queria ficar com toda a margem di- Annexo B

reita, e com Landana; reduzindo os territorios de Cabinda e Molembo a proporções simplesmente irrisorias.

Annexo C A Inglaterra foi a primeira que apresentou o documento escripto consignando os desejos de que chegassemos a accordo. Ao mesmo tempo o Dr. Busch transmittia-me da parte do Chanceller a expressão de similhantes aspirações; a França pela bôca do seu Embaixador aconselhava-nos uma attitude conciliadora e dizia-nos que a Associação Internacional sómente se contentaria se lhe cedessemos uma faxa ao longo da margem direita do Congo, deixando para nós a margem esquerda e os territorios de Cabinda e Molembo.

Auctorisado pelo telegramma de V. Ex.ª de 3, fiz ver aos Embaixadores de França e da Gran-Bretanha e ao Dr. Busch que o Governo de Sua Magestade poderia fazer concessões a estas Potencias se ellas se juntassem para nol-as pedir em nome dos interesses geraes da civilisação e do commercio; com ellas, com os seus rogos e as suas instancias amigaveis, poderiamos mostrar-nos complacentes; poderosos interesses ligam as Nações entre si, e aquellas tres, encontrariam sempre farta compensação a offerecer-nos pelo sacrificio feito; era comtudo indispensavel que o seu pedido fosse formal e invocasse interesses geraes e nunca os interesses privados do que não era para nós senão uma sociedade particular, que nunca tinha empregado um unico meio de conciliar a sympathia da Nação Portugueza; e nem ao menos conseguíra inspirar ao Governo de Sua Magestade, largamente informado ácerca do que se passára até aqui em Africa, a menor confiança de que ella soubesse e quizesse realmente realisar em beneficio da civilisação e do progresso, a obra que annunciára nos seus pomposos programmas.

Rasoaveis concessões ás Potencias que a protegiam poderiamos nós fazer, favores á Associação Internacional do Congo, ninguem os poderia esperar do Governo de Sua Magestade, porque lh'os não merece por nenhum motivo.

Não cessaram as negociações, e a 6 do corrente recebia eu do Embaixador de França a certeza de que o Imperio de Allemanha, a Gran-Bretanha e a Republica Franceza, reconhecendo os nossos direitos, instariam amigavelmente comnosco para que cedessemos á Associação Internacional do Congo a margem direita do Zaire, reservando para nós os territorios de Cabinda e de Molembo com sufficiente profundidade; invocariam as tres Nações a necessidade que havia de assegurar ao novo Estado condições de existencia viavel, e a França citaria mesmo o exemplo das proprias concessões que fizera.

No sabbado 7 do corrente, á tarde, foi-me entregue pelo Embaixador de França uma minuta que servíra de base ao tratado entre a França e a Associação Internacional, na qual se substituiriam os limites, e a que se pretendia juntar dois novos artigos, que diziam respeito, um á liberdade de contratar serviçaes nas possessões portuguezas, e outro ao caminho de ferro na margem esquerda.

Convinha substituir os limites apresentados, procurando salvar as feitorias do Luculla, e o curso do M'Pozo, que sobe até perto de San Salvador.

Emquanto aos novos artigos só podia responder-se-lhes com uma rejeição pura e simples.

Recebi depois as tres cartas do Embaixador da Gran-Bretanha, do Chanceller do Imperio e do Embaixador de França. Annexos D, E, F

Importava proseguir nas negociações e foi transmittido pelo Barão de Courcel o projecto de tratado que acompanha este officio por copia. Annexo G

Ao apresentar-lh'o suscitaram-se immediatamente difficuldades sobre os limites. Ao norte do Congo o Embaixador de França allegava que a Associação não se contentaria com aquelles que lhe haviam sido indicados. A fim de manifestar as intenções mais conciliadoras chegou-se ao accordo em algumas pequenas modificações sem importancia.

Emquanto á margem esquerda insistiu o Barão de Courcel pelo limite do pequeno rio do Ango-Ango, dizendo que a Associação Internacional não podia desistir das suas pretensões ao terreno que o separa do M'Pozo, a fim de poder ter estabelecimentos na margem esquerda ao sul dos rapidos de Vivi.

Outras e maiores difficuldades sobrevinham que não deixaram liquidar esta questão de secundaria importancia. Affirmava o Embaixador de França que a sociedade Belga contava com a nossa annuencia ás duas novas clausulas.

Replicou-se-lhe que a concessão de livre engajamento nos era vedada por tratados, como pelo nosso direito commum, e que nunca fariamos á Associação concessão que nenhuma Nação nos havia pedido, nem a ella havia feito. Com uma Nação regularmente constituida poderiam fazer-se concessões especiaes admittindo o engajamento em determinadas condições e para determinados pontos, porém nunca os poderiamos entregar aos agentes da Associação Internacional.

Emquanto ao caminho de ferro, não o recusavamos em absoluto, entendiamos, porém, concedel-o em uma convenção especial, consultado o mutuo interesse, e, isso mesmo, depois de determinado o traçado e o terminus. Nas condições em que nos era proposto, representaria simplesmente a alienação parcial da soberania portugueza na margem esquerda, e não podiamos consentir n'ella.

Uma entrevista de mais de duas horas foi consumida n'esta discussão e terminou combinando-se que seria dado conhecimento ao Governo de Sua Magestade das tres communicações das Potencias, do Projecto de Tratado e dos dois artigos addicionaes, o Governo resolveria, e entretanto os Plenipotenciarios Portuguezes apenas podiam affirmar mais uma vez que o extremo limite das nossas concessões, seria o que nos fosse especificadamente pedido pelas Nações que se nos haviam dirigido invocando interesses geraes.

Eis o estado a que haviamos chegado quando expedi a V. Ex.ª o meu telegramma de domingo 8, ás sete horas da tarde.

As ordens de V. Ex.ª far-me-hão conhecer qual é a deliberação do Governo de Sua Magestade na presente circumstancia; empenharei todo o meu zêlo em as cumprir fielmente.

A

Proposition d'arrangement avec le Portugal remise le 31 janvier 1885 à Berlin par Son Excellence le Baron de Courcel, Ambassadeur de France, à Son Excellence Monsieur le Marquis de Penafiel, Ministre de Portugal à Berlin

(a) Rive droite du Congo: La rive droite du Congo à l'Association depuis le Chiloango jusqu'au Congo, y compris le littoral.

(b) Rive gauche du Congo: Limite portugaise portée jusqu'auprès de Noki; Le méridien du point ci-dessus jusqu'à son intersection avec le sixième parallèle de latitude australe; le sixième parallèle de latitude australe jusqu'à son intersection avec le seizième méridien à l'est de Greenwich; de cette intersection au Kuango jusqu'à Camabambo; le Kuango vers le sud; droit pour le Portugal de créer un port à Noki, et droit de passage vers San Salvador. Droit pour l'Association de prolonger une route ou un chemin de fer jusqu'à un port franc en eau profonde sur la rive gauche du Congo.

B

Proposition d'arrangement avec le Portugal remise le 2 fevrier 1885 à Berlin par Son Excellence Monsieur le Baron de Courcel, Ambassadeur de France, à Son Excellence Monsieur le Marquis de Penafiel, Ministre de Portugal à Berlin

(a) Rive droite à l'Association à l'exception de Molembo et de Kabinda, avec un territoire déterminé par le parallèle passant à cinq kilomètres au nord de Molembo; au sud par la rivière de Kabinda, et à l'est par une ligne distante de dix kilomètres de la côte.

(b) Rive gauche au Portugal jusqu'au port de Noki. Le méridien passant par ce point jusqu'à sa rencontre avec le sixième parallèle de latitude australe; le sixième parallèle jusqu'à son intersection avec le quinzième méridien de longitude orientale de Greenwich; de cette intersection jusqu'à Camalambo; le Kuango au sud.

Chacune des deux parties aura la faculté de créer un port et d'ouvrir une route ou un chemin de fer sur le territoire de l'autre.

C

Son Excellence Monsieur le Marquis de Penafiel

Berlin, le 3 février 1885.—Monsieur le Ministre.—Je suis chargé par Lord Granville, à qui j'ai fait savoir que les négotiations afin d'arriver à une entente entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo, se poursuivaient ici, d'expri-

mer à V. E. la ferme opinion du Gouvernement de Sa Majesté, qu'il est désirable que cette entente se fasse aussitôt que possible.

J'ai en même temps l'honneur d'informer V. E., que Mr. Petre, Ministre de Sa Majesté à Lisbonne, a été chargé de faire la même communication au Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.=(Signé) *Edward B. Malet.*

D

His Excellency the Marquis de Penafiel

Berlin, February 7th 1885.—Monsieur le Marquis.—In the note which I addressed to Your Excellency on the 3rd instant I had the honour to express to you the strong opinion of Her Majesty's Government in favour of the Government of His Most Faithful Majesty coming to an early agreement with the International Association of the Congo.

I am now instructed by Earl Granville, Her Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, to explain to Your Excellency more precisely the views of Her Majesty's Government as to the nature of the agreement which, in their opinion, is desirable.

Starting from the point of view that it would be advantageous to the progress of civilisation and commerce that the Association should, without further delay, be so organised as to be able to give the best security for the maintenance of order and the progress of trade, and that a necessary condition to this end is the delimitation of its frontier, they have learnt with satisfaction that a Treaty has been signed at Paris, by which this object has been attained with reference to the frontier between it and France.

Her Majesty's Government urgently advise Portugal to follow this example without hesitation, and, as regards the negociation of the delimitation between her future frontiers and those of the Association, they recommend that, as the Portuguese colonies could not fail to have a sea-board of a vast extent, a certain sea-board should also be reserved for the Association, full and free access to the sea being essencial to the development and prosperity of an Africain State.

They therefore suggest that the North Bank of the Congo should belong to the Association as well as the cost-line from the mouth to the Chiloango River, with the exception of Cabinda and Molembo, and a district attached to them, to the possession of which it is understood that importance is attached by Portugal. It would then be open to Portugal to occupy the whole of the coast-line between Ambriz and the Chiloango, with the exception of the portion thus reserved for the Association, and the South Bank of the Congo up to the point where the frontier of the Association shall be fixed.

Her Majesty's Government desire me to point out to Your Excellency the solid

advantage which will acrue to Portugal by an arrangement which will at once gain for her the recognition of her contested rights in the neighbourhood of the Congo, with such exception only as shall arise from her own voluntary agreement with the Association on the lines above indicated, and I am to state that in urging such a solution on the acceptance of the Government of His Most Faithful Majesty, they feel assured that they are giving a further proof of their earnest desire to promote the real interests of Portugal.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.=(Signed.) *Edward B. Malet.*

TRADUCÇAO

A Sua Excellencia o Senher Marquez de Penafiel

Berlim, 7 de fevereiro de 1885.—Senhor Marquez.—Na Nota que dirigi a V. Ex.ª em 3 do corrente, tive a honra de manifestar a V. Ex.ª a opinião do Governo de Sua Magestade favoravel a que o Governo de Sua Magestade Fidelissima chegue a um prompto accordo com a Associação Internacional do Congo. Agora, recebo instrucções de Lord Granville, Secretario d'Estado de Sua Magestade na Repartição dos Negocios Estrangeiros, para expor a V. Ex.ª, de um modo mais preciso, as vistas do Governo de Sua Magestade quanto á natureza do accordo que é para desejar, segundo a opinião de mesmo Governo. Partindo do ponto de vista de que seria vantajoso, para o progresso da civilisação e do commercio, que a Associação, sem mais demora, se organisasse por fórma que désse a melhor segurança á manutenção da ordem e ao desenvolvimento do commercio, e de que a condição necessaria para este fim, é a delimitação das suas fronteiras, soube o mesmo Governo com satisfação, que foi assignado em París um Tratado, em virtude do qual se attingiu este fim com referencia ás fronteiras entre a Associação e a França.

O Governo de Sua Magestade urgentemente aconselha a Portugal que siga o exemplo sem hesitação, e, pelo que toca á negociação da delimitação entre as suas futuras fronteiras e as da Associação, recommenda que, visto as colonias portuguezas não poderem deixar de ter uma vasta orla maritima, seja tambem reservada uma certa parte de costa maritima á Associação, tornando-se essencial um completo e livre accesso até ao mar, para o desenvolvimento e para a prosperidade de um Estado Africano.

O mesmo Governo requer, portanto, que a margem norte do Congo pertença á Asssociação, assim como a linha da costa desde a embocadura do Chiloango, com excepção de Cabinda e Molembo, e o districto contiguo, a cuja posse se sabe que Portugal liga importancia.

Ficaria então Portugal no caso de occupar toda a linha da costa entre o Ambriz e Chiloango, com excepção da parte por esta fórma reservada á Associação, e toda a margem sul até ao ponto onde for fixada a fronteira da Associação.

Deseja o Governo de Sua Magestade que eu exponha a V. Ex.ª as solidas vantagens que hão de advir para Portugal de um accordo que lhe obterá desde já o reconhecimento dos seus contestados direitos nas vizinhanças do Congo, com a excepção unicamente proveniente do seu accordo proprio e voluntario com a Associação a respeito das linhas acima indicadas; e devo declarar que, insistindo para que esta solução seja acceita por parte do Governo de Sua Magestade Fidelissima, está certo o meu Governo de dar mais uma prova do seu mais vivo desejo de promover os verdadeiros interesses de Portugal.

Aproveito esta occasião, Senhor Ministro, para renovar a V. Ex.ª a segurança da minha mais alta consideração.=(Assignado) *Eduardo B. Malet.*

E

Auswärtiges Amt.—Berlin, le 7 Février 1885.—Monsieur le Marquis.—Le Baron de Courcel vient de m'informer que le Gouvernement de la République Française a proposé au Cabinet de Lisbonne un arrangement propre à régler les questions de délimitation entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Portugal et l'Association Internationale du Congo.

L'Empereur mon maître partage la manière de voir du Gouvernement Français, qu'il serait d'une utilité manifeste pour le Portugal, de favoriser dans le voisinage immédiat de ses colonies l'organisation d'un pouvoir régulier, capable d'assurer le maintien de l'ordre et la securité du commerce dans l'Afrique centrale, but principal de la Conférence réunie à Berlin. A cet effet, il est indispensable que le nouvel État du Congo soit constitué dans des conditions qui le mettent à même de remplir sa destination. A cet effet il sera indispensable que le territoire du nouvel État touche à la mer et qu'il domine au moins l'une des rives du Congo. Ce but pourra être atteint par la réunion aux possessions de l'Association de tous les territoires situés sur la rive droite du Congo jusqu'aux limites tracées en vertu du traité nouvellement conclu entre la France et l'Association, en réservant au Portugal les positions de Molembo et de Cabinda, auxquelles la Nation Portugaise attache une valeur particulière.

Le Gouvernement Impérial partage l'opinion que le Gouvernement Portugais ne devrait pas hésiter à s'arranger avec l'Association sur cette base, en se désistant de toute prétention sur des territoires situés au Nord du Congo en dehors des deux districts susmentionnés. En suivant ce conseil, le Portugal aurait l'avantage de voir sa souveraineté reconnue sur de vastes territoires où elle était généralement contestée jusqu'à ce jour.

En vous priant de vouloir bien porter ce conseil à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, le Gouvernement Impérial croit faire preuve de son désir de servir les véritables intérêts du Portugal.

Agréez, Monsieur le Marquis, l'assurance de ma haute considération.—A Monsieur le Marquis de Penafiel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Portugal=(Assignado) *v. Bismark.*

F

Ambassade de France.—Berlin, le 7 Février 1885.—Monsieur le Marquis.—Le Gouvernement Français ayant réglé, par voie de commune entente avec l'Association Internationale du Congo, les questions de délimitation qui restaient pendantes entre la France et cette Association, une convention consacrant l'accord intervenu a été signée à Paris le 5 de ce mois.

J'ai eu occasion de vous indiquer déjà le point de vue auquel mon Gouvernement s'est placé en traitant cette affaire, et je crois d'autant plus utile de le préciser avec vous, que dans notre conviction, une complète analogie de situation et d'intérêts existe entre le Portugal et la France, en ce qui concerne les relations à entretenir avec l'Association Internationale.

Il est d'une utilité manifeste pour les deux pays de favoriser, dans le voisinage immédiat de leurs colonies, l'organisation d'un pouvoir regulier, capable d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité du commerce, et constitué à cet effet dans des conditions qui le rendent véritablement viable.

Afin d'arriver à ce résultat, la France a consenti à des sacrifices territoriaux considérables. Mon Gouvernement est d'avis que le Portugal ne doit pas hésiter à suivre cet exemple et qu'il importe d'assurer au futur État du Congo un large et libre accès vers la mer. La puissance coloniale de votre pays étant appelée à un grand développement sur la rive gauche du Congo, la combinaison la plus simple serait d'attribuer à l'Association la rive droite, de manière à ce qu'elle disposât de tout le territoire compris entre le Tchiloango et le Congo.

Toutefois vous avez bien voulu me faire observer que des souvenirs historiques d'une haute valeur, se rattachent pour la Nation Portugaise, aux positions de Molembo et de Cabinda, comprises dans cette région, et que les noms mêmes de ces provinces figurent parmi les titres constitutionnels de la monarchie. Le Gouvernement Français s'est arrêté devant ce scrupule, mais il persiste à penser, qu'en dehors des deux districts en question, le Gouvernement Portugais agirait avec prudence en se désistant de toute prétention sur des territoires situés au nord du Congo.

L'avantage de voir la souveraineté Portugaise immédiatement reconnue sur de vastes territoires où elle était contestée jusqu'à ce jour, doit contrebalancer assurément, aux yeux du Cabinet de Lisbonne, le sacrifice plus apparent que réel auquel consentirait le Portugal.

Recevez, Monsieur le Marquis, les assurances de ma haute considération.—A Son Excellence Monsieur le Marquis de Penafiel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Portugal.=(Assignado) *Alph. de Courcel.*

G

Projet de Convention entre le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, le Gouvernement de la République Française et l'Association Internationale du Congo

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, le Gouvernement de la République Française, et l'Association Internationale du Congo, désirant fixer d'une manière définitive les limites des possessions respectives du Portugal et de l'Association Internationale du Congo dans l'Afrique occidentale, ont muni de pleins pouvoirs à cet effet, à savoir:

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, le Roi de Portugal et des Algarves..

Le Gouvernement de la République Française.........................

L'Association Internationale du Congo..............................

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ARTICLE I

L'Association Internationale du Congo déclare étendre au Portugal les avantages qu'elle a concédés aux États-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas, à l'Espagne et à la France, en vertu des conventions que elle a conclues avec ces diverses Puissances aux dates respectives des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24, 29 décembre 1884, 7 janvier et 5 février 1885.

ARTICLE II

L'Association Internationale du Congo s'engage à ne jamais accorder d'avantages de quelque nature qu'ils soient aux sujets d'une autre nation sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de Sa Majesté le Roi de Portugal.

ARTICLE III

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves et l'Association Internationale du Congo adoptent pour frontières entre leurs possessions:

(a) Au nord du Congo.—Une ligne droite reliant l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'océan au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha à Cabo-Lombo; le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'au méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla, les cours du Luculla jusqu'à la confluence du Lubuz, le cours du Lubuz jusqu'à un myriamètre en amont du confluent, et le méridien du point ainsi déterminé jusqu'au Chiloango (Luango-Luce.)

(c) Au sud du Congo.—La ligne moyenne du cours du fleuve Congo jusqu'à l'embouchure de la rivière, remontant celle-ci jusqu'à parallèle de Noqui, puis suivant ce parallèle jusqu'au cours du Cuango et celui-ci en amont. Les lignes sus-

indiqués constituant les limites septentrionales et nord-est de la Province portugaise d'Angole. Chacune des trois parties contractantes reconnaît les limites respectives des possessions du Portugal et de l'Association Internationale du Congo qui sont assignées ci-dessus.

ARTICLE IV

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves est disposé à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association Internationale du Congo sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

ARTICLE V

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves reconnaît le drapeau de l'Association Internationale du Congo,— drapeau bleu avec étoile d'or au centre, — comme le drapeau d'un Gouvernement ami.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiares respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

ARTICLES ANNEXES

I.—Le Portugal s'engage à accorder à l'Association ou à l'État à former par elle le droit de créer sur ses territoires de la rive gauche du Congo, au point où s'arrête la grande navigation un port franc avec immunité de tous impôts et charges, liberté absolue d'exploitation par les propres agents de l'Association et concessions gratuites des terrains nécessaires pour la construction de quais, magasins, gares, etc.

Le Portugal s'engage en outre à accorder à l'Association ou à l'État à fonder par elle, le droit de relier ses possessions au port susmentionné par une route ou un chemin de fer avec gratuité des terrains nécessaires, tant pour la route et le chemin de fer, que pour ses dépendances.

Le port et la route ou le chemin de fer dont il est question aux paragraphes précédents resteront placés sous la Souveraineté du Portugal mais ils seront absolument affranchis de son contrôle. L'Association aura le droit exclusif de les administrer et de les exploiter, ainsi que de fixer les tarifs qui, toutefois, ne pourront être différentiels. Le Portugal ne s'immiscera d'aucune manière dans le trafic ou l'administration du port, de la route ou du chemin de fer.

II.—Le Portugal s'engage à ne mettre d'obstacles d'aucune espèce à ce que l'Association Internationale du Congo ou l'État à former par elle recrute pour son service des indigènes sur les territoires portugais.

N.º 93

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Telegramma.

Lisboa, 10 de fevereiro de 1885.—Eis a resposta do Governo Portuguez: Este Governo, para condescender com os desejos das Potencias, cederá a margem direita, mas com excepção de Banana. Banana faz parte do territorio de Cabinda e os seus naturaes acabam de solicitar e obter o dominio portuguez; é tambem um dos tres unicos portos de commercio na margem direita, e dos quaes a Internacional ficará com dois e os melhores. Em taes circumstancias não é possivel ceder este ponto, sem haver da parte das Potencias allegação de rasões, que possam justificar este sacrificio. Se v. ex.ª achar conveniente póde dar por escripto esta resposta ao Governo Allemão e aos representantes da França e Inglaterra, ou expor-lhes verbalmente as nossas rasões. As outras duas concessões que pede a Internacional sobre engajamento de serviçaes e caminho de ferro não são acceitaveis e não poderiam em caso algum figurar no tratado onde se não póde admittir nada alem do que as Potencias já pediram por escripto.

N.º 94

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 11 de fevereiro de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Em additamento ao officio que hontem tive a honra de dirigir a V. Ex.ª, apresso-me a enviar-lhe por copia as novas propostas que a Associação Internacional do Congo fez hontem relativamente ao caminho de ferro na margem esquerda do rio e ao contrato de serviçaes nas possessões africanas de Portugal.

Já dei conhecimento a V. Ex.ª pelo telegrapho d'estas novas propostas, bem como das instancias que fez o Embaixador de França para que o Governo de Sua Magestade tomasse brevemente uma resolução sobre a limitação amigavel dos seus territorios no Congo, pois estava certo de que a Associação Internacional não desceria das suas pretensões, e S. Ex.ª teria de cessar a sua intervenção, logo que as condições apresentadas por aquella sociedade não fossem acceitas.

Deus guarde, etc.

A

Segunda proposta feita a 10 de fevereiro per intermedio do Embaixador de França

Caminho de ferro

Dans le cas où l'Association Internacionale ou l'État à fonder par elle, jugerait utile de construire sur la rive gauche du Congo une route ou un chemin de fer di-

rect entre le Stanley-Pool et un endroit du fleuve accessible à la grande navigation le Portugal s'engage à laisser prolonger sur son territoire cette route ou ce chemin de fer et à donner toutes les facilités nécessaires pour la construction de la voie et de ses dépendances, ainsi que pour l'établissement du port franc auquel elle aboutirait et qui serait ouvert au commerce de toutes les Nations. L'Association Internationale aura le droit exclusif d'administrer et d'exploiter la voie comme le port et d'en fixer les tarifs, qui seront conformes aux principes énoncés dans l'article IV de l'acte de navigation du Congo.

Il est entendu que ces tarifs n'auront en aucun cas de caractère differentiel et qu'ils seront les mêmes pour les marchandises provenant ou en destination des possessions portugaises que pour les marchandises de même nature provenant ou en destination de possessions de l'Association Internationale. Si, dans le but de développer le trafic de ses possessions le Gouvernement Portugais désirait raccorder à la susdite route ou au susdit chemin de fer des voies de communication affluentes les mêmes facilités lui seront assurées par réciprocité sur les territoires de l'Association.

Recrutamento

Les indigènes ou nationaux ressortissant soit du Portugal, soit de l'Association ou de l'État à fonder par elle auront le droit de porter leur travail dans les possessions de l'une et de l'autre des parties contractantes. Il est bien entendu que la liberté des travailleurs devra être complètement sauvegardée dans les contracts qu'ils pourraient souscrire; qu'aucune atteinte ne pourra être portée aux engagements résultant des actes de la Conférence de Berlin en ce qui concerne l'esclavage ou la traite et que ni le Portugal ni l'Association ou l'État à fonder par elle n'entendent déroger aux arrangements qu'ils ont conclus ou pourraient conclure avec d'autres États au sujet de l'enrôlement ou de transport des travailleurs.

N.º 95

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 12 de fevereiro de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Tenho a honra de enviar a V. Ex.^a^ copia das notas que dirigi hontem ao Chanceller do Imperio e aos Embaixadores de França e Inglaterra, em conformidade das instrucções de V. Ex.^a^, contidas no seu telegramma de 10 do corrente, hontem recebido; logo que obtenha resposta por escripto ás alludidas notas apressar-me-hei em a communicar a V. Ex.^a^

Deus guarde, etc.

A

Le Marquis de Penafiel à Son Altesse Serénissime le Prince de Bismarck, Chancellier de l'Empire d'Allemagne

Berlin, le 11 février 1885.—Mon Prince.—J'ai transmis à mon Gouvernement la Note que Votre Altesse Sérénissime m'a fait l'honneur de m'adresser le 7

courant, au sujet des conditions que le Gouvernement Français croit essentielles pour que le Portugal arrive à une entente avec l'Association Internationale du Congo sur leurs limites respectives. Je m'empresse de communiquer à Votre Altesse Sérénissime la réponse que je viens de recevoir.

Le Gouvernement Portugais désireux avant tout de remplir les devoirs qui incombent à toute Puissance de suivre les conseils de Nations amies, témoigne de son vif désir de se conformer en cette occasion à ceux qu'il a reçus de la part de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, et qui tous lui indiquent la même voie.

Il y a pourtant une condition à laquelle le Gouvernement ne peut souscrire, et il m'ordonne d'en donner la raison aux trois Puissances. Banana fait partie du territoire de Cabinda, les indigènes viennent de faire tout récemment appel á l'autorité Portugaise, et nous y avons un poste médical et une administration postale, enfin c'est un des trois ports de commerce sur le Congo, et ces ports se trouvent tous sur la rive droite.

L'Association en gardant deux, il est juste que le Portugal conserve au moins celui qui réunit les conditions que je viens de faire ressortir. Je saisis cette occasion, mon Prince, pour renouveler à Votre Altesse Sérénissime l'expression de mon profond respect et ma plus haute considération.=(Signé) *Marquis de Penafiel.*

N. B. Uma Nota identica foi dirigida na mesma data a Sir Edward B. Malet, Embaixador de Inglaterra em Berlim.

B

Le Marquis de Penafiel à Son Excellence le Baron de Courcel, Ambassadeur de France à Berlin

Berlin, le 11 février 1885.—Monsieur l'Ambassadeur.—J'ai transmis à mon Gouvernement la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser le 7 courant au sujet des conditions essentielles pour que le Portugal arrive à une entente avec l'Association Internationale du Congo sur leurs limites respectives. Je m'empresse de communiquer à V. E. la réponse que je viens de recevoir. Le Gouvernement Portugais désireux avant tout de remplir les devoirs qui incombent à toute Puissance de suivre les Conseils de Nations amies, témoigne de son vif désir de se conformer en cette occasion à ceux qu'il a reçus de la part de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, et qui tous lui indiquent la même voie. Il y a pourtant une condition à laquelle ce Gouvernement ne peut souscrire, et il m'ordonne d'en donner la raison aux trois Puissances.

Banana fait partie du territoire de Cabinda, les indigènes, récemment encore, viennent de faire un appel à l'autorité portugaise, et nous y avons un poste médical et une administration postale, enfin c'est un des trois ports de commerce sur le Congo, et ces ports se trouvent tous sur la rive droite. L'association en gardant deux, il est juste que le Portugal conserve au moins celui qui réunit les conditions que je viens de faire ressortir.

Quant aux exigences que présente l'Association Internationale du Congo par rapport à la construction d'un chemin de fer et d'un port libre sur la rive gauche de ce fleuve, et à l'engagement de travailleurs dans les possessions africaines du Portugal, mon Gouvernement se borne à répondre qu'elles ne sauraient être faites par un traité de limites et qu'il ne lui est possible de réaliser en faveur de l'Association Internationale du Congo que les sacrifices exigés pour les Puissances au nom de l'intérêt général du commerce européen ou de la civilisation africaine.

Je saisis, monsieur l'Ambassadeur, cette occasion pour renouveler à V. E. l'expression de ma plus haute considération. = (Signé) *Marquis de Penafiel.*

N.º 96

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 15 de fevereiro de 1885. — Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr. — Confirmando o meu telegramma d'esta manhã, tenho a honra de levar ao conhecimento de V. Ex.ª que foi hontem assignada na embaixada de França n'esta côrte a convenção entre Portugal e a Associação Internacional do Congo, que junto remetto por copia. (Annexo A)

Conjunctamente envio a V. Ex.ª, tambem por copia, as notas que o Chanceller do Imperio, e os Representantes da França e da Gran-Bretanha me dirigiram a 13 do corrente em resposta ás minhas de 11 e á exposição dos motivos que devem levar o Governo de Sua Magestade Fidelissima a não insistir nas objecções relativas á cessão de Banana, a que já me referi no telegramma que em 13 do corrente, pelas duas horas da tarde, tive a honra de dirigir a V. Ex.ª (Annexo B)

Deus guarde, etc.

A

Convenção entre Portugal e a Associação Internacional do Congo

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves, etc., etc., etc.; e

Sua Magestade o Rei dos Belgas, como fundador da Associação Internacional do Congo, e em nome d'esta associação, animados do desejo de regular por meio de uma Convenção as relações da Monarchia Portugueza com a Associação Internacional do Congo, e desejosos de fixar ao mesmo tempo os limites das suas possessões respectivas na Africa occidental, concertaram-se para este fim sob a mediação amigavel da Republica Fran-

Convention entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo

Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.; et

Sa Majesté le Roi des Belges, agissant comme fondateur de l'Association Internationale du Congo, et au nom de cette Association, animés du désir de régler par une Convention les rapports du Portugal avec l'Association Internationale du Congo, et désirant fixer en même temps les limites de leurs possessions respectives dans l'Afrique Occidentale, se sont concertées à cette fin, sous la médiation amicale de la République

ceza, e tendo chegado a um accordo sobre estes diversos pontos, resolveram sanccional-o por meio de uma Convenção e muniram de plenos poderes para esse effeito;

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves: o sr. Antonio José da Serra Gomes, Marquez de Penafiel, Par do Reino, Official Mór da sua casa, Gran-Cruz da Ordem de Nossa Senhora da Conceição de Villa Viçosa, Commendador da Ordem de Nosso Senhor Jesus Christo, seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario junto a Sua Magestade o Imperador da Allemanha, Rei da Prussia, etc., etc.;

Sua Magestade o Rei dos Belgas: o sr. Maximilien Charles-Ferdinand-Strauch, Coronel no exercito belga, Official da sua Ordem de Leopoldo, Commendador da Ordem da Legião de Honra, Presidente da Associação Internacional do Congo; os quaes depois de terem trocado os seus plenos poderes, que acharam em boa e devida fórma, concordaram nos artigos seguintes:

ARTIGO I

A Associação Internacional do Congo declara tornar extensivas a Portugal as vantagens que ella concedeu aos Estados Unidos da America, ao Imperio da Allenha, á Inglaterra, á Italia, á Austria-Hungria, aos Paizes-Baixos, á Hespanha, á França e aos reinos unidos da Suecia e Noruega, em virtude das Convenções por ella concluidas com estas differentes Potencias nas datas de 22 de abril, 8 de novembro, 16, 19, 24 e 29 de dezembro de 1884, 7 de janeiro, 5 e 10 de fevereiro de 1885, das quaes Convenções a Associação Internacional se obriga a entregar copias authenticas ao Governo de Sua Magestade Fidelissima.

Française et un accord s'étant établi entre eux sur ces divers points, ont résolu de le sanctionner par une Convention, et muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs:

Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves: le sieur Antonio José de Serra Gomes, Marquis de Penafiel, Pair du Royaume, Grand Officier de sa maison, Grand Croix de l'Ordre de Notre Dame de la Conception de Villa Viçosa, Commandeur de l'Ordre de Notre Seigneur Jésus Christ, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi des Belges: le sieur Maximilien Charles-Ferdinand-Strauch, Colonel dans l'armée belge, Officier de son ordre de Leopold, Commandeur de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Président de l'Association Internationale du Congo; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ARTICLE I

L'Association Internationale du Congo déclare étendre les avantages qu'elle a concédées aux États Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas, à l'Espagne, à la France et aux Royaumes Unis de Suède et Norvège, en vertu des Conventions qu'elle a conclues avec ces diverses Puissances aux dates des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24 et 29 décembre 1884, 7 janvier, 5 et 10 février 1885, et dont l'Association s'engage à remettre des copies authentiques au Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

ARTIGO II

A Associação Internacional do Congo obriga-se outrosim a não conceder nunca vantagens de qualquer natureza que sejam, aos subditos de uma outra Nação sem que essas vantagens se tornem immediatamente extensivas aos subditos de Sua Magestade Fidelissima.

ARTIGO III

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves e a Associação Internacional do Congo adoptam para fronteiras entre as suas possessões respectivas na Africa Occidental; a saber:

Ao norte do Zaire (Congo), a recta que une a embocadura do rio que se lança no Oceano Atlantico ao sul da bahia de Cabinda, junto de Ponta Vermelha, a Cabo Lombo; o parallelo d'este ultimo ponto prolongado até á sua intersecção com o meridiano da confluencia do Culacalla com o Lu-culla; o meridiano assim determinado até ao seu encontro com o rio Lu-culla; o curso do Lu-culla até á sua confluencia com o Chiloango (Luango Luce);

O curso do rio Zaire (Congo), desde a sua foz até á confluencia do pequeno rio Uango-Uango; o meridiano que passa pela foz do pequeno rio de Uango-Uango, entre a feitoria hollandeza e a feitoria portugueza, de modo que deixe esta ultima em territorio portuguez, até ao encontro d'este meridiano com o parallelo de Noqui; o parallelo de Noqui até á sua intersecção com o rio Cuango (Kuango); a partir d'este ponto na direcção do sul o curso do Cuango (Kuango).

ARTICLE II

L'Association Internationale du Congo s'engage en outre à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient aux sujets d'une autre Nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de Sa Majesté Très-Fidèle.

ARTICLE III

Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves et l'Association Internationale du Congo adoptent pour frontières entre leurs possessions respectives dans l'Afrique Occidentale; savoir:

Au nord du fleuve Congo (Zaire): la droite joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'Océan Atlantique au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha, à Cabo Lombo; le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla; le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla; le cours du Lu-culla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango-Luce);

Le cours du Congo (Zaire), depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec la petite rivière de Uango-Uango; le méridien qui passe par l'embouchure de la petite rivière de Uango-Uango, entre la factorerie hollandaise et la factorerie portugaise, de manière à laisser cette dernière en territoire portugais, jusqu'à la rencontre de ce méridien avec le parallèle de Noqui; le parallèle de Noqui jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango); a partir de ce point dans la direction du sud, le cours du Kuango (Cuango).

ARTIGO IV

Uma commissão composta de representantes das duas Partes Contratantes, em numero igual de cada lado, será encarregada de executar no terreno a demarcação da fronteira, na conformidade das estipulações precedentes.

Em caso de divergencia, a decisão será tomada por Delegados, que serão nomeados pela Commissão Internacional do Congo.

ARTIGO V

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves está disposta a reconhecer a neutralidade das possessões da Associação Internacional do Congo com a reserva de discutir e regular as condições d'esta neutralidade de accordo com as outras Potencias representadas na Conferencia de Berlim.

ARTIGO VI

Sua Magestade Fidelissima El-Rei de Portugal e dos Algarves reconhece a bandeira da Associação Internacional do Congo — bandeira azul com estrella de oiro no centro — como a bandeira de um Governo amigo.

ARTIGO VII

A presente Convenção será ratificada e as ratificações serão tròcadas em París no praso de tres mezes ou antes se possivel for.

Em testemunho do que os Plenipotenciarios das duas Partes Contratantes, assim como o Ex.^mo Sr. Barão de Courcel, Embaixador Extraordinario e Plenipotenciario de França em Berlim, como Representante da Potencia medianeira, assignaram a presente Convenção, e lhe pozeram os seus sêllos.

ARTICLE IV

Une commission composée de représentants des deux Parties Contractantes en nombre égal de chaque côté, sera chargée d'éxécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes.

En cas de différend, le règlement en sera arrêté par des délégués qui seront nommés par la commission internationale du Congo.

ARTICLE V

Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves est disposée à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association Internationale du Congo, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

ARTICLE VI

Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves reconnaît le drapeau de l'Association Internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un Gouvernement ami.

ARTICLE VII

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris dans un délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes, ainsi que S. E. Monsieur le Baron de Courcel, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de France à Berlin, comme Représentant de la Puissance médiatrice, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachets.

Feito em triplicado em Berlim, aos 14 dias do mez de fevereiro de 1885.

Fait en triple à Berlin le 14 jour du mois de février l'an 1885.

(L. S.) = (Signé) *Marquis de Penafiel.* (L. S.) = (Signé) *Strauch.*
(L. S.) = (Signé) *Alph. de Courcel.*

B

A Monsieur le Marquis de Penafiel, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de Portugal

Berlin le 13 février 1885.—Monsieur le Marquis.—Vous avez bien voulu me faire savoir par votre lettre en date d'hier que le désir de votre Gouvernement était de se conformer aux conseils amicaux qui lui ont été donnés au nom de la France, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, afin d'arriver à une entente sur les questions de délimitation avec l'Association Internationale du Congo.

En vous félicitant de cette détermination que je crois dictée par un sentiment vrai des interêts du Portugal, je dois cependant vous éclairer sur un point qui semble encore faire doute pour le Cabinet de Lisbonne. Le Gouvernement Français, en conseillant au Portugal de borner aux districts de Molembo et de Cabinda ses prétensions sur la rive droite du Congo, n'a pu envisager Banana comme devant être compris dans les limites réservées à la Souveraineté Portugaise. D'après son opinion qui est partagée par les Gouvernements d'Allemagne et d'Angleterre, il est d'un intérêt commun que le futur Etat du Congo ait un libre accès à la mer par une bande de territoire située au Sud de Cabinda, de façon à ce que les deux rives du fleuve se trouvent, jusqu'à l'embouchure même, placées sous des autorités différentes. Il me paraît très utile, en vue du bon accord général, que vous engagiez votre Gouvernement à ne pas insister sur ses objections concernant Banana. La proposition que les trois Puissances vous ont transmise forme en effet un tout indivisible, et c'est seulement après acceptation des limites indiquées, qu'elles se trouveront en mesure de reconnaître les droits territoriaux respectifs du Portugal et de l'Association.

Recevez, M. le Marquis, les assurances de ma haute considération. = (Signé) *Alph. de Courcel.*

C

His Excellency the Marquis de Penafiel

Berlin, February 13th 1885.—Monsieur le Ministre. I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's Note of the 11th instant in which you are so good as to informe me of the desire of the Government of His Most Faithful Majesty to accede to the friendly advice tendered by the Governments of England, France and Germany with a wiew to arriving at an agreement on questions of territorial delimitation with the International Association of the Congo.

I receive this assurance with satisfaction, because I believe it to be in harmony

with the true interests of Portugal. I must, however, make some further observations upon a point with regard to which His Majesty's Government appear still to entertain a doubt.—In recommending Portugal to restrict her pretensions on the Right Bank of the Congo and the Coast-line to the districts of Molembo and Cabinda, Her Majesty's Government did not contemplate that Banana should come within the limits of Portuguese Sovereignty. According to their opinion, which is shared by the Governments of Germany and France, it is to the advantage of all that the future State of the Congo should have free access to the sea, and that its territory should begin south of Cabinda, in such a manner that two banks of the river should, as far as its mouth, be under different authority.—It appears to me that it would be very useful in the interests of a good understanding if Your Excellency were to urge your Government not to press objections with regard to Banana. The contents of the Notes addressed to you by the three Powers form a whole which cannot be divided, and it is only, if the delimitations suggested are adopted, that the Governments will find themselves in a position to recognize the territorial rights of Portugal and the Association respectively.—I avail myself of this opportunity, M. le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.= (Signed) *Edward B. Malet.*

TRADUCÇÃO

Ao Ex.^mo^ Sr. Marquez de Penafiel

Berlim, 13 de fevereiro de 1885—Senhor Ministro—Tenho a honra de accusar a recepção da Nota de V. Ex.ª de 11 do corrente, em que V. Ex.ª tem a bondade de me informar dos desejos do Governo de Sua Magestade Fidelissima de acceder ao amigavel conselho dos Governos da Inglaterra, da França, e da Allemanha com o intento de se chegar a um accordo sobre as questões de delimitação territorial com a Associação Internacional do Congo.

Recebo esta informação com prazer, porque a julgo em harmonia com os verdadeiros interesses de Portugal. Devo, comtudo, fazer mais algumas considerações ácerca de um ponto, a respeito do qual o Governo de Sua Magestade parece ter ainda uma duvida.

Recommendando a Portugal que restrinja as suas pretensões na margem direita do Congo, e na linha da costa, aos districtos de Molembo e Cabinda, o Governo de Sua Magestade não teve em vista que Banana ficasse dentro dos limites da Soberania portugueza. Na opinião do mesmo Governo, partilhada pelos Governos da Allemanha e da França, é vantajoso para todos que o futuro Estado do Congo tenha communicação livre até ao mar, e que o seu territorio comece ao sul de Cabinda, de fórma que as duas margens do Rio, até á embocadura, fiquem sujeitas a auctoridades diversas. Parece-me que seria muito util, no interesse da boa intelligencia de todos, que V. Ex.ª instasse com o seu Governop ara não fazer objecções com relação a Banana. O conteúdo das Notas dirigidas a V. Ex.ª pelas tres Potencias forma um conjuncto que se não póde dividir; e, sómente, se a delimitação su-

gerida for adoptada, ficarão os Governos em posição de reconhecer os direitos territoriaes de Portugal, e da Associação respectivamente.

Aproveito a occasião para renovar a V. Ex.ª as seguranças da minha mais alta consideração=(Assignado) *Eduardo B. Malet.*

D

Ambassade de France en Allemagne

Berlin, le 13 février 1885.—Monsieur le Marquis. Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre lettre en date du 11 courant, que le désir de votre Gouvernement était de se conformer aux conseils amicaux qui lui ont été donnés au nom de l'Allemagne, de la France et de la Grande Bretagne, afin d'arriver à une entente sur les questions de délimitation avec l'Association Internationale du Congo.

En vous félicitant de cette détermination, que je crois dictée par un sentiment vrai des intérêts du Portugal, je dois cependant vous éclairer sur un point qui semble encore faire doute pour le Cabinet de Lisbonne. Le Gouvernement Allemand, en conseillant au Portugal de borner aux districts de Molembo et de Cabinda, ses prétentions sur la rive droite du Congo, n'a pu envisager Banana comme devant être compris dans les limites reservées à la Souveraineté Portugaise. D'après son opinion qui est partagée par les Gouvernements de France et d'Angleterre, il est d'un intérêt commun que le futur Etat du Congo ait un libre accès à la mer, par une bande de territoire située au sud de Cabinda, de façon a ce que les deux rives du fleuve se trouvent, jusqu'à l'embouchure même, placées sous des autorités différentes. Il me paraît donc très utile, en vue du bon accord général, que vous engagiez votre Gouvernement à ne pas insister sur ces objections concernant Banana. La proposition que les trois Puissances vous ont transmise forme en effet un tout indivisible, et c'est seulement après acceptation des limites indiquées qu'elles se trouvent en mesure de reconnaître les droits territoriaux respectifs du Portugal et de l'association.

Agréez, M. le Ministre, l'expression de ma haute considération.=(Signé) *Alph. de Courcel.*

N.º 97

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 16 de fevereiro de 1885.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Já V. Ex.ª foi informado de que hontem assignei na Embaixada de França a Convenção entre Portugal e a Associação Internacional do Congo, com a mediação da Republica Franceza.

Por este documento, remettido por copia a V. Ex.ª com o meu anterior officio, se concluiu a longa pendencia entre os direitos constantemente reclamados pela Corôa Portugueza, e os variados interesses que se lhe tinham successivamente opposto.

Ha perto de um seculo fôra assignado o Tratado de Madrid, com a mediação

da Hespanha. No Congresso de Vienna, haviam-nos ficado reservados os nossos direitos aos territorios entre 8° e 5° 12′, sem que tivessemos obtido a sua posse, apesar dos esforços de um dos nossos mais illustres diplomatas, o Duque de Palmella. O tratado de 26 de fevereiro preterito não obtivera nem a consagração da opinião na Gran-Bretanha, nem o assentimento da Europa. Manifestára-se abertamente contra elle, tanto em documentos diplomaticos, como em reuniões parlamentares o Principe de Bismarck.

Homens eminentes sustentavam, mesmo em Portugal, a opinião de que sómente deviamos reclamar para limite da nossa Provincia de Angola, a margem esquerda do Zaire, abandonando os territorios que ficam ao norte d'este rio, em troco do reconhecimento do nosso dominio na margem esquerda.

Folhas portuguezas sustentavam a mesma opinião, encontrando immediatamente quem as vertesse para mais conhecido idioma.

Os nossos adversarios compravam com generosa mão todos os meios de publicidade para espalharem profusamente contra nós todas as calumnias que podiam prejudicar-nos e perder-nos na opinião da Europa.

Quando se abriu a conferencia de Berlim todos os obstaculos se oppunham á consagração dos nossos tradicionaes direitos.

Que meios e que esforços se empregaram para os vencer, sabe-o V. Ex.ª e não careço de recordar-lh'os; apenas me atrevo a mencional-os a fim de que V. Ex.ª possa melhor apreciar o documento que eu tive a honra de enviar-lhe.

Por elle alcançâmos um limite perfeitamente definido para a Provincia de Angóla, prolongando até ao Cuango o parallelo de Noqui, e por esta fórma assegurando e favorecendo o desenvolvimento do Reino do Congo, sujeito d'esde seculos á vassallagem da Corôa Portugueza.

Ao norte do grande rio obtivemos um districto que, se não é tão vasto quanto poderiamos desejal-o, conserva ao menos para a monarchia o dominio de Cabinda, Molembo e Landana, com a parte navegavel do Chiloango ou Luango-Luce. A raça dos Cabindas fica-nos assegurada, recebendo a paga da sua fidelidade tradicional, na propria excepção que obtivemos para ella ao fazermos cedencia da margem direita do Congo.

Foi por certo dolorosa para nós esta cedencia, sem ao menos conservarmos o porto de Banana, que tantas circumstancias fizeram nosso.

Defendemol-o porém até ao ultimo extremo, e se o abandonámos foi porque era impossivel deixar de acceder aos rogos das tres Potencias, que nos dirigiram, em 13 do corrente, os documentos que por copia enviei a V. Ex.ª, com o meu officio de hontem.

Conformando-me com as ordens que por via telegraphica recebi de V. Ex.ª, accedi portanto á nova instancia e communiquei ao Barão de Courcel que estava prompto para asssignar o Tratado conforme as exigencias da Allemanha, França e Gran-Bretanha.

Por telegramma tambem disse eu a V. Ex.ª que perigos graves nos ameaçavam se julgassemos dever recusar-nos a satisfazer a estas exigencias.

Portugal era já a ultima potencia que se oppunha aos desejos de Sua Magestade o Rei dos Belgas, que a Europa inteira patrocinava.

Uma Nação pequena, de ha muito esquecida pelos concilios europeus, ousára durante um mez demorar a Conferencia, e impedil-a de chegar a um resultado. Accumulavam-se e cresciam as impaciencias de interessados e dos mesmos indifferentes. O publico mesmo esperava ancioso o resultado de uma contenda em que uma só Nação se oppunha com a força de um velho direito ao interesse do mundo inteiro.

Poderá alguma extremada sensibilidade pratiotica sentir-se offendida vendo-nos reconhecer, como a de Governo amigo, a bandeira da Associação internacional do Congo. Como evital-o porém?

Amigos se tornam, por necessidade da paz e da tranquillidade geral, os que na vespera ainda pelejavam nos campos de batalha; amigos se conservam os que vencidos perderam provincias, para com os vencedores, que as adquiriram; e, se os povos não esquecem as offensas, perdoam-nas os Governos, no proprio interesse d'aquelles.

Contribue para nos tornar mais facil este perdão a propria attitude que têem tomado para com os Representantes de Sua Magestade Fidelissima os de Sua Magestade o Rei Leopoldo II, como se quizessem procurar absolvição para as culpas da Associação Internacional Africana, nos extremos de cortezia de que usam para comnosco, e na visivel alegria que manifestam por termos firmado a paz, confessando os erros que praticaram mal aconselhados agentes, que fomentaram a guerra entre Portugal e a Associação, quando tanta vantagem teriam logrado alcançar com o apoio da nossa influencia e da nossa auctoridade em assumptos africanos.

De todos os lados vem felicitar-me os Plenipotenciarios das diversas Nações; todos me significam o agrado com que foi vista pela Europa inteira esta solução pacifica de uma longa lucta; todos me domonstram em termos perfeitamente claros que havia perigo, e grave, em nos oppormos pela resistencia illimitada á vontade d'aquelles que dominam o mundo pela força que lhes dá o numero dos seus soldadados, e o poder das suas esquadras.

Mal conhecedores dos factos em que apoiâmos o nosso direito, estranhavam que resistissemos tanto, e a nossa resistencia irritava a opinião geral, que não descia a estudar-lhe os motivos.

Os mais leaes amigos nos deram de conselho a solução pacifica, e se apressaram a felicitar-nos por esta, graças á qual nos ficam bem definidos e garantidos os direitos por um acto em que a França tomou parte para lhe dar ainda maior solemnidade, e attenuar as resistencias que poderiamos oppor a tratar com a Associação Internacional do Congo.

Permitta-me V. Ex.ª que eu por esta occasião testemunhe da lealdade com que o Embaixador de França em Berlim conduziu toda esta negociação, desempenhando o seu difficil papel de mediador, tanto mais arduo n'este caso que se procurava conciliar o direito de uns, com o interesse dos contrarios, quando nem aquelles queriam respeitar taes direitos, nem estes curavam de similhantes interesses.

Não terminarei este officio sem agradecer a V. Ex.ª as provas de confiança que se dignou dar-me durante esta longa negociação, levando-a felizmente a cabo de uma fórma que juizes imparciaes consideram honrosa para Portugal e vantajosa para os seus interesses.

Deus guarde, etc.

N.º 98

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 17 de fevereiro de 1885.—Ill.^mo e Ex.^mo Sr.—No meu officio em data de 10 do corrente, referi-me a duas exigencias apresentadas pela Associação International do Congo e communiquei a V. Ex.ª que desde logo dissera ao Embaixador de França, por quem me foram transmittidas, que o Governo de Sua Magestade nunca poderia acceder a ellas.

Referia-se uma á construcção de um caminho de ferro na margem esquerda do Zaire, e outra á auctorisação para contratar serviçaes nas possessões portuguezas, a favor da Associação Internacional do Congo.

A maneira firme e resoluta por que foram acolhidos aquelles novos pedidos da Associação, bem depressa fez comprehender a esta que Portugal, não sómente recusaria consignar similhantes condições n'um Tratado de limites, mas até se negaria a fazer quaesquer concessões separadas a este respeito.

Ao mesmo tempo adquiria eu a certeza de que as Potencias que se tinham dirigido a Portugal a fim de solicital-o para chegar a accordo com a Sociedade Belga, não reputavam as referidas concessões como indispensaveis para o desenvolvimento do futuro Estado, e que portanto o Governo Portuguez não prejudicaria com a sua recusa as boas relações que tanto deseja manter com as tres Potencias amigas.

Desistiu, portanto, a Associação do seu empenho, porém o Embaixador de França manifestou-me o desejo de que eu lhe fizesse saber que esta recusa não era movida pela intenção de tolher a realisação da via ferrea quando mesmo ella podesse ser favoravel aos nossos interesses; ou o proposito de impedir a Associação Internacional de obter trabalhadores nos nossos territorios, por via de medidas especiaes e sómente contra ella dirigidas.

N'uma palavra, desejava o Representante da Potencia medianeira poder assegurar á Associação do Congo que o Governo Portuguez não abrigava a intenção de contrariar por meios indirectos o desenvolvimento do novo Estado, ao qual fizera cedencia de uma parte dos territorios que reclamava, sómente para satisfazer ao que simultaneamente era pedido pela Allemanha, França e Inglaterra.

Certo de que o Governo de Sua Magestade havia de manter sempre para com a Associação Internacional os preceitos de cavalheirosa lealdade, que as tradições portuguezas nunca desmentiram, não duvidei responder á carta remettida por copia com este officio, em que o Barão de Courcel consignou o seu pedido pela fórma que V. Ex.ª poderá apreciar pela copia junta.

Annexo A
Annexo B

Espero ter procedido n'este ponto em conformidade com as intenções de V. Ex. e merecer a sua approvação.

Deus guarde, etc.

A

O Sr. Barão de Courcel ao Sr. Marquez de Penafiel

Berlin, le 14 février 1885.—Monsieur le Marquis.—Au moment où va se clore entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo la négociation pour laquelle les deux parties ont bien voulu recourir à la médiation amicale de la France, et afin de prévenir toute préoccupation fâcheuse, je crois utile de signaler à votre attention deux points, très-distincts en soi des questions de délimitation, mais qui, s'ils étaient éclaircis à l'avance d'une manière satisfaisante pourraient contribuer beaucoup à l'affermissement des rapports de bon voisinage entre les colonies portugaises et le futur Etat du Congo.

L'Association Internationale, vous ne l'ignorez pas, envisage comme une éventualité dont la réalisation serait avantageuse pour tous les pays riverains du Congo, la construction d'un chemin de fer destiné à relier l'intérieur du bassin de ce fleuve à un port franc en eau profonde situé vers l'embouchure. D'autre part, en vue du développement du trafic, elle attache du prix à pouvoir compter, tant pour elle-même que pour les particuliers établis dans son territoire, sur la faculté d'engager librement des travailleurs notamment les bateliers et porteurs du district Portugais de Cabinda.

Les deux questions ne me paraissent pas de nature à soulever de difficultés sérieuses.

La construction du chemin de fer aboutissant à un port franc serait profitable au Portugal au moins autant qu'à l'Association; il est donc naturel qu'il accorde pour l'exécution de ce projet toutes les facilités d'usage sur son territoire, sans déroger bien entendu à aucun de ces droits essentiels de souveraineté et de juridiction. Les stipulations à cet effet formeraient nécessairement, lorsque le moment serait venu, l'objet d'une convention particulière, dans laquelle le Portugal se réserverait des avantages analogues à ceux qu'il concéderait lui-même, pour le cas où il projetterait de prolonger une de ses voies ferrées sur le territoire de l'Association.

La faculté d'engager librement des travailleurs n'est que la consécration du droit commun, tel qu'il vient d'être sanctionné par les décisions de la Conférence de Berlin. L'intérêt mutuel doit faire désirer qu'il soit bien entendu qu'aucune disposition administrative, aucun règlement particulier, tendant à introduire par des voies indirectes un monopole ou un traitement differentiel, n'entravera entre les territoires contigus du Portugal et de l'Association, la liberté du travail et des contrats. Les dispositions libérales de votre Gouvernement autorisent à penser qu'il n'hésitera pas à donner pour sa part cette promessse, sauf à se réserver en retour le benefice d'une garantie semblable.

Je serais heureux de pouvoir terminer mon œuvre de conciliation en transmet-

tant à l'Association Internationale, de la part de votre Gouvernement, l'assurance qu'aucun malentendu n'est à craindre touchant les deux points que je viens d'avoir l'honneur de vous indiquer.

Recevez, Monsieur le Marquis, la nouvelle assurance de ma haute considération.=(Assignado) *Alph. de Courcel.*

B

Resposta ao Sr. Barão de Courcel, Embaixador de França

Berlin, 16 février 1885.—Monsieur l'Ambassadeur.—Je m'empresse d'accuser la réception de la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 14 courant et je suis autorisé par mon Gouvernement à donner à Votre Excellence l'assurance que le Portugal en vue des intérêts communs sera toujours prèt à prendre en considération, d'accord avec l'Association Internationale du Congo, les avantages de la construction d'un chemin de fer sur ses territoires de la rive gauche du Congo, en conformité avec les lois Portugaises, et se réservant les mêmes avantages qu'il accorderait dans le cas, où il projeterait de prolonger une de ses voies ferrées sur les territoires de l'Association. De même sur ce qui forme le deuxième point que Votre Excellence signale à mon attention, le Gouvernement Portugais dans les limites du droit commun et des clauses des traités en vigueur ne mettra d'obstacle à l'engagement de travailleurs sur ses territoires, qu'il me soit permis d'espérer, Monsieur l'Ambassadeur, que ces assurances donneront complète satisfaction à la sollicitude que Votre Excellence a daigné déployer dans la médiation amicale de la France pour la réussite des négociations de limites entre le Portugal et l'Association heureusement déjà conclues.

Veuillez, Monsieur l'Ambassadeur, agréer l'expression reitérée de ma plus haute considération.=(Assignado) *Marquis de Penafiel.*

N.º 99

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Extracto.

Berlim, 18 de fevereiro de 1885.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Tenho a honra de enviar a V. Ex.ª copia das cartas que, na data de 15 do corrente, eu tive a honra de dirigir ao Chanceller do Imperio e aos Embaixadores de França e Gran-Bretanha em Berlim, notificando-lhes o Tratado de 14 do corrente pelo qual foram delimitados os territorios de Portugal na Africa Occidental com os da Associação Internacional do Congo. *(Annexo A)*

Conformando-me com os termos das cartas que me haviam sido dirigidas em 13 do corrente, e cumprindo as instrucções de V. Ex.ª, mencionei claramente que o Governo de Sua Magestade considerava reconhecidos os direitos de Portugal aos

territorios que, segundo o Tratado ficavam fazendo parte integrante das possessões de Portugal.

A

Berlim, 17 de fevereiro de 1885

Février le 15, 1885.—Mon Prince (Monsieur l'Ambassadeur).—Par votre lettre en date de 13 courant Votre Altesse Sérénissime (Votre Excellence), m'a fait l'honneur de m'exprimer la satisfaction que lui a causé l'assurance, donnée dans une lettre du 11, des sentiments dont mon Gouvernement se trouvait animé en se conformant aux conseils amicaux qui lui avaient été adressés par l'Allemagne, la France, et la Grande-Bretagne a fin d'arriver à une entente sur les questions de délimitation avec l'Association Internationale du Congo.

Dans ma lettre j'expliquais que mon Gouvernement considérait Banana comme faisant partie du district de Cabinda, et j'ajoutais d'autres raisons pour insister sur la permanence de Banana sous la souveraineté de Portugal.

Votre Altesse Sérénissime au nom du Gouvernement Impérial d'Allemagne est d'avis, ainsi que les Gouvernements de France et de Grande-Bretagne que le Gouvernement Portugais ne doit pas insister sur ces objections concernant Banana.

Devant l'opinion émise par les trois Puissances que les deux rives du Congo doivent être placées sous des autorités différentes, et pour ne pas prolonger une discussion qui deviendrait oiseuse après une manifestation aussi explicite de la manière d'envisager cette question par les trois Puissances, le Gouvernement de Sa Majesté m'a autorisé à signer le traité de limites avec l'Association Internationale du Congo dans les conditions proposées par les trois Puissances, qui témoignent de tant de sollicitude pour les vrais intérêts de Portugal, et à qui leur haute position politique européenne ainsi que leurs grands intérêts engagés en Afrique donnent le droit d'adresser un conseil aussi amical qu'il est sans doute impartial.

Ce traité a été signé hier avec la médiation bienveillante de la France. En donnant à Votre Altesse Sérénissime connaissance de la manière par laquelle mon Gouvernement s'est empressé de s'associer à l'opinion des Puissances amies, il ne me reste qu'à leur signaler comme acquise, d'après les paroles de leur lettre identique du 13 de ce mois, la reconnaissance par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne des droits du Portugal aux territoires délimités par le Traité avec l'Association Internationale du Congo, ces territoires faisant partie intégrante de ses domaines en Afrique,

Veuillez agréer, Mon Prince, l'expression de mon plus profond respect et de ma plus haute considération.=(Assignado) *Marquis de Penafiel.*

(Identicas foram respectivamente dirigidas aos Embaixadores de França e Gran-Bretanha em Berlim.)

N.º 100

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Fevereiro, 20 de 1885.—Ill.^{mo} e Ex.^{mo} Sr.—Tenho a honra de accusar a recepção dos officios reservados de V. Ex.^{a} de 15 e 16 do corrente, o primeiro dos quaes vem acompanhado da copia da Convenção celebrada por intermedio do Embaixador de França n'essa Côrte, com a Associação Internacional, e bem assim das notas que a V. Ex.^{a} dirigiram o Chanceller do Imperio e os Representantes de França e de Inglaterra em resposta á instancia que em nome d'este Governo V. Ex.^{a} fizera para ser conservado a Portugal o dominio de Banana.

Fornecem esses documentos uma cabal demonstração dos esforços empregados por este Governo na defeza dos nossos direitos, esforços sempre bem emprehendidos e intelligentemente secundados por V. Ex.^{a} Com a sua publicação ficará opportunamente habilitada a opinião publica a fazer completa justiça ao procedimento dos que tiveram por tão honrosa quanto difficil missão, a defeza dos interesses e direitos de Portugal.

Deus guarde, etc.

N.º 101

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA

Fevereiro, 21 de 1885.—Ill.^{mo} Sr.—Por intermedio de França se poz termo a uma longa pendencia, fixando-se definitivamente os limites dos territorios no Zaire, onde Portugal exercerá d'ora avante o seu dominio com o pleno assentimento de todas as Nações.

Para se alcançar este resultado que, pela exacta apreciação das difficuldades com que se teve de luctar se deve considerar mui satisfactorio, concorreu muitissimo o apoio moral da França, durante a Conferencia e a sua mediação nas negociações com a Associação Internacional.

Cumpre a este governo mostrar-se agradecido aos bons officios do Governo Francez, e a V. Ex.^{a} compete o desempenho d'esta agradavel missão.

Fica, pois, V. Ex.^{a} auctorisado a manifestar ao Sr. Jules Ferry que este governo aprecia com sincero reconhecimento a parte que o Governo da Republica Franceza quiz tomar na feliz conclusão das negociações com a Associação Internacional, e por essa mesma occasião V. Ex.^{a} fará sciente ao Ministro dos Negocios Estrangeiros de que a maneira por que o seu representante em Berlim interpretou e cumpriu as instrucções do seu Governo deu ainda maior valor ás suas intenções amigaveis.

Deus guarde, etc.

N.º 102

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Fevereiro, 21 de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Tenho presente o officio reservado de V. Ex.ª, com a data de 17 de fevereiro, no qual V. Ex.ª me dá conta da maneira por que terminára o incidente levantado pela Associação Internacional, que pretendia fazer inserir na Convenção de limites dois artigos addicionaes relativos á construcção de caminhos de ferro e contratos de serviçaes em termos absolutamente inacceitaveis.

Tenho muita satisfação em confirmar a minha approvação ao procedimento de V. Ex.ª n'esta conjunctura, e á maneira por que V. Ex.ª se expressou na resposta dada á carta que o Embaixador de França dirigiu a V. Ex.ª, com o que se poz dignamente termo a este incidente.

Deus guarde, etc.

N.º 103

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. MARQUEZ DE PENAFIEL

Extracto.

Fevereiro, 26 de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Procurou-me hontem o Ministro da Allemanha para me agradecer, por ordem do Principe de Bismarck e em nome do Governo Allemão, o havermos annuido ás instancias amigaveis d'aquelle Governo na delimitação das nossas fronteiras no Zaire com a Associação Internacional. Agradeci ao Barão de Schmidthals esta inequivoca prova dos sentimentos de amisade de que se mostra animado o seu Governo, ao qual pedi que transmittisse os nossos agradecimentos.

N.º 104

O SR. VISCONDE DE AZEVEDO DA SILVA AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

París, 26 de fevereiro de 1885.—Ill.^mo^ e Ex.^mo^ Sr.—Em cumprimento das ordens contidas no despacho datado de 16 do corrente, procurei o Sr. Jules Ferry para lhe manifestar quanto o Governo de Sua Magestade apreciára com sincero reconhecimento a parte que o Governo da Republica Franceza tomou na conclusão das negociações da Associação Internacional, e o modo amigavel por que o Representante da França em Berlim interpretára e cumprira as instrucções do seu governo.

O Presidente do Conselho recebeu com o maior prazer os agradecimentos que em nome do Governo de Sua Magestade lhe dirigi, manifestando a satisfação que sentia em haver contribuido para que esta antiga e difficil questão ficasse emfim resolvida, pelo que S. Ex.ª felicita o Governo Portuguez.

Deus guarde, etc.

N.º 105

O SR. MARQUEZ DE PENAFIEL AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Berlim, 27 de fevereiro de 1885.—Ill.mo e Ex.mo Sr.—Conforme tive hontem a honra de communicar a V. Ex.ª pelo telegrapho, foi encerrada a Conferencia de Berlim pelo Chanceller do Imperio.

Nem o discurso d'este nem a resposta que lhe deu o Conde de Launy, decano do Corpo Diplomatico, tiveram nada de particularmente notavel.

Resumiu o Chanceller os trabalhos da Conferencia, referiu-se ao resultado conciliador das negociações que lhe correram parallelas, felicitou-se pela obra de conciliação e de paz que as Potencias ali reunidas acabavam de realisar, agradeceu a todos o seu concurso, Plenipotenciarios, Delegados e Secretariado. Para todos encontrou o Principe de Bismarck lisonjeiras expressões, e alludindo por fórma particularmente amigavel á obra que Sua Magestade o Rei dos Belgas emprehendeu, fez votos pela sua prosperidade futura.

O Embaixador de Italia elogiou o Chanceller, e manifestou a gratidão de todos pelos obsequios e honrosa distincção que receberam os Plenipotenciarios e Delegados á Conferencia de Sua Magestade o Imperador e da familia Imperial da Allemanha.

Antes de encerrar-se a sessão o Presidente deu conhecimento á Assembléa do documento pelo qual a Associação Internacional do Congo adhere aos principios consignados no acto geral da Conferencia, que foi em seguida assignado.

Este facto é mais uma prova do empenho com que se procura dar vigor á existencia dos novos Estados do Congo, a quem se quer confiar um grande papel na applicação dos principios que a Conferencia decretou.

Concluiram, portanto, os trabalhos da Conferencia, e as negociações a ella correlativas; só me resta, pois, agradecer a V. Ex.ª as palavras que se dignou dirigir-me, nas quaes vejo mais do que merecida recompensa do zêlo com que pugnei pelos direitos e interesses, cuja defeza o Governo de Sua Magestade Fidelissima me fizera a honra de confiar-me.

Accusando, por ultimo, a recepção dos despachos de V. Ex.ª, datados de 20 e 21 do corrente, cumpre-me exprimir a profunda satisfação que sinto ao ver que o meu procedimento mereceu a approvação de V. Ex.ª

Deus guarde, etc.

N.º 106

O SR. GEORGE GLYNN PETRE AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

British Legation.—Lisbon, March 14th 1885.—I am instructed by Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency

that he has addressed a despatch to Her Majesty's Ambassador at Berlin expressing the satisfaction with which Her Majesty's Government received the announcement of the signature of a Treaty between Portugal and the International Association whereby their respective territories on the Congo and adjacent sea-board are settled and defined.

Sir Edward Malet has been authorized at the same time to inform the German Government that Her Majesty's Government recognize as a portion of the Portuguese Dominions the territories assigned by the Treaty to Portugal, and instructions in this sense have been sent to Her Majesty's Naval and Consular Officers on the West Coast of Africa.

In making the above communication to Your Excellency I am also directed to express the satisfaction of Her Majesty's Government at the termination of a question which has so long formed a source of embarassment to Portugal.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Traducção. — Legação Britannica em Lisboa, 14 de março de 1885. — Senhor Ministro. — Recebi instrucções do Principal Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros para informar a V. Ex.ª de que foi por S. Ex.ª dirigido um despacho ao Embaixador de Sua Magestade em Berlim, manifestando a satisfação com que o Governo de Sua Magestade recebeu a noticia da assignatura do Tratado entre Portugal e a Associação Internacional, em virtude do qual ficaram regulados e definidos os respectivos territorios no Congo, e na costa maritima adjacente

Sir Edward Malet foi auctorisado, ao mesmo tempo, a informar o Governo Allemão de que o Governo de Sua Magestade reconhece, como fazendo parte dos dominios portuguezes os territorios designados para Portugal no tratado, e foram já expedidas instrucções n'este sentido aos seus officiaes navaes e consulares na costa occidental de Africa.

Transmittindo a V. Ex.ª a communicação acima, recebi tambem instrucções para manifestar a V. Ex.ª a satisfação do Governo de Sua Magestade ao ver terminar uma questão que por tanto tempo tem sido a origem de embaraços para Portugal.

Aproveito a occasião para renovar a V. Ex.ª as seguranças da minha mais alta consideração.

N.º 107

O SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE AO SR. GEORGE GLYNN PETRE

Lisboa, 20 de março de 1885.—Ill.ᵐᵒ e Ex.ᵐᵒ Sr.—Tenho presente a nota que V. Ex.ª me fez a honra de dirigir com data de 14 do corrente, communicando-

me, em conformidade com as instrucções do seu governo, que ao Embaixador de Sua Magestade em Berlim havia sido dirigido um despacho, exprimindo-lhe a satisfação com que o Governo Britannico recebêra a noticia da assignatura do tratado entre Portugal e a Associação Internacional; que Sir Edward Malet fôra ao mesmo tempo auctorisado a informar o Governo Allemão de que o Governo de Sua Magestade Britannica reconhecia como parte dos dominios portuguezes os territorios que, pelo mesmo tratado, foram assignados a Portugal, e que n'este sentido haviam sido enviadas instrucções aos officiaes de marinha e aos agentes consulares na costa occidental da Africa.

Na mesma nota manifesta-me V. Ex.ª a satisfação do seu Governo por ver terminada uma questão que durante muito tempo fôra origem de embaraços para Portugal.

O Governo de Sua Magestade, empenhado como está em estreitar e consolidar os vinculos da antiga amisade que unem os dois paizes, não podia deixar de receber com o mais vivo prazer esta amigavel communicação, e encarrega-me de pedir a V. Ex.ª se sirva transmittir os seus cordiaes agradecimentos ao Governo de Sua Magestade Britannica.

Aproveito, etc.

N.º 108

O SR. JOÃO BAPTISTA DA SILVA FERRÃO DE CARVALHO MÁRTENS, PROCURADOR GERAL DA COROA E FAZENDA, AO SR. JOSÉ VICENTE BARBOZA DU BOCAGE

Outubro, 31 de 1884. — Ill.mo e Ex.mo Sr. — O interesse patriotico que a questão do Congo desperta excitou-me o desejo de concorrer com o meu limitado trabalho em favor de uma questão em que o direito e a honra estão da parte de Portugal.

Como V. Ex.ª sabe, só n'estes ultimos dias, depois da prezada e muito honrosa carta de V. Ex.ª de 17, em que me mandou os documentos, que eu não possuia, pude começar o trabalho, que saíu ao correr da penna, sem tempo para revisão, visto ter de estar copiado até ao fim do corrente mez, e por isso mais extenso de que era meu desejo.

Levo esse trabalho á presença de V. Ex.ª, pedindo para elle a escusa que a escassez de tempo, e mais do que isso, a mingua de cabedal proprio, lhe podem merecer.

Deus guarde, etc.

A questão portugueza do Congo perante o direito publico da Europa

N'este resumido trabalho proponho-me examinar a questão da Soberania do Congo por Portugal perante o direito publico da Europa.

Depois do que escreveram os sabios Visconde de Santarem, Marquez de Sá da

Bandeira e a Sociedade de Geographia no seu *memorandum* de 24 de dezembro de 1882, póde dizer-se que não ha que acrescentar ao que tão sabia e patrioticamente se acha sustentado; entretanto a patria acceita o concurso de todos.

O presente trabalho será a synthese do que se acha escripto, e é essa a fórma que lhe dou. Só agora o emprehendi, vendo submettido a uma conferencia internacional o que julgava direito garantido pelo Tratado de 26 de fevereiro do corrente anno, que, fóra dos precedentes britannicos, o Governo Inglez acaba de abandonar.

A questão do Congo reveste hoje um caracter em parte differente do que tinha antes do Tratado de 26 de fevereiro.

Não revogado aquelle Tratado, embora não ratificado, permanecendo o mesmo Gabinete, que o negociou, o reconhecimento do direito historico de Portugal não é cousa que possa ser posta em duvida pelo Governo Inglez na proxima conferencia de Berlim.

Este ponto, que é o reconhecimento d'aquelle direito de Portugal, mudará o campo de discussão, pelo menos com o Governo Inglez; não será já a posse d'aquelle direito, que terá de demonstrar-se, está reconhecida; será o estabelecimento de condições internacionaes para o regimen do Congo, e por isso para o exercicio d'aquella Soberania em que terá de assentar-se.

Tomando, porém, a questão de mais alto, é mister fazer a deducção do direito de Portugal; mostrar as condições em que, espontaneamente já offerecidas por Portugal, deva ser o seu exercicio; e assentar as garantias de execução, que devem seguir-se áquelle reconhecimento.

Para isto é mister desde já desembaraçar este assumpto da idéa de neutralisação politica do Congo, como proposição offensiva do direito de Soberania de Portugal, e como idéa praticamente irrealisavel.

A neutralisação seria a constituição de um estado excepcional no Congo, com manifesta violação do direito preexistente de Portugal.

O regimen do Congo para ser estabelecido carece de um estado Soberano, que o funde e que o assegure. Não ha que conferir essa Soberania porque existe perante o direito e perante os factos, o que póde é n'uma conferencia estipular-se de accordo as condições do reconhecimento, o que é questão mui differente.

Reconhecer o commercio livre, assegurar-lhe as garantias, não se chama *neutralisar*, chama-se *franquear* o paiz ou o porto em que se concede.

Neutralisar refere-se a condições soberanas; — franquear a condições de livre commercio.

São cousas completamente differentes, que não podem confundir-se, como se tem pretendido fazer.

E de franquear o commercio e de garantir-lhe as condições, que deve tratar-se, reconhecida primeiro a Soberania plena do estado que acceita esse encargo e que fica responsavel pela sua execução.

Só assente assim previamente é que sem quebra da dignidade da Nação póde tratar-se.

A idéa de não reconhecer Soberania privativa de Nação civilisada no Congo, que comprehende a navegação do grande rio, e o regimen das regiões marginaes, seria a creação de um systema não reconhecido no direito publico da Europa.

Não posso acreditar que visasse a isso a proposição pouco definida do *Instituto de Direito Internacional.*

É pois mister distinguir duas questões:

1.ª A da Soberania do Congo;

2.ª A do seu regimen commercial.

Sobre o primeiro ponto não póde acceitar-se discussão, porque não póde haver transacção possivel; é o artigo 1.º do Tratado de 26 de fevereiro, ou a recusa de Portugal a continuar na conferencia.

Sobre a segunda, póde haver tudo a regular, tudo se póde discutir.

Entremos de espaço na apreciação d'estas duas questões.

I

Soberania no Congo

O Congo não é uma região *nullius* perante o direito publico da Europa, é sim uma região, na qual, pelas peias postas desde longos annos ao exercicio da legitima Soberania de Portugal, não existe hoje regimen colonial regular, como nas colonias limitrophes portuguezas.

Não ha um Governo com séde permanente, com auctoridades e com administração sedentaria estabelecida.

Não chega a comprehender-se um estado similhante, n'uma região aberta a um commercio hoje importante e licito!

O reconhecimento d'este estado singular, e da impossibilidade de continuar, forçou o Governo Britannico a fazer o Tratado de 26 de fevereiro. Foi elle o resultado do grande litigio de discussão desde muito travado entre as duas Nações, e a que o Governo Inglez annuiu porque a questão do Zaire já não podia ser por mais tempo protrahida.

Tendo que chegar-se a um accordo, aquelle era o unico, de outro modo a Inglaterra commetteria um esbulho, de que haveria appellação no sentido do Tratado de París. Tratava-se de uma pendencia de direito internacional a resolver, e Portugal nunca deixára de accentuar e exercer a sua Soberania no Congo, tanto quanto pôde fazel-o, sem levantar conflicto com a Nação Ingleza.

Este é o verdadeiro estado da questão.

Não tenho que occupar-me largamente da apreciação historica, porque esse assumpto está póde dizer-se que esgotado nos trabalhos dos sabios Visconde de Santarem e Marquez de Sá da Bandeira, e no notavel *memorandum* da Sociedade de Geographia.

Sem repetir os factos, n'este vasto campo historico notarei o seguinte:

Descobrimento, conquista e occupação, sujeição de chefes, exercicio permanente de auctoridade emquanto foi consentido, jurisdicção ecclesiastica, missões, successivo exercicio de Soberania até hoje, apesar da resistencia alheia, e condições para a exercer completa, tudo assegura o reconhecimento do direito da Corôa de Portugal na região do Congo, perante os principios por que se rege o direito publico da Europa.

Em vista da historia colonial não póde pôr-se em duvida, que as costas do continente africano, povoadas pelas tribus selvagens ou barbaras, foram sempre consideradas como regiões de *occupação por titulo de descobrimento.*

É n'este direito publico que se funda todo o vasto systema colonial, do continente africano; ou mais generico ainda, este foi e é o direito publico com relação ao grande facto social dos descobrimentos.

Um similhante facto, tão generalisado como foi, e é o das largas explorações em prol da civilisação, do commercio e do engrandecimento das nações exploradoras, devia ter o seu direito publico internacional; foi sempre e é actualmente ainda aquelle.

É minha opinião que o descobrimento é titulo para adquirir a soberania, mas que carece da pratica dos factos, que mostrem o animo de estabelecel-a.

— A vassalagem das tribus ou dos regulos ou chefes, não só por acto momentaneo, mas mantida e comprovada pela repetição de factos que o attestem;

— O estabelecimento de fortalezas e de pontos de occupação;

— A interferencia armada nos portos e o exercicio de auctoridade repetidas vezes para se fazer obedecer e respeitar, ou para punir;

— O auxilio dado ás tribus assim avassaladas;

— O estabelecimento e dotação de missões, com constituição de templos e de jurisdicção regular, são factos que, separados ou conjunctos, todos ou parte, seguidos ao facto de descobrimento, mostram a constituição de soberania ou de suzerania nos estados assim sujeitos a esta occupação permanente ou temporaria.

Nunca se exigiu nem se podia exigir em systema colonial, o estabelecimento desde logo, de uma administração completa em todos os seus ramos. Essa é propria dos paizes civilisados, e aquelles são paizes a civilisar.

Alem de que, aquelles factos, nas grandes extensões coloniaes, e nas epochas de descoberta, constituem o *estado de administração possivel,* e por isso sufficiente para aquelle reconhecimento.

Este foi o direito ainda ha pouco sanccionado pelo Presidente da Republica Franceza em favor de Portugal, na arbitragem sobre a posse da bahia de Lourenço Marques, ou da Alagôa.

O moderno publicista, Mártens, escrevia ha pouco:

«A occupação é effectiva, se o Estado que a emprehende está resolvido a sub-«metter ao seu dominio o territorio que tem descoberto, occupado e annexado.

«Esta resolução, *animus possidendi,* manifesta-se exteriormente pela bandeira «nacional, pelas armas e por outros symbolos, mas primeiro que tudo, pela occupa-«ção material da terra novamente descoberta, pela introducção de administração, «pelo estabelecimento de forças, pela construcção de fortalezas, etc.»

Qualquer d'estes factos comprova e firma a soberania ou a suzerania, quando exercido sobre paizes avassallados.

Ainda em direito colonial convem distinguir a occupação para possuir exclusivamente, e esta era de ordinario a occupação dos portos de mar, como centros de commercio; e a posse do interior, que só se fazia sentir pelo principio de avassalagem, e não pela administração effectiva, de ordinario impraticavel. Bluntschli reconhece este direito sem controversia: «Quando os colonisadores começam por to-«mar posse das regiões das costas maritimas, admitte-se que comprehende toda a «parte da terra «firme, que por sua situação e especialmente pelos rios que a cortam, «se acha ligada «á costa, formando com esta um todo natural...............

«...

«querer restringir mais o alcance da tomada de posse, seria falta de senso pratico, «porque a civilisação e o desenvolvimento politico são obrigados a começar por al-«guma parte, para se poder penetrar mais longe.

«...»

Convem ainda notar aqui que o direito colonial assenta em principios muito mais latitudinarios, do que o direito entre os povos cultos.

(Em 1859 sustentei, como membro do governo, esta mesma doutrina sobre objecto de uma reclamação da Inglaterra.)

Referindo-se ao Congo o geographo Malte-Brun, na sua excellente obra *Géographie universelle*, continuada por Lavallée, diz textualmente:

«Os Portuguezes, cujos missionarios se applicam desde 1484 em prégar o «Evangelho aos habitantes do Congo, chegaram *a submetter este reino á sua suzera-«nia*, mas seja fraqueza, seja negligencia, deixam-n'o entregue ás revoluções intes-«tinas (isto tem succedido a outras nações mais poderosas, o protectorado do Egypto «está passando por essa prova) com o fim, continúa, de familiarisar os negros com «as fórmas da civilisação européa, os Portuguezes fizeram adoptar aos grandes, em «vez do antigo nome de *massi* ou senhor, os titulos de duques, condes e marquezes, «e dividiram o reino em cinco provincias: S. Salvador, onde reside o Rei, Bumba, «Somedi, Pemba e Soguo».

Era já esta a narração de Wadstraus e Inckel.

Descrevendo a capital do Congo, chamada S. Salvador, pelos Portuguezes, diz que o cume do monte que a cidade occupa é *coroado de uma fortaleza, que os Portuguezes ali construiram pouco depois da sua chegada áquellas paragens, e que comprehende hoje o Palacio Real com suas dependencias. Vêem-se ainda, diz, os restos das primeiras igrejas que os Portuguezes ali levantaram;* e pouco antes, tendo fallado de Cabinda, relata que os Portuguezes por differentes vezes têem procurado estabelecer-se ali.

Ritter diz o mesmo, notando ainda minuciosamente outros factos [1].

[1] «Cet auteur (Barros) raconte qu'en 1490, lorsque la seconde mission portugaise envoyée à Congo, se «préparait à poser la première pierre d'une église chrétienne à Ambasse, le Roi du Congo reçut la nouvelle «que les Mundéquètes, habitant quelques îles situées dans un grand lac, d'où sort le Zaire (d'onde sáe o rio «Zaire), étaient en insurrection et menaçaient d'envahir son royaume. A l'instant même, le Roi se fait baptiser «avec les principaux de sa cour et cent mille de ses sujets suivent son exemple. Pour la première fois, ce peu-

Estas narrações, evidentemente imparciaes, mostram bem como n'uma epocha em que a questão do Congo não tinha tomado o interesse que hoje tem, os sabios geographos que deixo notados apreciam as condições de suzerania portugueza no Congo.

São hoje raros os terrenos a descobrir, salvo alguma ilha de pouca monta, ou as regiões polares de mero interesse scientifico ou de navegação, vista a escassez de habitantes e a improductividade do solo para lhes fornecer os meios necessarios á vida, e ainda assim na sua arriscada navegação, o sabio explorador Nordenskiold, onde encontrou povo, encontrou occupação pela Russia.

Não póde, pois, na epocha do começo dos grandes descobrimentos, exigir-se para a constituição da posse, que chamarei politica, as mesmas condições que hoje podem exigir-se para o seu reconhecimento nos raros casos de similhantes posses novas.

Havemos de reconhecer o facto da posse politica, com os direitos de soberania d'ella resultantes, como aquelle facto e este exercicio então se firmava.

Como assim era entendido, vê-se, para o caso mesmo de que me occupo, da Carta Patente de Henrique VIII de Inglaterra, de 9 de dezembro de 1502, dada em Westminster com parecer do seu conselho, ahi reconheceu o direito de Portugal aos territorios africanos que havia descoberto; e como titulo legitimo e sufficiente: 1.º, o de descobrimento; 2.º, o de posse indicada ou provada pela implantação de pavilhões nacionaes. (Visconde de Santarem, *Quadro elementar.)*

Nas primeiras cartas da costa occidental africana faz ver o Visconde de Santarem, que a par com a designação das regiões entre 4° e 6° de latitude meridional, acha-se designada a occupação portugueza pela insignia das *armas* de Portugal.

Nota ainda que o capitão Diogo Cam, mandado expressamente pelo Rei o Senhor D. João II áquellas paragens, para continuar as descobertas e d'ellas tomar posse para o reino, descobriu o rio Congo ou Zaire, a 6° 10′ de latitude meridional, e conforme as ordens e instrucções que levava, levantou ali um padrão no anno de 1484, para perpetuar a memoria do descobrimento e attestar a posse que assim tomava, chamando-se áquelle rio desde então rio do Padrão, e o cabo do sul Cabo Padrão.

Cabe aqui notar, que o moderno publicista Mártens, de certo não dos menos exigentes sobre os caracteristicos da occupação internacional, diz:

«Sob o ponto de vista subjectivo, é necessario que a occupação tenha tido logar «em nome e com o assentimento do Governo, para o qual se occupa, para a distin- «guir da occupação pelos meros viajantes, que, descobrindo um territorio, lhe ar- «voram a bandeira do seu paiz.»

Aqui houve a ordem expressa do Soberano, e a posse n'esse sentido tomada e reconhecida.

«ple, au nombre de 80:000 combattants, marcha à la rencontre de l'ennemi, portant la croix en tête comme «un étendard. Le Roi sortit victorieux du combat; de retour dans ses états, il envoya des Portugais et des in- «digènes pour explorer l'intérieur du pays, et c'est dans leur expédition qu'ils passèrent à côté du grand lac, «dont il est question ici. Ce temoignage, le plus ancien que nous possédions, est encore aujourd'hui le plus «authentique.»

Prova mais o mesmo sabio Visconde de Santarem, não só o facto do descobrimento e da posse, como fica notado, mas o da *continua exploração,* com o testemunho de muitos auctores contemporaneos, que não cito aqui, porque é meu fim unicamente accentuar os factos geraes, que n'uma não interrompida serie, attestam o exercicio continuo, como então o podia haver d'aquella posse, tomada em nome do Soberano Portuguez, e com a solemnidade com que se fazia. Esse facto largamente comprovado, é que nos serve de guia.

Os escriptores coevos a que me refiro, são principalmente Garcia de Rezende, Ruy de Pina e João de Barros; a sua auctoridade não póde ser posta em duvida.

Que os Portuguezes exploraram o grande rio até aos *rapidos,* vê-se, alem de outras rasões, porque são mencionados pelas relações portuguezas da epocha, e são a cento e vinte leguas da foz, até onde, pelo menos desde logo, chegou a exploração dos nossos assim comprovada.

Esta posse e exercicio de soberania foi *continua e acceita pelas nações,* porque se vê, que, apesar do systema exclusivo de navegação ahi estabelecido para a bandeira portugueza, nenhuma nação a disputou então comnosco.

São muitos os diplomas, principalmente dos Soberanos Inglezes, em que o direito da Corôa Portugueza é reconhecido; encontram-se em larga copia no *Quadro elementar* das relações diplomaticas de Portugal.

Mas, ha mais, ha os testemunhos da propria legislação patria, regulando e regendo para o Congo; citarei os seguintes:

Alvará de 18 de março de 1605; lei de 1643, que fórma parte da Ord. do liv. 5.°, tit. 107; cartas regias de 27 abril de 1691, de 24 de janeiro de 1693, de 5 de março de 1700 e alvará de 11 de janeiro de 1758, referidos pelo mesmo Visconde de Santarem e por Figueiredo, e colligidos em parte no *Quadro elementar.*

É esta mais uma prova pela legislação patria, do exercicio de soberania portugueza ali, e por isso do dominio assente.

Para a prova do exercicio continuo de administração, como se podia ter n'um estado avassalado, que é o que o Congo era, transcreverei o que escreveu o mesmo Visconde de Santarem, que primeiro tratou este assumpto de modo a firmar auctoridade entre os sabios, em cujo gremio tanto illustrou o nome portuguez.

«Apenas o Congo foi descoberto pelos portuguezes em 1484, como mostrámos, «principiaram logo os Reis de Portugal a introduzir a civilisação européa com o «christianismo, entre os povos barbaros d'aquelle Reino.

«O primeiro descobridor conduziu immediatamente para Portugal diversos jo- «vens das principaes familias para serem instruidos na Religião, nas leis, nos usos «e costumes europeus [1], e El-Rei mandou logo Gonçalo de Sousa em 19 de dezem- «bro de 1490 a Ambese, capital do Congo, onde chegou a 29 de abril do anno «seguinte, e em 3 de maio foi posta a primeira pedra da igreja que se edificou, to- «mando o orago de *Santa Cruz,* a qual foi depois cathedral com Bispo e collegiada, «em consequencia das instancias que El-Rei D. João III fez no anno de 1534.

[1] Barros, decad. 1.ª, cap. IX.— Compare-se o chronista Rezende, cap. CLV e CLVIII.

«Reconheceram aquelles povos, pelo orgão do seu Soberano, os beneficios que «receberam immediatamente dos Portuguezes, como se mostra pela carta do Rei do «Congo a El-Rei D. Manuel, em 1512 [1] e, com effeito este monarcha mandou tam«bem muitos missionarios áquelle Reino, e ahi edificaram os Portuguezes o convento «dos missionarios capuchos destinados a instruir na Fé os negros do *Sonho*, edificio «que ainda ali existe, e que se estabeleceu em *Pinda*, na embocadura do Zaire. Os «Soberanos Portuguezes introduziram no mesmo reino a administração da justiça e «nomearam magistrados portuguezes [2], como lhe fôra requerido pelo delegado do «mesmo Rei do Congo em 1489, e que El-Rei D. João II recebeu em Beja [3]. O Rei «do Congo, logo depois de se fazer Christão, tomou o nome de D. João [4]. Todas as «pessoas principaes do mesmo Reino tomaram nomes portuguezes, muitos dos quaes «ainda conservam actualmente os Sovas, que habitam aquelles territorios. Do mesmo «modo adoptaram os brazões de armas que El-Rei de Portugal lhes concedeu [5]. Re«ceberam alem d'isso e usaram os Reis do Congo do estandarte que El-Rei D. Ma«nuel lhes mandou [6]. O mesmo Rei lhes mandou no anno de 1584, isto é, vinte «annos depois do primeiro descobrimento, mestres para ensinar os moços filhos dos «senhores d'aquelle paiz barbaro [7], emquanto por outra parte muitos habitantes do «Congo, individuos das principaes familias, vieram depois estudar em Portugal, á «custa do thesouro portuguez [8].

«Os viajantes e auctores estrangeiros confirmaram e verificaram estes factos nas «relações que publicaram.»

Levar-me-hia muito longe fazer aqui menção dos repetidos actos de interferencia exercida successivamente até á actualidade pelas armas portuguezas no Congo. Até á capital as levou victoriosas em nossos dias o intrepido almirante o Conselheiro José Baptista de Andrade, onde dictou a lei com a justiça e a prudencia que de ordinario acompanham a verdadeira bravura, e teria ali permanecido e reoccupado o Zaire, se as condescendencias com a politica estrangeira o não tivessem feito afastar contra o seu voto e conselho.

Ainda que quanto deixo dito e os factos apontados determinam o estado de

[1] O Rei do Congo, fallando de El-Rei D. João II e El-Rei D. Manuel, a quem escrevia, acrescentava: «E «sendo por elles ambos enviados a El-Rei meu Padre, como por uma divina inspiração e amoestamento de «esperança das causas presentes de acrescentamento da sua Santa Fé Catholica n'esta terra, *por sua piedade «prantada,* clerigos e pessoas religiosas, para lhe mostrarem o caminho da sua salvação e o pozessem no ca«minho de sua Santa Fé Catholica, sob que vivem os ditos Reis e seus naturaes, etc.»

[2] Vide Goes, *Chronica de El-Rei D. Manuel,* parte III, cap. XXXVII.

[3] «El-Rei D. Manuel mandou Simão da Silva ao Congo, levando nas suas instrucções auctoridade de al«çadas para fazer justiça aos Portuguezes, e para El-Rei do Congo julgar as causas de seus Reinos com um «Letrado que levava comsigo; com officio de Corregedor levava ordem para o ajudar na guerra, etc. (Chron. «cit., cap. XXXVII).

«O Rei do Congo mandou mesmo pedir a El-Rei D. Manuel o *Livro das ordenações,* para por ellas admi«nistrar justiça nos seus estados, como se vê da carta que elle escreveu a El-Rei D. Manuel em 4 de março de «1516, que acha no Archivo Real da Torre do Tombo.— Gav. 15.ª, mac. 14.º, doc. n.º 40.»

[4] Vide Rezende, *Chronica de El-Rei D. João II,* cap. CLIX.

[5] Vide Goes, *Chronica de El-Rei D. Manuel,* cap. XXXVIII, cartas do Rei do Congo, de 1512.

[6] Vide Resende, Chron. cit, cap. CLIX.

[7] Vide Goes, Chron., parte I, cap. LXXVI.

[8] Ibid.

direito de Portugal na actualidade com relação ao Congo, nos limites fixados pelo artigo 2.º da Carta Constitucional, todavia preciso, na ordem de idéas que propuz seguir, fazer particular resenha do estado das relações diplomaticas, determinado pelos tratados com relação ao reconhecimento do direito da Corôa Portugueza sobre este importante assumpto.

Debaixo d'esta consideração toda especialissima, determina isto ainda igualmente aquelle estado de direito com relação ao momento actual.

É conhecida a occorrencia em 1784 com o capitão francez Marigny que arrazou a fortaleza portugueza começada a construir em Cabinda.

D'esse facto o que ha a apreciar é a natureza e força da convenção de 30 de janeiro de 1786 com a França sob a mediação da Hespanha, para pôr termo ao conflicto que aquelle facto de violencia havia levantado.

Ainda que são conhecidos os termos d'aquella convenção, transcrevo-os aqui, porque mostram o estado de direito reconhecido n'aquella epocha pela França. Este documento e os tratados de 1810, 1815 e 1817 com a Inglaterra têem um valor especial que é mister apreciar de espaço.

Na convenção com a França de 1786, depois de pela parte de Portugal se affirmar mui positivamente a manutenção do direito exclusivo da corôa portugueza desde o Zaire e cabo Padrão nos limites já indicados, chegou-se por parte do Governo Francez á seguinte declaração:

«Em vista d'esta declaração o Plenipotenciario de Sua Magestade Christianis-
«sima está auctorisado para declarar e effectivamente declara que El-Rei seu Amo,
«cujo systema politico está fundado sobre os principios mais inviolaveis de justiça
«e de moderação, não se arroga o direito de disputar nem reconhecer os titulos
«para a pretensão, dominio e commercio exclusivo das outras Nações que propõe a
«Côrte de Portugal sobre a Costa de Angola desde Cabo Padrão para o Sul, e con-
«sente que o trafico dos vassallos de Sua Magestade Christianissima sobre a dita
«costa não se estenda ao sul do rio Zaire mais para lá do cabo Padrão; comtanto
«que as outras Nações não estendam o seu mais para lá do dito cabo; de maneira
«que os subditos francezes sejam tratados em tudo sobre estes pontos como os das
«ditas Nações, e gosem dos direitos que outras gosarem ou se lhes permittirem por
«Sua Magestade Fidelissima.»

Dos termos d'esta convenção é obvio que o Governo Francez não poz em duvida o direito portuguez, apenas manteve para o seu commercio o mesmo que fosse seguido com as outras Nações, e se acaso se tivesse depois mandado restaurar a fortaleza de Cabinda não se teria encontrado opposição por parte d'aquelle Governo, mas a revolução franceza que se precipitou, não deixou aos paizes aturdidos cuidar das colonias.

Não havia n'aquella epocha o mesmo interesse de commercio que hoje ha com relação á Africa. Então, desnaturada a indole dos primeiros descobrimentos e das primeiras conquistas, ia-se ali quasi que exclusivamente buscar braços para o traba-

lho forçado, despovoava-se a terra, afugentavam-se as tribus, e cimentava-se assim o odio e a desconfiança contra os europeus; o commercio valioso era principalmente o *trafico*, crime moral contra a igualdade humana, tão facilmente introduzido e tão difficilmente terminado!

A corrente hoje, depois da lucta de mais de meio seculo, é differente, mas aquelles effeitos desastrosos ainda ali se fazem sentir.

A superabundancia dos mercados da Europa obriga hoje as Nações a procurarem no continente africano o consumo que já lhes não proporciona a America florescente. O interesse é maior, mais vivo e mais instante, e sobretudo mui differente do que era então; a lucta de interesses é por isso mais renhida. Não póde comparar-se o antigo barracão para a compra de escravos, com a feitoria de depositos da industria europêa.

Colonisar e civilisar para garantir o commercio e diffundil-o é a tendencia que domina. Volta-se assim á primeira idéa, da epocha dos descobrimentos, grandiosa pelo genio levantado e emprehendedor dos primeiros exploradores, hoje persistente e tenaz pelo espirito de commercio, que só busca o lucro e que dá a lei ao mundo.

O periodo intermedio póde considerar-se de abatimento, e assim é preciso ver e apreciar n'elle os factos e a acção das Nações. Isto explica sem mais commentarios a questão presente do Zaire e a sua historia.

O tratado com a Inglaterra, de 19 de fevereiro de 1810 tinha no artigo 10.º o seguinte:

«Artigo 10.º Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal, estando plena-«mente convencido da injustiça e má politica do commercio de escravos, e da grande «desvantagem que nasce da necessidade de introduzir e continuamente renovar uma «estranha e ficticia população para entreter o trabalho e industria nos seus domi-«nios do sul da America, tem resolvido de cooperar com Sua Magestade Britanni-«ca na causa da humanidade e justiça, adoptando os mais efficazes meios para con-«seguir em toda a extensão dos seus dominios uma gradual abolição do commercio «de escravos. E movido por este principio, Sua Alteza Real o Principe Regente de «Portugal se obriga a que aos seus vassallos não será permittido continuar o com-«mercio de escravos em outra alguma parte da costa de Africa, que não pertença «actualmente aos dominios de Sua Alteza Real, nos quaes este commercio foi já «descontinuado e abandonado pelas Potencias e Estados da Europa que antigamente «ali commerciavam; reservando comtudo para os seus proprios vassallos o direito «de comprar e negociar em escravos nos dominios africanos da corôa de Portugal. «Deve porém ficar distinctamente entendido que as estipulações do presente artigo «não serão consideradas como invalidando ou affectando de modo algum os direi-«tos de Portugal aos territorios de Cabinda e Molembo, os quaes direitos foram em «outro tempo disputados pelo governo de França, nem como limitando ou restrin-«gindo o commercio de Ajudá e outros portos da Africa (situados sobre a costa com-«mummente chamada na lingua portugueza a *Costa da Mina*) e que pertencem, ou a «que tem pretensões a corôa de Portugal, estando Sua Alteza Real o Principe Re-

«gente de Portugal resolvido a não resignar nem deixar perder as suas justas e le-
«gitimas pretensões aos mesmos, nem os direitos de seus vassallos de negociarem
«com estes logares, exactamente pela mesma maneira que elles até aqui o pratica-
«ram.»

Ainda que este tratado celebrado *inter arma* foi declarado abrogado e de nenhum effeito em todas as suas partes, pelo celebrado em Vienna em 22 de janeiro de 1815 entre Portugal e a Inglaterra, aquella disposição passou para este tratado.

«Artigo 1.º Que desde a ratificação d'este tratado e logo depois da sua publica-
«ção, ficará sendo prohibido a todo e qualquer vassallo da corôa de Portugal o
«comprar escravos ou traficar n'elles em qualquer parte da costa de Africa ao norte
«do Equador, debaixo de qualquer pretexto ou por qualquer modo que seja; exce-
«ptuando comtudo aquelle ou aquelles navios que tiverem saído dos portos do Bra-
«zil antes que a sobredita ratificação haja sido publicada; comtanto que a viagem
«d'esse ou d'esses navios se não estenda a mais de seis mezes depois da mencio-
«nada publicação.

«Art. 2.º Sua Alteza Real o Principe Regente de Portugal consente e se obriga
«por este artigo a adoptar, de accordo com Sua Magestade Britannica, aquellas
«medidas que possam melhor contribuir para a execução effectiva do ajuste prece-
«dente conforme ao seu verdadeiro objecto e litteral intelligencia: e Sua Magestade
«Britannica a dar, de accordo com Sua Alteza Real, as ordens que forem mais ade-
«quadas para effectivamente impedir que (durante o tempo em que ficar sendo li-
«cito o continuar o trafico de escravos, segundo as leis do Portugal e os tratados
«subsistentes entre as duas corôas), se cause qualquer estorvo ás embarcações por-
«tuguezas que se dirigirem a fazer o commercio de escravos ao sul da linha, ou
«seja nos actuaes dominios da corôa de Portugal ou nos territorios sobre os quaes
«a mesma corôa reservou o seu direito no mencionado tratado de alliança.

«Art. 3.º O tratado de alliança concluido no Rio de Janeiro a 9 de fevereiro de
«1810, sendo fundado em circumstancias temporarias, que felizmente deixaram de
«existir, se declara pelo presente artigo por nullo e de nenhum effeito em todas as
«suas partes, sem que por isso comtudo se invalide os antigos tratados de allian-
«ça, amisade e garantia, e por tanto tempo e tão felizmente tem subsistido entre
«as duas corôas e que se renovam aqui pelas duas altas partes contratantes, e se
«reconhecem ficar em plena força e vigor.

«Art. 4.º As altas partes contratantes se reservam e obrigam a fixar por um
«tratado separado o periodo em que o commercio de escravos haja de cessar uni-
«versalmente, e de ser prohibido em todos os dominios de Portugal; e Sua Alteza
«Real o Principe Regente de Portugal renova aqui a sua anterior declaração e
«ajuste de que, no intervallo que decorrer até que a sobredita abolição geral e final
«se verifique, não será licito aos vassallos portuguezes o comprarem ou traficarem
«em escravos em qualquer parte da costa de Africa, que não seja ao sul da linha
«equinocial, como fica especificado no artigo 2.º d'este tratado; nem tão pouco o
«emprehenderem este trafico debaixo de bandeira portugueza para outro fim que

«não seja o de supprir de escravos as possessões transatlanticas da corôa de Por-«tugal.»

E na convenção addicional de 28 de julho de 1817, a este ultimo tratado, estabeleceu-se novamente:

«Artigo 2.º Os territorios nos quaes, segundo o tratado de 22 de janeiro de «1815, o commercio dos negros fica sendo licito para os vassallos de Sua Mages-«tade Fidelissima são:

1.º Os territorios que a corôa de Portugal possue nas costas de Africa ao sul «do Equador, a saber: na costa oriental de Africa o territorio comprehendido entre «o Cabo Delgado e a Bahia de Lourenço Marques; e, na costa occidental, todo o «territorio comprehendido entre 8º e 18º de latitude meridional.

«2.º Os territorios da costa de Africa ao sul do Equador, sobre os quaes Sua «Magestade Fidelissima declarou reservar seus direitos, a saber: os territorios de «Molembo e Cabinda na costa occidental de Africa desde o 5º 12′ até ao 8º de la-«titude meridional.»

É este o quadro das relações diplomaticas firmadas em tratados respectivos aos direitos de Portugal na região do Congo, com applicação especial ao commercio do *trafico*.

Com relação á convenção com Inglaterra, de 22 de janeiro de 1815, celebrada em Vienna por occasião de ali se discutirem no grande congresso as proposições para a abolição do trafico, cumpre notar, que similhantes convenções parciaes, como meios de facilitar o fim mais largo que o congresso se propunha, têem um caracter de adhesão moral das potencias signatarias do congresso, que não é licito desconhecer.

Lendo as conferencias e os protocollos do congresso de Vienna sobre a questão do trafico, tão energicamente ali proseguida por Lord Castlereagh, o negociador com Portugal, vê-se que n'elles se deu expressa conta do ajuste feito entre a Inglaterra e Portugal, e foi com esse ajuste que os plenipotenciarios portuguezes responderam ás instancias feitas para a acceitação, por parte de Portugal, de um praso certo para a total abolição do trafico, que então offerecia graves difficuldades para o Governo Portuguez, pelas condições especiaes em que se achava a mais importante colonia da Nação, o Brazil. (Veja-se a excellente collecção do Sr. Bicker, e *Le Congrès de Vienne et les traités de* 1815 (1863) par M. le Comte de Angeberg.)

O mesmo se vê da introducção de Capefigue feita áquella obra.

Como acaba de ver-se, pelo tratado de 22 de janeiro, mantendo n'esta parte o que havia sido convencionado no tratado de 1810, foi reconhecido o direito de commercio *exclusivo* de Portugal para a continuação do *trafico* com perfeita igualdade nos terrenos ao sul do Equador, tanto nos em que Portugal estava de inteira e pacifica posse e administração permanente estabelecida, como nos reservados no tratado de 1810, isto é, até 5º 12′ latitude sul.

Commercio exclusivo reconhecido sobre tão grave questão, não o podia ser sem a implicita acceitação de titulo de direito bastante para merecer aquelle reconhecimento, em assumpto em que boa vontade havia de não o fazer. Foi, ainda que hoje

se não queira, o reconhecimento por igual onde havia dominio colonial certo e onde o havia reservado.

Não reconhecer só como meramente nominal aquella reserva, mas igualar o direito, foi reconhecer-lhe effeitos praticos exclusivos, o que em tão grave e debatido assumpto ha de confessar-se que teve o valor de reconhecimento formal por parte da Inglaterra, com o assentimento tacito das Potencias então representadas no Congresso de Vienna, do direito certo de Portugal a estabelecer ali sem embaraço dominio ou suzerania completa, como sobre terrenos avassallados, quando isso lhe conviesse.

No congresso de Vienna discutiu-se a extincção do *trafico*, ferido este profundamente em todas as discussões do congresso havidas já antes do tratado de 22 de janeiro com a Inglaterra, é evidente que esta Nação representada por Castlereagh, o energico adversario do *trafico*, não iria abrir uma excepção a favor de Portugal (que não se lhe impunha de certo) para lhe assegurar o commercio exclusivo do trafico em regiões em que o seu direito ás vistas da Inglaterra e da Europa, representada então em Vienna, não fosse um direito serio, cujo reconhecimento não poderia ser recusado perante o direito publico europeu.

Quando se trata dos direitos reservados que a Europa disputa, não se lhes concede assim por certo bem mais do que começo de execução.

Isto pela parte da Inglaterra como signataria do tratado de 22 de janeiro e das Nações a quem d'esse tratado se deu noticia official.

Pela parte de Portugal vê-se que reservando os seus direitos por aquelles termos significou, que se reservava exercel-os como os exercia nas outras colonias, ou em pleno dominio portuguez ou avassalladas, como eram de ordinario as do interior de Africa, segundo a pratica constante do direito colonial então, e ainda hoje vigente.

Esta é a significação da reserva feita, nem outra se póde admittir desde que aquelle direito, como certo passou a ser inserido na constituição do Estado (Carta constitucional, artigo 2.º), reconhecida pelas Nações, e á qual, pelas circumstancias da epocha, a Inglaterra não foi nem estranha nem indifferente.

Ainda mais se accentua esta differença vendo que, com relação a direitos não plenamente reconhecidos, se usou no artigo 3.º da Constituição da fórma consagrada pelo direito publico para simillhantes casos.

Aquella declaração formal feita na constituição politica da Nação (artigo 2.º), é uma affirmação do dominio, que não havendo protesto em contrario, foi com a Carta reconhecido pelas Nações.

Tanto é este o direito publico da Europa seguido, que quando nas constituições que se decretam se fazem analogas affirmações de exercicio de direitos soberanos, as Nações que não concordam, fazem as competentes reservas ou declarações.

É sabido como a declaração de direito feita na nova constituição dinamarqueza, com relação aos ducados, foi logo reclamada pelas Nações interessadas e d'ahi tomou fundamento ou pretexto a guerra de 1864. (C. F. Allen, *Histoire de Danemark.)*

Convem ponderar aqui, se firmados pela historia os principaes factos da dominação portugueza no Congo, que ficam narrados; comprovado o exercicio successivo ali de auctoridade sempre que as circumstancias o exigiram; reconhecido o direito exclusivo de Portugal ao trafico n'aquellas paragens, pelos successivos tratados e convenções que ficam transcriptos; acceita e reconhecida a lei fundamental do Estado sem reserva nem protesto, em que o direito certo da corôa portugueza sobre Cabinda e Molembo, ficou sendo direito constitucional para a Nação; podia em 1853 ser pela Inglaterra invocada a prescripção contra o direito portuguez, assim solemnemente confirmado e proclamado, soccorrendo-se ao argumento de que o direito que Portugal adquirira pela prioridade da descoberta no fim do decimo quinto seculo, havia desde longo tempo caído *(suffered to lapse)* em consequencia do Governo Portuguez ter deixado de occupar o Paiz descoberto?

Mas os obstaculos que a uma mais larga occupação portugueza se offereceram, foram todos por parte da Inglaterra, e ainda quando nenhuma interferencia successiva desde então tivesse havido na região do Zaire, o que não succedeu, como fica demonstrado, seria corrente em direito que ao impedido não corre o lapso; e que muito menos poderia ser pelo Governo Inglez allegado esse motivo, que elle mesmo tinha opposto.

Em 1859, sob fundamento da presa de um navio inglez por contrabando de polvora, apprehendido pelas auctoridades portuguezas, similhante argumento foi produzido pelo Governo Inglez com relação á Bahia de Lagoa, ou de Lourenço Marques, como já notei.

Versou sobre esse assumpto uma nota, que então como membro do Governo redigi, e a questão então afastada n'aquella fórma e com aquelle fundamento, reviveu depois para caír pela arbitragem que reconheceu o bom direito de Portugal em toda a Bahia de Lagôa.

Notarei aqui de passagem, unicamente para firmar doutrina, porque não é este o caso que se dá, que não ha prescripção *extinctiva* de soberania, quando a cessação do exercicio não é seguida do exercicio de outro poder soberano, e esse não o têem as tribus selvagens ou barbaras, como são as da região de que se trata, aliás nunca haveria direito de ali estabelecer a civilisação pelo dominio e occupação, como têem feito todas as Nações.

Em direito internacional a cessação não se rege pela prescripção de direito civil, mas sim por principios de ordem politica, que não tenho de apreciar agora.

Com rasão diz Mártens (o moderno) que o direito internacional não reconhece termo de prescripção. Reconhece factos consummados, quando têem valor para isso.

Depois das declarações dos tratados de 1815 e de 1817, são os factos historicos, que o Governo Portuguez não se contentou com manter aquella affirmação de direitos, mas, tanto quanto pôde, em vista da reluctancia ingleza, exerceu *constantemente o seu direito* de suzerania, como se tem n'aquellas paragens; direito reconhecido repetidas vezes pelo Rei ou antes chefe do Congo e chefes seus subditos, ora pedindo o auxilio e interferencia portugueza, ora submettendo-se, dando-se assim o facto caracteristico em direito internacional da cedencia e reconhecimento dos

chefes locaes, seguido do exercicio por parte do suzerano, unico caso em que taes cedencias se podem considerar com verdadeiro valor, quando feitas pelos chefes de tribus n'aquelle estado de rudeza, o contrario seria reconhecer mais direitos nos povos selvagens, ou *quasi*, do que nos povos cultos cujos chefes ou soberanos não têem o direito de ceder territorio ou de acceitar soberania estranha.

O direito colonial é *sui generis* n'este sentido, e é segundo os seus precedentes e a jurisprudencia estabelecida que tem de interpretar-se e seguir-se.

Quando houve descobrimento, doutrinação por missões organisadas e com jurisdicção ecclesiastica estabelecida, commercio privativo, occupação por fortalezas, auxilio nas guerras, decisão das questões suscitadas amigavelmente ou pelas armas; e a par d'estes factos, cuja importancia em direito internacional não póde ser contestada, se produzem autos de submissão e reconhecimento de soberania feitos pelos chefes, e acceitos pela Nação colonisadora, como consequencia d'aquelles factos: quando se mostra exercida vigilancia e interferencia, já para castigar rebeldes, já para auxiliar o commercio e garantir-lhe a segurança, já finalmente para fazer respeitar a bandeira; o facto de submissão é completo e o estado de suzerania acha-se assim estabelecido como o póde ser sobre povos não cultos.

É este o direito colonial acceito e seguido por todas as Nações.

Os factos historicos mostram que Portugal não se contentou com manter aquella affirmação do seu direito, mas que tanto quanto pôde, a despeito da reluctancia ingleza, exerceu, por uma larga succession de factos até ao presente, a suzerania sobre o Congo.

Esses factos mostram igualmente que Portugal, sem aquella opposição, teria desde muito creado no Congo um estado colonial com todas as suas condições, e satisfazendo de certo ás justas exigencias do commercio livre no Zaire, porque esse é o meio mais prompto do engrandecimento commercial de um porto de mar.

O direito de Portugal sobre o Congo não é pois unicamente direito reservado, nem a constituição assim o considera, é sim direito de suzerania exercido por uma não interrompida successão de factos, em tanto quanto se tem tornado possivel, não obstante a opposição a que já fica feita referencia.

Com relação ao Ambriz, que estava em condições similhantes, a feliz occupação portugueza não soffreu seria impugnação, e o regimen colonial acha-se ali completamente estabelecido, sem oppressão dos indigenas, e sem embaraços para o commercio licito.

Os interesses creados pelo commercio no Zaire, bem differentes hoje do que haviam sido n'outras epochas, impediram por certo bem ou mal o Governo Portuguez de adoptar igual procedimento ali, que, com uma legislação livre de alfandegas, teria posto termo á questão.

Em direito internacional, firmada a soberania colonial na prioridade de descobrimento, primeira occupação e colonisação, como a reconhece Calvo, seguidos esses factos primordiaes de outros, como os que deixo referidos, não póde o direito assim assente ser depois negado com o fundamento de que a occupação effectiva não existe na actualidade, se não se seguiu a occupação effectiva e permanente por outra Na-

ção culta. Refiro-me á occupação permanente de outra Nação culta, porque é preciso não esquecer a circumstancia importante, de que se trata de Paizes de selvagens ou quasi, e a esses não póde sem incoherencia reconhecer-se-lhes aquelle direito, aliás forçoso seria confessar que o tinham desde começo.

Os auctores que têem escripto sobre o direito publico internacional tratam mais do direito publico da Europa, do que do direito colonial, muito mais hypothetico do que aquelle.

Ainda assim, com applicação ao estado actual, bem differente do de outras epochas, o publicista Calvo, depois de ponderar que são hoje menos os casos de existencia de territorios não apropriados por alguma Nação culta, seja inoccupados, seja povoados por tribus selvagens, nota que no primeiro caso póde adquirir-se soberania sobre similhantes territorios, se alguns ha hoje que o mereçam, pela posse, e define como a entende; com relação aos segundos reconhece a posse pela suzerania, sem a necessidade de occupação effectiva, e de administração propria, mas só mantida por uma especie de tutela, que se exerce por todos ou alguns dos actos a que tenho feito referencia, e nem por isso esse direito, como aquelle, deixa de ser reconhecido e respeitado, porque a colonisação não é, nem póde ser um facto rapido, mas sim o resultado da longa acção do tempo.

Notam-se muitos casos de contestações similhantes de direito de soberania colonial fundados n'aquelles titulos, mas quasi sempre resolvidos, quando as armas não têem interferido, sob a inspiração de dois principios perfeitamente compativeis: o reconhecimento do direito historico; e o estabelecimento das franquias do commercio.

Não pretendemos outra cousa no momento actual, mas isto esperâmol-o da justiça e sabedoria da conferencia.

II

A questão na actualidade

Trazido até á actualidade o exercicio do direito de Portugal sobre o Congo, pela fórma por que o tenho indicado, até certa epocha em pleno exercicio, e d'ahi por diante tanto quanto a interferencia ingleza o tem permittido, mas n'este periodo garantido ou assegurado pelas explicitas reservas dos tratados de 1810 e de 1815 e convenção de 1817, não póde hoje, depois do que com perfeita analogia foi decidido pela sentença arbitral com relação a Lourenço Marques, dos termos do tratado de 26 de fevereiro preterito, assignado com o Governo Inglez, embora não ratificado, e dos principios do direito publico da Europa, que deixo expostos, chegar-se a estabelecer regimen para a região do Congo, dentro do limite reservado n'aquelles tratados e reconhecidos no de 26 de fevereiro, que não assente na declaração do direito da soberania portugueza.

E digo que não póde proceder-se de outra sorte, conforme o direito publico da Europa, porque á face d'esse direito é igual a condição das Nações que têem soberania plena reconhecida, e Portugal têem-n'a por mais de sete seculos de indepen-

dencia e de tradições honrosas; —porque firmado nos titulos e reconhecimentos que deixei expostos, áquelle direito da corôa portugueza na região reservada do Congo, nenhuma outra *soberania* ali lhe foi substituida, nem mesmo de facto, embora abusivo fosse; —porque sendo Portugal Nação colonial, e possuidora de colonias da maior importancia na Africa, e as mais importantes pelo adiantado da sua administração limitrophes da região do Congo, não póde com verdade, e no congresso das Nações só esta póde ter voz, entender-se que não se encontra em condições de estabelecer o regimen colonial no Zaire com as condições necessarias de boa administração, de segurança e de progresso, que podem exigir-se para similhante reconhecimento.

Assente este reconhecimento perante o direito, restará a liberdade de convenção para o systema que seja opportuno adoptar-se, tanto para a livre navegação do rio e regimen colonial do porto, como para o respeito devido ás condições especiaes dos estabelecimentos ou feitorias de commercio ora existentes n'aquella região.

N'um Paiz em exploração commercial em condições excepcionaes, que tem de acceitar regimen colonial regular, em que é preciso por isso ter em conta todas aquellas condições creadas, que não se podem prejudicar, não póde desde já dizer-se qual seja o systema que deva ser preferido. É assumpto todo de especialidade.

São duas questões pois:

—O reconhecimento de soberania europêa no Congo;

—O regimen colonial que ali convenha estabelecer-se, especialmente com relação á navegação do Zaire e ao commercio ahi.

N'este ponto as condições applicadas ao Zaire pelo tratado de 26 de fevereiro, são bastante largas, mas não sendo já uma negociação privativa com a Inglaterra, é assumpto a considerar as importantes concessões ali feitas ao commercio inglez com relação a outros pontos hoje completamente no dominio e posse de Portugal, e as limitações importantes á livre alteração das pautas nas antigas possessões portuguezas africanas.

Tratando-se não de uma convenção privativa com a Inglaterra, mas para todo o commercio, as disposições assim estipuladas não deverão ir mais longe do que a nova região de que se trata. São cousas mui differentes as concessões feitas a uma Nação, que quando se ampliam a outras é sempre como compensações especiaes, do que a concessão, sem compensações, feita ao commercio de todo o mundo, em provincias em pleno dominio e administração de Portugal, como são todas aquellas a que no tratado se faz referencia, com excepção das comprehendidas no artigo 1.º, ou o Congo propriamente dito.

O que é de maior interesse sobre todo este assumpto, é o regimen que tem de estabelecer-se com relação ao grande rio, de ha muito aberto ao commercio livre de todos os povos, embora sem regimen propriamente legal, e sem a administração de uma Nação culta, sujeito por isso ás desordens e á falta de segurança e de condições de navegação e de commercio, que são conhecidas.

Em regra os rios navegaveis são, com relação ao direito internacional, subordinados a principios diversos, quanto ao commercio e á navegação, segundo as suas circumstancias:

— Se atravessam como navegaveis mais de um Estado;

— Conforme a sua importancia para o commercio das outras Nações, atravessem ou não mais de um Estado.

— Se servem de fronteira entre differentes Estados independentes;

— Finalmente se são unicamente navegaveis nos limites de um Estado ou Nação.

Pertencem ao primeiro caso os grandes rios da Europa, como o Rheno, o Escaut, o Elba, o Danubio; estão no segundo alguns dos grandes rios da America, embora corram só em dominios de uma Nação, como succede com o Mississipi, que antes da separação da America do norte corria todo em possessões inglezas, e hoje em Estados da Federação; o Pó, na Italia, cujo percurso navegavel é hoje todo dentro dos limites do reino da Italia, e antes havia sido regulado por convenções especiaes.

Os grandes rios da Africa estão em circumstancias excepcionaes, não se ajustando completamente a nenhuma d'aquellas condições, que foram as que inspiraram os principios que prevaleceram nos tratados de paz de París de 1814 e no de Vienna de 1815 e ultimamente no de París de 1856.

No tratado de Vienna, que mais generalisou as idéas até então mais ou menos sustentadas pelos homens politicos das differentes Nações, estabeleceram-se principios largos sobre a liberdade de navegação dos rios, no denominado regulamento para a navegação dos rios de 9 de junho de 1815; esses principios foram que as Potencias cujos Estados fossem separados ou cortados por um mesmo rio navegavel, se obrigariam a regular de commum accordo tudo o que dissesse respeito á navegação d'esse rio ou rios, e para tal fim deveriam nomear-se commissarios; a navegação em todo o curso d'esses rios desde o ponto em que cada um fosse navegavel até á fóz, deveria ser inteiramente livre, ficando todavia sujeitos aos regulamentos que se fizessem de accordo entre as Nações assim interessadas.

Que sempre que os rios constituissem no todo ou em parte, a linha divisoria da fronteira, as Nações limitrophes considerar-se-hiam com direito até á linha do meio do vau (talweg).[1]

Quando mesmo um grande rio passasse por circumstancias a ter o seu percurso todo dentro dos limites de um Estado, se fosse grande a importancia do seu commercio e navegação, deveria considerar-se aberto á navegação das outras Nações, que n'elle antes tivessem commercio.

Ainda que os principios professados em Vienna e consignados nos diplomas d'aquelle grande congresso, não possam entender-se senão com referencia á Europa, ali representada, todavia predominam igualmente com relação aos grandes rios da America, mais pelas conveniencias do commercio, do que pelos principios proclamados no congresso europeu.

São n'este sentido as convenções para a navegação do Mississipi, do S. Lourenço e dos grandes lagos que este rio serve, do rio da Prata, do Amazonas e seus affluentes.

Todos os publicistas admittem hoje o principio da livre navegação dos rios, sobre o modo de applicação do principio é que sempre se têem suscitado difficul-

dades, que não têem sido sujeitas a regras uniformes, mas a disposições especiaes conforme as circumstancias a que tem sido preciso attender.

Quanto a mim, como theoria não se póde negar a *propriedade* da Nação sobre toda a superficie de um Estado independente, ou essa superficie seja solida ou liquida.

Mas esta em que ha o percurso natural das aguas, não póde deixar de considerar-se como sujeita ao serviço dos outros povos, que igualmente possuam uma parte d'essa superficie.

O direito é superficiario e a servidão apenas de passagem.

Privados da liberdade elementar que caracterisa o alto mar, os rios constituem uma dependencia natural dos territorios por onde têem curso, diz Hœfter.

Resulta d'este direito que as Nações successivamente marginaes, não podem impedir o transito das outras Nações tambem marginaes, mas podem não admittir a cabotagem estranha, nem a armazenagem nas suas margens.

Se com o regimen do Zaire se quizer regular tambem para a navegação do Zambeze, que corre na parte navegavel todo em região portugueza, como se fez no tratado de 26 de fevereiro, é mister separar as condições, porque a Europa não tem direito a exigir de Portugal, sem grandes compensações, que sem restricções applique o mesmo systema a um rio, cujo dominio effectivo é de Portugal indisputavelmente.

É por este motivo que notei as differenças de regimen segundo a diversidade das condições. Com relação ao Zaire as condições são excepcionaes.

O Zaire serve ou póde servir o commercio externo de muitas Nações, não serve porém Estados marginaes constituidos, porque não o são as feitorias de algumas casas commerciaes ali estabelecidas livremente; no interior serve um Paiz de tribus selvagens ou quasi.

O tratado de París de 1856, que em muitos pontos rasgou ou substituiu o congresso de Vienna, com relação á navegação dos rios, seguiu os principios formulados n'aquelle congresso, deu-lhes só mais larga applicação, regulando a navegação e commercio do Danubio, de que o congresso de Vienna não se havia occupado, porque não foi n'elle representada a Sublime Porta, que então interessava mais ahi do que nenhuma outra Nação, e porque o congresso evitou envolver-se na questão do oriente.

O tratado de París de 30 de março de 1856 submetteu o Danubio ás disposições do acto final do congresso de Vienna, creou duas commissões: uma europêa, encarregada de fazer executar os trabalhos necessarios para melhorar as bôcas dos rios, outra administrativa permanente, tendo por missão preparar os regulamentos de policia fluvial e de navegação.

Referindo-se a este regimen o publicista Mártens nota que as attribuições conferidas á commissão europêa invadem por vezes a soberania territorial dos Estados marginaes. É esta uma difficuldade que cresce com o crescimento de importancia d'esses Estados, e que provocará mais tarde alterações importantes n'aquelle systema.

Não póde bem comparar-se o Zaire com o Danubio.

No regimen do Danubio são interessadas as relações de paz e as relações de guerra de muitos Estados soberanos. A Allemanha, a Austria, a Hungria, as novas monarchias da Servia, da Roumania, a Bulgaria quasi soberana, a Turquia, a Russia são vivamente interessadas no regimen do Danubio.

Por muito que se exagere, o Zaire não avulta por ora tanto em importancia!

Uma commissão europêa terá aquelles mesmos inconvenientes, mas é acceitavel, não supprirá porém, por mais que isso se pretenda, a soberania territorial indispensavel n'aquella região. Fazer d'essa commissão uma commissão soberana, seria crear uma grande collectividade para um pequeno objecto, relativamente considerado. A Europa a imperar toda pelos seus delegados na região do Zaire, é uma idéa pouco pratica.

A idéa da neutralisação politica do Congo tem sido alimentada com insistencia para favorecer pretensões industriaes, que cedo ou tarde se mostrarão exageradas e insubsistentes.

Querer implantar a civilisação europêa n'uma vasta região como o Congo, sem o reconhecimento ali de um poder soberano, não será cousa praticavel. Quem diz civilisação, diz administração sedentaria, diz regimen fiscal, diz força e segurança publica, diz justiça e tribunaes, diz emfim um Estado constituido.

Hoje não se formam Estados commerciaes com soberania, como n'outro tempo se formaram cidades, a sua epocha passou, porque passaram ou se transformaram as circumstancias que as haviam creado e sustentado.

Não foram um erro, foram uma necessidade, e quando esta desappareceu, o seu poder desfez-se; assim acabaram as cidades livres.

O mesmo digo das companhias meio soberanas, e estas pertenciam a Estados constituidos, que quando passou a conveniencia que as havia feito nascer, as absorveram.

Reconhecer soberania na sociedade africana, seria crear uma entidade desconhecida na politica moderna. Se um dia maus negocios a fizessem liquidar, liquidaria tambem a soberania assim creada!

A neutralisação do Zaire não é o estabelecimento ali da liberdade commercial, porque essa póde havel-a sob o regimen de um Estado soberano. A neutralisação do Zaire é uma invenção para cobrir a pretensão de uma associação particular a vir estabelecer-se ali como soberana.

Mas a soberania na Africa ha de ser ou a dos seus povos, quando possuidores de um estado de civilisação que a comporte, do que estão longe; ou de Nação ou Nações soberanas, que ali tenham estabelecido ou estabeleçam o seu imperio pela colonisação.

A soberania de um Estado no Congo não exclue a propriedade, seja qual for, das sociedades commerciaes ali existentes; a soberania comprehende a propriedade internacional, que nada tem com a propriedade privada ou social a que acabo de referir-me.

Se nenhum Estado civilisado houvesse com direito soberano sobre o Congo,

seria mister creal-o, porque só a uma Nação constituida póde ser confiado o novo regimen que tem inevitavelmente de crear-se ali.

Fica exposto como tributo de trabalho ao meu Paiz, o que entendo sobre a soberania de Portugal na região do Congo, tão integra como foi reconhecida na lei fundamental do Estado; e a largos traços o regimen, que ali terá de ser estabelecido, se a conferencia das Nações quizer resolver em harmonia com o direito publico da Europa, os problemas que lhe vão ser submettidos.

As especialidades são o campo das transacções que não podem ser de antemão prevenidas.

Reconhecido o principio da soberania portugueza, o Governo portuguez terá na conferencia de ir tanto ou mais longe do que já o tem feito nas suas promessas; esse campo é tão vasto quanto difficil, mas ser-lhe-ha igual o Governo portuguez.

Lisboa, 31 de outubro de 1884.=*João Baptista da Silva Ferrão de Carvalho Mártens,* Procurador Geral da Corôa e Fazenda.